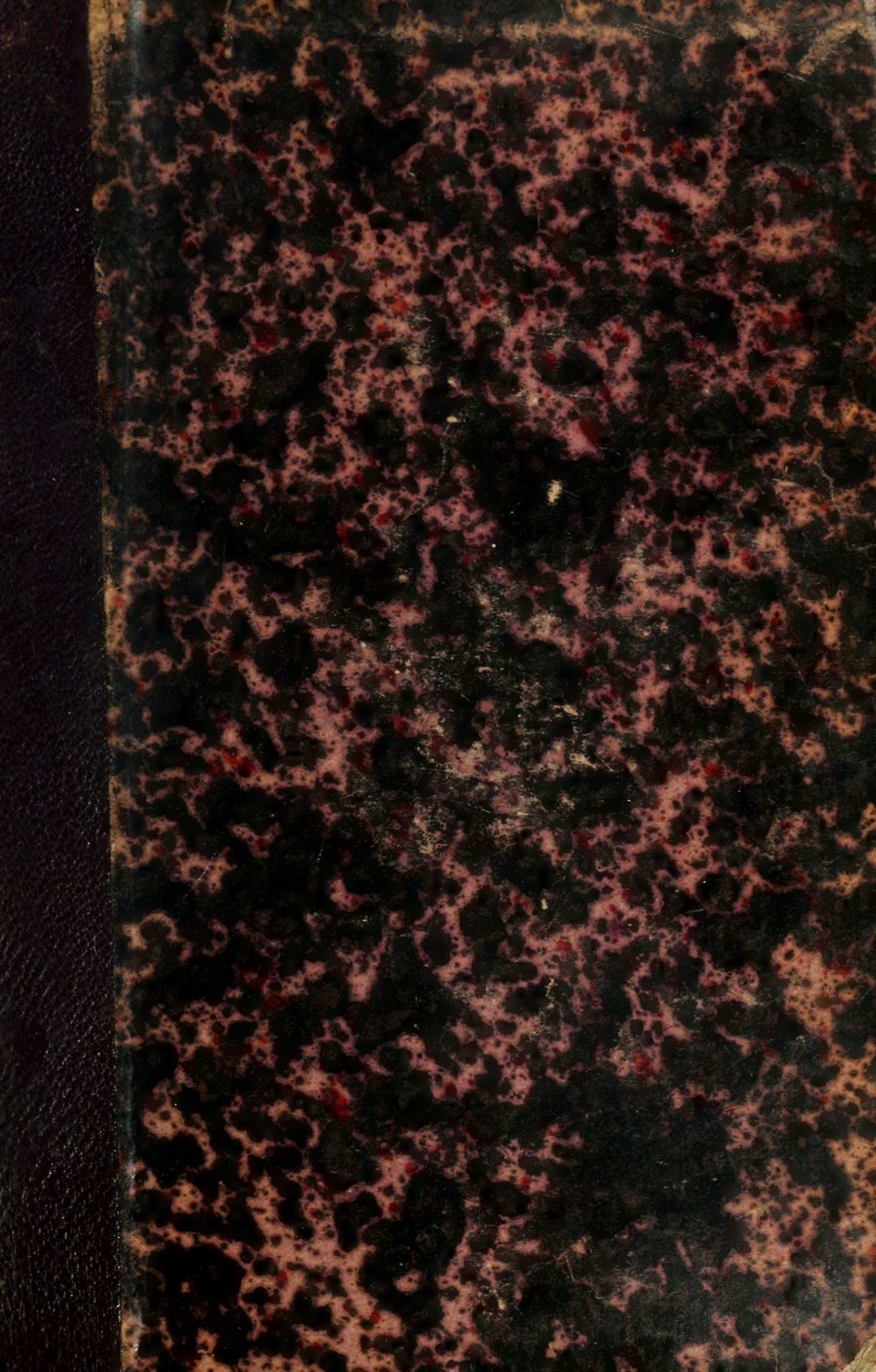
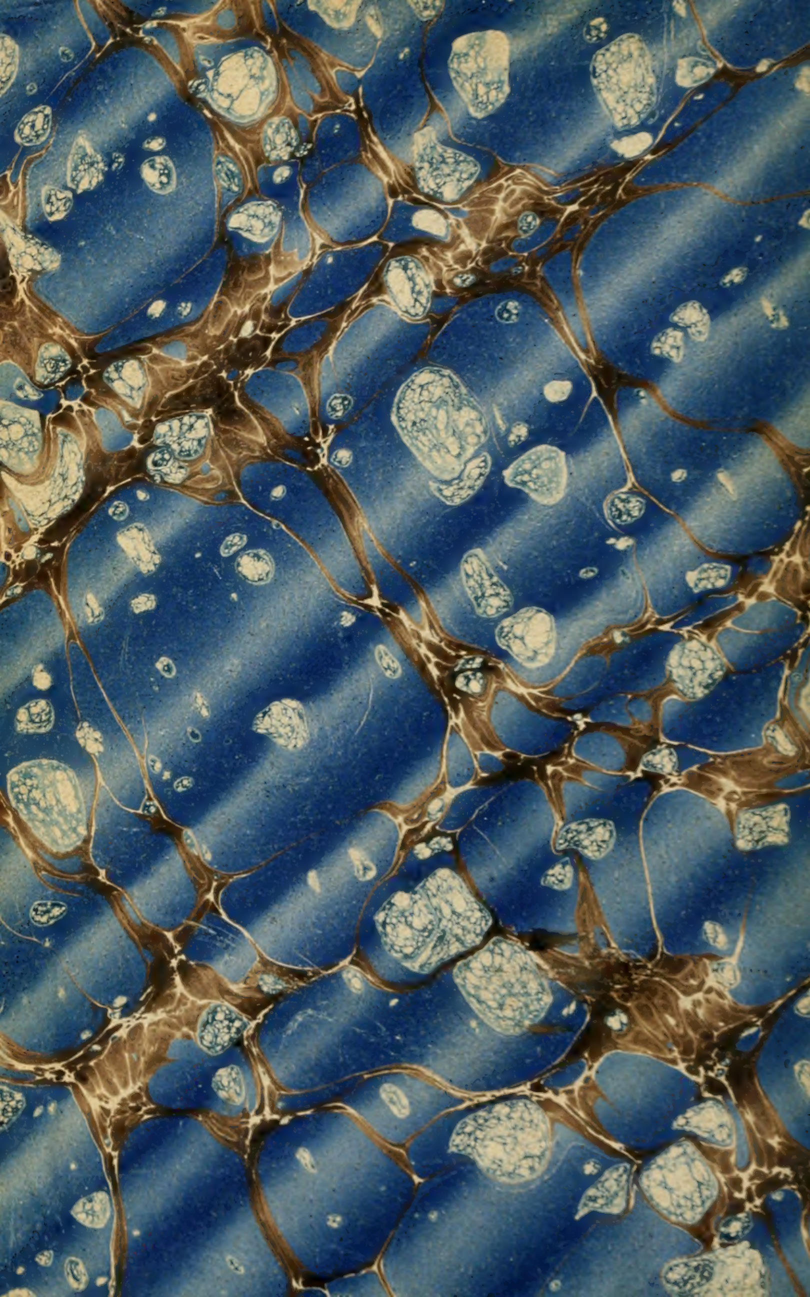






1914

PARIS

PENDANT LA MOBILISATION

DU MÊME AUTEUR :

Pour paraître en septembre

1915

PARIS

UN AN APRÈS LA MOBILISATION



Antoine DELÉCRAZ

Aux Parisiens qui n'ont pas quitté Paris pendant les premières journées de septembre.

1914

PARIS
PENDANT LA
MOBILISATION

NOTES D'UN IMMOBILISÉ

Des faits, des gestes, des mots...

31 juillet-22 août



Extrême urgence circulaire recommandée

Ordre de Mobilisation Générale

Le premier jour de la Mobilisation est le Dimanche 2 Août

Les jours se comptent de Minuit à Minuit

GENÈVE
Edition du journal **La Suisse**
19. rue de la Cité

IMPRIMERIE L. SOUL[illegible] [illegible]
RUE DE LA CITÉ, 10

AU LECTEUR,

En prenant ces notes sans prétention littéraire, au fil d'événements qui sont déjà dans l'histoire, je n'ai voulu que fixer certains aspects de Paris avec ses gens, ses bêtes et ses choses et conserver l'empreinte des instants inoubliables que nous avons vécus pendant la mobilisation.

Des mots, des gestes, des faits, s'ils sont spirituels, heureux, intéressants, tombent rapidement dans le domaine public. C'est sans doute ce qu'il est déjà advenu de plus d'un de ceux que j'ai recueillis, soucieux surtout de les placer dans leur ambiance même, avec leurs proportions exactes et à l'heure qui leur appartient.

Je prie donc le lecteur de se reporter soigneusement aux dates. Elles donneront toute leur valeur à ceux de ces faits, de ces gestes, de ces mots qu'il est exposé à rencontrer et à saluer au passage comme on salue une vieille connaissance, ou plutôt un ami si la rencontre est heureuse.

L'AUTEUR.

ERRATA

Page	*Ligne*	*au lieu de*	*lire*
33	24	Turgo	Turgot
112	9	banc	ban
255	20	aux dames de l'Union de France	à l'Union des femmes de France
270	17	ruée	nuée

PARIS

PENDANT LA MOBILISATION

1914

31 juillet.

Depuis bientôt une semaine il semble que les fluctuations du temps ont suivi celles des pourparlers entre puissances étrangères. Tour à tour le ciel est bleu ou couvert et soudain on voit arriver à l'Est — curieux présage — de lourds nuages opaques qui obscurcissent le soleil.

Pourtant, depuis le retour accéléré, mais triomphal, du président Poincaré, le temps paraît vouloir se fixer au beau.

Fasse le ciel qu'il en soit de même pour l'horizon politique de l'Europe. Mais, hélas! je n'en crois rien. Ainsi que je viens de l'écrire à ma bonne mère, que j'ai envoyée à Genève en prévision de ces tristes événements, pour moi, c'est la guerre inévitabe ; d'autant plus inévitable qu'elle est voulue par l'Allemagne. Notre force militaire qui, tel un vigoureux et bel arbre, s'épanouit en pleine floraison.

l'inquiète de plus en plus. L'année prochaine, elle sera plus redoutable encore et plus les Allemands attendront, plus ils auront à la redouter. Il s'agit, pour eux, de la briser et si possible de l'anéantir.

L'Autriche, en adressant un ridicule ultimatum à la Serbie, lui sert de paravent. Elle vient de mobiliser contre cette vaillante petite puissance sa singulière armée d'ordre composite. Maintenant que celle-ci est rassemblée, elle donne, par la diversité des races qui la forment, l'impression d'un manteau d'arlequin.

Le premier fait d'armes de ces artilleurs, soutachés de passementerie comme des tziganes, a été de bombarder une ville ouverte et abandonnée, Belgrade. Non sans avoir eu soin d'exiger par traité qu'on ne la fortifiât jamais. Cette utile précaution tendait sans doute à réserver aux héros autrichiens un siège et une victoire à leur taille.

Sous la menace de la guerre, la population de Paris est admirable et fait montre d'une gravité réfléchie qui étonne et rassure. On sent que rien ne peut la surprendre. Elle s'attend à tout. Elle est prête au plus grand effort. Notre admirable race n'a pas changé. D'un cœur enthousiaste et joyeux, je vois les hommes s'aborder, parler sans appréhension des événements que tout le monde prévoit et que personne ne redoute.

Entre interlocuteurs, les questions sont toujours les mêmes.

— Quel jour partez-vous ?

— Où allez-vous ?

La précision des réponses indique que chacun a soigneusement consulté son livret militaire.

De toutes parts on me cite des traits qui indiquent l'admirable esprit de la population.

Mon confrère Genève, de l'*Intransigeant*, qui était correspondant de guerre en Turquie pendant la dernière campagne des Balkans, s'est rendu au bureau de recrutement du boulevard Exelmans pour retirer le fascicule qui l'affecte au parc d'aérostation de Buc.

— J'ai été frappé, me dit-il, de la grande quantité de femmes qui viennent avec le livret de leur frère, de leur fils, de leur mari ou même de leur amant. Les hommes, retenus par le labeur quotidien, les envoient à leur place, afin d'avoir la confirmation du jour certain de leur départ et de la direction exacte qu'ils devront prendre en cas de mobilisation. Cette démarche, si pénible au cœur des femmes, m'a semblé « grand comme l'antique » tellement elle est faite avec simplicité toujours... Aussi les modestes et fidèles messagères sont-elles accueillies avec une bienveillance empressée et poliment familière par les gendarmes. Aimables, ils remettent un mot par écrit : « — C'est bien, madame, de venir ; tenez, donnez ça à votre mari. » Et le brave pandore remet à la ménagère un carré de papier sur lequel il a rédigé, lisiblement, une réponse claire, écartant toute équivoque. La femme remercie et, en s'éloignant, grave et pensive, lit profondément le papier, mystérieux pour elle, d'où lui semble dépendre le sort d'un être cher.

Quelle belle leçon de choses que ces démarches faites par les femmes des combattants de demain !

En quittant mon ami Genève, je vais rue de Lyon, chez un bistro, gros et blond comme un citoyen du canton de Vaud. Sa boutique, odieuse de « modern style », est installée au n° 7, et porte com-

me enseigne : « Café du Mont-Blanc. » C'est là que débarquent habituellement les commissionnaires venant des villes de province desservies par le réseau P.-L.-M. Ils apportent à Paris de nombreux paquets, qu'ils remplacent par d'autres, non moins nombreux, pour leur retour.

Je viens attendre le commissionnaire de Bourg-en-Bresse qui m'apporte un pâté de volaille truffé, dans une croûte au beurre comme seul sait en réaliser Evieux, pâtissier notoire et raffiné de la capitale bressane.

J'ai à déjeuner mon ami Price, un confrère que j'ai connu naguère au *Gil Blas* et qui appartient maintenant à l'état-major de l'Union Parisienne, cette banque énorme dont les bâtiments s'étendent de la rue Le Peletier à la rue Chauchat.

Avec lui, j'ai invité mon jeune camarade Richard de Burghes, avocat à la Cour, qu'amicalement je traite volontiers de petit « radicaillaux ». La politique vient en effet de l'amener aux fonctions de chef du secrétariat particulier de M. Dalimier, sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts.

Bien placé pour être renseigné, de Burghes nous apprend que la situation extérieure s'aggrave d'heure en heure et qu'il devient presque impossible d'éviter la guerre.

Il paraît qu'en l'absence de M. Poincaré, M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne, au cours d'une visite à M. Bienvenu-Martin, remplaçant M. Viviani, en Russie avec le président, a essayé de faire signer à ce ministre de la justice, accidentellement aux affaires étrangères, une sorte de compromis par lequel nous lâchions complètement la Russie. Fort heureusement M. Berthelot, un des directeurs aux affaires étrangères, qui remplace

M. de Margerie, également en route avec le président, est intervenu à temps pour nous épargner la honte d'une semblable forfaiture...

Mais voici bien une autre histoire !... et que je rapporte ici sans dire de qui je la tiens. Dans les nombreux conseils des ministres qui se succédaient, il y a quelques jours, en attendant impatiemment le retour des deux présidents, la discussion était loin d'être palpitante. Personne ne savait rien. Pour être renseigné on consultait les journaux. Au cours d'une de ces inutiles séances, l'un des membres du cabinet — celui qui, au moment de la combinaison ministérielle, a si bien su se faire attribuer le portefeuille offert à un député de sa région — a laissé tomber, d'un petit air détaché, cette phrase énorme : « — Si on plaquait la Russie ?... »

Les ministres restèrent abasourdis... Une violente explication s'en suivit et les échos en furent colportés dans les journaux par les rédacteurs parlementaires.

Dans ce ministère, deux figures d'hommes de gouvernement semblent se détacher vigoureusement : M. Messimy, ministre de la guerre, et M. Malvy, ministre de l'intérieur. Ce n'est là qu'une impression de l'heure présente. Attendons l'avenir pour les juger. Leurs deux administrations fonctionnent très régulièrement. Il est vrai que ce sont les plus solidement organisées et celle de la guerre, particulièrement, subit, depuis quelques années, la pensée de ce travailleur puissant et de figure modeste qui a nom Joffre.

Price nous annonce, en déjeunant, que la crise monétaire va arriver à un degré d'acuité jamais atteint jusqu'à ce jour.

En effet, la monnaie se raréfie de plus en plus. Impossible de changer un billet de cent francs.

En attendant l'apparition des coupures de cinq et de vingt francs que la Banque de France annonce pour demain, sans que pour cela la queue des gens qui viennent au change (elle s'étend jusqu'au Théâtre-Français), soit en rien diminuée, j'essaie d'un expédient pour arriver à faire de la monnaie.

Je me rends chez le changeur dont la boutique est dans les bâtiments mêmes du Crédit Lyonnais. Je lui demande de bien vouloir me donner de la monnaie de cent francs dont trois livres sterling en or, afin que je puisse me rendre en Angleterre.

— Ça vous coûtera cher : 26 fr. 60, me dit-il.

Et il me jette un regard interrogateur par dessus son binocle à cheval en travers d'un nez qui en dit long sur ses origines.

— Ça ne fait rien, donnez !

— Voici.

Après une série d'opérations, d'autant plus longues qu'il y avait foule dans la boutique, on me compte trois livres d'or anglais et vingt francs vingt centimes de monnaie.

Celle-ci représentait déjà pour moi un précieux petit appoint en cas de besoin immédiat.

Muni de mes trois livres d'or, je gravis les marches voisines, et, par l'entrée monumentale, je pénètre dans le hall du Crédit Lyonnais. Je me rends directement au guichet où je lis : « Échange de la monnaie étrangère. »

Non sans surprise, je constate que l'employé qui me répond a le type allemand très marqué : mince, rasé, il a le regard oblique derrière son lorgnon d'or et un accent tudesque accentué.

— C'est fermé, me dit-il.

— Je vous en prie, changez-moi trois livres sterling pour que je puisse aller en Angleterre.

— Je ne peux pas.

— Une... alors.

— Eh ! pien, oui. Vingt-guatre francs !...

— ...!!! Si vous voulez.

— Vous en avez d'autres ? questionne-t-il.

— Ah ! non mon ami. Vous êtes trop gourmand. On sait pratiquer l'agio chez vous en temps de crise.

Cette scène avait un témoin, une charmante et délicieuse femme, dont le talent n'a d'égal que la grâce, Régine Flory, la fameuse étoile de music-hall. Elle revenait de Londres avec d'épaisses liasses de bank-notes et, au Crédit Lyonnais, on ne voulait changer qu'en lui faisant subir une perte vraiment sensible.

Avec mes vingt-quatre francs vingt de monnaie en poche, je me hâte vers mon domicile de l'avenue Trudaine. Ma bonne, Anna Godard (car elle s'appelle Godard, tout comme un député), m'attendait avec impatience.

— Mais, Monsieur, il faut faire des provisions, on ne trouvera plus rien !

Depuis plusieurs jours, je la sens très impressionnée par la foule qu'elle voit envahir les épiceries et les magasins de comestibles. Malgré ses sollicitations, je me suis toujours refusé juqu'alors à tout approvisionnement. Mais, ce soir, je cède, devant la gravité des circonstances.

Lestée de mon numéraire, Godard s'en va d'un pied léger et ne tarde point à revenir avec un filet bourré de pommes de terre, macaroni, riz, etc... Un instant après on apporte deux bidons de pétrole. De mon côté (j'ai l'impression que je

m'affole) je commande mille kilos de charbon. Le tout est de savoir si on livrera ce combustible.

Après dîner, pour essayer d'un dérivatif à l'anxiété qui règne, je travaille au livre que j'ai décidé de faire paraître et dont la copie m'est fournie par un choix dans les chroniques que j'ai publiées un peu partout, depuis vingt ans.

« P'tit' jeun' homm' » tape énergiquement le texte que je lui dicte. « P'tit' jeun' homm' » est une jeune fille, ou plus exactement une jeune femme. Il est bon quelquefois de préciser.

Avec sa petite tête, son profil fin, ses grands yeux langoureux surmontés d'un front large et pensif qu'entoure une seule tresse de cheveux noirs, dans sa petite veste foncée qu'éclaircit un col blanc, elle a l'air d'une étudiante slave et sa vague silhouette de petit garçon sérieux m'amuse infiniment.

Elle a un très bon caractère, doux et enfantin.

Profitant d'une page à tourner, elle me dit être très impressionnée par les événements et toute heureuse de se sentir chez moi. En cas de guerre, elle a trois frères qui partent.

Soudain on frappe violemment. C'est mon concierge Bac, un ancien zouave de Bourbaki :

— Monsieur, je v'nais vous prévenir, il paraît qu'on vient d'assassiner Jaurès.

Je me hâte.

Sur le boulevard on s'arrache le *Bonnet Rouge* qui relate l'assassinat en quelques lignes. Cette édition a été si rapidement tirée et mise en vente que de mauvaises langues n'hésitent pas à dire qu'elle était composée d'avance.

La foule est agitée, remuante, mais absolument digne, et, chose extraordinaire, silencieuse, on parle bas. A une heure du matin, le vide commence à se

faire. Les gens se séparent toujours avec à peu près la même phrase :

— Ce sera peut-être pour demain ?

C'est à la mobilisation générale qu'on pense et une lourde appréhension pèse sur tous.

A minuit, j'arrive chez Paul.

C'est ainsi que les habitués de la brasserie Gambrinus, située à l'angle de la rue des Martyrs et de l'avenue Trudaine, appellent cet établissement du nom de son fondateur Paul Bühler. La maison est très achalandée et l'on y rencontre toutes les nuits des journalistes, des auteurs dramatiques, des acteurs et nombre de nos plus jolies théâtreuses. C'est un milieu un peu fermé qui prête à la curiosité. En temps ordinaire on y rencontre souvent d'honnêtes couples de bourgeois cossus qui viennent là pour observer de près quelques célébrités du théâtre, des arts ou des lettres, dépouillées de l'auréole conventionnelle dont les entoure souvent l'imagination populaire. Nos contemporains chez eux, enfin !

Faisaient cercle autour de Georges Feydeau, le vaudevilliste : Gaston Leroux, l'ancien correspondant de guerre du *Matin ;* Merle, secrétaire général du *Bonnet Rouge ;* Genève, de l'*Intransigeant ;* Grégorio, secrétaire de rédaction de *Comœdia*, où il m'a succédé dans ces fonctions ; Fernand Lamy, du *Gil Blas ;* Paul Franck, le mime bien connu, directeur du Théâtre-Impérial ; le jeune Parodi, homme de lettres, et quelques-unes de nos plus charmantes actrices: Delizia, Jane Danjou, Monthil, Paulette Franck, Kerville, et Jemmy, dont je suis l'oncle adoptif ; toutes jolies, fines, élégantes, gracieuses. C'est le noyau des habitués.

Dans un coin Pierre Louys est attablé avec une grande fille mince, Claudine Rolland, pleine d'esprit d'à-propos et d'intelligence.

Sans se douter un instant des devoirs austères qu'imposent les secours aux blessés, toutes ces femmes charmantes (et qu'aucun rôle n'effraye, fût-ce une vedette !...) déclarent héroïquement, le plus sincèrement du monde, qu'elles vont s'engager dans les ambulances.

Delizia raconte qu'elle a déjà battu les Allemands. En effet, alors qu'elle était arpette, elle gagna la course des midinettes et s'en fut ensuite, en compagnie de sa camarade Bordoni, la gagner encore à Berlin.

A leur retour d'Allemagne, à la gare de l'Est, leurs mères respectives les attendaient. Aussitôt qu'elles apparurent, malgré l'accueil triomphal qui leur était fait, elles leur administrèrent à chacune respectivement, une formidable raclée.

Delizia, très en beauté, le rose aux joues, s'anime en rappelant ces souvenirs, et ses jolis yeux bleu-gris, un peu couverts, s'illuminent...

— Oui, j'irai soigner les blessés sur le champ de bataille, insiste-t-elle.

Et Pierade, du théâtre des Capucines, comique à froid, d'ajouter :

— Tu n'auras pas besoin d'emporter de rouge, il y en aura assez...

Le mot est terrible. Il provoque un silence.

Les journalistes parlent de la saisie de *Paris-Midi* qui a eu lieu hier. On est unanime à l'approuver.

Le directeur de Waleffe, emporté par son zèle professionnel, crut devoir publier quelques dépêches qui semèrent une certaine inquiétude. Sur un ordre de la préfecture, les agents arrêtèrent les

camelots et, après avoir saisi leur « papier », brûlèrent séance tenante les journaux sur la chaussée.

Le moyen est excellent pour frapper le public. De cette démonstration, instantanément, il conclut que les nouvelles sont fausses. Malheureusement, elles ne l'étaient pas tout à fait... On le sut plus tard.

A une table voisine de la mienne est assis Raquez, clubman notoire et chanteur-amateur de talent. Il arrive de Toulon. Rentré depuis deux jours, il a reçu de là-bas une lettre d'un notaire de ses amis. Il me la tend :

— Lisez, dit-il.

De l'ongle il m'indique un commencement de phrase. Je peux citer de mémoire tellement elle m'a frappé :

...« C'est à n'y pas croire, tant c'est merveilleux, en douze heures la flotte a été mobilisée. Il ne reste qu'à allumer les feux pour prendre le large. La rade est déjà grillagée. »

Sur cette nouvelle rassurante, je rentre chez moi.

Là, retiré dans mon « isoloir », j'écris longuement à ma mère, me félicitant de la savoir à Genève et la prévenant que nous serons sans doute un certain temps sans avoir de nos nouvelles réciproques. En cas de mobilisation, les trains-poste eux-mêmes devront céder la place aux trains militaires.

Je me couche à deux heures et demie. Malgré le silence profond qui règne sur Paris, je reste très longtemps sans pouvoir fermer les yeux.

De quoi demain sera-t-il fait ?

1er août.

Je suis réveillé par Blanche Dars, du théâtre Cluny, une excellente camarade de toujours et pour toujours. Sa bonne figure ronde, si mobile et si intelligente, est toute bouleversée, ses yeux bleus s'arrondissent, ses larges frisons blonds frémissent...

— J'accours, paraît qu'on va mobiliser. J'espère au moins que tu ne pars pas, me dit-elle d'un trait.

— Les années ont-elles donc passé si vite, ma bonne Blanche, que tu n'aies pas eu le temps de les compter depuis que nous nous voyons plus rarement ? Je vais attraper la cinquantaine. Ancien engagé volontaire, classe 1885. « Entièrement libéré du service », porte mon vieux livret militaire que « P'tit jeun' homm' », après de laborieuses recherches, a retrouvé hier submergé sous d'abondantes et poussiéreuses paperasses. Non, si l'on part, moi, je reste, hélas ! ma bonne Blanche, et je le regrette assez... à voir toute cette belle jeunesse envisager si crânement, si joyeusement l'ordre d'appel.

Ah ! oui, ils sont gentils ces petits gars ; je les vois, de ma rue d'Alsace, se diriger vers la gare de l'Est ou la gare du Nord.

— Comment, tu en vois déjà ?

Mais oui, depuis deux jours, ça part, ça part. Tu peux être sûr que la mobilisation générale sera affichée. Jusqu'à présent ils n'ont pas eu besoin d'affiches et ils partent bravement, sans forfanterie. Les femmes ont bien un peu les yeux rouges.

Mais c'est tout. Aussi les patrons qui continuent à les payer pendant leur absence, sont vraiment chics.

— Il y en a donc ?

— Mais oui... ça t'épate ?

— Oui et non... Pourtant...

— Pourtant c'est comme ça. Ma sœur qui est au Louvre me l'a affirmé.

Godard rentre du marché. Elle apporte les journaux. Le *Matin* et le *Journal* paraissent déjà sur une seule feuille recto et verso. Ça sent la guerre.

Ils sont pleins de renseignements pour le cas où la mobilisation serait affichée.

En tête, une proclamation du président du Conseil concernant l'assassinat de Jaurès.

La voici :

Citoyens, un abominable attentat vient d'être commis. Monsieur Jaurès, le grand orateur qui illustrait la tribune française, a été lâchement assassiné. Je me découvre personnellement et au nom de mes collègues devant la tombe si tôt ouverte du républicain-socialiste qui a lutté pour de si nobles causes, et qui, en ces jours difficiles, a, dans l'intérêt de la paix, soutenu de son autorité l'action patriotique du gouvernement.

Dans les graves circonstances que la Patrie traverse, le gouvernement compte sur le patriotisme de la classe ouvrière, de toute la population pour observer le calme et ne pas ajouter aux émotions publiques par une agitation qui jetterait la capitale dans le désordre.

L'assassin est arrêté. Il sera châtié.

Que tous aient confiance dans la loi et que nous donnions, en ces graves périls, l'exemple du sang-froid et de l'union.

Pour le Conseil des ministres,
Le président du Conseil :
RENÉ VIVIANI.

(*Matin*, 1er août, édition du soir.)

Paris-Midi qui arrive bientôt, tiré également sur une feuille simple, nous apporte, toujours au sujet de l'assassinat de Jaurès, les deux lettres suivantes, adressées à Mme et à Mlle Jaurès. D'abord celle de M. Raymond Poincaré, président de la République :

Madame,

J'apprends l'abominable attentat dont votre mari a été victime. Jaurès avait été souvent mon adversaire, mais j'avais une grande admiration pour son talent et son caractère, et à une heure où l'union nationale est plus nécessaire que jamais, je tiens à vous exprimer les sentiments que j'avais pour lui.

Je vous prie, Madame, de croire, dans le deuil qui vous frappe, à ma profonde et respectueuse sympathie.

RAYMOND POINCARÉ.

Puis celle de M. Barrès, à la fille de l'illustre tribun :

Mademoiselle,

Je vous prie de recevoir l'expression de la part profonde que je prends à votre malheur. J'aimais votre père, alors même que nos idées nous opposaient l'un à l'autre et que je devais résister à la sympathie qui m'attirait vers lui. L'assassinat sous lequel il succombe, quand l'union de tous les Français est faite, soulève un deuil national.

Daignez agréer, Mademoiselle, et transmettre aux vôtres, mes respectueux sentiments.

MAURICE BARRÈS.

Sous le titre : « Nos raisons d'agir », le *Journal* publie un « italique » qui semble tiré d'une proclamation n'ayant jamais été lancée. Pour cette raison, il vaut d'être rappelé ici.

Nos inquiétudes et nos griefs y sont admirablement exposés.

NOS RAISONS D'AGIR

D'après les renseignements recueillis pas nos différentes sources d'information, voici comment se présente la situation, à la fin de la journée d'hier :

La crise ouverte par l'ultimatum que l'Autriche a adressé à la Serbie, il y a huit jours, a rapidement pris, du fait de l'Allemagne, un caractère extrêmement grave.

Nous apprenons que, depuis le 25 juillet jusqu'à aujourd'hui, elle a armé ses places fortes et concentré, à l'est de Thionville et Metz, plusieurs corps d'armée. Les avant-postes, formés de troupes nombreuses, bordent immédiatement notre frontière. Des patrouilles circulent sur celle-ci et quelques cavaliers allemands ont même pénétré pendant quelques instants sur notre territoire.

Nous savons également que d'autres actes graves ont été commis.

Les communications télégraphiques et téléphoniques ont été coupées à la frontière; les routes ont été barrées et interdites par des soldats. De nombreux automobilistes voyageant en touristes ont vu leurs voitures confisquées.

Les voies ferrées sur le territoire allemand et à proximité de la frontière ont été détruites, des mitrailleuses placées en travers; trois locomotives appartenant à la Compagnie des chemins de fer de l'Est ont été arrêtées à Montreux-Vieux et une quatrième, mise à Amanvillers, dans l'impossibilité de rentrer en France.

Il n'existerait plus, à l'heure actuelle, de transit normal entre la France et l'Allemagne. Nous croyons savoir que le Conseil des ministres a délibéré de ces faits et envisagé des mesures qu'ils comportent.

Les nouvelles sont de plus en plus mauvaises.

Dars est partie après avoir déjeuné avec moi. Je m'installe à ma table de travail et rédige ma chronique de quinzaine pour la *Suisse*. Depuis plusieurs années je suis le correspondant à Paris de ce grand journal quotidien. Je termine mes «Potins

de Paris » — c'est le titre général de ma rubrique — en exhortant les Genevois à faire des vœux pour la France. En cas de conflit, si elle était vaincue, ce serait la lourde botte allemande posée sur toute l'Europe, y compris la Suisse.

Je vais porter moi-même ma copie à la poste. Je me sens péniblement oppressé. Une sorte d'angoisse m'étreint. J'ai la gorge serrée. J'éprouve cette impression indéfinissable qu'on ne ressent qu'à l'approche d'un malheur qu'on prévoit inévitable.

En sortant, je remarque en face de chez moi deux agents qui gardent le secteur électrique. Je suis vivement l'avenue Trudaine jusqu'au square d'Anvers. Dans ce quartier, d'ordinaire paisible, je constate une agitation inaccoutumée. Les gens semblent anxieux.

A la poste, un rassemblement. Rien que des hommes ; ils se bousculent devant un petit carré de papier blanc, de vingt centimètres de haut et de vingt-cinq de large, sur lequel je lis, écrit à la main, ce texte laconique et terrifiant :

Extrême urgence. — Circulaire recommandée

MOBILISATION GÉNÉRALE

Premier jour de mobilisation. — Dimanche 2 août.

L'affiche a été posée à quatre heures et quart.

— Ça y est !

C'est ainsi que chacun s'exprime.

Il y a un peu de stupeur, mais pas un signe de défaillance, pas un geste de regret, pas une protes-

tation. Les visages ont pris une expression grave et réfléchie, c'est la confirmation de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Le temps est horriblement lourd, l'atmosphère semble raréfiée, un gros orage menace, mettant nos nerfs à une redoutable épreuve.

C'est bizarre, mais j'ai l'impression que, depuis quarante-huit heures, la température correspond exactement aux circonstances et se modifie avec elles.

Je traverse le boulevard Rochechouart où je constate une animation intense. Il paraît qu'il en est de même dans les autres quartiers. Le travail a été instantanément arrêté. Tout Paris est dans la rue où règne une vive agitation, mais une agitation sans trouble, sans cris, qu'on pourrait presque dire silencieuse. Les bruits ordinaires de la rue vont diminuant de plus en plus et l'on entend les conversations comme un murmure sourd, très profond.

Je descends la rue Bochart-de-Saron. Devant le poste de police, nouveau rassemblement, nouvelle affiche. Elle est copieuse et extrêmement importante, la voici :

DISPOSITIONS CONCERNANT LES ÉTRANGERS

I. — Etrangers désirant quitter Paris le premier jour de la mobilisation.

Tous les étrangers, sans distinction de nationalité, pourront quitter le camp retranché de Paris, avant la fin du premier jour de la mobilisation (24e heure).

Ils devront, à leur départ, justifier de leur identité au commissariat de la gare.

Ils ne pourront se servir d'automobiles.

a) Ceux qui veulent quitter la France pourront le faire :

1. Par voie ferrée. Dans les conditions suivantes, en n'utilisant que les trains qui leur permettent de gagner la frontière, avant la fin du premier jour de la mobilisation et que les lignes indiquées ci-dessous pour la frontière belge, par la ligne Paris-Dunkerque-Furnes, en partant par Paris-Nord, au plus tard à 8 h. 40 (toutes classes) ; par la ligne de Paris-Lille-Courtrai, dernier départ, 14 h. 30 (toutes classes) ; par la ligne Paris-Lille-Tournai, dernier départ, 17 h. 20 (1re et 2me classes).

Pour la frontière suisse, par la ligne Paris-Culoz-Genève, dernier départ de Paris, P.-L.-M., à 9 h. 15 (1re et 2me classes seulement).

Pour la frontière espagnole, vers Irun, départ gare Montparnasse, la veille du premier jour de la mobilisation, à 23 h. 20, au plus tard (toutes classes) ; vers Cerbères, départ de Paris-Orsay, 7 h. 50 ou 20 h., la veille du premier jour de la mobilisation (toutes classes).

2. Par voie de mer. Ils devront s'embarquer sur un bateau partant avant la fin du premier jour de la mobilisation.

b) Ceux qui voudront rester en France pourront se rendre dans une résidence de leur choix, en tenant compte des restrictions suivantes :

1. Austro-Allemands :

Ne pourront se fixer dans une place forte ou dans un des départements suivants : Nord, Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Aube, Haute-Marne, Vosges, Haute-Saône, Doubs, Jura, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Var, Bouches-du-Rhône, Pyrénées-Orientales, Ariège, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées.

2. Ressortissants des puissances autres que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie :

Devront fixer leur résidence en arrière de la ligne Dunkerque, Valenciennes, Aulnoye, Hirson, Laon, Charleville, Verdun, Toul, Epinal, Belfort, Montbéliard, Pontarlier, Bourg, Ambérieu, Chambéry, Grenoble, Gap, Digne, Nice, et en dehors des places de Laon, La Fère, Reims, Langres, Besançon, Dijon, Lyon, Toulon, Mar-

seille, Brest, Cherbourg, Le Havre, Boulogne, Calais et Dunkerque.

Nota. — Dès leur arrivée dans la localité où ils doivent séjourner, tous les étrangers, sans distinction de nationalité, devront se présenter au commissariat de police, ou, à défaut, à la mairie, munis de leurs pièces d'identité, pour y faire une déclaration de résidence. Ils se conformeront strictement aux dispositions arrêtées à l'égard des étrangers résidant à l'intérieur de la France ; ces dispositions sont portées par voie d'affiches à la connaissance du public.

Au cas où un étranger, ayant quitté Paris, serait obligé de s'arrêter en cours de route pour une raison quelconque, il devrait se conformer, dans la localité où son voyage serait interrompu, aux mêmes dispositions.

Après le premier jour de la mobilisation, aucun étranger ne pourra quitter la France, par les frontières de terre ou de mer, sans être muni d'un passeport délivré par un préfet.

II. — Etrangers n'ayant pas quitté Paris le premier jour de la mobilisation.

Aucun étranger ne pourra quitter la France par les frontières de terre ou de mer sans être muni d'un passeport, délivré par un préfet.

A. — Par décret du président de la République.

Tous les étrangers, sans distinction d'âge ou de sexe, appartenant à l'une des puissances désignées ci-après : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, seront évacués de la zone comprise dans le périmètre du camp retranché.

Le deuxième jour de la mobilisation, ils devront se présenter au commissariat de police (banlieue) ou au siège du district (Paris), munis de pièces d'identité pour y faire constater leur situation.

Entre le cinquième et le seizième jour, ils seront transportés par voie ferrée sur des points de refuge provisoire situés dans l'ouest de la France, où seront prévus leur logement et leur nourriture et où on leur donnera du travail, s'il y a lieu. Ils ne devront emporter qu'un maximum de trente kilos de bagages.

Ils pourront ultérieurement demander leur transport

vers une frontière neutre, ou se rendre dans un séjour de leur choix, dans les conditions prévues, à leur connaissance dans les points de refuge.

Le jour de leur départ de Paris leur sera indiqué au commissariat de police ou au siège du district lors de leur déclaration d'identité.

L'heure de leur départ de Paris leur sera indiquée au même commissariat de police ou au siège du district, l'avant-veille de leur départ.

Les étrangers évacués par le réseau d'Orléans s'embarqueront à la gare d'Ivry (entrée par le n° 93 du quai de la gare) ; ceux évacués par le réseau de l'Etat s'embarqueront à la gare Saint-Lazare.

B. — Alsaciens-Lorrains non naturalisés Français :

Ils devront faire leur déclaration d'identité, le deuxième jour, au commissariat de police (banlieue) ou au siege de district (Paris).

Seront laissés libres sans conditions :

a) Les familles établies depuis longtemps dans le pays et dont on connaît parfaitement les origines et les sentiments français ;

b) Les familles dont un membre au moins contracte un engagement à la Légion étrangère, avant le deuxième jour de la mobilisation, dans un des bureaux de recrutement de la Seine ou de Seine-et-Oise.

Sera considérée comme allemande, toute famille d'Alsaciens-Lorrains dont un des membres quitte la France pour répondre à l'ordre de mobilisation allemand.

C. — Etrangers appartenant à une puissance autre que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Les étrangers qui appartiennent à une puissance autre que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie devront se présenter le troisième et le quatrième jour de la mobilisation au commissariat de police (banlieue) ou au siège de district (Paris), munis de pièces d'identité pour y faire constater leur situation.

Ils seront autorisés à conserver leur domicile et recevront un permis de séjour. Ils ne pourront se déplacer, en dehors du camp retranché, sans être munis d'un laissez-passer délivré par le commissariat de police.

Observation importante. — Tout contrevenant aux dispositions ci-dessus se placera sous le coup d'une arrestation.

Les autorités civiles et militaires de toute nature sont chargées de veiller à l'exécution des dispositions qui précèdent.

Le ministre de la guerre :
MESSIMY.

Le ministre de l'intérieur :
MALVY.

A la lecture de cette affiche, très bien rédigée, il est facile de remarquer que tout a été prévu de notre côté et depuis un certain temps déjà. Car si l'on peut prétendre que c'est un texte tout préparé, il faut convenir que l'on y prévoyait que nos adversaires seraient austro-allemands. Et l'on peut ajouter que, pendant un certain temps, le gouvernement français a cru réellement que les Autrichiens étaient l'unique cause de la guerre.

Il est maintenant démontré qu'ils n'ont fait que jouer une comédie qui leur permettait d'assouvir leur haine contre les Serbes, tout en masquant les préparatifs de l'Allemagne qui compte écraser la France.

Allemands et Autrichiens seront sérieusement déçus.

Pour descendre jusqu'au boulevard, je suis toujours la rue Bochart-de-Saron. J'entre chez mon tailleur Haase. C'est un Allemand. Il doit encore cinq ans de service à sa patrie, et il n'a nulle envie de les faire. Aussi la lecture de l'affiche enjoignant aux étrangers de quitter Paris a jeté dans sa cervelle le plus complet désarroi. Sa femme, Allemande elle aussi, est l'ancienne cuisinière de Marthe Chenal, de l'Opéra.

Elle veut décider son mari à partir pour la Suisse, où elle a une sœur qui habite Zurich.

Mais lui ne peut pas se résigner à quitter sa boutique et encore moins la France.

Il s'adresse à moi, comme si j'y pouvais quelque chose et, avec son accent allemand, levant les bras au ciel :

— Mais z'est avreux, je beux bas partir comme za, zoubidement. J'ai tes duniques t'officiers vrançais de réserve à lifrer cette nuit. Ils bartent demain. Et pis moi je me f... de l'Allemagne. Si on veut me laisser ici : j'y resderai doute ma fie.

Naturellement ! Le pays est bon. Mais le patriotisme et le courage allemands de Haase me paraissent tout à fait dignes de son nom, qui, traduit en français, signifie « lièvre ».

En arrivant sur le boulevard des Italiens, j'éprouve la même surprise que sur le boulevard Rochechouart : un énorme murmure de voix confuses que ne domine plus le bruit des autobus dont la circulation a été arrêtée instantanément. Dès six heures du soir, tous les autobus ont regagné leurs dépôts respectifs pour se mettre à la disposition de l'autorité militaire qui les envoie, sur-le-champ, vers la frontière où ils sont destinés au transport des vivres.

Je m'arrête au Grand-Café, à l'angle du boulevard de la Madeleine et de la rue Scribe. L'effervescence est grande parmi les consommateurs. Tout le monde s'y attendait, dit-on; néanmoins la nouvelle produit une sensation profonde qu'on peut traduire à peu près ainsi : « Et, après tout, tant mieux ! Il y a assez longtemps que ça dure, qu'on nous fait avaler toutes les couleuvres, finissons-en une bonne fois. »

Déjà parmi les jeunes gens qui sont là il en est

qui partent ce soir, car la mobilisation commence à minuit. Tous montrent une décision, sans forfanterie, qui fait plaisir à voir.

Parmi eux, un jeune israélite qui, après avoir passé par la Bourse, dirige actuellement une agence théâtrale, pour le compte d'une société. J'ai des raisons de me faire un malin plaisir de lui demander ostensiblement quand il part :

— Je ne sais pas, me répond-il. Je vais m'engager. [1]

Car, comme beaucoup d'autres, il est réformé, quoique bien portant. Nous verrons s'il partira.

En même temps que l'orage gronde sur la France, il gronde pour de bon au ciel.

Un formidable coup de tonnerre, prélude des terribles canonnades futures, fait crever d'énormes nuages amoncelés et des torrents d'eau s'écroulent sur Paris.

On voit partout maintenant cette petite affiche de la mobilisation. Elle est comme un appel au secours. C'est la France criant : « A moi tous mes enfants ! » et ils accourent tous, pressés de faire leur devoir. Les hommes hâtent le pas, la plupart se préoccupent d'acheter une paire de solides souliers ainsi qu'il est recommandé.

Quand deux ou trois hommes se rencontrent, une poignée de mains et une brève question :

— Quand vous ?

— Moi, sans délai.

— Et vous ?

— Moi, deuxième jour, ou premier jour.

[1] J'ai su depuis qu'il s'était fait naturaliser anglais.

Quelquefois des femmes les accompagnent, mères, femmes, sœurs, amies. On s'est rejoint, cessant le travail aussitôt l'affiche posée. Leurs yeux, à elles, sont encore secs, quelquefois un peu agrandis, effarés, ou baissés dans un froncement sombre. Demain, ils seront rouges.

Des bandes de manifestants commencent à circuler sur le boulevard. Ils hurlent la *Marseillaise* et portent des drapeaux étrangers. Ces manifestants sont eux-mêmes étrangers et ils s'intitulent « volontaires » : les Italiens sont en grande majorité.

Leur attitude bruyante contraste étrangement avec l'aspect digne de la foule française. Nos hommes de France sont magnifiques de résolution simple, et leurs femmes admirables d'abnégation stoïque.

Et dire qu'on a pu penser que l'esprit de devoir était très diminué chez les Français.

Les Allemands surtout l'ont cru et c'est ce qui leur a donné l'audace de nous tendre le guet-apens où ils espèrent exterminer notre race... Quelle surprise pour eux, lorsque dans quelques jours, ils vont se trouver en face de soldats dignes de leurs aînés de l'an II.

Leur courage, leur abnégation surtout est digne de la grande époque révolutionnaire et nous allons voir fleurir l'héroïsme.

En voici déjà un exemple :

Craignant des incidents, le gouvernement a fait donner, il y a quelques jours, à l'armée française l'ordre de s'éloigner de quelques kilomètres de la ligne frontière.

Lorsque l'ordre arriva aux troupes, ce fut une cruelle déception. Et un capitaine, croyant que, la politique s'en mêlant, la guerre n'aurait pas lieu.

que la France cédait, rassembla ses hommes et leur tint ce langage :

« — Mes enfants, je croyais l'heure venue de vous conduire à la victoire, mais les politiciens qui nous gouvernent ont cédé, et nous ordonnent de battre en retraite. Je ne peux ni reculer, ni désobéir. Adieu... »

Et, devant le front de sa compagnie, tirant son revolver, il se brûla la cervelle.

Je rapporte ici ce geste tragique tel qu'il m'a été conté par un confrère.

2 août.

Je n'ai guère dormi durant cette nuit qui compte déjà dans le premier jour de mobilisation. Depuis minuit, c'est un défilé ininterrompu dans la rue de Dunkerque, où donnent mes fenêtres, et qui conduit directement des hauteurs de Montmartre aux gares de l'Est et du Nord.

Toute la circulation de Paris est dirigée vers ces deux gares, ainsi que vers celles du P.-L.-M. C'est toujours le même murmure sourd et continu des conversations confuses.

En tête des journaux s'étale la belle proclamation que voici. Elle laisse encore une lueur d'espoir en faisant entendre que la paix tient à un fil... d'araignée.

A LA NATION FRANÇAISE

Depuis quelques jours l'état de l'Europe s'est considérablement aggravé en dépit des efforts de la diplomatie.

L'horizon s'est assombri.

A l'heure présente, la plupart des nations ont mobilisé leurs forces. Même des pays protégés par la neutralité ont cru devoir prendre cette mesure à titre de précaution.

Des puissances dont la législation constitutionnelle et militaire ne ressemble pas à la nôtre, ont, sans avoir pris un décret de mobilisation, commencé et poursuivi des préparatifs qui équivalent, en réalité, à la mobilisation même et qui n'en sont que l'exécution anticipée.

La France qui a toujours affirmé ses volontés pacifiques, qui a, dans des journées tragiques, donné à l'Europe

des conseils de modération et un vivant exemple de sagesse, qui a multiplié ses efforts pour maintenir la paix du monde, s'est elle-même préparée à toutes les éventualités et a pris, dès maintenant, les premières dispositions indispensables à la sauvegarde de son territoire.

Mais notre législation ne permet pas de rendre ces préparatifs complets s'il n'intervient pas un décret de mobilisation. Soucieux de sa responsabilité, sentant qu'il manquerait à un devoir sacré s'il laissait les choses en état, le gouvernement vient de prendre le décret qu'impose la situation.

La mobilisation n'est pas la guerre. Dans les circonstances présentes, elle apparaît, au contraire, comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur.

Fort de son ardent désir d'aboutir à une solution pacifique de la crise, le gouvernement, à l'abri de ces précautions nécessaires, continuera ses efforts diplomatiques et il espère encore réussir.

Il compte sur le sang-froid de cette noble nation pour qu'elle ne se laisse pas aller à une émotion injustifiée. Il compte sur le patriotisme de tous les Français et il sait qu'il n'en est pas un seul qui ne soit prêt à faire son devoir.

A cette heure, il n'y a plus de partis. Il y a la France éternelle, la France pacifique et résolue. Il y a la patrie du droit et de la justice, tout entière unie dans le calme, la vigilance et la dignité.

Le président de la République :
RAYMOND POINCARÉ.

Par le président de la République.
Le président du Conseil,
ministre des affaires étrangères :
RENÉ VIVIANI.

(Suivent les signatures de tous les ministres.)

Tous les organes de la presse contiennent également la reproduction de cette belle lettre de Gustave Hervé, rédacteur en chef de la *Guerre Sociale.*

célèbre antimilitariste, aussi farouche que convaincu :

A Monsieur le ministre de la guerre.

Quand j'avais vingt ans, je me suis fait réformer parce que j'étais soutien de famille, en arguant de ma myopie.

Malgré ma myopie et mes quarante-trois ans, je suis absolument capable de faire campagne.

Comme dans la guerre qui va éclater la France me semble avoir fait l'impossible pour écarter la catastrophe, je vous prie de m'incorporer, par faveur spéciale, dans le premier régiment d'infanterie qui partira pour la frontière.

Après m'avoir chassé de l'Université, rayé du barreau, condamné à plus de onze ans de prison, sous prétexte que je manquais de patriotisme, alors que tout mon crime, comme celui de mon parti et de la C. G. T. était de prévoir de loin, et de vouloir éviter la catastrophe d'aujourd'hui, vous estimerez, j'en suis sûr, avec moi, que la République me doit cette éclatante réparation.

Vive la France ! tout court.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de mon entier dévouement à la République.

(La Guerre Sociale.) GUSTAVE HERVÉ.

Chez mon pharmacien Guiraudet, qui habite la même maison que moi, un client affirme qu'il y a des Sénégalais à Saint-Denis.

— C'est un ami du beau-frère de ma femme qui les a vus, affirme-t-il.

Ceci était déclaré d'un ton péremptoire et il n'aurait pas fait bon de soulever la moindre contestation.

On sait que la Sûreté générale tient à jour une sorte de registre-contrôle de tous les gens dange-

reux par leurs opinions politiques trop avancées et qu'elle doit les arrêter au moment de la mobilisation.

L'attitude admirable des partis politiques de toutes nuances, depuis les réactionnaires forcenés jusqu'aux révolutionnaires les plus exaspérés, a entraîné la suppression de cette mesure radicale et voici comment le *Bonnet Rouge*, journal d'Almereyda et de Merle, annonce cette sensationnelle nouvelle :

Récemment encore, nous avons rappelé ici, ce que c'est que le carnet B.

En prévision d'une mobilisation, la police a dressé une liste de « suspects », militants, syndicalistes, socialistes ou libertaires; ces « suspects » devaient être arrêtés dès la première heure et envoyés dans des camps dits de concentration où ils auraient été placés sous bonne garde.

Nous avons protesté contre l'application éventuelle de ces mesures fratricides.

Aujourd'hui, nous sommes formellement autorisés à déclarer que le gouvernement ne fera pas usage du carnet B.

Le gouvernement fait confiance à la population française et, en particulier, à la classe ouvrière.

On sait qu'il a tout tenté — et qu'il tente encore l'impossible — pour sauvegarder la paix.

D'autre part, les déclarations très nettes des révolutionnaires les plus résolus sont de nature à rassurer pleinement le gouvernement.

La France ne veut pas la guerre, son gouvernement s'est affirmé résolument pacifique.

Si, par malheur, on veut perpétrer ailleurs le crime monstrueux contre la civilisation qui se prépare, tous les Français sauront faire leur devoir.

C'est ce qu'a voulu marquer le gouvernement en renonçant à user du carnet B.

Il n'y aura qu'une voix dans la classe ouvrière pour applaudir au geste du cabinet républicain.

Avenue Trudaine, à la station devant ma porte, il n'y a pas une voiture. La mobilisation des chevaux est commencée et les quelques « toquards » qui restent aux cochers trop âgés pour partir à l'armée ne cessent de conduire aux différentes gares de Paris, non seulement les mobilisés, mais aussi les fuyards. Car il y a des fuyards. Et il faut reconnaître que ceux-ci sont nombreux. Beaucoup de « braves » petits bourgeois, à la seule perspective de la guerre, n'écoutant que leur courage... ont pris la fuite en se disant intimement persuadés que le siège de Paris était imminent.

De tous les réseaux français, celui de l'Orléans, qui relie Paris au Sud-Ouest, a été le plus encombré de ces « froussards » dont on ne sait ce qu'il faut le plus mépriser, de leur égoïsme ou de leur lâcheté.

On ne saurait évaluer le nombre des voyageurs qui, dans la journée d'hier, ont voulu quitter Paris par la gare d'Orsay. Beaucoup ont réussi, tous les trains de départ ayant été pris d'assaut par eux. D'autres, moins heureux, mais tout aussi nombreux, sont revenus en ville ou bien ont passé la nuit en gare.

A une heure du matin, beaucoup de femmes, tenant des enfants dans leurs bras, sont couchées, pêle-mêle, sous les halls des quais d'embarquement.

Comme bien on pense, les hommes mobilisés ont la priorité du départ et plusieurs milliers d'entre eux ont dû être embarqués à destination du Centre et du Midi. Dans la même direction, beaucoup d'Espagnols sont également partis pour leur pays

Il y a aussi de nombreuses familles provinciales qui fuient Paris pour regagner leur pays d'origine. En temps normal déjà, à cette époque de l'année, les

vacances encombrent les gares d'une nombreuse affluence de voyageurs. Pour ceux-là, la cause du voyage a changé.

Tout ce monde n'a pu être évacué, ni maintenu en bon ordre. De véritables batailles se sont livrées entre ces gens affolés.

Tard dans la soirée, le grand hall de la gare d'Orléans offrait un spectacle curieux. Paquets éventrés, coiffures d'hommes et de femmes, parapluies et cannes, provisions de toutes sortes, matériel brisé, recouvraient le pavé.

La recette faite au guichet de la gare s'élève à six cent mille francs environ. Les mesures d'ordre vont être renforcées. Heureusement.

Le fâcheux état d'esprit des gens qui prennent la fuite se retrouve également chez beaucoup d'habitants de Paris qui ne partent pas, bien qu'ils aient la conviction que nous sommes battus d'avance. Cette opinion, le croirait-on, est répandue surtout chez les hommes de soixante ans et au-dessus, c'est-à-dire chez ceux qui ont gardé le souvenir vivace de nos défaites de 1870, pour y avoir assisté ou pour y avoir pris part.

Beaucoup d'entre eux pleurent !...

Dans la rue Gérando, je passe à côté d'une petite voiture à bras arrêtée. Les deux hommes qui la tirent l'ont laissée basculer lentement. Elle dresse lamentablement ses brancards. Eux causent.

L'un est presque un vieillard ; il a servi en 1870. L'autre est un tout jeune homme de dix-huit ans environ. Il écoute, un peu surpris, son ancien.

— Tu verras, lui dit celui-ci, tu verras, quand tu les auras vus, comme je les ai vus en 70... Ils sont terribles... Ils seront bientôt à Paris...

— Cependant, proteste timidement le jeune hom-

me, ce n'est pas comme en 70... Diable, il y a bien quelque chose de changé.

J'interviens alors, sans y être convié :

— Vous avez raison, jeune homme, il n'y a pas de comparaison à faire...

Et, m'en prenant au vieux, j'essaie de lui démontrer rapidement qu'il ne faut pas comparer les deux guerres, dont les résultats seront très différents.

Le jeune homme m'écoute avec attention et me regarde d'un œil satisfait. Les passants commencent à se rassembler; ce que voyant, le vieux, passant sa bricole, s'accroche aux brancards et, s'adressant à son compagnon :

— Je ne demande pas mieux, allons, viens, petit !

Les parlottes dans la rue sont nombreuses, et déjà les fausses nouvelles commencent à circuler. Elles sont abracadabrantes :

Le pont de Soissons vient de sauter. Garros et Brindejonc des Moulinais se sont tués : des espions avaient déboulonné quelques pièces de leurs appareils. J'en passe et de pires...

Cependant en voici une qui est bonne et semble sérieuse. Je la tiens de mon camarade Marcel Hutin, de l'*Echo de Paris*. Habile reporter, il est généralement bien informé.

— Un de mes amis, homme de sens rassis, me dit-il, m'affirme qu'il a vu débarquer en France une brigade de grenadiers anglais...

C'est donc le commencement de l'étroite collaboration militaire née de l'entente cordiale.

Marcel Hutin me raconte également que les rédactions au complet du *Bonnet Rouge* et de la *Bataille Syndicaliste* ont demandé à partir sur le front

le plus tôt possible, et ont fait, auprès du ministre de l'intérieur Malvy, une démarche en corps pour obtenir cette faveur. Celui-ci leur a répondu très adroitement que des hommes comme eux étaient plus utiles à Paris que dans les rangs. Néanmoins, plus tard, Merle, secrétaire général du *Bonnet Rouge*, agissant par ses propres moyens, a réussi, bien que réformé, à s'engager au régiment du génie-pontonnier, à Angers.[1]

A mesure que la nuit approche, la foule semble devenir plus nerveuse. Les manifestations des groupes de volontaires étrangers se renouvellent toujours plus bruyantes. On voit se former des groupes de figures étranges « comme on n'en voit qu'aux jours d'émeute ». L'atmosphère est lourde, un nuage opaque flotte sur Paris. On pressent des événements...

Le soir de nombreuses boutiques étrangères sont mises au pillage.

Dans mon quartier les coups sinistres des béliers, dans les devantures de fer des laiteries Maggi, retentissent une partie de la nuit. Des flammes s'élèvent du laboratoire de la même société, situé rues Turgo et Rochechouart.

Ces bandes dévastatrices sont composées de voleurs et d'incendiaires. La police débordée et exténuée laisse faire. Aussi le préfet de police Hennion va-t-il perdre, en quarante-huit heures, la popularité qu'il s'était acquise en quelques mois, grâce à de nombreuses réformes qui avaient plu au public.

Pendant ce temps, à la terrasse de « chez Paul », la vie parisienne semble battre son plein comme en

[1] Il a été nommé caporal sur le champ de bataille, à Ypres.

un dernier spasme. La clientèle des grands soirs est au complet. Je me demande si toutes ces jeunes et jolies femmes, ces hommes d'esprit et de talent, en un mot cette sélection qui compose le « Tout-Paris » des « premières », n'est pas, par la force de l'habitude, porté à considérer la mobilisation comme une sorte de grande « répétition générale », comme un événement bien « parisien » dont « il faut être » à tout prix sous peine de passer pour un philistin ou, ce qui est encore pis, pour un inconnu.

A une table, Max Aghion, secrétaire général de l'Olympia, laisse entendre qu'il n'a pas une très grande confiance dans l'armée russe. Il doit sans doute à son origine cette opinion qui ne semble pas dépourvue de quelque ressentiment. On sait que Max Aghion est turc et qu'il a suivi la campagne des Balkans avec l'armée turque, en compagnie de Genève, de l'*Intransigeant* qui, lui, est un bon Français. Je le vois là aussi, d'ailleurs, tout pensif. Je lui en demande la raison.

— Je pars ce soir; je rejoins à Buc, au parc d'aviation. Jusqu'à la dernière minute, j'ai voulu assurer ma rubrique d'échos à l'*Intran*, et je n'ai pu voir ma mère. Je suis attristé de partir sans l'embrasser.

Il ajoute qu'il espère rencontrer à Buc mon bon, brave et sincère ami, Rouzier-Dorcières, l'oracle des duellistes. Malgré ses quarante ans sonnés, il est engagé comme mitrailleur à bord d'un aéroplane. Quelle belle besogne il va abattre. Et il n'abattra pas que ça ! Je vois d'ici son regard bleu d'acier couler le long de sa mitrailleuse...

A son foyer, il laisse sa femme et une charmante petite fille...

Au même guéridon est attablé Georges Feydeau

Son fils vient d'être nommé sous-lieutenant d'artillerie, au retour d'une mission en Angleterre, et a été envoyé au fort de Troyon. Auprès de lui se trouve le jovial et bon Robert Saidreau, qui fut souvent son interprète. Il est rentré à Paris dans la journée même. Avec une entreprise cinématographique, il vient de faire un séjour dans les Vosges, pour « tourner un film sensationnel ». Il arrive donc de la frontière et on l'assaille de questions.

— Ah ! mes enfants, dit-il, si, comme moi, vous aviez vu les troupes françaises là-bas, vous n'auriez aucun doute sur l'issue de la guerre. Toute ma vie je me rappellerai le départ des chasseurs à pied de Remiremont.

Avec feu il nous décrit les adieux de la population de la petite ville lorraine à ses chasseurs. Il s'anime, le bon Saidreau, il vibre avec toute sa nature de brave garçon.

— Ayez confiance, conclut-il, entière confiance. Tout le monde a confiance et celui-là serait bien mal venu qui oserait douter du succès final.

Pierade vient me dire adieu.

—Je pars en chaussures à tiges d'étoffes, fait-il. J'étais dans un sapin... Je tombe sur un rassemblement. Je vais voir. C'était un individu qui disait que nous serions battus. Je descends, torgnoles, bagarre, poste de police, et dans le coup on me vole une magnifique paire de brodequins anglais que je venais d'acheter. Ça ne fait rien, j'en demanderai au corps. Au revoir à tous !

Il embrasse les femmes. Dieu, les femmes ontelles été embrassées durant ces soirs d'intense émotion ! On lui serre les mains.

— Au revoir, bonne chance, envoyez des nouvelles.

En particulier, il me promet de m'écrire.

L'heure tourne, et les départs se succèdent. C'est au tour de Dorville, l'inénarrable comique de nos grands music-halls. Il se lève et fait retentir une dernière fois ce qu'il appelle son « cri du phoque » qui fit courir tout Paris. On l'acclame. Il est attaché à la conduite d'un autobus de ravitaillement. Nouvelles embrassades, nouveaux souhaits, nouvelles poignées de mains.

René Kerdyk passe en taxi-auto.[1] Il va rejoindre le régiment d'infanterie en garnison à Bernay où se trouve déjà Paul Reboux, l'auteur des « A la manière de... », avec Charles Müller, ce camarade exquis.[2]

Les uns après les autres, les clients font leurs adieux et s'éloignent.

Didier Gold, l'auteur d'une « Manon » conçue dans les pampas et qui passa, fugitive, à l'Odéon, se lève à son tour. Sa femme devient affreusement pâle mais elle a les yeux secs. Par contre, l'opulente et blonde Pierrette Maufray, du Théâtre-Impérial, qui les accompagne, toujours et partout, fond en larmes.

Pour des raisons qui leur sont toutes personnelles, je vois des jeunes femmes dont les yeux sont rouges : Paulette Frank, Monthil, Kerville... et d'autres encore...

Par l'une d'elles, j'apprends que les deux frères Labiche, petits-fils de l'auteur dramatique et neveux d'Emile Augier et de Paul Déroulède, tous

[1] J'ai su le lendemain que le taxi-auto ne l'avait pas mené à destination : il s'était jeté sur un autre véhicule et René Kerdyk fut transporté, non pas à son corps, mais au plus prochain hôpital.

[2] Charles Muller, sergent de territoriale, nommé sous-lieutenant sur le champ de bataille, fut blessé grièvement peu de temps après et mourut de ses blessures à l'hôpital d'Amiens.

deux automobilistes et parlant plusieurs langues étrangères, sont attachés, l'un au général Pau, et l'autre au général Galliéni.

Voici Urban, le joyeux tourlourou qui fait ses adieux. Il part avec Alexandre Parodi que j'ai eu sous mes ordres à *Comœdia*. Ils vont l'un à Marmande, l'autre à Verdun.

Trois départs en un seul. Les trois frères Bataille : le revuiste, l'acteur et le publiciste. Une cordiale poignée de mains, un sincère au revoir. Pas de paroles inutiles. Aucune femme ne les accompagne. L'un part pour Châlons-sur-Marne, les deux autres pour Verdun. Calmes et résolus, ils vont faire leur devoir, simplement.

Puis, c'est au tour de Carrère, le dessinateur des délicates silhouettes de nos artistes et de nos petites femmes de Montmartre. Il appartient aux hussards, mais il est versé comme observateur, dans l'aviation. Il doit ce changement d'affectation au tour de main qui lui permet d'enlever de son crayon agile un croquis ou un « topo ».

Je reste seul avec Genève; Fernand Lamy, du *Gil Blas*, s'assecit avec nous. Il est en tenue du génie et va rejoindre à Versailles.

La conversation languit. Tous ces départs nous ont impressionnés. Mentalement, nous dressons la liste de ceux qui sont loin déjà.

— Toute la rédaction de l'*Opinion* est partie, fait Genève.

— Celle de *Comœdia* aussi, ajoute Lamy.

— Sauf moi, jette une voix derrière nous.

C'est Grégorio, le secrétaire de rédaction de ce journal où il avait été mon second, avant de me remplacer. Il est en tenue de brigadier d'artillerie, avec la médaille coloniale.

— C'est pour quand ?

— Pour tout de suite.

Il me prend les mains et me dit :

— Tu iras voir ma femme et mes deux gosses pendant que je ne serai pas là. Tiens, tu les reconnaîtras. Et il me montre la photographie des trois êtres chers. Puis, soigneusement, il la replace dans son livret qu'il glisse sur sa poitrine.

— C'est juré, petit. Nous nous étreignons les mains.

Cette fois-ci, nous sommes les derniers. Les lumières s'éteignent les unes après les autres et, dans le ciel calme de cette profonde nuit d'août, plus éclatante encore paraît la traînée lumineuse qui jaillit de la terrasse de l'Automobile-Club, promenant, jusqu'aux plus lointains horizons, une clarté vigilante, gardienne de la cité endormie.

Tout le monde est parti. Jurandon (c'est le patron), lui-même, embrasse sa femme et son bébé et les confie à son père. Il va rejoindre la 20e section d'ouvriers d'administration.

Nous nous levons à regret. La nuit est douce, il fait bon respirer dans le calme, après tant d'émotions chaleureuses et d'effusions bruyantes.

Nous dirigeons nos pas du côté du boulevard Rochechouart, où, depuis un instant, on entend un roulement sourd et continu. C'est un immense convoi d'artillerie qui défile aussi silencieusement que possible. Les hommes ne prononcent pas une parole.

— C'est ainsi, nous dit Genève, que toute la garnison de Paris a quitté la capitale sans qu'on s'en aperçoive. Toujours la nuit.

Le fait est à signaler. Il indique qu'une organisation solide fonctionne ponctuellement, au gré d'une volonté supérieure.

Nous nous séparons.

En m'éloignant de mon sympathique confrère Genève, je ne puis m'empêcher de penser tout haut : « — Quand le reverrai-je ? »

Et, mélancolique, je me dirige vers mon logis solitaire.

Cependant je ne puis me décider à rentrer sans pousser jusqu'à la gare du Nord. Il est trois heures et demie du matin. Le plus grand calme y règne. Les trains emportant les mobilisés ont cessé de partir, sans doute pour un très court délai.

Sur le trottoir de la gare, couchés par terre, la tête sur leur musette d'un modèle uniforme, en toile bleue rayée, trois cents vigoureux gaillards reposent en silence. Ce sont des ouvriers belges qui travaillaient à la moisson en France et que la mobilisation rappelle dans leur pays. Un seul sergent de ville surveille la gare. Elle est, ainsi que ses alentours, plongée dans l'obscurité. On s'attend à un raid aérien de l'ennemi. Il ne manquerait pas de prendre, comme but, nos grandes gares que l'abondance de lumières pourrait lui désigner trop facilement.

En rentrant chez moi, j'achève la lecture des journaux du soir, et j'y relève quelques informations, intéressantes à titre documentaire et que voici :

PENDANT LA MOBILISATION

Le transport par voies ferrées des denrées essentielles.

Malgré l'affectation des chemins de fer au mouvement militaire, un certain nombre de trains sont réservés au transport des denrées essentielles, notamment de la viande, du lait, des pommes de terre, ainsi que de la farine nécessaire à la fabrication du pain.

Le public continuera à s'approvisionner de ces denrées chez les détaillants dont les établissements resteront ouverts.

Pour ce qui est du lait, des dispositions spéciales sont prises en vue d'assurer un peu de préférence aux enfants et aux malades.

Les personnes qui voudront bénéficier de cette mesure auront à se faire inscrire dans les mairies, en produisant toutes justifications nécessaires (actes de naissance des enfants, certificats médicaux, etc.). le public pourra d'ailleurs s'adresser pour tous renseignements utiles, à toute heure du jour et de la nuit, dans les mairies et à la préfecture de la Seine, caserne Lobeau, service de l'approvisionnement.

LES OUVRIERS BOULANGERS

Par décision du ministre de la guerre, les ouvriers boulangers de Paris, appartenant à l'armée territoriale ou à la réserve de l'armée territoriale, sont mis en sursis d'appel de quarante-cinq jours.

LA VENTE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Le préfet de police vient d'instituer un service spécial chargé de surveiller la salubrité des denrées alimentaires, et la loyauté des transactions des marchandises composant les approvisionnements.

Les lois et règlements seront appliqués avec sévérité à l'égard des personnes qui profiteraient des circonstances actuelles pour commettre des infractions à la vente des denrées alimentaires.

LE MÉTRO

Le métro doit être remis à minuit, entre les mains de l'autorité militaire.

Et comme la politique ne perd jamais ses droits, voici un manifeste de la C. G. T. :

AUX PROLÉTAIRES DE FRANCE

Une heure grave vient de sonner !

Les forces mauvaises sont sur le point de triompher.

Une lueur d'espoir perce encore, mais si faible qu'il faut envisager les pires éventualités.

Cependant qu'entraînés vers le gouffre, nous voulons conserver l'espoir d'une paix possible.

Jusqu'à cette heure, le comité confédéral est resté à son poste de combat, luttant pour la cause de la paix.

Hier encore, il adressait à l'Internationale ouvrière un suprême appel.

Si ces efforts ne paraissent pas avoir donné ce que nous étions en droit d'attendre, ce que la classe ouvrière organisée espérait, c'est que les événements nous ont submergés. C'est aussi, nous devons le dire à ce moment suprême, que le prolétariat n'a pas assez unanimement compris tout ce qu'il fallait d'efforts continus pour préserver l'humanité des horreurs de la guerre...

Après avoir reconnu loyalement l'inanité des théories humanitaires, cette proclamation, trop longue pour être insérée dans son intégralité, conclut ainsi :

L'Internationale ouvrière restera toujours le but de nos efforts.

. . . .

Car nous savons qu'un jour viendra, quand les peuples lui auront fait confiance et mieux assuré sa force, où elle constituera l'unique sauvegarde de la paix et de la civilisation.

La Confédération générale du travail.

Comme une réponse tragique à cette littérature, arrive la nouvelle impressionnante que les troupes allemandes, en quatre points différents, ont violé la frontière française.

3 août.

La nuit a été agitée. Le pillage n'a pas cessé dans le quartier. Debout de bonne heure, j'éprouve l'invincible besoin de sortir.

A peine dans l'avenue Trudaine, j'entends un formidable ronflement de moteur qui fait lever la tête aux passants encore rares à cette heure matinale.

Des gens courent, brandissant frénétiquement leurs chapeaux, agitant les bras. Je lève la tête, comme tout le monde, et je vois un spectacle inoubliable.

Traversant Paris en diagonale, dans le ciel léger du clair matin, alignés comme des oiseaux migrateurs, six aéroplanes se dirigent vers le Nord-Est. C'est une escadrille, celle de Buc, dit-on, qui gagne la frontière.

Tout le long de la rue de Dunkerque, en un défilé ininterrompu, le flot des mobilisés s'écoule toujours vers les gares du Nord et de l'Est. Les uns vont à pied, les autres dans des véhicules de toutes espèces. Les taxis-autos se font de plus en plus rares. Bien des hommes, de crainte d'être en retard, hâtent le pas avec anxiété. Nombreux sont ceux qui habitent des quartiers excentriques ou même la banlieue. Pour eux ce n'est pas une mince difficulté à vaincre que se rendre à l'heure et à la gare indiquées par leur feuillet de mobilisation. Je me dis que, s'il en est qui arrivent en retard, ils se mettront, bien involontairement, dans le cas le plus fâcheux. Mais le bel élan de solidarité que suscite le péril

national se manifeste spontanément. La ville est bientôt sillonnée, en tous sens, par des autos de maîtres qui portent des pancartes : « Transport gratuit des mobilisés pour les gares de départ. »

Je lis cette simple formule sur une élégante et vaste limousine, dont la rapidité et le confort semblent fort appréciés par six braves maraîchers. Ils se comportent d'ailleurs très correctement dans le somptueux véhicule qui les mène à toute allure vers la gare de l'Est.

En déambulant à travers les principales rues de mon quartier, je me rends compte que certains services publics sont complètement désorganisés par la mobilisation qui les prive de toute main-d'œuvre. Les boîtes à ordures, nauséabondes, restent au bord des trottoirs, abandonnées depuis deux jours. La chaleur se fait vivement sentir et il n'est pas possible que cet état de choses se prolonge. Pourtant, à l'extrémité de la place d'Anvers, du côté du boulevard Rochechouart, j'entends le tintamarre d'un de ces nouveaux camions de la voirie, du modèle dit « silencieux » et dont le vacarme, lors de leur passage, la nuit, dans le silence des rues désertes, ne peut être comparé qu'à l'entrée en gare d'un express.

Je m'approche. Quatre hommes sont juchés sur le lourd véhicule. Les trois qui sont installés sur les ordures ont dépassé la cinquantaine, le quatrième, qui est au moteur, semble avoir à peine dix-sept ans. C'est lui que j'interpelle pour lui demander s'il va passer avenue Trudaine.

— Adressez-vous au colonel, répond-il en me désignant un homme, en casquette anglaise et en cache-poussière, qui marche en serre-file.

Je m'avance au devant de lui.

— C'est vous le colonel, monsieur ?...

Je l'examine à la dérobée. Grand, droit, mince, c'est un vieillard très vert. Il porte la moustache et l'« impériale » blanches comme ses cheveux.

— Parfaitement, monsieur, je suis le « colonel ». Je suis en effet colonel en retraite. J'ai été en Italie et à Gravelotte. J'ai deux fils officiers. Trop vieux pour retourner au feu, à soixante-dix ans passés, j'essaie de me rendre utile. Vous le voyez, je conduis la corvée provisoire pour l'enlèvement des ordures, en attendant que le service soit réorganisé. Il faut servir comme on peut, en un pareil moment.

Cela était dit aussi simplement que c'était simplement fait.

Je prie alors le colonel de faire passer le camion au plus tôt dans l'avenue Trudaine où les « poubelles » débordent.

— Attendez, ajoute-t-il, j'ai beaucoup de demandes et peu de mémoire. Il faut que j'inscrive. Et lorsqu'il entr'ouvre son cache-poussière pour prendre un calepin dans sa poche, au revers de son veston j'aperçois la rosette d'officier de la Légion d'honneur.

Avec un merci, j'adresse au colonel un coup de chapeau que je lui donne aussi respectueux que possible.

Dans ces heures d'appréhension chacun éprouve, instinctivement, le vif désir de se rendre utile dans sa sphère et selon ses moyens.

Dans ce but, je cherche ce que je pourrais faire moi-même.

Je suis tiré de mes réflexions par une « Marseillaise » hurlée à outrance. C'est un groupe de volontaires étrangers. Décidément ceux-ci se font un

peu remarquer. Et, par une simple association d'idées, je me demande pourquoi on ne fait pas appel à leur dévouement pour remplacer les employés de la voirie. Travailler à la sauvegarde de la salubrité et de l'hygiène de Paris serait, pour ces étrangers, payer une dette de reconnaissance envers la ville généreuse qui leur a accordé, sans aucun contrôle, la liberté la plus grande pour gagner leur pain quotidien. Si cette forme de dévouement est moins glorieuse que celle qui consiste à risquer sa vie, pour le moment elle est au moins aussi utile. D'autant que, plus tard, ils pourront toujours aller se faire tuer, s'ils y tiennent vraiment.

Je ne trouve pas mon idée si mauvaise et je rentre d'urgence avec l'intention d'en faire part à qui de droit. Dans ce sens, de ma plus belle plume, j'écris séance tenante à M. Jacquier, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Afin d'avoir la certitude que ma lettre parviendra rapidement, je la porte moi-même au ministère de l'intérieur.

En arrivant place Beauveau, j'apprends qu'il y a conseil des ministres à l'Elysée.

Je m'installe pour attendre en lisant les journaux.

Le *Matin* publie une série de « filets » sous le titre :

COMMENT VIVRA PARIS

Le ravitaillement. — Un décret lève les obstacles qui s'opposent jusqu'ici à l'introduction des viandes fraîches d'origine étrangère. Dans ces conditions, on peut avoir la certitude que des arrivages très importants de viandes d'excellentes qualités vont se produire à bref délai, en provenance de la République Argentine, principalement de Madagascar et de l'Afrique occidentale. Les ressources du troupeau national sont d'ailleurs abondantes.

L'approvisionnement. — Plusieurs journaux ayant indiqué que le préfet de police avait fait appeler certains mandataires aux halles, pour les menacer de sanctions à cause de leur persistance à vouloir maintenir les hauts cours, le syndicat des mandataires à la vente en gros du poisson se fait un devoir de nous informer que le poisson n'a jamais été aussi bon marché et qu'il en est tenu à la disposition des consommateurs des quantités très importantes.

L'éclairage de Paris. — On a pu remarquer que, jusqu'ici, l'éclairage de Paris se faisait dans les conditions habituelles. Mais il ne saurait en être ainsi longtemps. L'économie de charbon ainsi que le manque de personnel vont déterminer une réduction fatale de la consommation du gaz.

Les musées. — Par suite des prélèvements opérés pour les besoins de la défense nationale sur le personnel de garde, d'administration et de conservation des musées nationaux, ceux-ci resteront fermés jusqu'à nouvel ordre.

A l'assistance publique. — Le personnel de l'assistance publique qui, à l'exception des directeurs d'hôpitaux est mobilisable, va se trouver de ce fait très sensiblement réduit. Une grande partie du personnel médical, notamment, doit rejoindre les régiments ou servir dans les hôpitaux militaires. On s'efforcera, dans une certaine mesure, de combler les vides par le recrutement des médecins non soumis à la mobilisation. D'autre part, l'administration de l'assistance publique envisage les mesures à prendre pour que, malgré l'insuffisance du personnel infirmier, les malades et hospitalisés soient aussi bien soignés que possible.

Le Conseil municipal et la mobilisation. — A l'Hôtel-de-Ville, la situation des conseillers municipaux vis-à-vis de la loi militaire est la même que celle des autres citoyens. Sur quatre-vingts conseillers, trente-cinq sont mobilisés, et beaucoup d'entre eux sont déjà partis, notamment M. d'Andigné, officier d'état-major, qui a déjà quitté Paris, et M. Robaglia lieutenant de vaisseau, qui est également parti pour être affecté au service des renseignements du Havre. Citons encore le président, M. Mithouard et le premier vice-président, notre con-

frère M. Emile Massard, qui sont affectés à l'état-major du gouverneur militaire de Paris; puis MM. Quentin-Bauchart, Badini-Jourdin, Paul Fleurot, André Payer, Duval-Arnould, Rollin, de Puymaigre, Merlin.

Après deux heures d'attente, le sous-secrétaire d'Etat n'étant pas rentré au ministère de l'intérieur, je me retire, non sans avoir laissé ma lettre.[1]

Il est midi. Je cherche en vain une voiture pour rentrer chez moi. Aucune à l'horizon, pas le moindre de ces maraudeurs dont je médisais si fort avant la mobilisation.

Pour gagner la station du Nord-Sud de la gare Saint-Lazare, je choisis, à travers le dédale des rues, celle qui me paraît la plus directe.

C'est la rue Montalivet. Je passe ainsi devant le consulat général d'Angleterre. De la porte jusqu'à l'extrémité de la rue, de longues files de gens encombrent le trottoir, rangés par quatre sous l'œil paternel des sergents de ville. Ce sont d'honorables citoyens et citoyennes du Royaume-Uni qui viennent régulariser leur situation, soit qu'ils restent en France, soit qu'ils rentrent dans leur pays. Les hommes me semblent excessivement rares. Par contre, c'est une vraie cohue d'institutrices un peu raides, de nurses fraîches comme si elles sortaient d'une boîte à lait et de jeunes girls trépidantes, sautillantes, avec de petites mines comiques. Celles-ci sont des enfants et, pour tuer le temps, elles jouent à se bousculer entre elles, sous le regard un peu hautain d'un couple de nègres correctement habillés chez le bon faiseur ou la couturière « chic ». Dans ce rassemblement les noirs sont d'ailleurs assez nom-

[1] Elle est toujours restée sans réponse.

breux et, parmi les honorables ladies et gentlemen de ce teint, les mâles dominent. Il y a là quelques commerçants des îles, des chasseurs d'hôtels, des danseurs de restaurants de nuit, des clowns burlesques et un superbe bonhomme-réclame que je reconnais pour l'avoir rencontré maintes fois sur le boulevard. Avec le calme qui distingue la foule anglaise, dans tout ce monde de différentes couleurs chacun attend patiemment son tour pour pénétrer sous le large porche que surmonte, au-dessus de l'écusson aux armes d'Angleterre, une hampe sans étoffe. Et l'on éprouve comme un regret de ne pas voir le pavillon anglais flotter au-dessus de toute cette foule qui vient lui demander protection.

Les moyens de communications diminuant de plus en plus et le Nord-Sud étant complètement arrêté, je vais à pied jusque chez moi. En passant devant la station du métropolitain d'Anvers, je lis l'avis suivant, tout fraîchement affiché :

Seront fermées au public, à dater du 3 août, les stations suivantes :

Ligne n° 1. — Tuileries ; Alma ; Obligado.

Ligne n° 3. — Martin-Nadaud ; St-Maur ; Temple ; 4-Septembre ; Caumartin ; Europe ; Malesherbes ; Wagram.

Ligne n° 4. — Simplon ; Château-d'Eau ; Etienne-Marcel ; St-Michel ; St-Sulpice ; Vavin ; Mouton-Duvernet.

Ligne n° 5. — Oberkampf ; Bréguet-Sabin ; Arsenal ; St-Marcel.

Ligne n° 7. — Flandre ; Riquet ; Château-Landon ; Poissonnière ; Le Peletier.

Pendant que je déjeune, Godard, ma bonne, me parle avec effroi des scènes de pillage qu'elle a

pu voir rue de Clignancourt, où une grande épicerie a été mise à sac.

— On dit, Monsieur, que depuis quinze jours les laiteries Maggi distribuaient du lait empoisonné aux enfants... pour qu'il ne reste plus de Français après la guerre. Si c'est vrai, on a bien fait de brûler leurs boutiques. D'ailleurs il n'y avait rien à prendre dedans que quelques boîtes ou pots à lait. C'est pas comme chez l'épicier. Là, alors, c'était surtout des voleurs et des voleuses, qui pillaient. Sous prétexte qu'on n'a pas voulu donner de monnaie sur un billet de cent francs, la foule a tout envahi. Quelle foule ! Des vagabonds, des voyous ! Et les femmes c'était pire! Des vieilles à figures d'ivrognesses: ça devait sortir de prison. J'en ai vu une, sa robe relevée, sans peur de montrer ses jambes et au delà, et qui portait dedans, pêle-mêle, de la charcuterie, des conserves, et des litres de liqueurs... Oui, Monsieur... et en s'en allant elle se tapait sur les fesses en disant: « — Moi, je m'en f..., j'ai ce que je veux.»

A mon tour, en sortant, j'aperçois, à cheval sur les bancs qui bordent la place d'Anvers, des hommes à mine patibulaire qui vident, à la régalade, des flacons aux étiquettes truculentes. Ils proviennent évidemment du pillage de la même épicerie.

La police réorganisée par M. Hennion semble vraiment au-dessous de sa tâche.

Arrivé sur les boulevards, comme tout le monde je lève la tête pour regarder passer un large biplan. Il plane à une assez faible hauteur pour qu'on distingue les deux aviateurs qui le montent. C'est un avion militaire portant sous ses plans inférieurs de larges cocardes tricolores. Il se dirige du nord au sud.

Passant devant le Grand-Hôtel, j'aperçois mon ami Vernier, du Caire, avec qui, voilà quelque dix ans, j'ai passé de délicieuses heures en Egypte. Il marche péniblement avec deux cannes.

Il s'est trouvé pris, en arrivant à Paris, dans une charge de la garde à cheval, au moment où elle déblayait le boulevard, pendant le pillage des boutiques allemandes et autrichiennes. La cristallerie de Bohême, Appenrodt, la brasserie Viennoise, Klein, le maroquinier, et d'autres moins importantes ont été soigneusement saccagées. Bousculé et pris dans un remous de la foule, Vernier, embarrassé par un petit sac de voyage, a perdu pied et a été renversé par les chevaux. Fort heureusement il n'a rien eu de cassé et le médecin, appelé par des agents qui l'avaient transporté au Grand-Hôtel, eut vite fait de le rassurer. Très courbaturé, il sort pour la première fois.

Après avoir bavardé assez longtemps avec lui, je pousse jusqu'à l'hôtel Scribe qu'on dit abriter les derniers et irréductibles viveurs qui ne savent plus où se réfugier le soir. Depuis l'état de siège, non seulement toutes les terrasses ont été supprimées, rendant une place imprévue à la circulation des passants, d'ailleurs de plus en plus rares, mais le soir tous les cafés et tous les restaurants, par ordre supérieur, ferment, les uns à huit heures et les autres à neuf heures et demie. Ces mesures nécessaires de sécurité donnent à Paris une physionomie morne et qui va s'attristant de plus en plus.

Quant à l'hôtel Scribe, dont je m'approche avec l'espoir d'y humer un relent de vie parisienne, il m'apparaît comme à l'habitude très bourgeois et confortable, sans plus.

J'en vois sortir trois officiers anglais en tenue de

campagne. C'est bon signe. En même temps, j'y vois entrer celle qui fut autrefois la brune Paulette del Baye, devenue maintenant comtesse de Brioude. Elle a très haute mine et sa chevelure blanche donne un air de noblesse à ses jolis traits. Elle sera plus tard une très impressionnante douairière.

C'est ce que je disais le soir à « P'tit' jeun' homm' » tout en lui dictant mon courrier.

— Qui c'est ça, la comtesse de Brioude ? fit-elle en levant vers moi sa mine éveillée de moineau franc... ?

— Comment pourrai-je t'expliquer ça ? Voyons... La comtesse de Brioude a été la compagne, comme l'épouse morganatique du duc de Montpensier.

— Le duc de Montpensier ? Ah ! oui... Le cadet du prince Gamelle.

La *Patrie* et la *Presse* paraissent sur un tout petit format. Ça sent la guerre de plus en plus et les journaux du soir ne prennent plus la peine d'en dissimuler l'imminence. Ils nous confirment l'état de siège dans toute sa rigueur et nous annoncent que les Chambres sont convoquées pour demain.

Les derniers tramways et les derniers métros cessent de fonctionner, faute de personnel. Demain, Paris sera privé de tout moyen de communication.

Je pousse jusqu'à la gare du Nord. Les abords en sont défendus par une légère palissade de bois, à l'entrée de laquelle il faut montrer son feuillet de mobilisation pour passer ou son ticket pris d'avance. Il en est de même aux gares de l'Est et du P.-L.-M.

Après avoir parlementé avec le brigadier de garde, je peux pénétrer dans l'enceinte. Il n'y a que

des mobilisés. Amis ou parents ne peuvent franchir la fragile barrière. Sous le hall, des trains militaires sont alignés, vides et garnis de fleurs. On les a fleuris à chaque station du parcours qu'ils viennent de couvrir jusqu'à la frontière, et qu'ils refont sans cesse.

Parmi tous ces hommes qui partent courageusement et sans forfanterie, il n'en est pas un qui puisse dire sous les ordres de quel grand chef il va servir. A part les trois noms de Joffre, Pau et Currière de Castelnau, on ignore quels sont les commandants d'armées ou de corps d'armée et personne ne cherche à savoir. Aucune inquiétude ne perce à ce sujet. Je suis frappé de trouver chez tous ces hommes qui vont au danger cette quiétude d'esprit faite surtout de confiance en notre force et en ceux qui vont la mettre en mouvement.

Si les Français, me dis-je, conservent cette tranquille confiance, la France est sauvée.

Et je fais demi-tour pour sortir de la gare.

Au moment où je franchis la clôture provisoire, je croise un couple. Lui, un beau sergent réserviste du génie. De haute taille, bien planté, la barbe courte et drue. Elle, mise comme une femme d'artisan à l'aise, simplement, mais non sans une certaine recherche. Entre eux deux une petite fille d'environ trois ans qu'ils tiennent chacun par une main.

Je m'arrête, cloué par un invincible besoin d'assister à la séparation de ces êtres qui semblent si tendrement unis. Sans souci d'être indiscret, je tends l'oreille. Je veux entendre les paroles d'adieu.

Mais rien. Ils arrivent à l'entrée. Lui seul peut

passer. Brusquement il se penche et enlève sa petite fille dans un de ses bras, il la serre contre lui et de l'autre, doucement, il attire la tête blonde de sa jeune femme. Il les étreint toutes deux longuement, longuement... Tous trois restent enlacés. Puis, d'un geste, il s'arrache, présente vivement son feuillet au brigadier et disparaît rapidement dans l'ombre, car la nuit est venue.

Elle a pris sa petite fille par la main et semble s'enfuir par la rue de Dunkerque.

Elle va si vite, hâtant le pas, que j'ai peine à la suivre ; car j'ai voulu la suivre. Je veux voir jusqu'au bout.

Elle traverse bien vite le boulevard Magenta et suit toujours la rue de Dunkerque. Elle court presque.

Tout d'un coup, elle s'arrête, s'appuie au mur comme à bout de souffle, lâche la fillette et prend son cœur à deux mains... Mais, comme si elle craignait que celle-ci ne suppose un geste d'abandon, elle se baisse soudain, l'enlève et, penchée sur l'épaule de l'enfant qu'elle appuie très fort contre elle, elle sanglote, des sanglots sourds, profonds, affreux...

Je presse le pas, dépasse le groupe douloureux sans rien dire. Il n'y a rien à dire devant une telle douleur. Je devine que l'héroïque femme espérait, pour pleurer à son aise, arriver sans éclater jusqu'au logis où le mari n'est plus. Ses forces l'ont trahie.

Loin des gares, avec son éclairage réduit, dans le silence de ses rues désertes, Paris semble se recueillir et se préparer aux plus grands sacrifices.

Dans cette discrète pénombre, éclate, non sans

quelque incongruité, l'éclairage tapageur des Folies-Bergère.

Un directeur d'occasion, qui a pris l'affaire pour la saison d'été, persiste à jouer une médiocre revue. Mais le public reste indifférent. Je m'approche du contrôle, et j'apprends que la recette s'élève à... 196 francs. On annonce la fermeture pour ce soir. Demain, Paris, dont une partie de la vie bruyante est faite de ses théâtres, de ses music-halls et de leurs artistes qu'il choie avec tant de bonne humeur et de bienveillance, Paris n'aura plus de spectacles.

C'est la guerre et en voici la nouvelle, telle qu'elle est communiquée en termes officiels :

Ce soir, à 7 h. 30, M. de Schœn, alléguant des faits mensongers et accusant la France des actes d'agression et de violation dont il ne peut justifier son propre pays, informe M. Viviani, que l'Allemagne se déclare en état de guerre avec la France.

On lui a remis ses passeports.

Le sort en est jeté. Nous sommes au seuil de la plus grande catastrophe du monde.

4 août.

Toute la nuit, j'ai entendu, sous mes fenêtres, le roulement ininterrompu des autos qui se dirigent vers les gares du Nord et de l'Est. Ce matin, la circulation ne s'est pas ralentie ; je crois que le mouvement des grosses voitures de maîtres, transportant gracieusement les réservistes, s'accentue encore. Quel admirable élan !

Les journaux de ce matin publient une note très sévère, émanée des pouvoirs publics qui leur interdit de donner toute nouvelle non soumise à la censure. On sent que les événements se précipitent et s'aggravent d'heure en heure.

La démission de M. Gauthier comme ministre de la marine, annoncée hier par toutes les feuilles, était, paraît-il, l'amorce d'un projet de remaniement ministériel, caressé par le président, qui voudrait constituer un ministère de défense nationale, composé uniquement d'hommes à la hauteur des circonstances.

Ce beau projet a été sapé net à sa base. Voici comment, dit-on :

Un socialiste anglais de très grande notoriété, Keir Hardie était, il y a quelques jours encore, un irréductible partisan de la neutralité anglaise. On lui prêtait l'intention de prononcer, à l'occasion d'un meeting, un grand discours pour affirmer cette théorie. A cette nouvelle, nos gouvernants — le président et M. Viviani étant encore en mer — s'affolèrent tant soit peu et résolurent de prier les

socialistes français d'agir auprès de leur ami politique anglais. Ceux-ci s'en furent prendre conseil auprès de M. Caillaux, aux suggestions duquel ils obéissaient depuis quelques mois et qu'ils considéraient comme un de leurs chefs.

L'ancien ministre des finances, vivement préoccupé par ces projets de remaniement ministériel qui pouvaient éloigner du pouvoir quelques amis utiles, encouragea les socialistes français à faire, auprès du socialiste anglais, la démarche qu'on leur demandait. Mais à une condition, c'est qu'on ne toucherait pas au ministère.

Ainsi, paraît-il, fut remise à une date indéterminée la formation du ministère de défense nationale dont la constitution eût été pourtant fort bien accueillie de l'opinion publique. Quoi qu'il en soit, cette explication décèle incontestablement un fond de vraisemblance. Ce qu'il y a de sûr, c'est que Keir Hardie ne prononça aucun discours et que le jeu de l'entente franco-anglaise fut excellemment mené et mis en pratique.

Dès lors, le remaniement ministériel ne consiste plus qu'en la simple formalité de la remise à M. Doumergue des affaires étrangères, dont M. Viviani se dessaisit pour rester président du Conseil sans portefeuille.

Les socialistes ont ainsi rendu un signalé service au pays. Peut-être — me permettra-t-on de le supposer ? — l'Angleterre n'a-t-elle pas eu besoin de leur intervention, favorable ou défavorable, pour se ranger du côté de la justice, du bon droit et de l'équité. Les socialistes ont rendu à la France un autre immense et incontestable service en reconnaissant spontanément qu'elle courait le risque de périr, s'ils continuaient à vouloir faire triompher

leurs généreuses théories humanitaires. Et il est vraiment déplorable que Jaurès ne soit plus là pour voir le beau réveil de l'esprit national dont ses disciples donnent l'exemple.

Ce matin ont lieu les funérailles du grand tribun. Malgré le manque de moyens de locomotion et de transport, la foule se porte en masse vers le domicile mortuaire. On peut s'attendre à une imposante manifestation et à un torrent d'éloquence.

Ce qu'il faut admirer surtout, c'est le calme de la foule. En d'autres temps, l'assassinat de Jaurès et ses obsèques auraient pu faire surgir les événements les plus dangereux. Dans les tragiques circonstances actuelles, le meurtre de l'illustre orateur a provoqué un mouvement unanime de stupeur douloureuse et c'est dans le calme le plus parfait que ses funérailles se déroulent imposantes.

Le peuple de France ressent profondément la gravité de l'heure présente qui prime tout. A sa belle tenue on sent planer le génie de la patrie.

Ce même esprit se retrouvera, j'en suis sûr, cet après-midi, à la séance de la Chambre qui s'annonce comme devant être une grandiose manifestation patriotique.

Aussitôt après déjeuner je reçois la visite de mon bon ami Léon Méras. Il est du pays qui m'a vu naître où les vagues de coteaux, qui s'éloignent à l'ouest de la Saône, se transforment en de hautes et abruptes montagnes. Leur profil est couronné de noirs sapins dont les troncs plongent dans un tapis de rudes bruyères semé de souples fougères mordorées. Ce pays est le haut Beaujolais.

Mon ami Méras est venu à Paris pour le congrès

espérantiste. Il s'est signalé dans l'étude de cette langue, ce qui lui vaut d'être titulaire de plusieurs récompenses. Il a travaillé sérieusement, avec toute sa conscience de brave homme, ce dialecte universel qui, selon les espérantistes, devait être un admirable moyen de rapprochement entre les peuples.

Méras est rond, jovial, courtois, bon, très bon. De rudes déboires dans la vie et même dans la politique n'ont pas fait varier sa foi robuste dans la bonté des gens et des peuples.

Nous sortons ensemble et, à peine dehors, nous croisons une infirmière. Méras lui donne un large coup de chapeau. Je n'ai pas eu le geste aussi prompt que lui. Il se tourne vers moi, et me laisse tomber :

— Quand je rencontre des femmes comme ça, je les salue toujours.

Je m'empresse de l'approuver. Et je me garde de lui révéler que la jolie personne, avec du rouge aux joues et du noir aux yeux, portant un brassard de la Croix-Rouge (quel abus n'en a-t-on pas fait !) sur un costume d'infirmière de couleur marron, n'est autre qu'une garde de la maison d'accouchement voisine.

Je ne parviens pas à convaincre mon vieil ami que le congrès espérantiste n'aura pas lieu et que la mobilisation va, sans doute, l'empêcher de rentrer momentanément à Beaulieu. Son bel optimisme, que j'envie, triomphe à l'avance des nombreuses difficultés qui sont à prévoir.

— Tout est si bien organisé, me dit-il, que ça va marcher comme sur des roulettes.

A la gare du Nord nous nous séparons et je lui souhaite bonne chance pour son fils qui a rejoint dès le deuxième jour.

— Il saura faire son devoir, me dit-il.

— J'en suis sûr.

Et je lui serre fortement les mains.

Je le dis comme je le pense, car je connais le jeune homme. Il est de bonne race.

La plupart des petites boutiques portent des pancartes avec la mention : « Maison française. »

Cela me paraît un peu humiliant. C'est à supposer que Paris n'est pas en France. Mais notre petit commerçant s'est laissé dominer, évincer et supplanter par le « mercanti » métèque au point qu'il en arrive à douter de lui-même et de son droit. Il s'efface : il craint qu'à Paris on ne le croie pas chez lui. La peur des pillards lui fait coller sur sa devanture cette marque d'origine dont je ne peux m'empêcher de trouver le sens et la forme par trop humbles. Il semble que le boutiquier de Paris se recommande timidement de sa qualité de Français, à la bienveillance de messieurs les apaches.

Voici un de ces avis, d'une bizarrerie vraiment comique. Je le relève sur la vitre d'un petit restaurateur du faubourg Montmartre. Sans doute le patron, qui parle un peu charabia en famille, a-t-il eu peur que son jargon ne les fît prendre, lui et les siens, pour une nichée d'espions : « Le patron est berrichon, la patronne est auvergnate. On parle patois. »

Cette définition a tout au moins pour excuse d'être drôle.

Au hasard de mes courses, je rencontre, rue Blanche, M[e] Olagnier, avocat à la Cour, gendre de Kéroul, l'auteur dramatique bien connu, qui fait

partie, avec moi, de la société artistique « Le Cornet ».

Olagnier m'annonce qu'il part le lendemain pour rejoindre le régiment d'artillerie auquel il est affecté. Il est déjà chaussé des solides brodequins qui font reconnaître les mobilisés.

Puis, c'est Louis Müller, secrétaire de Grosclaude, directeur du *Journal* qui, me dépassant rue Nouvelle, me saisit par le bras. Il va chez son frère, le grand et bon Charles Müller, qui devrait avoir rejoint son corps dès le troisième jour et n'a pas encore pu rentrer à Paris. Il le croit bloqué en Bretagne où les événements l'ont surpris en pleine villégiature avec sa charmante femme et notre vieux camarade Curnonsky. Ces deux ironistes, qui s'aiment comme deux frères, travaillaient à la revue d'automne que MM. Bénière et Basset leur avaient commandée pour le théâtre Fémina. La revue devait passer le 10 septembre. Deux des actes étaient déjà prêts.

Au domicile de Charles Müller, où j'accompagne son frère, les volets restent toujours clos et la concierge n'a aucune nouvelle.

Louis Müller sait, comme moi, que l'autre collaborateur littéraire de son frère, Paul Reboux, en vacances aux îles Chausey, a pu rejoindre son corps à Bernay. En qualité de chevalier de la Légion d'honneur, il est affecté à la garde du drapeau.

Louis Müller me raconte avoir entendu dire que Renaud, de l'Opéra, qui, paraît-il, était réfractaire et avait bénéficié d'une amnistie, a, dès le jour de la déclaration de la guerre, obtenu, grâce à ses nombreuses relations, de s'engager, malgré ses cheveux blancs (qui d'ailleurs lui vont si bien), dans un

régiment de la frontière, en garnison à Verdun. Il serait dans la section du sergent-major Bousquet, le gai revuiste, habituel collaborateur de Rip. Il rachète ainsi, magnifiquement, une lointaine faute de jeunesse.

On peut s'engager, même avec des cheveux blancs, n'en déplaise à l'armée d'inutiles qui ne savent que dire : « J'ai voulu m'engager. « Ils » ne veulent pas de moi. « Ils » ont trop d'hommes. « Ils » ne savent qu'en faire. »

C'est peut-être vrai pour les bureaux de recrutement de la Seine, mais j'affirme qu'il n'en est pas de même dans ceux de province.

En voici la preuve.

Mon excellent camarade et confrère, Louis Burnod, rédacteur en chef au *Carillon*, de Bourg-en-Bresse, est âgé de trente-six ans. Au moment de faire son service militaire, il avait réussi comme tant d'autres à esquiver cette lourde obligation grâce à une vague myopie... Depuis, il s'est marié. Devenu veuf, il est resté seul avec un petit garçon aujourd'hui âgé de treize ans, auquel il voue tous ses soins et dont il surveille très attentivement l'éducation.

Depuis la mobilisation, tous les soirs, en rentrant du lycée, le garçonnet ne manquait jamais de dire à son père : « — Tu sais, papa, le père d'un tel est parti aujourd'hui ; ou bien : le père d'un tel part demain. — C'est très bien, répondait Louis Burnod à son fils, ils font leur devoir. »

Enfin, un beau jour, après avoir annoncé de nombreux départs parmi les papas de ses camarades, l'enfant se campe devant son père, et lui dit : « — Et toi, papa, quand pars-tu ? »

Burnod, brave homme et bon Français, reçut cette question du gamin « comme un coup de poing dans l'estomac », m'écrit-il. Elle lui révéla son devoir et le rendit à lui-même. Bouleversé, il courut d'un trait au bureau de recrutement.

En faisant agir, mais en sens inverse, toutes les influences qu'il avait utilisées pour se faire exempter, il réussit à être engagé au 7e escadron du train des équipages. Le lendemain, il embrassait son fils qui l'accompagnait à la gare où il s'embarquait pour Dôle, dans le Jura.

J'ai su cette touchante histoire par une lettre de celui qui en est le héros. Datée de Belfort, où Burnod a été dirigé dès son arrivée au corps, elle m'annonce qu'il va faire partie du corps d'armée destiné à marcher sur Mulhouse.

En même temps que cette lettre, m'en arrive une autre de « Petit Frère ».

« Petit Frère » est une jeune artiste qui fit partie de la troupe de l'Odéon. Elle quitta ce théâtre subventionné pour une grande scène du boulevard où l'on demandait aux femmes de porter ces costumes qu'on appelle « persans », alors qu'ils ne méritent aucun nom... puisqu'ils n'existent pas. Ce dont, d'ailleurs, je serai le dernier à me plaindre.

La jeune personne en question a une peau d'un brun chaud, et au-dessus de jolis yeux pers, un peu couverts, des arcades sourcilières impeccablement rectilignes. Avec l'esprit pratique d'une demi-juive qu'elle est, — son père a épousé une israélite — elle s'avisa qu'on n'a pas trop de son talent pour réussir. Et, après une demi-seconde de réflexion, elle s'empressa de faire le nécessaire pour obtenir un rôle dans une de ces pièces orientales qui

empruntent leur décor et leurs costumes à cette Perse étonnante, récemment découverte par un couturier, dont les créations relèvent d'ailleurs du plus mauvais goût munichois.

J'ai baptisé cette gracieuse créature : « Petit Frère » parce qu'elle dit toujours « qu'elle a pour moi l'amitié qu'on a pour un grand frère ». Elle ne cesse de le répéter, surtout à son ami, le vrai, celui qu'elle aime, un camarade de théâtre naturellement. Car nos jeunes théâtreuses favorisent habituellement de leur particulière bienveillance un camarade de théâtre qui est, comme on le pense bien, la bête noire de l'indispensable autre ami, chargé de subvenir aux frais du culte que les appointements ne suffiraient pas à entretenir.

« Le camarade de théâtre » de « Petit Frère » s'appelle Maxime et c'est de lui qu'il s'agit dans la lettre qu'elle m'écrit. Je la reproduis ici parce qu'en même temps qu'elle révèle l'état d'esprit d'une Parisienne, elle montre assez dans quelle situation pénible nous vivons, loin les uns des autres, privés de tous moyens de transport pour franchir les grandes distances de Paris.

Lundi soir, 3 août.

Mon cher grand frère,

Il faut m'excuser, non seulement je n'aurais pas trouvé le moyen, cheval, auto ou métro, pour être hier au rendez-vous, mais je viens de quitter Maxime, tout à l'heure, à sept heures, qui est parti à Toul !! seulement !!!

J'ai tenu à rester avec lui, pensez, j'étais la seule pour lui donner du courage, toute sa famille est brisée par les pleurs. Moi, sans une parole, de crainte de laisser échapper les larmes que je tenais prisonnières dans mes yeux grands ouverts, oh ! le plus possible, je n'en

ai pas laissé tomber une. Aussi ai-je pu l'arracher à ces effusions tellement douloureuses ! C'est que moi, j'ai été élevée avec la haine des Allemands. J'en ai le cœur qui déborde, aussi je veux à tout prix rendre service à ma patrie, c'est pourquoi j'ai absolument besoin de vous consulter. Si mon beau-frère a sa voiture libre demain, après déjeuner, je ferai un saut chez vous. Sinon, par hasard, si vous aviez un tuyau pour venir me voir, je serai chez moi tout l'après-midi.

Je vous embrasse de tout mon cœur. Votre « Petit Frère »,

RENÉE.

Il faut dire que le père de cette farouche petite Française est un vieux soldat blessé en 1870. Il est maintenant gardien-chef du Jardin des Plantes.

En me mettant à table pour dîner, pendant que j'ouvre les journaux, Godard me dit :

— Monsieur, on ne trouve plus de sel...

Au même moment, je tombe sur le communiqué suivant :

Le stock de sel constitué par la Ville de Paris, pour la fonte des neiges, sera mis à la disposition des boulangers, l'analyse qu'en a faite le laboratoire municipal ayant démontré sa pureté suffisante.

Déjà !

Dans le même journal, *L'Intransigeant*, je trouve l'écho suivant dont la coïncidence me frappe puisqu'il s'agit d'Olagnier, que j'ai justement rencontré aujourd'hui.

Vers dix heures trente, ce matin, les chevaux d'un camion d'artillerie se sont emballés dans la rue de la Chaussée-d'Antin. Malgré les efforts des conducteurs, les animaux affolés montèrent sur le trottoir et le vé-

hicule fut projeté contre la devanture de la bijouterie Godchaux, à l'angle de la rue de Provence. M. Paul Olagnier, avocat à la Cour d'appel, mobilisable dans l'artillerie, a réussi à arrêter les chevaux après s'être fait traîner sur un parcours de cinquante mètres ; il a été fortement contusionné au bras droit.

Olagnier n'a pas attendu d'être au corps pour se distinguer. Il a dû se dire avant de sauter à « la figure » des chevaux : « C'est à un artilleur qu'il revient d'arrêter une prolonge d'artillerie. »

La découverte de l'écho qui suit me fait sourire en pensant à mon ami Méras :

Le congrès espérantiste devait s'ouvrir solennellement au Gaumont-Palace. Et des délégués étrangers, vraiment un peu naïfs, sont arrivés pour y prendre part. Faut-il dire qu'ils en ont été pour leur voyage ?

L'espéranto est hélas ! une de ces chimères dont les ailes viennent d'être grièvement blessées depuis huit jours.

La rédaction un peu agressive de ces lignes ne parviendra pas, j'en suis sûr, à entamer l'inébranlable optimisme de mon ami Méras. Prenant son parti de cette déconvenue, il rentrera dans notre riant Beaujolais et, tout de suite, se remettra à échafauder les grandes lignes d'un projet de congrès espérantiste qui sera le couronnement de la paix.

« L'espoir, il est vrai, nous soulage ! » comme dit le sonnet d'Oronte.

— Après tout, me dirait Méras s'il était là, dans « espéranto » n'y a-t-il pas presque en entier le mot « espérance » ?...

Les journaux de ce soir sont pleins du compte rendu des obsèques de Jaurès et reproduisent « in-extenso » tous les discours prononcés sur sa tombe.

Le cadre de ces notes est trop restreint pour se prêter à une aussi ample description, suivie d'une telle débauche d'éloquence. Tout cela ne serait d'ailleurs qu'une simple copie de ce que tout le monde a lu.

Je préfère reproduire ici la proclamation que l'Association des étudiantes vient de lancer sous la forme d'un « Appel aux femmes qui veulent contribuer à la défense de la patrie menacée » :

Celles qui ne sont pas munies de titres médicaux ou de diplômes d'infirmières, ou celles qui, étant munies de ces titres, n'ont pas une résistance physique très grande, sont adjurées de ne pas solliciter leur envoi dans les hôpitaux et ambulances militaires. Elles y créeraient le plus déplorable encombrement, au plus grand dommage des soldats blessés.

Ce qui importe, c'est de rendre le maximum de services possibles en s'utilisant au mieux de ses aptitudes dans les services civils ci-indiqués :

1° Les professeurs et les étudiantes de sciences, dans les laboratoires de préparation de sérums et pour la stérilisation des objets de pansements.

2° Les doctoresses et les étudiantes en médecine, dans les hôpitaux de Paris ou des grandes villes, dont tout le personnel médical d'étudiants masculin est sous les drapeaux.

3° Les pharmaciennes et les étudiantes en pharmacie, dans les hôpitaux de Paris et à la pharmacie centrale des hôpitaux.

4° Les Frœbeliennes, les institutrices, les sages-femmes, dans les garderies d'enfants, créées par le gouvernement, pour les enfants des hommes veufs ou divorcés, actuellement sous les drapeaux.

5° Les professeurs et les étudiantes de langues étrangères, de lettres et de droit, dans les ministères, les grandes administrations, la préfecture de la Seine, etc.

6° Les volontaires de toutes professions, ouvrières, employées, etc., dans les manutentions pour la confection des uniformes, ou dans celles de répartition des denrées et du lait aux nourrissons, etc.

Ecrire ou s'inscrire à l'« Association des étudiantes », 55, rue St-Jacques, Paris, en indiquant les noms, adresse, âge, titres ou aptitudes, et langues étrangères parlées.

Les différents registres seront répartis dès que la mobilisation des troupes sera achevée, entre les mains des différentes autorités, à la préfecture de la Seine, à la direction générale du service de santé, dans les associations de secours aux blessés, les ministères, etc.

Les femmes restées dans les petites agglomérations et dans les campagnes seront le plus utiles, soit en vaquant, dans toute la mesure du possible, aux travaux de la terre, afin que les approvisionnements ne manquent pas dans la zone des combats, soit en préparant des objets de pansements selon les dimensions suivantes :

1° Carrés de toile neuve ou usagée, de 40 cm. de côté, lessivée, repassée, pliés en quatre, réunis par paquets de douze, avec un lien de fil.

2° Bandes de toile, de mousseline ou de coton blanc, de 6, 8, 10 cm. de large, sur 4 mètres de long, lessivées et roulées.

3° Bandes de flanelle de 2 m. 50 de long sur 30 cm. de large, lessivées et roulées.

Centraliser rapidement, dans les mairies, mettre en caisse et expédier avec la suscription suivante : « Association des étudiantes, 55, rue St-Jacques, Paris (objets de pansements pour les blessés militaires, aux fins de stérilisation) ».

Ces objets seront répartis ensuite au mieux des besoins, par les autorités militaires.

Cet appel est vraiment admirable de précision et pourrait servir de modèle aux nombreux groupements de secours ou d'aide formés un peu à tort et à travers, avec un manque de sens pratique qui compromet les meilleures intentions.

Dans le domaine politique, voici trois nouvelles intéressantes :

M. Malvy, ministre de l'intérieur, fait annoncer qu'il a donné des instructions en vue de suspendre l'application du dernier décret relatif à la fermeture ou à la dissolution des congrégations.

—

Deux sous-secrétaires d'Etat, MM. Jacquier et Abel Ferry, ont offert spontanément leur démission de sous-secrétaires d'Etat, parce qu'ils vont rejoindre leur poste de mobilisation.

—

La principauté de Monaco a notifié aux sujets allemands qu'ils aient à quitter le territoire monégasque.

L'élan de générosité se manifeste sous des formes multiples et dans tous les mondes :

La marquise de Castellane, la générale Hervé, Mme L'Homme, la comtesse de Boisboissel, Mlles d'Anglemont, d'Haussonville, Fernoux, Compans, Saint-René Taillandier, sont parties comme infirmières-major de la Croix-Rouge, aux avant-postes de l'Est.

—

Nous apprenons que M. Dufayel vient de mettre à la disposition du ministre de la guerre une partie importante de ses magasins qu'il transforme en ambulance. Il met également son hôtel de l'avenue des Champs-Elysées à la disposition de la Croix-Rouge.

Le prince Bonaparte, qui vient de rentrer du Danemark, a adressé au président de la République la lettre suivante :

Monsieur le président,

Ancien Saint-Cyrien, ancien sous-lieutenant d'infanterie, rayé des cadres de l'armée par application de la loi qui interdit aux princes des familles ayant régné en France de faire partie des armées de terre et de mer, je viens mettre à la disposition du gouvernement fran-

çais toute mon énergie intellectuelle et tout ce que mes cinquante-six ans me laissent de force physique.

Je mets également à la disposition du gouvernement tous les locaux dont je puis disposer dans mon hôtel pour y installer l'ambulance qu'il voudra bien m'indiquer.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma très haute considération.

PRINCE BONAPARTE.
Membre de l'Institut.

En présence de la crise actuelle, l'Association des directeurs de théâtres de province a cru devoir cesser la publication de son bulletin mensuel ; elle se promet de le reprendre, dès que les hostilités seront terminées, ainsi que l'annonce la lettre que son dévoué président adresse à tous ses membres :

En présence des événements tragiques que traverse notre pays, nous cessons la publication de notre bulletin. Nous la reprendrons après la guerre et après la victoire, nous l'espérons bien. Toutefois si, parmi nos confrères appelés sous les armes, il s'en trouve contraints d'abandonner femmes et enfants, sans ressources, nous les prions de nous les signaler.

L'Association fera son devoir.

Le président :
BIZET-DUFAURE.

Une importante mesure qui entre aujourd'hui en vigueur :

A partir d'aujourd'hui, 4 août, les portes de Paris seront ouvertes à 6 heures du matin et fermées à 6 heures du soir, aux voitures automobiles. Pour sortir de Paris ou y entrer avant ou après ces heures, il faudra être muni d'un laissez-passer délivré par le commissaire de police du quartier où se trouve le domicile du demandeur.

Trois cents demandes d'engagement émanant d'aviateurs sont parvenues à la direction de l'Aéronautique.

La première sélection comporte les noms suivants :

Delaplane, Roland Garros, Pierre Verrier, Léon Morane, Audemars, Baudry, Rose, Chevillard, Gaubert, Molla, Bielovucie, Espanet, Pourpre et Prévost.

Voici un communiqué officiel :

Le bruit ayant couru que Paris pourrait manquer de gaz, il y a lieu de rassurer la population. La Société du gaz de Paris communique la note suivante :

« En raison des approvisionnements et de la main-d'œuvre dont dispose la Société du gaz de Paris, les services du gaz pour la consommation publique et privée dont elle a la charge sont assurés. »

Quelques nouvelles de la Bourse :

Le Moratorium. — Nous croyons savoir qu'on examine, au ministère des finances, la possibilité d'étendre le moratorium à toutes les dettes commerciales contractées avant la mobilisation, ainsi qu'au paiement des loyers.

—

En dépit des graves événements, la Chambre syndicale des agents de change, dans un bel élan de patriotisme, a décidé que la Bourse de Paris demeurerait ouverte. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, les cours cotés sont peu nombreux, mais nous avons eu la grande satisfaction de remarquer des demandes suivies en actions et obligations de chemins de fer français.

—

La Rente française a enregistré, vers 1 h. 15, le cours de 76 francs, au comptant et il a été échangé sur notre fonds national 13.000 francs de rente. Le cours

précédemment coté était de 78 francs au comptant, et 77 fr. 25, à terme.

Le 3 1/2 % français 1914 a été traité au comptant à 84 francs pour le libéré et à 84 fr. 25, à terme, pour le non-libéré.

L'obligation Ouest-Etat 4 %, s'est échangée à 467, le cours précédent était 471.

Parmi les chemins de fer français, l'Est cote 800, contre 830; le Lyon 1160, contre 1190; la jouissance Lyon 700, contre 730; l'Ouest 810, contre 847; l'Orléans 1190, contre 1220.

Après les cours de la Bourse, les cours des Halles, aujourd'hui.

Les chiffres indiquent le plus bas prix, le prix haut et le prix moyen.

VIANDE (les 100 kilos)

Bœuf, quartier, derrière	130	180	166
— quartier, devant	90	150	136
— aloyau	160	250	240
— cuisses	140	176	250
Veau, extra	170	186	180
— première qualité	150	160	156
Mouton, gigots	180	260	210
— carré	180	360	290
Porc, poitrine	140	166	150
— filets	160	250	210
— jambons	160	226	206

LÉGUMES

Carottes (30, 40 et 35 cent. la botte); choux verts (8, 15 et 20 francs le cent); épinards (40, 50 et 45 francs les 100 kilos); fèves du Midi (15, 20 et 18 francs les 100 kilos); poireaux (40, 50 et 45 francs les 100 bottes); pois verts (20, 30 et 25 francs les 100 kilos); pommes

de terre : rouges (30, 50 et 45 francs les 100 kilos); Bretagne (25, 30 et 27 francs); Hollande (25, 30 et 27 francs).

POISSONS

Arrivages nuls, sauf quelques colis restés en souffrance depuis le 2 août. Pas de cours officiel.

Aussitôt après dîner, je vais faire un tour de boulevard. Les promeneurs sont nombreux et les conversations assez animées. Toutes commentent l'assassinat du curé de Moineville, fusillé par les Allemands, qu'on a connu ce soir à Paris. Dans tous les groupes l'indignation le dispute au dégoût.

J'arrive place de l'Opéra au moment où se disperse la manifestation des employés de magasins et des midinettes. J'entends dire qu'ils étaient trois ou quatre mille, hurlant la *Marseillaise* et le *Chant du départ* et qui ne péchaient pas par excès de dignité. Je suis enchanté de ne pas m'être trouvé sur leur passage. J'aurais vraiment souffert de voir nos gracieuses midinettes vociférant, le chapeau de travers et les cheveux en désordre. J'ai tant de plaisir, en des temps moins troublés, à admirer leur charme et leur grâce si finement parisienne.

Mais voici d'autres manifestants. C'est une immense colonne de volontaires étrangers précédés de drapeaux russes, anglais, grecs, roumains, italiens, suisses, belges, hollandais.

Un groupe suit, à une certaine distance, cette formidable colonne et en forme l'arrière-garde. Il est précédé de deux drapeaux blancs. Sur le premier, des caractères hébreux qui sont vraiment de l'hébreu pour moi et, sur le second, en français, traduisant le précédent, sans doute, l'appel suivant que je ne lis pas sans un certain étonnement :

« Juifs de tous pays, venez tous combattre pour la France. »

J'enregistre ces sympathiques manifestations d'étrangers avec une réelle satisfaction. Cependant, je les préférerais moins bruyantes.

Petit à petit la circulation s'apaise, le boulevard est bientôt plongé dans le calme. L'éclairage est sensiblement plus réduit qu'en temps ordinaire, mais suffisant pour qu'on puisse lire les inscriptions que de nombreux commerçants ont apposées sur leurs boutiques, fermées dans la crainte de nouvelles tentatives de sac et de pillage.

Après tout, ce n'est point une précaution inutile, car, tardivement, on s'aperçoit qu'à l'abri d'un patriotisme un peu sujet à caution plusieurs boutiques, magasins, débits de boissons ou d'alimentation ont été saccagés par des gens avides de satisfaire leur esprit de rancune ou de rapine.

Voici ce que révèle, à ce sujet, une rapide enquête de l'*Intransigeant* :

C'est ainsi que la Grande-Taverne du faubourg Montmartre, qui a été saccagée, est un établissement Prud'hom, qui est capitaine au 12e territorial, à Amiens. La taverne Pousset annonce qu'elle versera dix pour cent de sa recette journalière à la mairie, pour les familles nécessiteuses.

Dick, du passage des Panoramas, a apposé sa carte d'électeur au milieu d'un fanion tricolore ; Yarff, le tailleur de la rue Montmartre, informe le public qu'il est Français, qu'il s'appelle en réalité Fray (Yarff retourné), il y a joint sa feuille de mobilisation. La maison The Sport est française, son directeur, M. Galand, est maire de Dourdan ; Roddy, le chemisier du boulevard des Italiens, est un médaillé de 1870 ; le patron de la fabrique de montres « Exact », a rejoint le 31e, à Melun ; Bradley, tailleur, 32, boulevard des Italiens, annonce : « Je suis sujet anglais : mon personnel, uniquement fran-

« çais, est parti pour la guerre. Vive la France ! » et sa patente est légalisée par le commissaire de police ?

M. Bradet, directeur de l'hôtel de Paris, est Français : il le prouve en affichant sa carte d'électeur : propriétaire de l'hôtel Bréban et de l'hôtel Beau-Séjour, il avise le public qu'il met trois cent soixante-quinze lits à la disposition de la Croix-Rouge.

M. Kepta, joaillier, en affichant son passeport, annonce qu'il est Français-Russe. Le bar automatique du coin du boulevard des Capucines et de la place de l'Opéra dit : « Cette maison est belge, mais son directeur, M. Fauchois, est parti à Lisieux, rejoindre le 20e territorial. »

M. André Millon, propriétaire du Grand café de la Paix, est maire d'Evecquemont (Seine-et-Oise), mobilisé, parti à la frontière.

La chapellerie Delion est « française de souche française ». Le patron et le gérant, mobilisés, l'un à Saint-Denis, l'autre à Raon-l'Etape.

La maroquinerie Isakoff, du boulevard de la Madeleine, a pour directeur le capitaine Bonnet, du 35e territorial, parti à Epinal.

La chemiserie Pouch, 7, boulevard de la Madeleine, est dirigée par trois associés : MM. Blum, officier de réserve, à Toul ; S. Wormser, ancien combattant de 1870 ; E. Wormser, mobilisé à Châlons. Tous trois ont apposé à leur devanture leurs cartes d'électeurs.

La succursale des chocolats Peter-Cailler-Kohler, boulevard des Capucines, annonce qu'elle est maison suisse-française. Le directeur du « Chronomètre de France », 11, boulevard des Italiens, est parti garder la frontière.

Fashionnable-House, tailleur, 16, boulevard Montmartre, patron et personnel mobilisés. La brasserie Zimmer, café de Madrid, a affiché les noms des membres de son conseil d'administration : MM. Ballif, président du Touring-Club de France ; son fils, officier de réserve ; M. Chailly, son gendre, mobilisé ; M. Cahen, deux fils mobilisés ; M. Meten, agent de la Compagnie Fraissinet, de Marseille ; M. Suatton (directeur), né dans la Haute-Savoie, qui a ses deux frères mobilisés.

Le tailleur Mazella, 32, boulevard Poissonnière, dit que sa « maison est française ». Mazella, ajoute-t-il, est un nom italien-algérien.

Tous les Mazella sont Français : deux Mazella sont « partis dans l'Est, comme officiers de réserve ; les autres, Jean Mazella, sergent, à Toul ; Salvador Mazella, sergent, à Châlons ; Joseph Mazella, sergent, à « Châlons ; Georges Mazella, sous-lieutenant, à Verdun ; Raphaël Mazella, sous-lieutenant, au 23e dragons.

La parfumerie Rocca, 5, boulevard des Italiens, expose le portrait, en buste, de son directeur, dont le veston est orné de la médaille de 1870, de deux médailles de sauvetage et de la médaille d'Algérie.

Je soussigné, Beurey, Arsène-Léon-Emile, caporal au 35e régiment d'infanterie territoriale, à Melun, déclare que ses établissements l'Express-Bar, la brasserie du Métropol, le café Mazarin, sont sa propriété « et que le personnel est entièrement français. »

La maison Ribby, 14, boulevard Poissonnière, dont la devanture a été saccagée, annonce par affiche que : « M. Raphaël Crémieux, propriétaire, est né à Paris, et « appartient à la classe 1889, et que son frère, Gaston « Crémieux, est engagé volontaire pour cinq ans, au « 8e d'infanterie colonial. »

Le tailleur « Karmel et Cie » a fermé ses portes : « Patrons et employés mobilisés. » La maroquinerie Durand, boulevard Poissonnière : « Patron parti pour Châlons » ; l'Idéal-Parfumerie, son voisin, est « parti au 69e territorial ».

Tout le personnel de Jack, tailleur de New-York, est parti pour la guerre. « Vive la France ! »

Fred, tailleur, « employés et patron partis à l'armée française, ainsi que Barnett, qui a rejoint le 30e territorial, à Chartres ».

Maxim's, chaussures, 18, boulevard Poissonnière, a eu l'idée la plus ingénue. Il a collé à la devanture de sa boutique une épreuve photographique du fascicule de mobilisation de son livret militaire.

Voilà de quoi renseigner les fauteurs de désordres que la police s'est montrée impuissante à maîtriser et dont les déprédations sont comme une tache à la belle et sereine attitude de Paris, pendant les heures impressionnantes que nous traversons.

L'*Intransigeant*, d'ailleurs, fait remarquer que la

population parisienne n'a pas l'intention d'être solidaire de ces malfaiteurs :

Elle a le souci de sa dignité, écrit-il, et a montré, depuis quatre jours, la hauteur de ses sentiments. Elle se soumet avec plaisir à la gêne que peut lui causer l'état de siège. Elle demande aux autorités qui ont pleins pouvoirs qu'on la débarrasse d'une poignée de mauvais drôles qui risquent de la compromettre.

Souhaitons donc que cette nuit ne soit point troublée.

5 août.

En mettant le nez dans la rue, j'aperçois à la station des voitures « un découvert ». Il est revenu attendre le client, « sans grand espoir », me dit le vieux cocher.

— Et comme nous sommes attelés, me dit-il, regardez-moi ce « canard »... et l'autre qui est à ma disposition, pour relayer, est dans le même état.

Je reconnais que son cheval a une vague ressemblance avec celui de l'Apocalypse.

— D'ailleurs, ajoute le brave automédon, il est défendu de faire plus de vingt-cinq kilomètres avec chaque animal, et le compteur est là... Impossible de tricher.

Devant les quelques librairies du quartier, dès le matin, des rassemblements se forment. On examine les cartes du théâtre de la guerre. Je remarque beaucoup de femmes. En allant aux provisions, elles s'arrêtent, s'efforcent de découvrir certaines localités; celles où ont rejoint leurs hommes, partis depuis plusieurs jours déjà et elles restent toujours sans nouvelles. Car, pour éviter toute indiscrétion sur la concentration des troupes, le service des postes avec les armées ne fonctionne pas encore.

Tous les jours on annonce qu'une affiche va être apposée indiquant l'emplacement des troupes, mais tous les jours aussi la pose de cette affiche est retardée. Il est facile de concevoir que l'administration militaire ne la laissera placer que le plus tard possible.

La quantité de boutiques fermées est vraiment impressionnante. On a muré avec des planches celles qui ont été pillées et quelques-unes s'entourent d'une véritable maçonnerie en briques. Beaucoup d'autres portent, sur leurs volets clos, cette simple mention : « Fermé pour cause de mobilisation. » Il en est aussi qui ferment habituellement l'été et auxquelles on a laissé leurs pancartes de vacances : « Réouverture en septembre... » Si elles pouvaient être un présage...

Certains boutiquiers ont essayé de donner une forme amusante à leurs avis de départ pour l'armée.

Voici quelques échantillons de cette sorte d'humour : Rue du Mont-Cenis, à la devanture d'un petit « bistro » fréquenté par les artistes de la butte : « Le père Bidon est parti pour savonner les Boches! » Avenue Wagram, à la porte d'un cardeur de matelas : « Dormez en paix, le matelassier est à la frontière ! » Rue de Miromesnil : « Je suis allé à la recherche d'une peau de boche pour me faire une blague à tabac. »

Il en est de plus intéressantes et dont j'avoue préférer le style. Exemple : Chez le boucher qui est au carrefour des rues Gérando et Dunkerque : « Le patron, Dolande, et ses neuf frères sont sous les drapeaux. » Et celle-ci qui est touchante, à la porte du petit libraire du n° 70 de la rue Rochechouart : « Combes, parti rejoindre au 22e régiment d'infanterie, confie sa femme et l'enfant qui va lui naître aux Parisiens. »

J'en lis encore une autre, dans le même genre, rue Turgot : « Verin parti au 3e dragons, confie aux voisins sa femme et ses cinq enfants. »

Je trouve admirable cette simplicité avec la-

quelle l'âme populaire exprime la grandeur des sacrifices qu'elle accomplit.

Les grands journaux du matin n'ont pas encore réduit leur format, mais ont diminué le nombre de leurs feuilles. Seul, l'*Echo de Paris* se maintient sur six pages. Tous sont pleins de comptes rendus des deux séances historiques qui ont eu lieu hier à la Chambre et au Sénat, de l'allocution des deux présidents et des votes, à l'unanimité, accordant au gouvernement tout ce qu'il demandait et l'approuvant entièrement dans sa ligne de conduite. Ils relatent également, en détail, les funérailles de Jaurès et reproduisent les condoléances échangées entre Mme et Mlle Jaurès et MM. Poincaré, Viviani et Maurice Barrès.

Comme on le voit, l'union sacrée est réalisée. Il n'y a plus de partis politiques en France, il n'y a plus que des Français.

En voici une preuve de plus dans l'appel vibrant que le Syndicat des chemins de fer vient d'adresser aux cheminots et qui fut affiché dès le premier jour de la mobilisation :

Camarades,

Devant le danger commun s'effacent les vieilles rancunes. Socialistes, syndicalistes et révolutionnaires, vous déjouerez les bas calculs de Guillaume, et vous serez les premiers à répondre à l'appel lorsque retentira la voix de la République.

Quand, dans un cri d'angoisse, la voix vous dira :

« Au secours, mes enfants ! » Tous les enfants de la France, sans exception, répondront : « Présent ! »

Les cheminots ont répondu « présent » : modestement et méthodiquement ils ont préparé le salut de la France.

Le temps qui semblait être beau se gâte; l'atmosphère s'alourdit, le soleil blanchit, la chaleur devient suffoquante. Un gros orage se prépare.

Rue Le Peletier, j'entre à la banque de l'Union Parisienne, avec l'intention de bavarder un instant avec Price. Je n'ai pas la chance de le rencontrer : il est absent momentanément.

L'immense hall de cet énorme ruche financière est désert. Presque tous les guichets sont fermés. Derrière ceux demeurés ouverts, quelques vieux employés restent encore pour répondre aux clients de plus en plus rares. Partout c'est la même chose, tous les hommes au-dessous de quarante-cinq ans sont partis.

A l'Union Parisienne, comme dans tous les grands établissements financiers, on s'est efforcé d'adoucir le départ et surtout d'ôter toute inquiétude à ceux qui laissaient de la famille derrière eux. A l'Union Parisienne, par exemple, j'apprends que tous les employés mobilisés furent assemblés dans le grand hall. Puis le caissier-chef, qui ne sort jamais de son bureau, où le public n'a que rarement accès, est venu en personne dire quelques mots d'adieu aux partants et leur souhaiter bonne chance. Et, l'allocation suivant l'allocution, il remit à chacun deux mois d'appointements qu'il leur versa en or.

C'est là, vraiment, un très joli geste : et, s'il est vrai, comme me l'affirme le jeune employé pas encore mobilisable qui me donne ces détails, que non seulement l'Union Parisienne, mais le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte, la Société Générale, le Crédit Industriel, la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Banque Suisse et Française et d'autres encore ont accompli ce même geste, il faut

féliciter ces puissants de la terre d'avoir si efficacement pensé aux humbles.

En débouchant de la rue Le Peletier, sur le boulevard, je tombe dans les bras de Willy, mon bon Willy, notre Willy national, l'un des auteurs des « Claudine » et de tant d'autres romans qu'alimente la chronique boulevardière.

Depuis deux ans, Willy résidait à Bruxelles où plusieurs de ses œuvres théâtrales ont été représentées avec succès.

Il adore les Belges, la forme cocasse de leur esprit et leur bon garçonnisme. Comme moi, il admire leur bravoure dont, à tout instant, les journaux citent des traits héroïques.

Venu à Paris pour embrasser son fils qui part comme officier-interprète, il a été avisé de ne pas rentrer à Bruxelles. Les amis qui lui donnent ce sage mais triste avertissement sont convaincus que les Allemands vont occuper la capitale belge.

Le père des « Claudine » (on sait qu'il est définitivement et légalement séparé de leur mère, Colette Willy) en est navré. Il se demande, avec angoisse, ce qu'il va advenir de la si accueillante cité du Manneken-Pis.

Nous déjeunons ensemble chez un des rares « bistros » restés ouverts dans une des rues adjacentes au boulevard.

Au cours de la conversation, il me raconte qu'au champ de Mars, il y a, entassés par l'autorité militaire, des pyramides de pneus et des amoncellements de bidons d'essence, qui s'élèvent jusqu'à la hauteur de plusieurs étages.

Willy me demande si l'importante promotion dans la Légion d'honneur que le président vient

de signer en faveur d'une série d'officiers japonais ne signifie pas que le Japon va nous envoyer une partie de son armée.

Je lui réponds en lui tendant le *Ruy Blas*, toujours bien informé, qui publie le filet suivant :

Lorsqu'il y a quelques jours on fit paraître à l'« Officiel » une promotion de la Légion d'honneur réservée à des Japonais, cela donna lieu à une série d'informations fantaisistes et permit de faire circuler les bruits les plus divers. La vérité est plus simple : Le Japon avait fait au Creusot une commande de quatre-vingts canons d'artillerie lourde (du 105), arme nouvelle merveilleuse, puisque son tir utile est de 13 kilomètres, alors que le tir utile du canon allemand n'est que de 8 kilomètres. Les officiers japonais étaient en France depuis déjà longtemps pour prendre livraison de leur commande, et il était tout naturel qu'on les décore puisqu'ils sont nos alliés, d'autant que le gouvernement japonais, se réservant de faire une autre commande plus tard, donna des ordres pour que les quatre-vingts canons soient livrés au gouvernement français, qui déjà en possédait vingt.

Au dessert, Willy me rappelle le différend profond qui le séparait — à la suite d'une vive polémique — des frères Paul et Guy de Cassagnac.

Une fois de plus, la guerre aura réconcilié les irréconciliables, — toujours l'union sacrée.

Willy fit le premier pas en leur adressant à chacun une lettre : et voici quelles furent les réponses :

Mamers, 31e d'infanterie.

Cher monsieur,

Votre lettre me touche infiniment et je prends le temps de vous le dire : ce n'est pas une simple formule à pareille heure.

Nous allons à la victoire. J'ai vu beaucoup de choses depuis huit jours : je n'ai vu personne qui doutât de

cela, personne. Dites, dites que l'unanimité totale des Français est splendide. Il y a de quoi en pleurer de joie.

Pour ma part, mes chefs m'ont fait le grand honneur de me confier le commandement d'une compagnie : deux cent cinquante hommes bien encadrés, bien armés, bien équipés, deux cent cinquante hommes débordant d'ardeur ; et les avoir en mains, pour frapper d'une force sans pitié, quel adorable privilège !

Et nous frapperons !

Nous avons quitté les nôtres : le plus dur est fait. Il n'y a plus qu'à combattre.

« Ils » ont fait pleurer celles que nous laissons. Nous allons en faire pleurer d'autres !

Maintenant, à l'œuvre ! Nous partons.

Je vous serre cordialement la main.

Paul de Cassagnac

Lieutenant, commandant la 23e comp. du 315e.

Grand Hôtel Montré, Bordeaux.

Monsieur,

J'ai tué en moi le civil, que j'ai voulu ma première victime, dans cette guerre. Je ne suis qu'un soldat et mon sabre ne se souvient point de mon porte-plume. Mais le mot obligeant que vous avez bien voulu m'adresser m'a trouvé fort sensible et, partant mercredi pour notre nouvelle frontière, je veux auparavant vous exprimer un merci très français.

Le sous-lieutenant de Cassagnac.

23e compagnie du 344e d'infanterie, 18e corps

Willy me dit qu'on lui a affirmé que le signataire de cette dernière missive, Guy de Cassagnac, a, dans son testament, stipulé cette volonté sublime : « Je serais heureux si je meurs en terre d'Alsace, et je veux être enterré avec ceux de mes hommes qui tomberont à mes côtés. [1] »

[1] Guy de Cassagnac, tué en Alsace, a été enterré comme il le désirait.

A mon tour je conte à Willy que, l'autre jour, j'ai rencontré, boulevard des Batignolles, un groupe de terrassiers. A leur allure, casquettes à longues visières, larges pantalons, physionomies un peu agressives, il était impossible de se méprendre. Ce devait certainement être un groupe de ces fougueux syndicalistes de la C. G. T. : de ceux qui, aux jours des manifestations ou des meetings, donnent tant de fil à retordre aux agents contre lesquels ils n'hésitent pas à faire le coup de poing, et quelquefois mieux. Ils suivaient la chaussée vers le pont du chemin de fer, à l'angle de la rue de Rome, où un poste de sergents de ville et de territoriaux est installé. A l'intérieur de la grille, un fantassin monte la garde, à l'extérieur, sur le trottoir, un agent est de planton.

Le groupe avançait en chantant la *Marseillaise*.

Devant le poste il se désagrège. Plusieurs des syndicalistes entourent le sergent de ville et lui tendent la main, pendant que l'un d'eux, qui se distingue de ses camarades par sa large ceinture rouge, lui dit :

— Tu sais, t'es un frère maintenant. Il n'y a plus d'agents, il n'y a plus de syndicalistes, y' a plus qu'des Français. Vive la France !

Et tous, y compris l'agent, de clamer un formidable : « Vive la France ! »

Puis, au pas, en hommes qui ont servi et qui gardent l'habitude des cortèges, les terrassiers se reforment par quatre et se remettent en marche dans la direction de la gare du Nord.

La circulation, très peu animée sur le boulevard, donne l'impression d'un grand vide.

De nombreuses jeunes femmes, bien mises, quel-

ques-unes même en chapeau et, gantées, vendent des journaux. Ce sont, pour la plupart, des ouvrières de la mode parisienne, obligées de se livrer à ce métier pour faire face aux nécessités du moment.

Décidément, malgré les drapeaux, qui ont surgi partout aux fenêtres, un peu intempestivement à mon avis, le boulevard est triste, très triste, c'est la constatation que nous faisons avec Willy avant de nous séparer.

Le temps s'alourdit, l'orage est imminent. Peut-être est-ce l'état de l'atmosphère qui ajoute encore à la gêne que provoquent les événements actuels.

Le *Temps*, mis en vente à la même heure que la *Presse* dont le format est si réduit qu'on dirait un journal de poupées, parle excellemment de l'état de siège dans le filet que voici :

Quelque incommodité qu'aient pu en avoir les Parisiens, il faut se féliciter des dispositions spéciales prises par les autorités militaires et par la préfecture de police. Paris est moins animé ; mais la dignité de notre ville y gagne.

Les cafés sont fermés dès huit heures du soir ; seuls les établissements qui font uniquement le restaurant demeurent ouverts jusqu'à neuf heures et demie. Les promeneurs vont lentement, quêtant des nouvelles et devisant entre eux. Place de la Concorde, des groupes nombreux stationnent. Plusieurs personnes se sont même assises sur le trottoir. Toutes examinent le ciel qu'éclairent de-ci de-là les projecteurs lumineux de la Tour Eiffel et de l'Automobile-Club ; si des dirigeables ou des aéroplanes allemands se risquent jusqu'ici, ils ne pourraient guère passer inaperçus. Du reste, la lune est éblouissante et le ciel d'un bleu pur.

Ce qui est remarquable aussi et ce qui contribue à donner à Paris un air de fête, malgré l'arrêt partiel de son activité, c'est le pavoisement en quelque sorte spontané des maisons. La patrie en danger, c'est une nouvelle fête nationale, et les Parisiens ont eu le même geste pour manifester leur enthousiasme patriotique que pour commémorer le 14 juillet 1789 ou la mort de Jeanne d'Arc.

Autour des mairies, des gens se pressent dans tous les quartiers, lisant les dépêches affichées par les soins de la municipalité et les commentant avec émotion.

L'orage éclate avec violence, m'obligeant à me réfugier dans un café où je rencontre mon ami Crochat, Savoyard d'Annecy, l'un des lanceurs et constructeurs du camion-atelier pour parc d'aérostation.

Il semble bien informé de certains faits de guerre dans lesquels nous avons fait déjà un certain nombre de prisonniers. Ces Allemands sont, paraît-il, très étonnés de constater que les Français ne les fusillent pas, ainsi que le leur avaient dit leurs officiers.

Je lui demande ce qu'on va en faire.

— Les enfermer dans quelques camps de concentration, présume Crochat.

Mon opinion est qu'il serait plus simple d'en renvoyer quelques-uns dans leur pays, par la Suisse, afin qu'ils apprennent à leurs camarades que nous ne fusillons pas les prisonniers. Cela pourrait toujours encourager les désertions dans leurs rangs ; ou, mieux encore, pourquoi ne pas les envoyer au Maroc, construire le chemin de fer que nous ne pouvions jusqu'alors établir qu'avec l'assentiment de l'Allemagne ?

La conversation se perd en de vagues considérations et je prends congé de Crochat.

Rentré à mon logis, je parcours à nouveau, rapidement, les journaux, pour compléter ces notes quotidiennes.

Je relève dans *Excelsior* ces quelques lignes un peu vives qui indiquent bien l'état actuel de l'esprit des Parisiens et combien cet état d'esprit doit influencer l'aspect général de la vie parisienne :

Nous est-il permis de faire remarquer à quelques dames un peu trop empanachées que nous avons rencontrées hier, qu'une tenue appropriée aux circonstances serait peut-être plus de mise? Il y a quelque chose d'un peu choquant, alors que tous les cœurs sont pleins de tristesse et d'angoisse, à voir des femmes en toilettes trop « modern style » ou trop excentriques avec des corsages trop fleuris.

Du même journal, les anecdotes suivantes :

Aux Champs-Elysées. Un cycliste aperçoit un fantassin qui se hâte, qui se hâte...

— Tu vas manquer le train mon vieux !

Mimique éperdue du fantassin.

Le cycliste saute à bas de sa machine :

— Tiens ! prends la bécane.

— Mais à qui veux-tu que je la confie ?

— File. Tu la laisseras dans la cour de la gare... Je la retrouverai. File vite !...

Et le fantassin détale, tandis que l'autre suit de loin...

—

Le patron d'une boulangerie de Neuilly a rejoint.

— Qui fait le pain ?

— C'est le coiffeur.

—

M. Johnson, champion de France de tir au Lebel, a regagné son régiment. Il a emporté le fusil dont il avait accoutumé de se servir et réclamé l'honneur d'être placé sur la première ligne de feu.

— Je suis sûr, a-t-il déclaré en partant, de ne pas avoir beaucoup de balles perdues !!!

—

Au moment où un train partait, rempli de soldats, alors que bien des cœurs étaient étreints, un immense éclat de rire remplit tout à coup la gare de l'Est. Deux soldats venaient d'apposer, sur un wagon, un immense carton sur lequel ils avaient simplement écrit ces mots : « Train de plaisir pour Berlin. »

Du *Petit Journal,* ce fait divers :

Mme Anna-Catherine Schneider, née le 29 mai 1858, à Glendorf (Allemagne) et demeurant rue Grange-aux-Belles, 13, s'est suicidée ce matin à quatre heures, en se précipitant par la fenêtre de sa chambre, située au cinquième étage.

Et ce commentaire émouvant :

Mme Schneider avait reçu l'ordre d'évacuer le camp retranché de Paris, le sixième jour, par la voie de Paris-Ivry.

Le communiqué suivant annonce une légère amélioration dans les moyens de transport :

CHEMIN DE FER NORD-SUD DE PARIS

Malgré les difficultés résultant du départ de la plus grande partie de son personnel, le chemin de fer Nord-Sud assurera, jusqu'à nouvel ordre, avec le concours des femmes de ses agents, actuellement mobilisés, le service de ses deux lignes, de 7 h. 30 à 19 h. 30.
Les seules stations fermées au public sont :
Sur la ligne A : Saint-Georges.
Sur la ligne B : Berlin.

Le dernier courrier m'apporte une lettre, qui me comble d'aise, de mon bon camarade et confrère

Léon Vibert, mon ancien et dévoué secrétaire de rédaction, alors que j'étais rédacteur en chef du *Music-Hall Illustré*.

Vibert est un doux idéaliste. Il se complait volontiers dans le rêve d'une humanité régénérée et meilleure, et cet ancien sous-officier rengagé était, naturellement, anti-militariste.

L'appel aux armes a renversé tout ça. Sergent-major aux chasseurs alpins, il a rejoint à Briançon, d'où il m'écrit. Une touffe de lavande, cueillie à dix-huit cents mètres, dans le voisinage des glaciers, accompagne sa lettre.

Vibert, après avoir envoyé son garçonnet, sa fillette et sa femme au pays natal (ils habitaient Paris), a rejoint son bataillon dans le plus bref délai. Il m'annonce maintenant qu'il fait des pieds et des mains pour partir sur le front. «Je n'ai nulle envie, m'écrit-il, de continuer à surveiller les Italiens, qui ne bougeront pas.»

Je connais l'homme. Le doux idéaliste est surtout un brave Savoyard. Il veut se battre et il se battra bien. Nul mieux que lui ne saurait faire tout son devoir.[1]

[1] Blessé en Belgique, Vibert a été nommé, pour fait de guerre, sous-lieutenant dans l'armée active.

6 août.

Toujours la même angoissante absence de nouvelles. On sait que les Belges se font écraser héroïquement et tiennent bon. Joseph Reinach laissait entendre hier soir à mon confrère Avril, du *Figaro*, qu'une armée française devait avoir franchi la frontière pour marcher contre les Allemands.

Je vais au Grand-Hôtel voir Vernier. Malgré ses blessures, il compte quitter Paris ce soir, par le premier train que la compagnie du P.-L.-M. fera partir pour Marseille. Toujours sans nouvelles de ma mère, je lui remets une lettre pour elle, à expédier, ou faire expédier, de Vintimille. Il y a tout lieu de croire que d'Italie à Genève, par la Suisse, elle lui parviendra facilement.[1]

Du Grand-Hôtel, je vais au siège de la compagnie P.-L.-M., 8, rue Saint-Lazare, afin d'être fixé sur le départ de ce train pour Marseille.

On me confirme la bonne nouvelle: il parait que la mobilisation serait en avance d'un jour, c'est-à-dire que la journée en plus, prévue pour donner un peu d'élasticité au temps nécessaire à l'appel des troupes, devient inutile. C'est merveilleux d'organisation et d'exécution.

Je cause longuement avec mon vieil et excellent ami Poulet. En sa qualité de chef du secrétariat, il est chargé des rapports avec la presse. Aussi n'est-il pas un journaliste qui n'ait à se louer de son inépui-

[1] Cette lettre a mis un mois et demi pour parvenir à son adresse.

sable bienveillance. Avec le tact le plus parfait et la discrétion la plus sûre, il est toujours prêt à rendre le service demandé.

Je le croyais parti, aussi suis-je d'autant plus heureux de le rencontrer. Toutes les difficultés que j'ai à surmonter pour arriver à faire passer des nouvelles à ma mère ne le surprennent pas. Il m'exhorte à la patience, me disant qu'il avait reçu, aujourd'hui, 6 août, une lettre de sa fille, mariée à Saint-Etienne, et que cette lettre est datée du 1er août.

En ce qui concerne les événements, il a la plus grande confiance en l'issue finale. Jusqu'à l'année dernière, il appartenait encore à l'armée, comme capitaine de réserve. En cas de mobilisation, il devait diriger l'importante gare de Dôle. Il connaît donc bien notre état-major et lui fait le plus large crédit de talent, de savoir-faire et de courage.

Je le quitte, tout ragaillardi par ses encouragements et sa chaude sympathie.

Parmi les bruits qui courent, on raconte qu'au cercle de l'Union où fréquentait, encore hier, M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne, celui-ci est arrivé à l'heure du déjeuner et, sans porter attention à l'accueil froid et distrait des autres convives, s'en fut tranquillement s'asseoir auprès de M. Lahovary, ministre de Roumanie. Aussitôt, un des membres du comité trouva un prétexte pour appeler M. Lahovary. Et l'ambassadeur d'Allemagne dut déjeuner seul, sous des regards qui manquaient de bienveillance. Avant le café il se leva et partit. On répondit à son salut froidement, sans poignées de mains.

Paris-Midi annonce qu'un prochain décret réglera la situation des hommes entièrement libérés du ser-

vice militaire. Enfin ! Il s'en suivra peut-être que je pourrai être employé quelque part, à quelque chose d'utile.

M. Millerand, ancien ministre de la guerre, dont l'esprit de méthode contribua si puissamment à réorganiser la mobilisation, entièrement sabotée grâce à l'intervention de députés qui abusaient des demandes de sursis et de changements d'affectation pour leurs électeurs, aurait sollicité sa réintégration comme lieutenant de réserve.

Voici un singulier communiqué de presse : je le détache de *Paris-Midi*, que j'ai sous la main, mais il a paru partout :

Bruxelles, 6 août. — On dit que, sur la prière du gouvernement français et étant donnée la coopération imminente des armées françaises et belges, le prince Napoléon aurait décidé d'aller prendre du service dans l'armée anglaise qui ne serait pas appelée, pour le moment du moins, à entrer en contact avec nos troupes, mais qui poursuit cependant le même ennemi.

Le prince Napoléon est parti de Bruxelles hier soir, à destination de l'Angleterre.

Est-ce une fuite ? Est-ce un ordre du gouvernement belge, à la demande du gouvernement français ?

Le *Figaro* a remplacé sa rubrique « Dans le Monde », par « Ceux du Monde ».

Voici un extrait de celle d'aujourd'hui :

A la saison dernière, ils étaient de toutes les réunions et de toutes les fêtes. On les voyait au bal des Crinolines, à la fête des Pierreries. Ils dansaient au « Patio » de l'Infante et jouaient « Les Nuits », de Musset. Maintenant, aussi simplement, et le calme au visage, ils se rendent à la guerre, comme s'ils allaient au bal. La société fait comme le peuple. Avec sérénité, elle donne ses enfants. Chaque jour en voit partir d'autres, et, sous peu, la mobilisation du « monde » sera

faite. Certaines familles n'auront plus que des femmes à leur foyer. Le colonel Amédée d'Harcourt part, en même temps que six de ses fils. Le prince et la princesse Murat qui ouvrent, à la Croix-Rouge, leur château de Chambly, ont actuellement sous les drapeaux quatre de leurs enfants.

Le duc de Luynes sert, ainsi que son fils, le duc de Chevreuse, le duc de Noailles, comme son fils, le duc d'Ayen. Il en est de même des trois enfants du marquis de Ganay, allant rejoindre leurs corps, comme le fait leur père, pendant que la marquise de Ganay consacre à la Croix-Rouge son zèle journalier et sa sollicitude active. Le duc de Mouchy et le comte de Noailles, son frère, sont tous deux partis pour Douai, et la princesse de Poix, leur mère, vaque à l'organisation de nouveaux dispensaires. L'autre matin, le prince de Wagram et le prince Jacques de Broglie assistaient, en uniforme, à l'enterrement de leur beau-frère, le prince de la Tour-d'Auvergne-Lauragais, se rendant, après le service, chacun à leur destination.

Les fils du marquis de Breteuil ont rejoint leurs corps, ainsi que le prince de Beauveau, se rendant à la frontière lorraine, près de sa terre d'origine, de même que le comte de Ludre, le comte Jean de Castellane, le comte de Jumilhac, le comte G. de Mun, le duc de Doudeauville, le prince Léon Radziwill, le comte de Champeaux, le comte de Voguë ; et M. Philippe de Ronseray, marié le matin à Saint-Ferdinand des Ternes, quittait Paris le soir même pour rejoindre son régiment.

En France l'héroïsme est de toutes les classes, sans exception.

Toujours dans le *Figaro,* un article de Marcel Boulenger, qui décrit la mobilisation des chevaux de course, à Creil. On y retrouve toute la maîtrise de l'excellent écrivain, dans son impressionnisme si direct et si vivant.

Nous passons devant les rangs des glorieux pur sang, en les nommant à la file. Soudain un murmure passe dans l'assistance : certain grand et doux alezan vient

de passer le front, monté par un petit lad. La fine bête regarde chacun de ses beaux yeux tranquilles et s'arrête modestement au milieu de tous les autres ; c'est Lord Loris, le gagnant du Grand-Prix d'Auteuil ! Illustre et noble entre tous, et valant son poids d'or, voici Lord Loris, classé tout à l'heure cheval d'armes, comme le plus humble de ses pareils — je ne dis pas de ses égaux ! L'officier qui va mener au feu l'illustre Lord Loris l'enfourchera-t-il sans respect ? Osera-t-il faire sentir sa dure botte à ses flancs délicats ?... Oui, certes, et le bon, le courageux, l'indomptable cheval qu'un sang royal anime, n'en sera que plus vite à l'ennemi ! Ses vastes poumons, ses os d'acier, ses muscles de bronze le soutiendront longtemps après que la plèbe des gros chevaux vulgaires aura rebuté la terrible besogne... Toutefois, il eût été charmant d'attribuer Lord Loris, comme cheval d'armes, au maréchal des logis Alec Carter, qui a rejoint son régiment à Vincennes.

J'ai vu hier le maréchal des logis Carter à la gare : il partait, pimpant, élégant, ravissant. Il eût chargé comme à Fontenoy, monté sur Lord Loris, et cette seconde victoire eût bien égalé la première ! Mais Lord Loris, à Creil, ne se souciait guère de ces rêves glorieux. Il nous regardait affectueusement, tendait vers un sucre chimérique ses lèvres de velours, et attendait sans morgue le vaillant chasseur ou dragon qui sous peu le mènera au feu.

J'ai conduit, moi aussi, à Creil, l'amie sûre et discrète qui me fit voir tant d'hallalis et connaître, sente par sente, la contrée de Nerval et de Rousseau, les « promenoirs » de La Bruyère et de Théophile, et Chaalis, et les déserts d'Ermenonville, et les blondes campagnes, et les ruisseaux flexibles du Valois.

Je sais qu'elle se tuera sans jamais bouder à son travail. Le sabre à son côté l'égaiera, et elle se brisera plutôt que de n'arriver point la première, lors d'une charge ou de la moindre marche. Un sort héroïque et misérable l'attend. Jument d'officier, aux dragons... Je la laisse aux mains d'une sorte de maquignon, de postillon, qui doit la mener à Compiègne. « Surtout, qu'on lui mette ses guêtres pour sortir ! », dis-je puérilement, et par un vain scrupule... Puis, j'embrasse

tendrement sur les naseaux mon amie sans peur et sans reproche — et je m'en vais avant de pleurer.

Sur le pont, la gorge serrée, je veux m'arrêter, me retourner encore, afin de voir ma jolie bête, immobile et patiente aux mains du soldat qui la tient. Mais le pont de Creil est gardé par les territoriaux : « Circulez, Monsieur, circulez ! », me fait l'un d'eux. Il me faut obéir, on me prendrait pour un espion.

Marcel Boulenger.

Le *Figaro* est le seul journal qui satisfasse un peu, en ce moment, l'avidité du public par quelques excellentes nouvelles de Belgique. Elles sont rédigées dans une forme dont ne peut s'inquiéter en rien le ministère de la guerre qui, d'ailleurs, les laisse passer. Elles ont trait aux terribles combats que l'armée allemande livre aux Belges, sans affaiblir l'héroïque résistance de ceux-ci.

Le correspondant du *Figaro*, à Bruxelles, est Gérard Harry, notre collaborateur de la *Revue des Français* dont j'étais le secrétaire général avant la guerre. Je l'ai vu maintes fois, soit à la rédaction de la *Revue*, soit aux réceptions que donnait Bordat, notre directeur, dans son bel appartement de Passy, et que sa charmante femme présidait avec infiniment de bonne grâce.

C'est aujourd'hui l'anniversaire de la bataille de Reischoffen (6 août 1870). Toutes les années, une messe commémorative est célébrée à la Madeleine et l'ample basilique, à cette occasion, est toujours pleine d'officiers de toutes armes et de tous grades.

Cette année les uniformes brillent par leur absence.

Je passe justement devant la Madeleine au moment où la cérémonie prend fin. Précédé de deux

suisses, Mgr Amette, archevêque de Paris, descend les marches. Il s'arrête au milieu de l'escalier et lève deux doigts pour bénir...

Les têtes se découvrent. Mais, au même moment, les regards se détournent pour se diriger vers la large chaussée et un formidable cri éclate : « Vive la France ! »

C'est une colonne de réservistes qui passe. Les hommes sont admirablement équipés. Vêtements neufs, une paire de brodequins sur le sac, une autre aux pieds.

Ils passent pour ainsi dire sous la bénédiction. Le pas a une belle cadence, l'allure est solide et confiante. On ne saurait vraiment distinguer parmi ces hommes quels sont ceux de la réserve et ceux de l'active. La colonne est composée d'un détachement du génie et d'un détachement d'ouvriers d'artillerie.

Les cris de « Vive la France ! » redoublent. Mgr Amette élargit son geste de bénédiction.

Les pas s'éloignent.

Le boulevard reprend sa physionomie sérieuse.

Au petit bonheur, je m'engage dans la rue La Fayette pour regagner l'avenue Trudaine. Couchée devant l'immeuble de la banque Franco-Suisse, appuyée au soubassement de pierre de taille, une belle génisse attend patiemment son sort... l'abattoir... La génisse n'a qu'un temps !...[1]

Au moment de franchir mon seuil, j'aperçois ma voisine, la fleuriste. Depuis le départ de son mari elle avait une mine de déterrée. Je vois qu'elle est rose et souriante.

Aussi je lui demande :

— Bonnes nouvelles ?

[1] Curnonsky.

— Il est là.

— Comment, il est là ?

Je m'approche. Vêtu d'un pantalon rouge tout neuf, sa capote sur une chaise, en bras de chemise, son mari arrose les petits palmiers en pots qui restent dans la boutique.

— Comment, vous voilà de retour ? La campagne est-elle donc déjà terminée ?

— Non, monsieur, nous avons habillé une grande quantité de réservistes du centre qui sont arrivés de nuit à l'Ecole militaire, et sont maintenant casernés à Magic-City. Et j'ai obtenu une demi-journée de congé pour embrasser la bourgeoise. Mais, auparavant, elle veut que j'arrose les palmiers en pots.

— Et vous ne vous faites pas prier ?

— Ah ! non...

Ils sont heureux.

Je déjeune mélancoliquement, tout en pensant aux misères que va engendrer cette guerre. Si tout le monde doit en souffrir, les temps s'annoncent particulièrement durs pour le personnel des théâtres. Déjà tous sont fermés. Que vont devenir nos petites théâtreuses ? Et les autres... celles pour qui le théâtre est un prétexte, ces nombreuses petites femmes, l'attrait et la gaîté de ce clinquant Montmartre en carton-pâte qui attirait chaque année des centaines de mille visiteurs étrangers, parmi lesquels une énorme proportion d'Allemands ?

C'est avec anxiété que je me pose cette question en me rendant rue Blanche. Dans la rue Pigalle, déserte, j'arrive devant « l'Eléphant », habituel restaurant de nos jeunes « quarts de mondaines ».

Pagès, le patron, leur est reconnaissant de la rapide fortune qu'il doit à leur charme et, sur la devanture, il a collé l'éloquente pancarte suivante :

Pendant la guerre
Restaurant de l'Eléphant
Maison Pagès. — 45, rue Pigalle
Pour les dames seules
Repas : 1 fr. 50
Même menu qu'à 2 fr. 25, service compris
Table d'hôte, déjeuner de midi à 2 heures
Dîner de 6 heures à 9 heures.

Celui-là a pensé à elles, heureusement : grâce à lui, nos petites poules auront de quoi picorer pendant la guerre.

Devant l'école des garçons de la rue Blanche, des étrangers de toutes les nationalités, sauf Autrichiens ou Allemands, forment une queue sur quatre rangs, qui s'étend jusqu'à la Trinité. Ils viennent faire leur déclaration.

Depuis le premier jour de la mobilisation il en est ainsi devant tous les bureaux organisés pour cette formalité.

A considérer ces formidables troupeaux humains, dont les sergents de ville sont les bergers patients, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a là plusieurs corps d'armée qui ne sont pas tout à fait perdus pour l'étranger, puisqu'ils nous avaient déjà envahis.

Ce matin, le ministre de l'intérieur a fait expédier mille Autrichiens dans le Centre. Ils s'adonneront aux travaux de la moisson.

Il n'en reste pas moins beaucoup d'Allemands à Paris.

Si j'en crois l'affirmation d'un confrère, un ministre aurait déclaré, devant lui, qu'on venait de

s'apercevoir qu'à l'heure actuelle Paris abrite... et nourrit *cent-vingt mille Allemands* de plus qu'on ne croyait et qui, par conséquent, n'avaient pas fait leur déclaration.

Dans tous les quartiers on procède, en masse, à l'arrestation de suspects. Le nombre étonne et déconcerte de ceux qui ont vécu de notre hospitalité en cherchant à nous espionner.

J'ai toujours été surpris de la quantité de pigeons qu'on voit voler dans certains quartiers de Paris, ville bruyante s'il en est une.

Or, il paraît que ces compagnies de volatiles sont le rebut ou la surproduction de pigeonniers appartenant, pour la plupart, à des Allemands qui faisaient de la colombophilie.

On dit même que plusieurs de ces Allemands n'ont pas hésité à se faire naturaliser pour être reçus dans certaines sociétés qui se sont spécialisées dans l'élevage et le dressage du pigeon-voyageur.

En matière d'espionnage et de trahison, les plus invraisemblables nouvelles circulent avec persistance. On aurait fusillé, ce matin, une importante personnalité de la Société des Grands-Hôtels des Champs-Elysées. Il dirigeait l'hôtel Astoria. C'était un grand « Boche », arrogant et cassant. Il avait installé, paraît-il, dans les combles de son hôtel, un poste de télégraphie sans fil, grâce auquel il recueillait toutes les dépêches expédiées par le poste de la tour Eiffel, sans compter, ajoute-t-on, que, dans ses caves, il avait de quoi équiper quinze cents hommes.

On prétend que le même sort aurait été réservé au directeur des moulins de Corbeil. Il paraît plus vraisemblable qu'il ait pris la fuite depuis un cer-

tain temps. Car, aux premières inquiétudes de guerre, les moulins de Corbeil avaient été militarisés et occupés, huit jours avant la mobilisation, par des troupes d'infanterie coloniale. Les gens n'en affirment pas moins que ce directeur des plus importants moulins de France était officier de réserve allemand. C'est à n'y pas croire.

Cependant, il est bon de rappeler que Léon Daudet, dans sa remarquable et prophétique *Avant-Guerre*, et Gustave Téry, à plusieurs reprises, dans l'*Œuvre*, avaient signalé que la situation du directeur des moulins de Corbeil était pour le moins anormale.

Mais il y a mieux encore. Le bruit court que l'un des directeurs des galeries La Fayette est officier de landsturm et s'est réfugié en Allemagne. Celui-là était officier de la Légion d'honneur (!)

En arrivant au Grand-Hôtel, je lis, affiché au guichet, l'avis suivant, péremptoire et peu poli : « Les Allemands et Autrichiens sont priés de quitter l'hôtel sans délai. »

Et au café de la Paix, je lis encore : « Maison française, Millon, propriétaire. »

N'y a-t-il pas déjà fort longtemps que Millon a été remplacé par une société aussi étrangère que celle du Grand-Hôtel ? Le patriotisme imprévu de l'une et de l'autre paraît vraiment inspiré par les circonstances.

De l'intérieur — car les terrasses sont toujours interdites — du Grand-Café (ne pas confondre avec le café de la Paix), je vois passer, sur le boulevard, une foule clairsemée, mais agitée et rapide ; les gens marchent d'un pas pressé. De grandes voitures d'excursion de la compagnie Cook

transportent rapidement, partout où c'est nécessaire, des pelotons d'agents appartenant aux brigades de réserve.

Courteline arrive, accompagné de Robert Dieudonné qui va rejoindre demain, à Fontainebleau. Il traîne ses jambes lourdes de rhumatismes. Néanmoins, il ne veut passer le conseil de revision qu'à son corps.

Mon excellent ami le docteur Saqui vient s'asseoir près de moi. Il a bel air dans son uniforme d'aide-major, avec sa croix. J'essaie de le retenir un instant.

Une minute seulement, me dit-il, car j'ai hâte de rentrer chez moi pour rester avec ma femme et mes enfants. Je pars cette nuit.

— Où allez-vous, docteur ?

— Malgré mes quarante-deux ans, et bien que je sois de la territoriale, on m'envoie à Epinal dans le corps du général Legrand, à l'ambulance de la 70e division, sous le feu, pour ainsi dire ; je suis chargé d'emballer les blessés. Notre rôle, à nous, ambulance divisionnaire, est de suivre la division partout, abandonnant notre matériel à l'hôpital de campagne qui suit et forme le second échelon sanitaire. Mon confrère le docteur Grumberg, que je viens de rencontrer en uniforme, ajoute-t-il, est mieux partagé que moi : il est affecté à l'hôpital d'évacuation de Chartres et il ne rejoint que dans dix ou douze jours.

Et il conclut :

— Vous voyez, mon vieux ; ce sont toujours les mêmes qui se font tuer. Allons, au revoir.

— Au revoir, docteur, et bonne chance...

Encore une amitié qui va vers l'effroyable inconnu...

Je viens d'apprendre que, pour les débuts des hostilités, si les événements tournent bien, les convois de blessés à suivre longuement seront dirigés sur Paris. Pour le cas contraire, quatre grands hôpitaux ont été aménagés à Poissy, Chartres, Tours et Limoges. Les blessés, éloignés de Paris, ne pourront commettre aucune indiscrétion et l'on continuera ainsi à ne rien savoir...

Cette absence de nouvelles est réellement pénible à supporter. Mais tout le monde l'admet sans discussion.

En suivant le boulevard Montmartre pour rentrer chez moi, par la rue Drouot et la rue des Martyrs, je rencontre Blum, un Blum qui n'est ni Léon, ni René et que j'ai connu lorsque j'étais secrétaire de rédaction à *Comœdia*, où il apportait quelques affaires de publicité. Il arrive de Suisse. Je le questionne avidement.

Dans la plupart des stations d'été, il a fallu évacuer les palaces en toute hâte sous peine de mourir de faim. C'est à Genève que la situation a été la moins mauvaise. Je respire. Et l'on espère que dans tout le territoire helvétique, les provisions vont bientôt abonder grâce à la neutralité de l'Italie.

Que le ciel l'entende ! Et combien je voudrais être rassuré par une lettre de ma mère. Mais cette lettre n'arrive toujours pas. Que se passe-t-il donc à Genève ?

Les journaux annoncent, en de longs articles nécrologiques, la mort de Jules Lemaître, décédé dans sa propriété de Tuiles, à Tavers (Loiret).

J'apprends, par les journaux du soir, que la chasse ne sera pas ouverte cette année et que le décret, l'autorisant à partir du 15 août, dans la première zone, est rapporté.

Ce n'est pas sans regret que je me vois déjà obligé de renoncer à mes vacances et au plaisir de la chasse, dans les plaines et à travers les coteaux de la douce Bresse.

Le courrier m'apporte le *Carillon* de Bourg, mais toujours rien de Genève !... Serait-ce donc en Suisse même qu'on retient les lettres pour la France ?

A la Bourse :

La Bourse est toujours aussi peu fréquentée. Pourtant on ne s'y est pas moins occupé qu'hier. Mais très peu de cours ont été affichés, ce dont on se plaint. Bornons-nous, en conséquence, à signaler un cours de Rio-Tinto à terme et les quelques cours suivants, au comptant :

3 % perpétuel, 75 ; 3 % amortissable, 80 ; actions Est, 790 ; Orléans, 1190 ; Russe, 4 % 1890, 80 ; Russe 1891, 1894, 63,50 ; 3 % 1896, 60,50 ; Serbe 4 % 1913, 75 ; Ottoman unifié 4 %, 75.

Les membres du Conseil municipal ont demandé aux deux préfectures de s'entendre pour qu'il soit décidé que tout commerçant vendant des denrées au-dessus du cours normal, ou accaparant ces denrées, soit traduit devant le conseil de guerre. On leur a promis de donner satisfaction à ce désir.

—

On apprend que la direction des galeries La Fayette a mis à la disposition de Monsieur le ministre de la guerre une partie de ses magasins pour y installer un hôpital-ambulance, ainsi que tout le matériel nécessaire.

Cela s'accorde fort peu avec le bruit de la fuite d'un des directeurs ; à moins que l'on n'ait voulu habilement atténuer le mauvais effet produit par cette nouvelle.

Parmi les cent-vingt mille indésirables teutons que signalait un ministre comme étant restés chez nous sans avoir fait leur déclaration, il en est qui se prétendent socialistes et espèrent toujours qu'on ne les inquiètera pas. C'est pourquoi le « Club de lecture allemand » — on serait curieux de savoir à quelles lectures se livrait ce club avant la guerre — publie le manifeste suivant qui semble vraiment d'une inconscience et d'un puffisme achevés :

LES DEUX CAUSES A DEFENDRE

Au moment où les Français, même les plus pacifistes, scellent la réconciliation unanime pour la défense de la Patrie, le Club de lecture allemand, à Paris, a pris l'ordre du jour suivant :

A NOS CAMARADES FRANÇAIS

Socialdemokratische partei

(Club de lecture allemand)

Camarades,

Dans cette heure de tristesse, nous vous exprimons les sentiments les plus fraternels des socialistes allemands qui préfèrent rester dans votre pays de liberté et qui se refusent à se battre contre leurs camarades français.

Nous tous, nous aimons notre patrie, mais nous ne pouvons plus aimer une patrie qui attaque un peuple pacifiste.

Nos sympathies s'adressent à vous, qui défendez le sol de la Liberté. Allez à la victoire ! Allez battre le gouvernement criminel de Berlin.
A bas les monarchies !
Vive la France démocratique !
Vive la République allemande !

A retenir que les signataires préfèrent rester chez nous. Je le comprends, mais j'aime à croire qu'on ne les y laissera pas ; tout au moins pas dans le camp retranché de Paris.

J'en suis même sûr. Je viens en effet d'apprendre, au commissariat de police situé rue de la Tour-d'Auvergne, que tous les Allemands rencontrés dans la rue et qui ne pourront justifier d'un domicile, devront être arrêtés.

J'ai dû aller au commissariat. Naturellement c'était pour une affaire d'espionnage. En des temps tels que ceux que nous traversons, il semble que chacun doit avoir un espion à dénoncer.

— Qui n'a pas son petit espion ?

Moi, c'est une espionne.

En rentrant à l'heure du couvre-feu (c'est-à-dire à huit heures et demie), après avoir bavardé avec le pharmacien dont la boutique occupe le rez-de-chaussée de la maison, je n'étais pas encore revenu de la surprise qu'il m'avait causée en me confirmant la présence de cinq mille Sénégalais au fort de Saint-Denis... quand mon concierge, le vieux zouave, s'approche et, d'un ton mystérieux, me dit :

— Il est venu un gendarme aujourd'hui dans la maison. Il cherche une femme, une lingère. C'est à ma bourgeoise qu'il s'est adressé. Tout ce qu'elle a pu lui dire, c'est qu'elle n'a pas ce nom dans l'immeuble. Mais tout de même une femme singulière

vient ici depuis deux ou trois ans, chez la mercière. Elle est toujours en voyage, à Bruxelles ou à Berlin. Dans l'appartement qu'elle loue, à Paris, la mercière couche en son absence et même quand elle y est. En ce moment, elles sont toutes deux dans la courette, vous allez les voir sortir.

Je m'installe sur une chaise à la porte de la loge.

Les deux femmes sortent ensemble. J'examine l'inconnue. Elle porte environ quarante ans. Les traits sont assez distingués, mais flétris, l'air extrêmement intelligent et fûté.

Je me dis qu'après tout je ferai bien de m'en ouvrir au brigadier Thon, du poste de police de la rue Bochart-de-Saron. J'ai gardé, avec cet excellent gardien de l'ordre, les meilleures relations. Ceci depuis qu'il m'avait ramassé, pantelant, le jour où un wattman ivre avait jeté, à quarante kilomètres à l'heure, dans une maison, un autobus où nous étions une quinzaine de voyageurs.

J'entre au poste, je prie le brigadier de sortir un instant et, confidentiellement, lui raconte ma petite histoire :

— Qu'en pensez-vous ? lui dis-je.

— Avec les ordres que nous avons ! Mais il faut tout de suite allez voir le commissaire. Je vais vous accompagner.

Et, séance tenante, nous nous rendons au commissariat de la rue de la Tour-d'Auvergne.

C'est à peine si j'ai le temps de faire ma déclaration au commissaire qui arrivait avec une automobile pleine de fusils, de pistolets, et d'armes diverses, saisies chez les brocanteurs du quartier.[1]

[1] Cette mesure devait se généraliser quelques jours après, et tous les armuriers, sans exception, furent tenus de verser leurs armes et leurs munitions entre les mains de la police.

En descendant du commissariat, nous avons grand'peine à traverser une foule compacte et vociférante. Elle entoure un brigadier et un agent qui soutiennent, en le protégeant, un véritable colosse dont les yeux, le nez, la bouche, les joues, ne forment plus qu'une bouillie sanglante.

Cet individu a crié : « Vive Guillaume! Vive l'empereur d'Allemagne ! » rue La Fayette, au passage d'un régiment de dragons. La foule l'a lynché. Il se prétend corse. Malgré ses papiers, son type blond ne semble pas confirmer son dire. Dans sa poche, on trouve un revolver Smith et Wesson, dont il n'a pas eu le temps de se servir. Son compte est bon.

Je rentre enfin chez moi.

L'avenue Trudaine est absolument déserte. Le silence lugubre qui règne sur Paris et auquel on ne se fait pas est de plus en plus impressionnant. Le temps reste toujours très orageux et s'adapte absolument aux circonstances.

Dans mon escalier, je rencontre encore mon pharmacien. Il a, comme toujours, une nouvelle à m'apprendre, je ne sais plus très bien laquelle.

J'en ai, moi, depuis hier, trois si graves que je n'ose les communiquer à personne.

L'avenir nous apprendra ce qu'elles valent :

1° On sait, au ministère de la guerre, que les Allemands possèdent un explosif d'une force destructive effrayante. J'ai tout lieu de croire que c'est vrai, puisqu'avec un parc de siège léger, composé d'« obusiers courts », équivalant à nos 120 ou 150 mm, ils ont, en quelques heures, écrasé deux des principaux forts de la ligne de défense de Liége, dont les fortifications, bien qu'anciennes, ont

été soigneusement maintenues au niveau des progrès de l'art défensif : enceintes bétonnées, tourelles et réduits blindés.

2° Il paraîtrait que le 133e de ligne a été décimé à la frontière de l'Est, ces jours derniers.

3° C'est cette nuit (du 6 au 7 août) que l'armée de couverture doit franchir la frontière sur deux points, au nord de Longwy et sur la route de Mulhouse.

Ce second mouvement est prévu depuis très longtemps.

J'en vois la preuve dans ce que m'affirme un motocycliste réserviste, homme très sérieux. Il était chargé de remettre le matin même à un spécialiste, un ordre individuel de rejoindre à Mulhouse. Il s'agit d'un maître tueur de bétail, des abattoirs de la Villette. Ce réserviste a soixante-quatre ans, et il ne pouvait être appelé que pour être dirigé sur un point de concentration où serait formé un parc de bestiaux.

Or il a reçu l'ordre de rejoindre à Mulhouse, affirme le motocycliste.

Pendant mon absence, le courrier m'a apporté une lettre de Curnonsky, datée de Bretagne, le 1er août. Enfin... Il m'annonce l'envoi d'une carte postale, que je n'ai jamais reçue.

Le joyeux humoriste qui signe « la Vie drôle », dans le *Journal*, est dans un triste état d'esprit.

Néanmoins, très crânement, il envisage le moyen de faire son devoir et il me l'écrit :

Vieux frère,

Au moment où je t'envoie ma carte postale, le bruit court ici que la guerre est déclarée.

Alors, mon pauvre gas, ce serait l'inconnu. Nous rentrerions à Paris dès cette semaine. Et puis quoi ?

Louis Müller écrit à son aîné que les pages spéciales du « Journal » vont être supprimées... « Comœdia », le « Théâtre », tout f... le camp, je me vois sans un sou dès le lendemain de la mobilisation.

M'engager ? A quarante-deux ans et réformé ? Il me faudra attendre la formation des premiers corps francs.

Et vivre ? — Ah ! mon pauvre vieux, quel « pataphar ! »

Et toi, que vas-tu faire ? Je compte que la maman va rester à Genève. C'est le plus sûr.

Toi, je t'embrasse, à mercredi peut-être, et puis : « Vive la France !

Ton vieux Cur.

Avant de me coucher, je parcours la presse.

En tête de chaque journal, un appel de quatre classes de la réserve de la territoriale. Voici l'ordre :

Sont appelés à l'activité les hommes des classes désignées ci-après de la réserve de l'armée territoriale affectés à la garnison de la place de Paris, appartenant à l'artillerie et au génie, qui relèvent des bureaux de recrutement de la Seine.

Il leur est ordonné de se rendre au jour indiqué cidessous, avant midi, au lieu fixé par ordre de route contenu dans leur livret individuel, savoir :

Classe 1892 : le 13 août.

Classe 1891 : le 15 août.

Classes 1889 et 1890 : le 17 août.

Les hommes de ces quatre classes qui appartiennent aux armes de l'artillerie et du génie et qui relèvent des bureaux de recrutement de la Seine, dont le fascicule de mobilisation n'indiquerait pas une affectation au titre de la garnison de la place de Paris, devront se présenter à leur bureau de recrutement respectif ou aux jour et heure fixés ci-dessus pour leur classe.

Tout contrevenant aux ordres qui précèdent sera puni dans toute la rigueur des lois.

Le général de division,
gouverneur militaire de Paris :
Michel.

Voici le salut fraternel de Paris à la Belgique :

M. Adrien Mithouard, président du Conseil municipal, vient d'adresser le télégramme suivant au bourgmestre de Bruxelles :

« Paris, dont les élus ont tant de fois reçu une touchante hospitalité des représentants de la population de Bruxelles, leur envoie en cette heure sacrée où la Belgique tout entière se lève pour sauvegarder son indépendance, un salut fraternel. »

« Vive la Belgique ! Vive la France ! »

ADRIEN MITHOUARD.

Ce même télégramme a été envoyé aux municipalités d'Anvers, de Liége et de Gand.

Et, dans le *Journal*, un très bel article de Grosclaude que je crois devoir reproduire ici, espérant lui éviter le sort habituel à nos pauvres besognes de journalistes que le temps emporte sans en laisser de trace.

LES TERMOPYLES LIÉGEOISES

On ne dira jamais assez quel service la vaillance des Belges et leur vertu guerrière viennent de rendre à la civilisation menacée par l'irruption des barbares de l'Est. Dans leur infatuation, qui les montre atteints de cette folie dont Jupiter grise ceux qu'il veut perdre, les Allemands prétendaient réduire l'Europe à leur merci en terrassant, l'une après l'autre, les nations qui la gardent : quelques jours devaient suffire pour égorger la France, endormie par des assurances traîtresses ; puis ils se retournaient vers la Russie, lente à mouvoir sa masse gigantesque, et en venaient à bout sans lui laisser le loisir de mettre ses armées en ligne ; après quoi, maîtres du continent, ils prenaient tout leur temps pour épuiser la puissance britannique, privée du soldat européen, indispensable au jeu de son échiquier.

On avait mobilisé dans l'ombre : le gouvernement français, durant l'absence de son chef, allait se trou-

ver surpris en pleine paix, et la Belgique avait prêté à ce guet-apens son sol sacré par la foi des traités — quelques jours devaient suffire pour arriver devant Paris, par le bassin de l'Oise.

L'outrecuidance germanique, surestimant la puissance de son organisation matérielle, autant qu'elle mésestimait les forces normales de ses adversaires, tenait pour certain qu'ils se laisseraient séparer les uns des autres et que ce serait un jeu pour elle de les exterminer séparément, selon la tactique d'Horace contre les trois Curiaces.

Et voici qu'elle les trouve groupés en position de combat, au premier signal du danger, et, surgissant à l'avant-garde, une armée belge déterminée à périr plutôt que de consentir la violation de son territoire et la profanation du droit des gens.

L'Allemagne calculatrice, se targuant de ne rien laisser au hasard, avait compté sans cet élément décisif de résistance qui venait déjouer sa machination, dont le succès avait pour condition nécessaire le déversement torrentiel de ses troupes par la Belgique, consentante ou terrifiée.

C'était méconnaître une admirable race d'hommes, que César considérait comme la plus chaleureuse des populations gauloises et qui, au temps de la féodalité, brisait du fer de ses piques l'armure de nos chevaliers, comme elle est en train de fausser l'acier laborieusement usiné de l'armure germaine. Ce peuple énergique et fier, en qui nous nous glorifions de retrouver les plus belles vertus françaises, fortifié par son climat plus rigoureux que le nôtre et par les conditions plus âpres de la lutte journalière, a tenu en échec la horde envahissante.

Avoir arrêté dans les défilés de la Meuse l'ennemi du genre humain, qui, demain, les franchira sur un monceau de cadavres, est une page aussi glorieuse dans l'histoire contemporaine que celle de Léonidas, dans les fastes de l'antiquité.

GROSCLAUDE.

Le *Bonnet Rouge* n'y va pas avec le dos de la cuillère, à l'occasion de la guerre : il demande la grâce de Deperdussin.

Pour que cette démarche soit justifiée, il faudrait qu'elle fût apostillée par toutes les petites femmes de Montmartre, dont il fut la providence.

Le même journal publie également le fait divers suivant :

LES SOCIALISTES ET LA GUERRE

Le Conseil municipal de Brest, dont la majorité est socialiste, a voté, à l'unanimité, un ordre du jour mettant l'Allemagne au banc des nations civilisées. Il forme des vœux pour le succès de nos troupes, et lève la séance aux cris de « Vive la France ! » et « Vive la République ! »

La majorité a aussitôt demandé l'affichage.

Avec une telle résolution, nous pouvons être tranquilles et les grenadiers de la garde prussienne n'ont qu'à se bien tenir.

Voici qui est mieux ; c'est un bel article de M. Georges Clémenceau, dans l'*Homme libre* :

L'ELAN DE LA FRANCE

M. Clémenceau adresse ce matin aux « Hommes de Germanie » cet éloquent défi :

En attendant, je vous vois tenus en échec par l'armée belge, avant de nous aborder, au Nord. Je vois l'Autriche, ridiculement arrêtée devant la ville ouverte de Belgrade, tandis que cinq cent mille Serbes, qui ont forcé l'admiration de leurs alliés balkaniques, feront parler d'eux avant qu'il soit longtemps — pour ne rien dire de l'Angleterre, dont le canon ne se fera pas attendre. Envoyez-nous donc des parlementaires dont nous débanderons les yeux à la porte de nos bureaux de recrutement. Ils y verront les socialistes les plus farouches venir réclamer leur place au combat, ils y verront de longues lignes d'hommes, de tous âges et de tous pays, qui viennent s'engager pour en finir avec la puissance de pression qui a tenu l'Europe depuis plus d'un

demi-siècle sous la menace de ses armements. Des moines s'y présentent. Oui, des moines, que nous avons chassés, comme ils le disent, non sans exagération. Et ce geste de simple grandeur, et ce souvenir obsédant de ce pauvre curé de village, dont vous avez troué la soutane de vos balles, et ces deux enfants, que vous avez fusillés à Mortontaine, et ce sous-officier français, que vous avez achevé lâchement, tout cela cimente plus solidement les cœurs que vous avez crus divisés. Nous sommes contraints d'ajourner tous les engagements, jusqu'à ce que la mobilisation soit achevée, et nos hommes se désespèrent de ne pouvoir encore partir. Toute l'Europe indépendante est à nos côtés. Qu'en est-il chez vous ? Quelle autre sympathie vous reste que celle de l'Autriche, chassée par vous de la confédération germanique, et asservie depuis Sadowa ? La natalité de la population française a décru ? Nous aurons trop de soldats. J'avais tort vraiment de vous convier à venir les regarder au départ, vous les rencontrerez à l'arrivée.

Une commission nationale a été nommée par le Conseil tenu hier soir à l'Elysée. Le ministre de l'intérieur a soumis au président de la République un décret instituant « une commission chargée d'examiner différentes questions concernant le ravitaillement de la population civile et la main-d'œuvre rurale et urbaine, etc... »

Cette commission, qui sera présidée par le ministre de l'intérieur, est ainsi composée :

MM. Léon Bourgeois, sénateur ; Aristide Briand, député ; Ribot, sénateur ; Delcassé, député ; Millerand, député ; Marcel Sembat, député ; de Mun, député ; Camille Pelletan, sénateur ; Georges Cochery, député ; Milliès-Lacroix, sénateur ; Hébrard de Villeneuve, président de section au Conseil d'Etat ; Roux, directeur de l'Institut Pasteur ; de Boysson, directeur du contrôle, au ministère de la guerre ; Branet, directeur général des douanes ; Augier, directeur du contrôle et de la comptabilité au ministère de l'intérieur ; Mirman, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'inté-

rieur ; Grumbaum-Ballain, président du conseil de préfecture de la Seine ; Carrier, directeur du secrétariat au ministère de l'agriculture ; Chapsal, directeur honoraire du ministère du commerce.

MM. Léon Bourgeois, Aristide Briand, Ribot, Delcassé, Millerand et Sembat rempliront les fonctions de vice-présidents de cette commission au ministère de l'intérieur, sous la présidence de M. Malvy.

On ne voit pas figurer dans cette commission le nom de M. Barthou, à qui nous devons la loi de trois ans, l'instrument de résistance qui permet d'organiser la victoire prochaine.

Il est vraiment des gens d'esprit étroit, mais de rancune tenace ; et qui sait si, déjà, ils ne pensent pas à recueillir pour eux la gloire préparée par d'autres ?

Enfin voici une excellente mesure concernant les volontaires étrangers :

Les étrangers qui désirent contracter, en France, un engagement pour la durée de la guerre se présenteront au bureau de recrutement le plus proche de leur résidence, à partir du 21 août 1914.

Ils seront admis au titre de « la Légion étrangère » et dirigés provisoirement sur l'un des dépôts suivants qui leur sera désigné par le bureau de recrutement : Rouen, Blois, Orléans, Lyon, Avignon, Bayonne.

Voici quelques autres faits, informations ou mots de guerre :

La Banque Suisse et Française vient de mettre à la disposition de l'Union des femmes de France (Croix-Rouge), son immeuble, 20 bis, rue La Fayette, qui sera complètement aménagé par la banque, avec cent cinquante lits.

—

Dès le premier jour de la mobilisation, le Bon-Marché a mis ses vastes écuries et ses hangars, rue Duroc,

à la disposition de l'autorité militaire, qui y a installé des chevaux et de la troupe. Le Bon Marché a également offert de créer, à ses frais, une ambulance dans son annexe de la rue du Bac.

—

A Pont-aux-Dames, la maison de retraite des artistes, créée par Coquelin aîné, a été convertie en ambulance, sous le couvert de la Croix-Rouge ; on espère pouvoir y installer une soixantaine de lits.

Le duc de Vendôme a demandé à s'engager.

-

Plus de soixante capucins ont rejoint leurs corps dans Paris. Ils sont venus pour cela de l'étranger. En plus, il y a actuellement quatre cent vingt-sept prêtres du diocèse de Paris déjà mobilisés, contre six cent soixante-sept qui pourront rester à leur poste ; c'est, comme nous l'avons dit il y a quelques jours, près de la moitié du clergé parisien qui va servir la patrie aux armées.

Il est telles paroisses de la banlieue parisienne qui seront absolument privées de pasteurs. Des mesures vont être prises pour assurer, dans ces paroisses, l'exercice du culte.

Il y a, en outre, actuellement sous les drapeaux de la République un certain nombre d'évêques.

C'est d'abord Mgr Ruch, coadjuteur de Mgr Turinaz, évêque de Nancy, qui sert comme aumônier dans un corps d'armée. Ensuite Mgr Perrot, vicaire apostolique du Siam, qui est sous-lieutenant de réserve.

Un troisième évêque, Mgr Moury, qui occupe le diocèse de la Côte-d'Ivoire depuis 1909, a été appelé par la mobilisation.

Agé de quarante et un ans, Mgr Moury est devenu simplement le territorial Moury. La mobilisation l'a trouvé dans son évêché ; il est alors parti pour Dakar, avec onze de ses pensionnaires, prendre place dans le rang. Il est simple soldat de deuxième classe.

—

M. Coutant, député d'Ivry, part, dit-on, avec trois de ses frères et quatre beaux-frères ; deux de ses frères, plus jeunes, vont également s'engager.

—

Devant une bijouterie, rue Saint-Antoine, un réserviste regarde des montres à dix francs, exposées à la devanture. Il les regarde avec envie. Survient le bijoutier :

— Vous désirez ?

Le réserviste répond simplement par un geste qui en dit long.

Le bijoutier prend une montre qu'il glisse dans la main du soldat :

— On ne paie qu'au retour de la guerre !...

—

Place Saint-Augustin, auprès de Jeanne-d'Arc, une mère française a déposé un bouquet sur le ruban duquel on peut lire : « Vierge de Domrémy, veille sur nos petits gas ! »

M. Monsarat, commissaire spécial des Halles, a présidé la commission composée de quatre commissionnaires et marchands de bestiaux, trois bouchers en gros, deux bouchers des halles, deux bouchers de détail, deux membres du syndicat de la triperie, deux représentants des charcutiers et marchands de porc, un représentant du syndicat des travailleurs des halles. Cette réunion avait pour but de fixer les prix maxima auxquels les commerçants détaillants doivent vendre les différentes viandes ; la commission se réunira toutes les semaines, le mercredi, et fixera les prix pour la semaine suivante.

Voici les prix établis hier et qui seront en vigueur jusqu'au 10 août inclus :

BŒUF

Cuisse et gîte à la noix. . .	le kg.,	Fr.	2.60
Paleron	»	»	2.20
Bavette et plate côte . . .	»	»	2.—
Collier	»	»	1.80
Joue	»	»	0.70

VEAU

Epaule	le kg. Fr.	2.60
Basse qualité	» »	2.20

MOUTON

Ragoût	le kg. Fr.	2.00
Epaule (mouton français) . .	» »	2.60
Epaule (mouton américain)	» »	2.40

PORC

Poitrine salée	le kg. Fr.	2.80
Porc frais	» »	3.00
Panne	» »	2.50

VOLAILLE

Dinde	le kg. Fr.	4.00
Poulet mort, frais	» »	4.00
Poulet mort, frigorifié . . .	» »	3.00
Poulet vivant	» »	3.40
Canard mort	» »	3.00
Canard vivant	» »	2.50
Oie morte	» »	2.20
Oie vivante	» »	2.00
Lapin mort	» »	2.00
Lapin vivant	» »	1.40
Lapin de garenne	la pièce, Fr.	2.25
Pigeon	la pièce, Fr. 1.25 et	2.00

POISSONS

Les poissons sont en abondance et à bas prix.

RIZ

A partir de demain, une vente de riz en gros sera instituée aux Halles, pavillon des huîtres. Un stock d'environ trois millions de kilos est à vendre à raison de trente mille kilos par jour et de 0.75 le kilo.

BEURRE

Le prix maximum du beurre a été fixé à 4 fr. 40 le kilo. Il sera probablement diminué sous peu.

LÉGUMES

Oignons, poireaux, carottes, navets, 0.30 la botte. Les pommes de terre seront, dès demain, en raison d'arrivages importants, au cours de 25 francs les cent kilos.

Les approvisionnements sont absolument normaux et rien ne pourrait justifier le moindre affolement.

En conséquence, il a été décidé que les pavillons de gros des halles ne vendraient plus aux particuliers, mais seulement aux commerçants détaillants, dont le bénéfice a été justement taxé, mais qui seront sûrs d'écouler leurs marchandises.

Par contre, tous les commerçants détaillants qui vendraient leurs denrées au-dessus des prix établis s'exposeraient à être immédiatement poursuivis par la préfecture de police.

L. C.

On ne saurait trop approuver d'aussi sages mesures.

7 août.

Tout au long de cette longue journée, il a plu sans discontinuer. Une tristesse immense s'étend sur la terre, il semble que la nature pleure toutes ses larmes. Mais le soir le temps s'est rasséréné. Le ciel nocturne scintille d'étoiles. A le contempler, j'ai l'impression que demain verra luire un soleil de victoire. Le temps encore semble suivre exactement les événements.

La presse a renoncé spontanément à toute sa forte et haute influence. Ce qui n'empêche pas les éditions de se succéder d'heure en heure.

Le *Rappel*, qu'on n'avait pas vu depuis quelques jours, reparaît.

Rencontré Fortuné Payot qui m'annonce la prochaine réapparition du *Gil Blas*.

Voici un nouveau titre : *L'Echo de la Guerre*. Et j'en ai entendu prononcer un autre : *La Victoire !*

— Déjà ! Comme disait, dans l'opérette d'Hervé, Henri III, à qui l'on présentait Molière !

Pour le moment, ce n'est qu'un projet, heureusement. Ah ! les emballés !

Un autre s'appelle *La Marseillaise*.

On crie également *Le Soir*.

Paris-Journal est mis en vente quelques instants avant midi, ce qui prête quelquefois à confusion avec *Paris-Midi*, lequel, d'ailleurs, se vend à dix heures du matin.

Devant presque tous les guichets distributeurs des journaux, dans les rues du faubourg Poisson-

nière, pour le *Matin* ; de St-Marc, pour le *Journal* ; d'Enghien, pour le *Petit Parisien* ; Cadet, pour le *Petit Journal* (les uns et les autres paraissent deux fois par jour), les camelots affluent et les agents ont grand'peine à les assembler en colonnes par rangs serrés.

Il n'est plus une des boutiques défoncées par des bandes de manifestants qui ne soit maintenant recouverte de planches. Sur ces planches d'ingénieux marchands ont fixé des cartes du théâtre des opérations. Tous les vieux stocks de librairies de ce genre ont été enlevés par ces camelots. Devant chaque carte un groupe, et dans chaque groupe un stratège improvisé révèle les plans de l'état-major français et même de l'état-major allemand.

L'inlassable pluie fait paraître cette journée interminable.

Sur le boulevard, on raconte que, dès l'ordre de mobilisation, Henri Letellier avait eu l'intention de cesser de faire paraître le *Journal*, dont les frais s'élèvent, paraît-il, à douze mille francs par jour.

Il n'aurait cédé qu'aux instances de son directeur Groslaude, auquel il aurait donné carte blanche, et, réformé nº 2[1], serait parti en villégiature vers le Sud-Ouest.

Le *Matin* publie des petites annonces de demandes et offres d'emplois à un franc les quatre lignes. C'est vraiment un prix de guerre.

Rencontré Pierre Humble, de *Comœdia*, dans un accoutrement invraisemblable : képi rouge de trin-

[1] Réformé du corps, sans pension.

glot, énorme paire de lunettes d'automobiles, vareuse en molleton marin avec le « 19 » en argent brodé au col rabattu, pantalon rouge dans des bandes de chasseur alpin, au bras gauche un brassard de la Croix-Rouge, et, par dessus tout cela, un énorme imperméable ciré.

Je lui demande à quelle arme il appartient.

— Je suis interprète.

Que d'ustensiles pour parler allemand !

Gunsbourg, « le collaborateur de Dieu », se promène depuis deux jours dans le hall du Grand-Hôtel, avec, au bras gauche, un brassard d'automobiliste.

Filant en auto, je crois apercevoir la silhouette de Pierre Mortier, directeur du *Gil Blas;* il est, paraît-il, également versé dans les automobilistes. Fernand Lamy, son secrétaire, qui est parti le second jour, en pleine fournaise, à Longwy, m'avait pourtant annoncé que c'est au régiment d'infanterie de Montargis que Pierre Mortier devait rejoindre et que sa dignité de chevalier de la Légion d'honneur l'avait fait affecter à la garde du drapeau.

Les conversations vont leur train. On parle de violents combats au sud de la ligne frontière et de régiments français durement éprouvés sur la ligne de Mulhouse.

J'ai toujours l'impression, toute personnelle, que la clef de la question est près de la frontière suisse et je me prends à penser qu'un général français des plus hardis — il paraît que c'est d'Amade qui commande dans cette région — est peut-être chargé de reprendre le plan de Turenne, en l'appropriant aux circonstances.

On dit que Bader, l'autre directeur des galeries La Fayette, aurait fait don d'un million à la défense

nationale. Ce qui paraît plus sûr, c'est que, très aimé de son personnel, il fait travailler celui-ci avec ardeur, à tous les travaux d'aiguille que nécessite la mobilisation.

Au Louvre, deux mille employés ont rejoint leurs corps. Les employées travaillent activement à confectionner des musettes. A la Belle-Jardinière, on fabrique des uniformes sur mesure.

L'affiche officielle des postes est enfin placée. Elle indique, non pas l'emplacement actuel, mais le dépôt de chaque corps. Les lettres adressées à chaque militaire devront donc suivre la même route que l'unité à laquelle il appartient est en train de suivre, pour jouer le rôle qui lui est désigné dans la concentration.

C'est peu, mais c'est beaucoup. L'apposition de cette affiche indique que la concentration est très avancée et que nous ne tarderons pas à avoir des nouvelles des opérations.

Je parle des opérations des troupes françaises. On connaît celles des admirables troupes belges et c'est pour elles une admiration sans bornes que manifeste le public.

8 août.

Depuis ce matin la fabrication du pain est réglementée. Plus de pain de luxe, une seule qualité, dite « boulot-fendu ».

Toujours sans nouvelles de Genève, je vais m'informer au bureau du P.-L.-M. Il s'agit de savoir si les communications existent encore avec cette ville.

M. Poulet, avec son habituelle obligeance, me répond que rien n'autorise à croire que les Suisses laissent partir le courrier pour la France. En tous cas il m'affirme, après l'avoir vérifié au bureau de la correspondance où toutes les missives sont enregistrées, qu'aucune lettre, ni aucun journal ne sont arrivés de Suisse, adressés à la compagnie du P.-L.-M. depuis le 1er août.

Cela m'aide à renouveler ma provision de patience. Nous causons un peu. Il m'explique qu'il a dû rester à Paris, son directeur ne l'ayant pas autorisé à se faire réintégrer dans l'armée, ainsi qu'il en avait l'intention. C'est lui qui remplit, par intérim, les fonctions de M. Goy, le distingué secrétaire général de la compagnie, envoyé à Lyon, où il dirige le comité régional de direction, avec un officier d'état-major.

A Lyon, base d'opération de l'armée qui opérera au sud de la frontière et dont je persiste à tout attendre, il y a un formidable mouvement de trains, non seulement pour répondre aux besoins de la concentration prévue, mais aussi pour ramener

vers le Nord les troupes qui étaient destinées à faire face à l'Italie.

Dans tous les squares et les avenues, la réquisition des chevaux continue. On lève maintenant de lourds chevaux de camions, destinés aux trains d'armée.

Je vois un brave cocher-livreur qui embrasse son cheval sur le museau, en lui disant :

— Mon pauvre « Jupiter », toi qui es si paresseux, qu'est-ce que tu vas prendre ! Espérons que tu tomberas sur un bon tringlot.

Et se retournant vers moi, il ajoute :

— C'est un bon cheval, mais flemmard comme pas un ! En tout cas il part garni. Je lui ai donné quatre rations d'avoine.

— Si André Falize[1] savait ça...

Un jeune musicien du 41e de ligne, en garnison à Rennes, a laissé son amie à Paris. Celle-ci vient de recevoir un mot de lui, daté de Lens, sur la frontière belge. Le même courrier lui apporte une autre lettre, de Rennes celle-là, et d'un ménage dont le jeune soldat était devenu l'ami. Le mari et sa femme invitent, d'une façon très pressante, la jeune Parisienne à venir attendre la fin de la guerre chez eux où la vie, pensent-ils, sera moins dure qu'à Paris.

Cette « union sacrée », dont le président Poincaré a parlé dans son message, se manifeste partout avec un ensemble touchant. Plus tard la vie d'un homme ne suffira pas pour relater tous les

[1] Fondateur et président de la Ligue pour la protection des animaux, a fait placer dans Paris les pancartes : « Soyez bons pour les animaux ».

traits de fraternité, de bonté, de pitié, de bienveillance que cette guerre aura provoqués.

On a l'impression que la fraternité a cessé d'être un vain mot. Sans l'obsession de l'effroyable drame qui se déroule à la frontière, on serait heureux comme jamais on ne l'a été. Les mœurs sont douces, les gens pleins de courtoisie et d'empressement. Jusqu'aux cochers — du moins ceux qui restent — qui n'en...gueulent plus personne. C'est le règne de l'« urbanité ».

Le temps se remet franchement au beau et, vers la fin de cette journée, je vais chez Paul. Depuis la fermeture des restaurants à neuf heures et demie, ceux des habitués qui ne sont pas mobilisables et qu'on y trouvait auparavant, soupant de minuit à trois heures du matin, s'y réunissent pour dîner.

De plus en plus, le bruit se confirme que nos troupes sont entrées en Alsace.

D'autre part, il n'y a pas assez d'admiration et d'éloges pour les Belges : on parle de leur héroïsme avec une véritable piété.

Bussy, l'ancien administrateur de la « Boîte à Fursy », est là, causant avec Georges Feydeau et Merle.

Mobilisé à l'Ecole militaire, il n'a pas été habillé. Il est adjoint à la Sûreté générale. Il raconte une chose fantastique :

Il a été occupé toute la journée à parcourir la région, en automobile, pour arracher, partout où elles se trouvent, les plaques Kub. Il paraît que, sous chaque plaque se trouvaient les indications nécessaires pour le ravitaillement, dans la région.

d'une armée envahissante. En un mot, les Allemands devaient s'avancer sur notre territoire au moyen des indications réunies à l'avance sous ces plaques. Ils auraient lu la France et décompté ses ressources à livre ouvert.

Il me souvient, en effet, d'avoir remarqué, en chassant en Bresse, des plaques Kub, en des endroits perdus où la simple réflexion suggérait qu'elles avaient dû coûter plus cher à placer qu'elles ne rapporteraient jamais.

Quelqu'un qui est allé au bureau de recrutement de la porte de Champerret raconte qu'il a trouvé là, faisant des démarches pour partir, MM. Moro-Giafferi, l'avocat bien connu ; Dumesnil, le député modéré ; Lagrosillère, le député socialiste-unifié ; et, Boisneuf, le député nègre.

Sont également partis les trois fils de feu la marquise de Villeneuve, née princesse Jeanne Bonaparte, neveux du prince Bonaparte.

L'aîné, Pierre Napoléon, enseigne de vaisseau, qui était en congé, a rejoint Cherbourg et vient d'être nommé commandant du torpilleur 296.

Le second, Roméo Napoléon, ingénieur naval, a été attaché à l'arsenal de Bizerte.

Le troisième, Lucien Napoléon, est maréchal des logis au 31e dragons, à Lunéville.

Les journaux annoncent deux excellentes mesures :

I. **Le gouvernement militaire réprime l'abus des brassards.** — Le public s'est étonné, à bon droit, de rencontrer, depuis quelques jours, dans les rues de Paris, de nombreux citoyens porteurs de brassards multicolores. Leur multiplicité allant tous les jours crois-

sant, certaines personnes s'inquiétèrent, se demandant comment et pourquoi tant d'hommes déambulaient dans la ville, au lieu d'être sous les drapeaux.

Par délégation du gouvernement militaire de Paris, le préfet de police vient de prendre l'arrêté suivant à ce sujet :

1° Le port des brassards ou autres insignes par les civils, exception faite pour les fonctionnaires et agents des grandes administrations publiques, est interdit dans le département de la Seine, à moins d'autorisation spéciale accordée par le préfet de police.

2° Il est également interdit d'arborer, sans autorisation, des drapeaux, bannières ou fanions sur tous véhicules.

3° Les contrevenants aux dispositions ci-dessus se placeront sous le coup d'une arrestation.

II. — **Les gardes civiles.** — Le gouvernement a décidé d'ajourner la réalisation du projet concernant les gardes civiles, les « inscrits maritimes » destinés à la garnison de la capitale devant lui fournir, au moins pour le moment, des éléments suffisants pour organiser un corps chargé de collaborer à la sécurité publique.

Les feuilles annoncent également que :

Les membres des maisons civile et militaire de la présidence de la République, dès la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, ont fait connaître au président leur intention de rejoindre chacun leur corps.

Le président a immédiatement accédé au désir qu'ils exprimaient et c'est ainsi que M. Adolphe Pichon, secrétaire général civil de la présidence, qui part ce soir, remettra ses services à M. Félix Decori, avocat à la Cour d'appel de Paris, que le président de la République a désigné pour le remplacer.

De même, M. Gras, chef du secrétariat particulier, doit partir incessamment.

Enfin le général Beaudemoulin, secrétaire général militaire de la présidence, va prendre le commandement d'une division de cavalerie, et les autres officiers

de la maison militaire qui, de par leurs fonctions, n'avaient pas de lettres de mobilisation, ont reçu dès à présent des affectations particulières.

Le président de la République ne pouvant rester sans maison militaire, ces officiers vont être remplacés par des officiers en retraite.

Le « Journal officiel » règle la situation, pendant la durée de la guerre, du corps des gardiens de la paix et de celui des sergents de ville des communes du département de la Seine. Ils sont soumis aux lois militaires et font partie de l'armée.

Ils relèvent particulièrement du ministre de la guerre, mais ils restent placés sous les ordres du préfet de police et conservent leurs grades et emplois, ainsi que les traitements qui leur sont actuellement affectés par la Ville de Paris ou le département de la Seine.

Les commissaires divisionnaires sont assimilés à des commandants ; les commissaires des communes du département de la Seine et les commissaires-officiers de paix, à des capitaines de compagnie ; les inspecteurs principaux à des lieutenants ; les brigadiers à des sous-lieutenants, et les sous-brigadiers à des sous-officiers.

C'est avec plaisir que le public a appris la nomination de la commission nationale, par le décret suivant :

Le président de la République française, sur le rapport du ministre de la guerre,

Décrète :

Article premier. — Il est institué, au ministère de la guerre, sous l'autorité du service de santé militaire, et avec le concours des sociétés formant la Croix-Rouge, une commission chargée de coordonner les offres faites à l'effet de créer notamment des ambulances, des hôpitaux, des maisons de convalescence, des gouttes de lait, des pouponnières, des secours aux blessés, aux malades, aux femmes et aux enfants.

Art. 2. — Cette commission est ainsi constituée :

Président, M. Louis Barthou, ancien président du Conseil.

Vice-présidents : MM. Paul Doumer, sénateur, ancien président de la Chambre des députés ; Strauss, sénateur ; Cruppi, député, ancien ministre ; Landouzy, doyen de la Faculté de médecine.

Membres : MM. Pierre Baudin, Steeg, Puech, sénateurs ; Barrès, Charles Benoist, Denys Cochin, Groussier, Painlevé, Vaillant, députés ; Louis Dausset, conseiller municipal ; le médecin inspecteur Troussaint, Gustave Mesureur, directeur de l'assistance publique ; Edmond Delorme, médecin inspecteur général ; le comte d'Haussonville ; le marquis de Voguë, de l'Académie française ; M[mes] Carnot, présidente de l'Association des dames françaises ; Pérouse, présidente de l'Union des femmes de France ; le docteur Lequeux.

Art. 3. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 août 1914.

Par le président de la République :

RAYMOND POINCARÉ.

Le ministre de la guerre,
MESSIMY.

Le ministre de la marine,
VICTOR AUGAGNEUR.

Le ministre de l'intérieur,
MALVY.

En confiant la présidence de cette commission à M. Louis Barthou, on a réparé une injustice que la population ne comprenait pas.

Le *Matin* publie cet intéressant filet :

AVANT LE DÉPART

Ils légitiment leurs unions et reconnaissent leurs enfants

La mobilisation a permis aux Parisiens, appelés à la frontière, de montrer non seulement qu'ils sont décidés à faire leur devoir, mais encore qu'ils entendent rester — ou devenir — de bons pères de famille.

Dès la déclaration de guerre, les hommes ont afflué aux mairies, envahissant les bureaux de l'état civil afin de régulariser les situations douteuses qui, jusqu'alors, ne les avaient pas préoccupés. Pour faciliter ces régularisations, le Parquet a décidé que désormais les mariages se feraient sans publications préalables. Les maires ont été autorisés à en faciliter la célébration dans la mesure la plus large. C'est ainsi que quelques-uns ont été « bâclés », pourrait-on dire, en une demi-heure, sur une simple présentation d'un livret militaire pour l'homme ou d'un extrait de naissance pour la femme.

Toutes les classes de la société, d'ailleurs, ont tenu à faire leur devoir. Une mairie du Centre a régularisé ainsi, à la « housarde » la situation d'un capitaine de cavalerie qui présenta comme papiers sa commission d'officier.

Mais il n'y a pas eu seulement augmentation de mariages, dans une proportion de 55 % ; les bureaux d'état-civil ont eu à transcrire des légitimations nombreuses. Certaines mairies qui en avaient enregistré quatre ou cinq seulement dans le courant de juin et juillet, en reçurent, dans la seule journée du 4 août, où l'effort fut considérable dans tous les arrondissements, plus de dix. Ce ne furent pas seulement les quartiers populeux qui « donnèrent », les mairies des quartiers aristocratiques, comme les 8e, 15e et 16e arrondissements, reçurent autant de déclarations. Quant aux reconnaissances d'enfants naturels, leur nombre a augmenté de 60 et 70 % dans tous les quartiers.

Le chiffre des décès pendant les premiers jours de mobilisation resta stationnaire et l'on eut à constater simplement que les cérémonies funèbres devinrent plus simples. Plus de pompons, plus de panaches ; l'unification s'est faite dans les convois ; aujourd'hui, le pauvre, comme le riche, va dormir son dernier sommeil accompagné des seules femmes.

Et je relève dans l'*Intransigeant*, l'écho que voici :

La maison des « Annales » est aussi bourdonnante qu'en pleine saison. On n'y fait plus de littérature, ni

de conférences ; mais, Mme Adolphe Brisson, avec son infatigable activité, a déjà dressé, dans les salles studieuses, cinquante lits d'ambulance. On prépare des pansements, bandes, charpie, etc... Des jeunes filles qui applaudissaient Jean Richepin ne parlent plus que de médecine et de soins immédiats à donner aux blessés. Admirable émulation que secondent les amies de Mme Brisson. Celle-ci fait appel aux dons en nature, aux contributions de toutes sortes, qui, on peut le croire, seront, aux « Annales », bien employées.

Le même journal annonce que :

Comme la rue de Berlin, la rue d'Allemagne va disparaître et s'appellera rue Jean-Jaurès. Le président du Souvenir français, Samain, fusillé par les barbares à Metz, aura sa rue également, lorsque nous recevrons confirmation de l'abominable fusillade. Sans doute, nous aurons bien d'autres noms à ajouter. Il est déjà presque certain que le boulevard des Capucines ou de la Madeleine prendra celui de boulevard des Belges.

Voici quelques lignes de la *Liberté* qui ont trait aux Américains :

A Paris même, sous la direction autorisée de l'ambassadeur, M. Herrick, qui s'est acquis, ici, tant de sympathies, la colonie américaine organise des œuvres d'assistance et de secours. Des hôpitaux sont préparés par elle, pour nos blessés. Mme Herrick a recueilli, elle-même, dans la colonie américaine, des offrandes considérables et a organisé, au siège de l'ambassade, un ouvroir où les dames américaines travaillent pour les victimes françaises de la guerre.

La colonie américaine de Paris ne cesse, d'ailleurs, de donner chaque jour des preuves de sa sympathie pour la France. Cette attitude de la grande république sœur ne peut que mériter notre gratitude.

La Bourse, dans la séance de ce jour, a montré une certaine animation :

En valeur de banque, on compte : Crédit Lyonnais, 1300 ; Banque de Paris, 1140 ; Union Parisienne, 650 ; Crédit Mobilier, 415 ; Banque nationale du Mexique, 813.
Dans les autres groupes : 3 %, 75 ; Amortissable libéré, 82,50 ; Russe 1896, 60,50 ; 1909, 85 ; Parisienne de distribution, 440 ; Rio-Tinto, 1480.

J'apprends qu'un nouveau comité du secours national vient de se constituer, 21, rue Cassette ; il comprend comme membres : Mgr Amette, MM. Maurice Barrès, Léon Bourgeois, Denys Cochin, Mlle Déroulède, MM. Jean Dupuy, Hanotaux, Jouhaux, Lépine, Lévy, Adrien Mithouard, Henry Robert, et a pour but de distribuer d'urgence des secours aux femmes, aux enfants et aux vieillards. Il est présidé par M. Appel.

Il n'est de jour qui ne voie naître un nouvel acte de grande charité.

9 août.

Aujourd'hui, selon ses principes, le temps s'adapte fidèlement aux événements. Il est radieux, le soleil est éclatant.

C'est un soleil de victoire. Les journaux nous apportent, en effet, la confirmation de la prise d'Altkirch et de Mulhouse. On ne donne aucun détail.

On dit que c'est l'aile droite de l'armée française qui a entrepris une marche rapide par la trouée de Belfort, prévenant ainsi l'ennemi qui aurait pu avoir l'intention d'employer cette voie pour pénétrer en France, pendant qu'il immobilisait le gros de nos forces en Belgique. La marche de l'armée française fut une véritable course, paraît-il. Les officiers ne parvinrent pas à maîtriser leurs hommes dans leur indomptable mouvement en avant. Sans laisser à l'artillerie le temps de démonter les mitrailleuses, ils se ruèrent à la baïonnette...

Altkirch est pris, mais nos pertes sont sensibles parmi ceux qui ont donné l'assaut, en négligeant les mesures les plus élémentaires de prudence.

Dans le public on ne sait rien des pertes. Aujourd'hui dimanche, tous les Parisiens sont dans les rues ou sur les boulevards. On s'aperçoit ainsi que la densité de la population semble avoir singulièrement diminué; la circulation est relativement facile.

L'*Intransigeant*, qui vient d'ouvrir une pétition pour demander que le boulevard des Capucines s'appelle désormais boulevard des Belges, fait le

tableau suivant de Paris, en ce dimanche ensoleillé, jour de fête et de victoire :

La nouvelle de l'occupation d'Altkirch avait donné à Paris un air de fête. Des gens s'abordaient dans la rue, joyeux, rassérénés, et tous commentaient d'une voix vibrante le fait d'armes qui ramenait nos trois couleurs dans l'Alsace enthousiasmée.

Ce matin, ce beau dimanche, on a appris la prise de Mulhouse. Et la joie fut plus grande encore, plus profonde. « Enfin, nous sommes là-bas, nous y sommes bien ! » Et, pour tous ceux qui, depuis des années, vivent dans l'attente d'une pareille heure, c'est le rêve satisfait en partie et dont on ose enfin parler à cœur ouvert.

Paris, sous le ciel ensoleillé, a eu sa bonne journée aujourd'hui, sa journée glorieuse. Et comme pourtant Paris reste calme, garde cette mesure et cette dignité qui, depuis huit jours, ne l'ont pas un instant abandonné.

Il se passionne, mais il sait qu'il ne faut pas crier trop fort son bonheur, et que la patience, en ces jours de guerre, est la plus belle des vertus.

Voici le *Temps*, sur le même sujet :

A la nouvelle de cette belle victoire française, Paris n'a eu aucune de ces explosions qui font naître une inquiétude secrète au sein même de la joie. Des visages d'un calme riant, des groupes fraternisant, des conversations animées sans jactance et sans colère — oui, sans colère, malgré le sang versé de Samain et des autres martyrs — voilà ce que nous a fait voir et entendre Paris, au soir de cette journée mémorable. Tous les propos n'étaient que cœur, esprit et raison. Le premier élan n'était pas même pour crier : « Vivent nos soldats ! » mais pour dire : « Enfin, on va cesser de les tuer ! » Eux, les Alsaciens-Lorrains, nos frères, que l'arrivée foudroyante des nôtres a sauvés des exécutions. Plus d'un ici avait la touchante pensée de télégraphier aux parents, aux amis, dans les villes reconquises. Puis on concluait : « Ce n'est pas fini. Et ce sera dur ! » Voilà qui est le meilleur symptôme : on

a la claire vue des efforts et des sacrifices nécessaires. Partout on entend le mot de devoir, et nulle part, gageons-le, n'a été prononcé le mot de gloire.

« Jugeant n'avoir rien fait, tant il lui reste à faire », tel est Paris ; tel est l'esprit de toute la France. Il n'en est pas de plus rassurant.

Il est dit que cette guerre aura engendré des miracles. En voici un et qui n'est pas le moindre. C'est la conclusion de l'article de Gustave Hervé, dans la *Guerre Sociale* de ce matin :

Pendant qu'au chant de la « Marseillaise » ils entrent à Mulhouse et peut-être à Colmar, je songe à celui qui, pendant quarante-trois ans, incarna la revanche du droit.

Je pense au vieillard qui, malade, moribond, venait, il y a six mois, à la tête de ses fidèles de la Ligue des patriotes, pousser un dernier coup de clairon, à Champigny, et qui mourut sans avoir jamais désespéré.

Déroulède ! Déroulède ! Le drapeau de Valmy flotte sur Mulhouse !

Pendant la durée de la campagne, Gustave Hervé devrait appeler *La Guerre Sociale*, son journal, *La Guerre Nationale*.

Le général Joffre a adressé à l'Alsace cette proclamation qui a été aussitôt affichée et lue, avec passion, par les Alsaciens :

Enfants de l'Alsace,

Après quarante-quatre années d'une douloureuse attente, des soldats français foulent à nouveau le sol de votre noble pays. Ils sont les premiers ouvriers de la grande œuvre de la revanche ! Pour eux, quelle émotion et quelle fierté !

Pour parfaire cette œuvre, ils ont fait le sacrifice de leur vie ; la nation française unanimement les pousse,

et dans les plis de leurs drapeaux sont inscrits les noms magiques du droit et de la liberté.

Vive l'Alsace ! Vive la France !

Le général en chef des armées françaises.

JOFFRE.

A noter que la proclamation avait été emportée, paraît-il, tout imprimée. C'est du moins ce qu'on dit. J'ai de la peine à le croire. A lire attentivement ces lignes, il semble bien que le généralissime a apporté à leur rédaction une extrême circonspection.

M. Messimy, ministre de la guerre, a adressé au général en chef le télégramme suivant :

Mon général,

L'entrée des troupes françaises à Mulhouse, aux acclamations des Alsaciens, a fait tressaillir d'enthousiasme toute la France.

La suite de la campagne nous apportera, j'en ai la ferme conviction, des succès dont la portée militaire dépassera celle de la journée d'aujourd'hui. Mais, au début de la guerre, l'énergique et brillante offensive que vous avez prise en Alsace nous met dans une situation morale qui nous apporte un précieux réconfort.

Je suis profondément heureux, au nom du gouvernement, de vous en exprimer toute ma gratitude.

MESSIMY.

Ces notes n'ont pour but que de recueillir ce qui se passe à Paris.

Je me borne donc à signaler, sans commentaires, cette victoire qui remplit mon cœur de joie à la pensée du frémissement qui doit agiter toute l'Alsace. Que se passera-t-il dans ce paisible pays, si les Allemands le traversent en battant en retraite devant l'armée française ? Quelles atrocités vont-ils commettre ? On n'ose y penser.

Hier, dans l'après-midi, toujours avec l'espoir d'utiliser mes amitiés pour me rendre utile, je suis allé au ministère des beaux-arts. Pendant une heure, j'ai attendu Richard de Burghes, le chef du secrétariat particulier de M. Dalimier, le seul sous-secrétaire d'Etat qui ne soit pas parti aux armées, estimant avec juste raison qu'il a une mission indispensable à remplir, pendant ces temps troublés, dans le poste qu'il occupe d'ailleurs avec distinction.

Pour me faire prendre patience, mon excellent jeune camarade Georges Quellien, attaché au cabinet, me tient compagnie et me conte des histoires. Toutes ont trait à l'héroïsme des hommes partis sans un regard en arrière, et le courage des femmes, mères, sœurs, fiancées et, il faut le dire, amies.

Bien des « petites femmes » se sont montrées très braves et plus d'une ont eu le mot ou le geste de circonstance.

Il en est une, entre autres, me dit Quellien, à qui un jeune attaché faisait ce que nous appelons « du plat ». Depuis bientôt un mois, il la pressait vivement de céder à sa flamme. Elle se faisait prier, résistait, sans dire non, autorisant, par conséquent, tous les espoirs.

Voilà quelques jours, il renouvelait l'attaque avec une vigueur de plus en plus tenace, invoquant qu'il était mobilisable et allait rejoindre son corps.

L'argument produisit un certain effet sur la jeune femme dont la résistance sembla fléchir.

— Quand partez-vous? lui dit-elle en le regardant dans les yeux, l'air grave.

— Dans... une... douzaine de jours, hésita le soupirant.

— Oh ! alors, fit-elle, rassérénée, nous avons le temps d'en reparler.

Néanmoins, il insista, lui tenant les mains.

— Non, non, pas maintenant. Ne me retenez pas, je suis pressée, on m'attend.

— Où ? fit-il, indiscret comme un amoureux.

— Peu vous importe.

Et s'échappant, légère, elle ajouta :

— Il y en a d'autres qui partent demain.

N'est-ce pas délicieux ?...

Malgré les amusantes histoires que Georges Quellien me racontait avec toute l'ardeur de son tempérament d'étudiant qui garde, fraîches et jeunes, les impressions heureuses, las d'attendre, j'étais déjà sur le trottoir lorsque Richard de Burghes arrive enfin dans une voiture automobile munie d'un drapeau d'ambulance. Le chauffeur et deux jolis mannequins de la rue de la Paix qui occupent la banquette d'arrière — la couture chôme, ne l'oublions pas — portaient le brassard de la Croix-Rouge.

J'ai l'impression que de Burghes, qui avait réussi, en voyageant de Suisse en Angleterre, à éviter le service militaire et à se faire réformer, a trouvé à s'embusquer.

Je dus faire bien vite amende honorable.

Pour les deux jeunes femmes, il avait obtenu les bâtiments de l'ancienne Cour des comptes et l'autorisation d'y organiser une ambulance. Il est vrai que, lorsque tout fut décidé, Mme Noulens, femme du ministre des finances, la réclama et la fit mettre à son nom. Nos braves mannequins, un peu marris, ne se découragèrent pas pour cela et n'en continuèrent pas moins à remplir vaillamment leur tâche qui consiste à aller demander dans les milieux

aisés, et en particulier dans les hôtels, des serviettes, des draps, du matériel de cuisine, de vaisselle.

Aujourd'hui elles ont obtenu deux mille assiettes, quatre-vingts paires de draps, cent cinquante serviettes et beaucoup d'autres ustensiles.

Une partie de cette belle cueillette emplit l'auto.

Quant à lui, de Burghes, il a trouvé mieux que ça encore pour se rendre utile.

Il me prend par le bras, m'emmène à part et me fait voir un livret militaire tout neuf.

— Mais, tu es réformé.

— Je ne le suis plus. J'ai déjà, dans ma vie, me dit-il, fait bien des démarches afin d'obtenir des faveurs pour d'autres ou pour moi. Jamais je n'en ai fait autant et avec autant d'acharnement que pour obtenir celle de servir mon pays au moment du danger. Je viens de passer un conseil de revision, ma réforme est rapportée. Je pars demain pour rejoindre le régiment de ligne en garnison à Melun.

Je l'ai embrassé, sans rien dire. J'avais le cœur étreint.

J'emmène les deux ambulancières et Richard de Burghes dîner chez moi.

Elles, les deux mannequins, sont très lasses et, au dessert, leurs jolis yeux se ferment...

C'est à peine si elles ont la force de s'excuser d'être si peu élégantes.

L'une disait :

— Je n'ai pas été me faire onduler depuis huit jours.

Et l'autre d'ajouter :

— Et moi, je n'ai pas fait faire mes mains depuis la mobilisation...

C'est la guerre ! Tout à leur grave mission, elles s'étaient naturellement dépouillées de l'esprit

de coquetterie et de ses tyranniques inutilités. Qui aurait jamais cru ça de deux mannequins !

Aux gros souliers que porte de Burghes, j'aurais dû me douter de son prochain départ. Voulez-vous savoir si un Parisien va partir prochainement pour la guerre ? Regardez ses pieds. Si vous lui voyez de solides brodequins qu'il est en train de briser, c'est qu'il va rejoindre incessamment son régiment. Le moyen n'est cependant pas infaillible, car je sais quelques snobs qui, à force de briser des brodequins de guerre, finiront par les user sur le boulevard.

Dans la journée, j'avais rencontré Silvestre, le comique de music-hall, conduisant son auto. A côté de lui, le jeune Verneuil, ancien secrétaire du théâtre Fémina. Ils sont jeunes tous les deux, comment se fait-il qu'ils soient encore à Paris ? Néanmoins je constate qu'ils sont fortement chaussés ; c'est la preuve sans doute que leur départ est très prochain.[1]

Je fais part de mes réflexions à de Burghes qui me dit, non sans quelque irritation :

— Il y en a d'autres. Je dresse une liste, je les retrouverai après, si je reviens. Quand je pense, ajoute-t-il, qu'il y en a qui préfèrent être cochers, c'est-à-dire chauffeurs d'un ministre ou d'un fonctionnaire haut placé, alors qu'ils pourraient rendre les plus grands services, au front, par leur habileté reconnue de coureurs.

Et se carrant dans un fauteuil :

— On est bien chez toi ! Encore une pipe, la dernière, et que je te dise combien cette séance du 4 août, à la Chambre, a été poignante et d'une tragique beauté.

[1] Ils ont en effet rejoint peu de temps après.

— Plus bas...

Effondrés dans les fauteuils, « les mannequins » sont profondément endormis. Nous continuons à bavarder à mi-voix. De Burghes me rapporte des mots, des anecdotes entendus dans le salon de la Paix. En voici deux :

Pendant une suspension de la fameuse séance du 4 août, de nombreux députés entouraient M. Delcassé et, sachant quel rôle il avait joué comme ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, ils le questionnaient avidement.

L'un d'eux risqua :

— Croyez-vous que nous pouvons compter sur le tsar et que la Russie tiendra ses engagements ?

L'ancien ministre, redressant sa petite taille, riposta vivement par cette réponse tranchante :

— Je connais le tsar, c'est un honnête homme.

C'était bref, comme M. Delcassé lui-même, mais ça voulait bien dire tout ce qu'il voulait dire.

Un autre mot. Il est de feu Edouard VII (le père du roi d'Angleterre actuel), qui éprouvait un plaisir infini à séjourner à Paris.

Cela se passait chez le marquis de Breteuil, grand ami du roi. Le colonel Pénélon était parmi les invités. Après le dîner, au fumoir, on causait de l'empereur Guillaume. Enfoncé dans un confortable fauteuil, le roi Edouard VII, tirant méthodiquement de fortes bouffées de son gros cigare, écoutait silencieusement. Lorsque chacun eut dit son mot, il laissa tomber :

— Oh !... Guillaume, celui-là, je le connais mieux que vous. C'est mon neveu ; c'est un capon et un menteur...

Les histoires pourraient durer toute la nuit, mais il faut que de Burghes rentre, pour rejoindre de

bonne heure le lendemain matin. Il réveille sans ménagement ses deux compagnes.

Je les reconduis tous les trois. Il est onze heures environ. L'immense silence de tous les soirs règne sur Paris.

Au milieu de l'avenue Trudaine déserte est arrêtée une patrouille de la garde à cheval. Le brigadier et les deux agents cyclistes qui la guident questionnent un individu qu'ils ont surpris sur un banc à faire « des mauvaises manières avec une poule », dit le brigadier, un vrai « pète-sec ». Et il lui demande ses papiers.

L'autre a mauvaise figure et un vilain regard. Il tremble de peur.

Son livret militaire, qu'il présente d'une main vacillante, porte le feuillet vert avec la mention « doit rejoindre le deuxième jour de la mobilisation ».

Il claque positivement des dents. Il est certainement en défaut et bégaie des réponses entortillées, en présentant sa carte d'électeur. Et le brigadier de lui dire :

— C'est pas pour voter qu'on vous appelle en ce moment ; vous êtes un insoumis, venez avec nous.

La patrouille l'entoure et l'emmène.

Poursuivant notre route, nous arrivons à la place Blanche.

Je serre de Burghes dans mes bras en lui disant au revoir et en lui souhaitant bonne chance. J'embrasse les deux mannequins et je reviens chez moi.

Sur la chaussée vide du boulevard de Clichy qui s'allonge immense, je vois rôder pas mal d'ombres inquiétantes. Pourquoi n'aperçoit-on pas la moin-

dre patrouille sur cette longue avenue qui n'est déjà pas trop bien fréquentée la nuit, en temps ordinaire ?

La journée a été bonne. Espérons qu'il en sera de même encore demain.

Je revois rapidement les journaux pour consigner ici ce qu'ils donnent d'intéressant.

Dans la quatrième colonne de la « une » de l'*Information*, un large blanc indique que la censure militaire a exigé qu'on fasse sauter un « paquet », au moment du tirage. Il s'agit sans doute d'une nouvelle délicate.

Le *Gaulois* publie ces vers d'Henri de Régnier :

SALUT !

Salut ! ô premiers morts de nos premiers combats,
O vous tombés au seuil de la grande espérance
Dont palpite le cœur ébloui de la France,
Héros, je vous salue et ne vous pleure pas !

La gloire vous a pris, pieuse, dans ses bras,
Et d'un baiser d'amour sacre votre vaillance,
Et la victoire, avant que son vol ne s'élance,
Posera ses pieds nus où marchèrent vos pas.

Lorsque le Coq gaulois, de son bec héroïque,
Aura crevé les yeux de l'Aigle germanique,
Nous entendrons son chant vibrer au clair soleil :

Salut à vous, héros, qui, d'une main hardie,
Cueillerez le laurier triomphal et vermeil
Pour l'offrir à l'autel sanglant de la Patrie !

Plus loin cette rectification pénible, concernant un don de batteries qu'on s'était un peu pressé d'annoncer :

Un journal départemental publie, au sujet des batteries de 105, un entrefilet qu'il importe de rectifier. Il est bien exact que le Creusot a construit pour une puissance étrangère, qui est la Russie, un certain nombre de batteries de canons de 105. Mais ces batteries ont été entièrement livrées depuis un certain temps déjà.

Le Creusot a exécuté également, sur commande du gouvernement français, des batteries de canons de même calibre.

Et encore :

L'état de siège est déclaré dans la grande banlieue.

Ces informations sont tirées du *Journal* qui reparaît sur quatre pages. Les autres journaux, sauf *Paris-Midi*, ont repris leur ancien format, mais sur une seule page.

Dans tous on lit la reproduction d'une lettre au *Figaro*, dans laquelle Pierre Loti fait des excuses aux Serbes pour avoir médit d'eux. Il est temps. Que va-t-il dire de ses amis les Turcs, maintenant que, sur l'injonction de l'Allemagne, ils mobilisent, évidemment pour embêter les Russes.

Dans toutes les feuilles, les communiqués suivants :

Les échéances. — Des conférences ont eu lieu ces jours derniers entre les ministères de la justice, des finances, du commerce, au sujet de l'ajournement des échéances. On sait que le moratorium a été proclamé pour les engagements antérieurs au 31 juillet.

Comme la déclaration de guerre est du 3 août, la date sera prolongée jusqu'au 4 août.

Le moratorium sera de deux mois, il pourra être ultérieurement prolongé.

—

La Banque de France rappelle que toutes sommes peuvent être déposées au crédit des comptes ouverts

sur ses livres et librement retirées à vue en billets de banque.

L'approvisionnement du lait de Paris est largement assuré. Voici d'ailleurs les chiffres d'arrivage :

Le 2 août, 147,000 litres de lait ont été reçus à Paris; le 3, 160,900 ; le 4, 163,000 ; le 5, 210,000 ; le 6, 357,000; le 7, 380,000.

—

Les approvisionnements restent tout à fait normaux et les prix maxima établis ne sont pas atteints sur quelques denrées. C'est ainsi que les pommes de terre sont, en raison d'importants arrivages, au cours de 18 à 22 francs les 100 kilos.

—

Le ministre de l'intérieur, dans une dizaine de jours, mettra des trains à la disposition des personnes qui désirent quitter Paris et prendra des mesures afin de faire payer très régulièrement les allocations aux familles nécessiteuses des soldats sous les drapeaux.

D'une lettre de M. Mesureur, directeur de l'assistance publique :

Un millier d'enfants abandonnés, par suite du départ sous les drapeaux de leur père, veuf ou divorcé, ont été recueillis jusqu'à ce jour à l'hospice des enfants assistés, rue Denfert-Rochereau.

En ce qui concerne les femmes enceintes, je m'engage à faire accoucher gratuitement, soit dans les hôpitaux, soit dans les maternités, soit chez les sages-femmes agréées par l'administration, toutes les femmes qui se présenteront au bureau de bienfaisance de leur arrondissement.

Parmi les nouvelles, voici les plus importantes :

Le colonel Marchand est réintégré dans son grade et va repartir.

M. Mirman, directeur de l'assistance et de l'hygiène publique au ministère de l'intérieur, est nommé préfet de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de M. Reboul.

M. Reboul est depuis trois jours atteint d'une grave crise d'urémie.

M. Mirman quittera Paris ce soir, à six heures, pour aller rejoindre son poste.

M. Morain, directeur du personnel au ministère de l'intérieur, avait prié le ministre de le désigner pour ce poste frontière, mais M. Malvy a estimé que la création de nombreux et nouveaux organismes rattachés au ministère de l'intérieur et dont le fonctionnement doit être assuré pendant toute la durée de la guerre par l'administration préfectorale, rend indispensable le maintien à Paris du directeur du personnel.

M. Mirman, dans ce poste périlleux, emmène avec lui, comme attaché, le chansonnier, qui est aussi un doux poète, Dominique Bonnaud.

—

Nous apprenons que les grands magasins « Aux Trois-Quartiers », dont MM. Potier frères sont les propriétaires, ont, dès la déclaration de la guerre, préparé et mis à la disposition du ministre de la guerre de grands locaux spécialement aménagés pour recevoir des blessés. Nous savons également que le personnel de cette maison s'est offert pour aider à assurer le service de cette ambulance.

Les magasins de la Samaritaine ont mis à la disposition du ministère de la guerre une ambulance de cent lits.

—

La Compagnie suisse d'assurances contre les accidents, « La Zurich », 9, rue Pillet-Will, vient de faire offre de son dispensaire médical, de vastes locaux avec quarante lits, et de deux voitures automobiles, pour le service de la Croix-Rouge.

Une bonne nouvelle pour les Parisiens ! C'est la réorganisation des services de transport en commun, annoncée en ces termes :

Le préfet de police a réuni hier dans son cabinet, en présence de MM. Dausset et Chassaigne-Goyon, conseillers municipaux, et Brunet, député de la Seine, tous les directeurs de compagnies de transport en commun. M. Hennion avait voulu se concerter avec eux sur les mesures à prendre d'urgence, dans le but d'assurer des services de transport dans les conditions les plus favorables.

Il a été convenu, d'un commun accord, que pour remédier à la pénurie du personnel par suite de la mobilisation, les compagnies recruteraient immédiatement parmi les hommes indisponibles un personnel de fortune auquel on donnera les enseignements techniques indispensables pour assurer la sécurité des voyageurs ; ce personnel sera engagé pour la période de la guerre. On fera, au besoin, appel aux femmes des employés appelés sous les drapeaux, pour leur confier des fonctions qui ne nécessitent pas de connaissances spéciales.

Tous les directeurs des compagnies ont approuvé ces mesures et affirmé à M. Hennion qu'ils lui donneraient leur concours absolu et que d'ici peu de jours les services de transport en commun fonctionneraient de façon à donner à la population parisienne toute la satisfaction possible.

Le directeur de la compagnie des bateaux parisiens, dont le service était supprimé depuis quelques jours, avait été également convoqué ; il a annoncé au préfet de police que, suivant toute probabilité, ce service pourrait reprendre dès aujourd'hui dimanche.

A signaler encore, d'après l'*Intransigeant*, le départ des volontaires belges qui s'est effectué ce matin, à la gare du Nord. Quatre cent cinquante volontaires s'étaient réunis, à neuf heures et demie, 86, avenue de Clichy. Le départ a eu lieu vers dix heures. Escortés de nombreux Parisiens, et précédés de la 17e section des vétérans des armées de terre et de mer avec son drapeau, les Belges ont pris allègrement le chemin de la gare du Nord

C'est au milieu d'un enthousiasme considérable que la promenade s'est effectuée. Le chant de la

Marseillaise alterne avec la *Brabançonne* ; on crie : « Vive Liége ! » et « Vive Mulhouse ! »

A la gare du Nord une foule nombreuse, mal contenue par un important service d'ordre, attendait les volontaires ; de folles acclamations les accueillirent. Des femmes offrent des bouquets qui sont immédiatement attachés au drapeau.

L'embarquement a lieu dans l'ordre le plus parfait. L'itinéraire comporte Tournai et Bruxelles où le train arrivera ce soir.

Des dames de la Croix-Rouge accompagnent les volontaires. Les chants et les acclamations n'ont cessé qu'au départ du train qui a eu lieu à 11 h. 50.

Ajoutons qu'un second départ de volontaires belges se fera la semaine prochaine.

N'oublions pas un filet documentaire du *Journal* où l'on explique :

COMMENT FUT FAITE LA RÉQUISITION DES AUTOMOBILES

Voici quelques détails précis sur la façon dont s'est faite, à Paris, la réquisition des voitures automobiles destinées à l'armée. Ils montrent avec quel soin s'est effectué le choix et fut réglée l'organisation de cette partie délicate.

Les automobiles réquisitionnées étaient amenées devant une première commission composée d'officiers. On examinait les papiers de la voiture d'abord au point de vue de la puissance. Certaines marques, dont les usines n'avaient pas le nombre nécessaire de pièces de rechange suffisantes pour certains types de voitures, étaient également éliminées.

Puis les officiers spécialistes examinaient le véhicule ainsi accepté au point de vue de l'utilisation de la carrosserie. Il était ainsi procédé à un second choix.

Venait enfin l'examen technique. Des chauffeurs con-

nus, et parmi lesquels il y eut plusieurs rois du volant, montaient sur le siège, faisaient tourner le moteur en accéléré, en ralenti, afin de se rendre compte du jeu des têtes de bielle, du cognage. Ils embrayaient, débrayaient, roulaient, faisaient marche arrière, essayaient les freins et déclaraient que la voiture, ainsi acceptée comme type utilisable, était en bon état ou en mauvais état, reçue ou refusée.

Les voitures reconnues en bon état étaient alors renvoyées à Issy-les-Moulineaux, où une dernière commission d'examen procède à l'achat, après avoir vérifié les organes de fatigue. Puis on classait les voitures par marques et, dans chaque marque, par types placés sur une même rangée. Les mécaniciens des usines mobilisés étaient affectés chacun aux voitures de leurs marques et ils prenaient possession de la voiture qui leur était confiée. Il y eut un choix rigoureux, simple, aboutissant tout de suite à des groupements donnant le maximum d'utilisation et la plus grande facilité de conduite et d'entretien, puisque les voitures de même marque et de même type forment de véritables petites escouades automobiles placées entre les mains des propres mécaniciens de l'usine.

Les journaux rappellent que M. le baron Henri de Rotschild, qui vient d'être fait officier de la Légion d'honneur pour services rendus au Maroc, avait été victime d'une tentative d'assassinat, heureusement avortée, de la part d'un crémier, François Prudon. Ce malheureux vient d'être enfermé dans un asile d'aliénés.

Enfin, voici le nouveau règlement concernant la circulation:

RÈGLEMENT DE LA CIRCULATION

Dans Paris. — La circulation est entièrement libre dans Paris, quel que soit le mode de locomotion.

Hors Paris. — Piétons, cavaliers et voitures, à traction animale. Les piétons, cavaliers et voitures à trac-

tion animale pourront, à toute heure du jour et de la nuit, entrer dans Paris ou en sortir. Ils peuvent circuler, quelle que soit leur destination, sans être munis de sauf-conduit.

Chemins de fer et tramways. — Les personnes voyageant hors Paris en chemin de fer et tramways doivent être munies d'un sauf-conduit délivré par un commissaire de police ou, à défaut, par le maire de la localité où elles ont leur domicile ou leur résidence. Par exception et jusqu'à nouvel ordre, sont dispensées de ce sauf-conduit les personnes voyageant par les chemins de fer ou tramways de la banlieue, à l'intérieur de la grande ceinture.

Bateaux. — Les personnes voyageant hors Paris en bateaux doivent être munies d'un sauf-conduit délivré par le commissaire de police où elles ont leur domicile ou leur résidence. Par exception et jusqu'à nouvel ordre, sont dispensées de ce sauf-conduit les personnes allant en bateau-omnibus en aval jusqu'à Suresnes et en amont jusqu'à Charenton.

Bicyclettes. — Les personnes voyageant à bicyclette hors Paris doivent être munies d'un sauf-conduit délivré par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire de la localité où elles ont leur domicile ou leur résidence. Aucune dispense ne sera accordée. Elles pourront, à cette condition, entrer dans Paris ou en sortir à toute heure du jour.

Automobiles et motocyclettes. — 1) Voitures et motocyclettes non militaires :

Les voitures automobiles et motocyclettes non militaires ne peuvent circuler hors Paris que de 4 h. 30 à 19 h. 30 (4 heures du matin à 7 h. 30 du soir).

La circulation est interdite de la façon la plus rigoureuse à l'intérieur des zones des armées.

Les peines les plus sévères sont édictées par le général en chef pour réprimer les infractions à cette règle.

En dehors de la zone des armées, elles sont soumises aux obligations suivantes :

1° Les automobiles et motocyclettes non militaires devront, pour circuler dans les communes du département de la Seine autres que Paris, être munies d'un laissez-passer délivré par le préfecture de police dans-

rection générale de la circulation et des transports, caserne de la Cité).

2° Les autos et motocyclettes non militaires sortant du département de la Seine devront être munies d'un sauf-conduit délivré par le ministère de la guerre (direction de la Sûreté générale, rue des Saussaies).

b) Voitures et motocyclettes militaires. — Les automobiles et motocyclettes militaires peuvent circuler librement, de jour et de nuit, sous la double condition que le conducteur porte l'uniforme et soit muni d'un ordre de service délivré par l'autorité militaire à laquelle appartient la voiture.

Observations importantes. — Tous les sauf-conduits et laissez-passer délivrés jusqu'à ce jour par la préfecture de police ou le commissaire devront être renouvelés avant le 21 courant.

Le préfet de police,
HENNION.

Approuvé :

Le général de division,
gouverneur militaire de Paris,
MICHEL.

Décidément, la vie est bien changée...

10 août.

Le courrier m'apporte des lettres de soldats : du territorial mon ami Trébla, le revuiste connu, qui a dû laisser sa femme et ses deux enfants pour aller garder la gare de la Courneuve ; et du brave Pierade, qui eut le mot terrible : « N'emporte pas de rouge, il y en aura assez ! »

A cette heure, le clair village dont celui-ci m'envoie la photo, Neufchâteau, est en pleine tourmente.

Je connais Pierade : grand, osseux, vigoureusement charpenté, je suis sûr qu'il fera très bien tout son devoir. Il est maréchal des logis dans l'artillerie. Sa pièce sera bien commandée et fera de bonne besogne.

Dans la rue des Martyrs, je rencontre Raphaël Flateau, directeur de la Cigale, qui appartient à l'armée auxiliaire. Il est impatient de partir. Son ami, le docteur Guillet, qui a revêtu l'uniforme d'aide-major de première classe, l'accompagne. Ce dernier est très bien renseigné, grâce à des relations très sûres qu'il a à l'Intérieur; et il me dit que, pas une fois, la justice militaire n'a eu à sévir dans l'armée en campagne.

Il n'y a pas eu, parmi les huit cent mille mobilisés actuellement sous les drapeaux, non seulement un insoumis, mais un retardataire qui n'ait pu présenter une excuse valable.

Il n'y a pas d'hommes punis dans l'armée française. Pardon, si : il y a ceux qui ne sont pas au premier rang.

Il paraît que nos pertes à Altkirch sont très inférieures à ce que l'on avait dit. Le gouvernement fait annoncer une centaine de morts et de blessés.

Je me plais à croire que c'est l'exacte vérité.

On me répète que l'ardeur de nos troupiers était telle que leurs officiers n'ont pu les retenir, et que, sans donner le temps à l'artillerie d'entrer en action, ils se sont jetés à la baïonnette sur les mitrailleuses qui défendaient la ville, où ils sont entrés sans coup férir... mais en laissant pas mal de camarades sur le carreau.

Rien de saillant. Nous sommes de nouveau dans une période d'attente comme celle qui a précédé les dernières nouvelles, qu'il semble bien qu'on nous ait données un peu tardivement.

La journée est très chaude et le soleil est brûlant.

Sur le boulevard, un assez grand nombre de boutiques sont ouvertes. Cependant Fashionable-House, le Sport, Delion du passage Verdeau ont placé leurs grilles de fer. Par contre, dans les rues adjacentes, plus de soixante pour cent des magasins ont clos leurs volets.

La circulation des piétons est assez animée. Il y a moins de véhicules qu'en temps ordinaire, mais plusieurs stations axiales de voitures se sont reformées.

Sur le boulevard, tous les jours, vers cinq heures, c'est comme un grand silence qui se produit : c'est l'instant où notre grand journal du soir, *Le Temps*, vient de paraître. Tout le monde lit anxieusement. Je remarque que les nombreuses éditions des autres feuilles continuent à être vendues par de jeu-

nes ouvrières. Le chômage est dur pour ces petites fées des multiples industries parisiennes.

Un train de grosses voitures du Printemps défile à toute allure sur le boulevard. Elles partent pour l'Est et sont conduites par des hommes du génie.

J'apprends que l'administration de la Banque de France a fait verser, à tous ceux de ses employés qui étaient appelés, deux mois d'appointements d'avance, imitant ainsi les autres administrations financières privées. C'est très bien.

Le *Gil Blas* reparaît. Pour combien de temps...?

Le *Monde Illustré* a cessé de paraître momentanément. Jean-José Frappa, son rédacteur en chef, est officier de réserve. Je ne sais pas où il est, mais je suis bien sûr qu'il y est arrivé dès le premier jour pour faire son devoir.

On est surpris de constater que de nombreux cafés, « maisons très françaises », comme ils s'intitulent, continuent à vendre, sans en manquer, de la bière allemande ou autrichienne. Je viens d'avoir la clef du mystère. Il paraît que de tous temps, même pendant la paix, c'était de la bière française. Oh ! snobisme...

Rencontré quelques réservistes des zouaves, en permission. Est-ce l'aspect de leur costume un peu débraillé ? mais il m'a semblé que leur tenue participait de l'aisance plutôt que de la correction.

Aujourd'hui a lieu le tirage des obligations de la Ville de Paris. Le gagnant de cent mille francs pourra se présenter au guichet, il sera payé rubis sur l'ongle.

Paris tout entier s'est déjà adapté à son nouveau genre d'existence et tout semble parfaitement régularisé.

Les vieux gardiens qui veillent sur les squares, où jouent nos enfants, ont arboré leurs décorations et ceint leur revolver d'ordonnance.

A tous les carrefours, et en particulier faubourg Saint-Denis, des chanteurs ambulants font entendre des refrains patriotiques.

Je remarque qu'à la sortie du travail, la longue artère qui commence à la Porte pour finir au boulevard Magenta est très animée et très poussiéreuse. Il est six heures du soir et je viens de la rue du Château-d'Eau.

Je suis allé à la découverte, pour essayer de me procurer un peu de pétrole, de plus en plus rare dans presque tous les quartiers. Le marchand de couleurs qu'on m'avait indiqué, en a encore une provision et, après d'assez longs pourparlers, veut bien, quoique je ne sois pas son habituel client, m'en céder deux litres. Les frais de luminaires vont certainement augmenter.

Déjà le pétrole manque. Que sera-ce cet hiver ? La guerre ne sera pas finie, loin de là. Aussi est-il bon de s'approvisionner, dès maintenant, de charbon et de pétrole... Provisions et prévisions !

Pourquoi rencontre-t-on une telle quantité de médecins coloniaux ? Sans doute parce que c'est dans cette arme, dont un dépôt est à Paris, qu'on a versé tous les médecins de réserve non affectés. Est-ce bien là la raison ? Mystère... des colonies, dirait Curnonsky, que je voudrais bien voir revenir. Je lui ai écrit dans ce sens à Paradis-Pomolin. Ma lettre lui parviendra-t-elle ?

Vers huit heures, comme tous les jours, je passe à la brasserie Paul. Les habitués sont plus clairsemés et ceux qui restent se sont déjà fait tondre à l'ordonnance et portent de gros souliers. Les quelques jolies théâtreuses qui restent aussi ont perdu l'habitude de souper. Elles dînent tranquillement.

Lorsque, en entrant, j'annonce que j'ai des nouvelles de Pierade, l'une d'entre elles se lève brusquement, ses beaux yeux s'arrondissent se fixant sur moi, interrogateurs. Ils me posent une question pressante. Aussi j'ajoute, ostensiblement :

— Il va très bien. Il est très content.

En sortant, je m'approche de celle que la nouvelle annoncée par moi avait si vivement intéressée.

— Eh ! bien, ma chère enfant, vous avez l'air d'une pauvre délaissée et comme on dit en temps de paix : Vous voici veuve.

— Mon Dieu oui, ils sont tous partis en même temps.

Au bureau 68, où je vais jeter mon courrier, tous les employés portent le brassard bleu avec la mention brodée « Postes et Télégraphes ».

A tous les guichets on met en vente des enveloppes d'un modèle officiel pour écrire aux militaires en campagne.

En voici la reproduction ci-contre.

Au moment de regagner mon domicile, à la terrasse de l'auberge du Clou, contiguë à celle de Paul, j'aperçois Dorville. J'en suis un peu surpris. Lorsque je l'avais vu partir si bravement, je croyais que c'était pour la frontière. Il paraît que ce n'était, momentanément, que pour l'Ecole militaire où

CORRESPONDANCE MILITAIRE

Nom et Prénoms
du destinataire :
Grade ou emploi :

Régiment
Bataillon
Escadron
Compagnie
Batterie
Section

à (1)

par (2)

État Major

Quartier général
Service

(1) [illegible]

(2) [illegible] dépôt du Corps.

il est affecté à la conduite des « poids lourds » ; les petits « poids » étant, sans doute, réservés à son camarade Dranem.

Cette journée a été un peu monotone. Aussi est-ce aux journaux que je vais demander de quoi alimenter ces notes quotidiennes.

Voici un extrait du *Temps*, tiré de « Dans les rues de Paris » :

Rue de Castiglione, rue de la Paix, rue de Rivoli, la plupart des magasins et des boutiques sont fermés. Un grand nombre d'appartements portent l'écriteau : « A louer ».

Un fait qui montre bien à quel point la population parisienne est sûre de l'avenir : certaines personnes, au début des hostilités, avaient entassé des provisions de toutes sortes. Il en est même qui avaient poussé l'excès de prévoyance jusqu'à installer chez elles des clapiers. Mais leurs propriétaires estiment aujourd'hui que ce surcroît de provisions est inutile et ils se sont séparés de leurs mal odorants pensionnaires.

Dans les gares du Métro, les contrôleurs mobilisés sont remplacés par des femmes. L'uniforme de celles-ci a beaucoup de succès ; c'est un simple costume de coutil avec un brassard rouge : des petits drapeaux français, anglais, belges et russes sont épinglés au corsage comme un bouquet de fleurs. Le service marche bien. Tout le monde, employées et public, veut l'ordre et la discipline.

Les moyens de transport s'améliorent progressivement. Plusieurs lignes de tramways électriques, sur lesquelles le trafic avait été totalement interrompu pendant les premiers jours de la mobilisation, ont été déjà remises partiellement en service. C'est ainsi que l'on peut voir quelques voitures en circulation sur les lignes « La Muette-Taitbout », « Gare de l'Est-Montrouge », « Opéra-Les-Lilas », « Opéra-Aubervilliers ».

Le métropolitain a rouvert quelques-unes des stations qui avaient été fermées.

D'autre part, la compagnie des bateaux parisiens a repris son service depuis hier à midi. Elle assure les relations entre Auteuil et Charenton par des départs qui ont lieu toutes les dix minutes et, entre le Point-du-Jour et Suresnes, par des départs qui ont lieu toutes les quinze minutes, aux heures où les voyageurs sont le plus nombreux, et toutes les vingt minutes aux autres heures.

Sur les lignes de banlieue, les chemins de fer de l'Etat font dès maintenant doubler les trains les plus chargés.

De la *Presse*, aux Halles :

Les arrivages sont en moins grand nombre aujourd'hui et cela tient à ce que les expéditeurs de province ignoraient que le marché — en temps normal fermé le lundi — eût lieu. Malgré cela, il est amplement approvisionné, et les cours sont en baisse. C'est ainsi que les pommes de terre, qui étaient hier cotées de 18 à 22 francs les 100 kilos, valent aujourd'hui 16 à 18 francs. Les choux-fleurs et les choux sont respectivement au cours de 20 à 50 francs, et de 8 à 20 francs le 100, selon la provenance. Les haricots verts valent de 30 à 33 francs.

Au pavillon de la boucherie les arrivages sont sensiblement meilleurs que ces jours derniers, et les cours sont sans changement. En somme, la situation est très bonne. Aussi les acheteurs sont-ils très nombreux.

Le *Gil Blas* rappelle que les forts de la Meuse, devant Namur et Liége, ont été conçus par le général belge Brialmont, mais construits par un Français, Adrien Hallier, mort officier de la Légion d'honneur, et qui a élevé les fortifications de Cherbourg et de Brest.

Adrien Hallier était le grand-père de Mlle Dietz-Monin, au théâtre Juliette Clarens.

Du *Journal* :

MESURES DE SÉCURITÉ POUR PARIS ET LA BANLIEUE

Dans le but d'assurer la sécurité de Paris, et dans le département de la Seine, le préfet de police a pris, d'accord avec M. Mouton, directeur de la police judiciaire, les mesures suivantes :

Paris et le département de la Seine ont été divisés en deux secteurs, Est et Ouest : la ligne de partage passe par Montrouge, le boulevard Saint-Michel, le boulevard Sébastopol, le boulevard de Strasbourg et la rue du Faubourg-Saint-Denis ; chaque secteur est parcouru par un contingent d'inspecteurs de la police judiciaire disposant d'automobiles et de bicyclettes. Le secteur Est est placé sous les ordres de M. Bénézech, commissaire aux délégations judiciaires, et le secteur Ouest sous les ordres de M. Niclausse, commissaire à la direction de la police judiciaire. M. Mouton avec MM. Vallet, Poncet, Pachot, Darru, sont chargés du service central, c'est-à-dire surtout de la répression de l'espionnage.

ON EXPULSE DE PARIS LES ALLEMANDS ET LES AUTRICHIENS

Hier soir, à six heures, devant le dépôt de la préfecture de police, stationnaient dix grands « cars »; au volant se trouvaient des pompiers, dans chaque automobile se trouvaient quatre agents. On fit monter dans les voitures des Allemands et des Autrichiens : hommes, femmes et enfants. Ces étrangers seront probablement transférés à Nogent-le-Rotrou et à Flers.

Un important service d'ordre avait été organisé et maintenait la foule, nombreuse, qui assistait à ce départ.

De la correspondance Havas :

SYMPATHIES FRANCO-ITALIENNES

Une nouvelle preuve du fonctionnement merveilleux de nos services de chemins de fer

Alors que nos lignes et notre matériel sont réquisitionnés pour le transport des troupes, un acte élégant vient d'être accompli.

L'ambassadeur d'Italie à Paris, qui rejoignait son poste après un voyage en Norvège, interrompu par la guerre, ayant annoncé son débarquement à Dieppe, les autorités françaises décidèrent d'envoyer un wagon-salon constituant un train spécial pour ramener M. Tittoni.

Au dernier moment, un contre-temps s'était produit; c'est à Boulogne-sur-Mer que l'ambassadeur a touché le sol français, et un deuxième train spécial avec wagon-salon a été préparé en deux heures pour être substitué à celui qui attendait à Dieppe.

Le *Matin* rappelle un mot de Bismarck :

Le soir de la bataille de Champigny, en décembre 1870, le gouvernement de Paris fit demander à l'état-major allemand un armistice pour relever les cadavres qui jonchaient les rives de la Marne et surtout les champs glacés devant le parc de Cœuilly.

M. de Bismarck, consulté, répondit :

— Peuh ! à quoi bon ?... Les morts se trouvent aussi bien sur la terre que dessous.

Le même journal raconte l'anecdote suivante :

FRANÇAIS QUAND MÊME !

Le préfet de Seine-et-Marne, M. Dautresne, n'ayant pas trouvé le moyen de faire imprimer la proclamation du président de la République — les imprimeurs étant mobilisés — se rendit à la maison centrale de Melun.

Les prisonniers imprimeurs firent rapidement le travail. La tâche remplie, ils se rendirent auprès du directeur de la prison.

— Nous vous demandons de nous faire le plaisir, lui dirent-ils, de ne pas marquer ce gain sur notre livret.

Le directeur accorda cette grâce.

Qu'elle leur soit efficiente !

Au sujet de nos pertes probables, le ministère de la guerre donne les indications suivantes :

LES MORTS ET LES BLESSÉS

Pour ne pas fournir à l'ennemi la plus légère indication sur le mouvement de nos troupes, le gouvernement a interdit la publication de nos pertes en tués et blessés, les noms de ces victimes de la guerre, le lieu et le jour où elles sont tombées.

Néanmoins, désireux de renseigner les familles de nos soldats, le ministère de la guerre a ouvert, à la caserne du Panthémont, rue de Bellechasse, un bureau où on les renseignera. Les seuls renseignements communiqués seront ceux-ci :

« Le soldat X.... est mort au champ d'honneur, ou bien blessé, ou bien ne figure pas sur les listes de tués et de blessés. »

Les communications de noms ne pourront pas commencer avant demain au plus tôt, étant donnée la nécessité de vérifications, destinées à éviter de regrettables erreurs.

Voici un premier et douloureux exemple cité par *Paris-Midi* :

Comme la plupart des officiers français, le lieutenant de chasseurs à pied X.., lorsqu'il partit à la frontière, consigna dans une enveloppe quelques instructions pour le cas où il tomberait sur le champ de bataille. Il demandait notamment qu'on prévînt immédiatement l'abbé B..., vicaire à Versailles. Hier, comme il achevait sa messe, le prêtre reçut du ministère de la guerre un télégramme : « Lieutenant X.. mort au champ d'honneur. »

L'abbé s'en fut aussitôt remplir, auprès de la famille, sa douloureuse mission.

Le *Figaro* publie la lettre suivante. (Il semble qu'elle soit un peu prématurée. Surtout en ce moment où le théâtre de la guerre fait une concurrence terrible aux autres) :

9 août 1914.

Mon cher président et ami,

Il appartient au « Figaro », à M. Capus, à vous, à la Société des auteurs, d'émettre d'ores et déjà le vœu que la Comédie-Française inscrive au moins un acte d'un grand écrivain belge au programme de la soirée de réouverture. Cet acte étant désigné de préférence par le suffrage de leurs grands littérateurs qui illustrent notre pensée française.

Affectueusement à vous, Lugné-Poe.

Il y a aussi la réouverture de l'Opéra-Comique à quoi l'on pourrait penser.

Une reprise de *Richard-Cœur-de-Lion* ne semble-t-elle pas indiquée pour ce soir-là ?

Grétry était de Liége.

Voici, sur le généralissime, un très bel article paru dans le *Matin* — édition du matin car, comme le *Journal*, le *Petit Parisien* et le *Petit Journal*, il paraît deux fois par jour.

JOFFRE LE TACITURNE

Vous ne le connaissez pas ? Moi, je le connais bien pour avoir vécu souvent avec ses frères et avec lui, plus avec ses frères qu'avec lui, dans sa maison de Rivesaltes, où je me réfugiais, parce que ma maison, à l'époque des diligences, était trop loin du collège de Perpignan.

Très jeune, il était silencieux, très bon et très doux. Silencieusement il fut reçu, avant la fin de sa seizième année, bachelier ès-sciences, avec la mention, très bien,

et neuf mois après, fait unique dans les annales de notre grande école, avant d'avoir révolu ses dix-sept ans il était admis à la Polytechnique, avec le numéro 14.

Sa carrière, depuis lors, je ne vous la raconterai pas, ou je vous la raconterai brièvement. Surpris par la guerre de 1870, à la fin de sa première année d'école, il fit, comme tous, admirablement son devoir. Après la guerre, il fut chargé d'organiser les nouvelles défenses de Paris, et c'est par lui, sur ses plans, que furent créées les fortifications du secteur d'Enghien. Ce fut sur le talus d'un fort que le maréchal de Mac-Mahon, entouré de tout son état-major, appela un jeune lieutenant qui ne parlait pas et lui dit : « Je vous félicite, capitaine ! »

Capitaine à vingt-deux ans, c'était beau.

Mais on l'envoya dans l'Est pour organiser les ouvrages défensifs de Pontarlier.

— C'est très joli, me disait-il, mais je ne saurai plus faire que des fortifications. Je voudrais bien cependant commander des troupes.

Après Pontarlier on l'envoya au Tonkin faire des fortifications et même des casernes. Heureusement Courbet arriva, qui enleva la truelle au capitaine qu'il avait remarqué — et Courbet s'y connaissait en hommes — pour lui dire d'aller, l'épée à la main, gagner des batailles. Joffre, à la tête de ses troupes, gagna, l'épée à la main, toutes les batailles dont on voulut bien lui confier les destinées. Il alla à Formose avec Courbet et, sous le feu de l'ennemi, organisa la défense de l'île. Puis on l'envoya à Madagascar construire les fortifications de Diégo-Suarez qui passent pour les merveilles du genre. Il partit enfin pour le Dahomey avec le colonel Bonnier, qui fut battu et tué par les Dahoméens. Joffre, qui commandait l'arrière-garde, rallia les fuyards, culbuta les ennemis et, sans mot dire, pénétra le premier dans Tombouctou.

Depuis lors, il n'a plus quitté la France. Professeur à l'École de guerre, directeur du génie, général de brigade, général de division, commandant de corps d'armée, il a pu donner à son génie de stratège et d'organisateur son plein développement. En parlant de ses instructions, le lieutenant-colonel Rousset écrivait, il y a dix-huit mois, dans la « Liberté » : « C'est du Napoléon Ier et de la bonne époque ! »

A l'unanimité, il a été désigné comme chef suprême

de nos armées, par les membres du conseil de la guerre, sur la proposition du général Pau lui-même.

Il n'avait pas dit un mot pour obtenir cet honneur suprême. Il n'a pas dit un mot pour le refuser.

Et maintenant, un souvenir :

J'étais à Dresde, en 1911, à l'époque d'Agadir. La délégation des parlementaires, dont je faisais partie, avait été invitée officiellement à un grand dîner par le maire de la capitale saxonne. La gravité des circonstances fermait nos lèvres. Pendant le dîner la conversation restait, si j'ose dire, strictement protocolaire. A la fin, les langues allemandes se délièrent. Au fumoir, le président de l'exposition de Dresde, qui pensait sans doute que je serais plus prolixe que mes collègues, me dit à brûle-pourpoint :

— Que pense-t-on de la situation actuelle en France ?

Je ne répondis pas.

Il renouvela la question.

Je ne répondis pas davantage.

L'Allemand, francophobe, comme toute la bourgeoisie allemande, s'exaspéra.

— Oui, je sais bien qu'un soldat français vaut deux soldats allemands ; mais vous n'avez ni discipline, ni généraux !

Je suis comme les cigales, quand on me gratte le ventre, je fais de la musique.

— Nous n'avons pas de discipline ! Vous avez raison. Nous n'avons pas de discipline. Nous n'avons pas « votre » discipline. Nous l'avons remplacée par l'amour des officiers pour leurs soldats et par l'amour des soldats pour leurs officiers, grâce à quoi nos officiers feront passer leurs soldats par des trous d'aiguilles. Nous n'avons pas de généraux! C'est entendu. Et vous? Et lesquels ? Et sur quelles preuves ?... En fait de généraux français, je n'en connais qu'un, mais je le connais bien. C'est le généralissime. C'est le général Joffre. Je vous engage à ne pas vous frotter à lui.

L'Allemand ne répondit pas.

Joffre le « Taciturne » va répondre.

D[r] P. Pujade.

Ancien député des Pyrénées-Orientales.

Encore une poignée de nouvelles cueillies un peu partout :

Le gouvernement français a décerné la médaille militaire au roi des Belges. Nous savons tous pourquoi.

La police a arrêté hier matin un industriel du douzième arrondissement qui, dans la soirée précédente, avait affiché sur la porte de son établissement une dépêche fantaisiste sur les opérations de guerre.

Un bijoutier des Lilas, qui s'était mis dans le même cas, a été l'objet d'une mesure analogue.

Tous deux seront poursuivis pour délit de fausses nouvelles.

L'usine de Dion-Bouton est maintenant militarisée et constitue une simple annexe de l'atelier de Vincennes. Des ouvriers mobilisés y travaillent sous la direction de M. de Dion, de M. Bouton et de M. Lecœur, directeur général, à la fabrication de véhicules divers pour l'artillerie et l'aéronautique.

Il en est certainement de même des autres usines d'automobiles, notamment dans les maisons Panhard, Renault, Clément, Delahaye, etc.

Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul ont ouvert des fourneaux populaires où l'on distribue des soupes gratuites : 117, rue de Ménilmontant, et 42, rue Planchat.

Au Bois, le « Pavillon tyrolien » est devenu le « Chalet des deux lacs ».

L'avis suivant est affiché à l'Hôtel-de-Ville :

« Le service des secours de l'Hôtel-de-Ville est supprimé.

« Les personnes désirant être aidées doivent s'adres-

ser à la mairie de leur arrondissement qui a reçu, depuis jeudi, les instructions et l'argent nécessaires.

« Quand le mari est parti au régiment, la mairie doit donner tous les jours 1 fr. 25 à sa femme et 50 cent. à chaque enfant. »

—

Une œuvre intéressante :

Il vient de se constituer sous ce titre : « L'aide aux femmes des combattants », une œuvre destinée à distribuer, deux fois par jour, des soupes avec des portions de viande aux femmes et aux enfants des combattants.

Comme on le verra par l'ordre du jour suivant, les égoutiers « se montrent à la hauteur de leur tâche en faveur de l'humanité par l'assainissement.... ».

CHAMBRE SYNDICALE DES OUVRIERS EGOUTIERS DE LA VILLE DE PARIS ET DE L'ASSAINISSEMENT

Le conseil d'administration, dans sa réunion du 6 août, a décidé que, devant l'agression dont nous sommes victimes, tous les ouvriers doivent se défendre. Les syndicalistes, appelés longtemps des sans-patrie, doivent montrer l'exemple, ceci est chose faite. Mais tout le monde ne part pas ; ceux qui restent ont le devoir de dépenser toute leur énergie dans la besogne dont ils ont la charge et se souvenir qu'en 1870 la Ville de Paris enregistrait cinq mille décès par semaine ; c'est dire que la peste et le choléra font plus de victimes que les balles. Donc, plus de récriminations, montrons-nous, comme toujours, à la hauteur de notre tâche, en faveur de l'humanité, dans l'assainissement de notre ville.

Le secrétaire :

ALMOUZ.

On ne saurait mieux laisser... égoutter la vérité.

Il paraît que Gabriel Dupont, le compositeur de *La Cabrera* et d'*Antar*, dont on annonce le décès, est mort, seul, en sa petite maison du Vésinet.

Il fallut une demi-journée de recherches avant d'avoir un cheval pour traîner le corbillard et celui-ci ne fut suivi que par trois personnes : la mère de l'artiste, Mme Vix, son interprète, et une inconnue.

Et, pour clore les notes de ce jour, trois échos du *Gil Blas*, de l'*Intransigeant* et de la *Liberté* :

Tristan Bernard conduit son fils au train.
— Où va-t-il ?
— A Langres...
Et l'écrivain évalue :
— Fauteuil d'orchestre de huitième rang...

—

Un des fils de Georges Feydeau est sous-lieutenant au fort de Troyon. L'autre, élève de huitième, à Paris. Et celui-ci, quand on lui annonça la première bataille, de dire :

— Allons bon, encore une guerre à apprendre !!!...

—

A la gare de l'Est, parmi les mille adieux des parents aux mobilisés. Accompagné par sa vieille mère, un ouvrier, un colosse frisé, domine la foule de ceux qui avancent comme lui vers la gare. La mère se répand en tendres recommandations.

Alors, l'ouvrier se forçant à la gaîté, pour briser l'émotion du départ qu'il sent peser sur lui :

— C'est pas tout ça, la mère, qu'est-ce que tu veux qu'on te rapporte de Berlin ?

Alors la mère, du tac au tac, sans avoir réfléchi un instant et couvrant son enfant d'un regard d'amour :

— Ta peau !

Jurandon, le patron de la maison « Paul », est cuisinier à Vincennes, et Hannaux, le secrétaire géné-

ral du *Radical*, est affecté au service de « l'affectation ». Il paraît qu'il compte au corps des interprètes.[1]

J'oubliais de noter que j'avais aperçu, montant en auto, devant Old England, mon ami Paraf en lieutenant d'artillerie. Il accompagnait un général de brigade dont il est sans doute l'officier d'ordonnance. Il avait vraiment bonne tournure dans la tunique noire à collet rouge.

Celui-là aussi fera bien son devoir.

[1] Il fut versé par la suite au Service des recherches et renseignements.

11 août.

Chaleur implacable, soleil violent, heureux présages.

Journée d'attente, les armées se concentrent pour se ruer les unes sur les autres. De renseignements ? Aucun, et le ministre de la guerre, M. Messimy, s'en tient impitoyablement aux promesses qu'il a faites aux directeurs de journaux, devant le président de la République :

— Je ne vous dirai pas tout, mais je ne dirai jamais de mensonges.

La preuve, c'est qu'il n'a pas hésité à annoncer aujourd'hui la nouvelle de l'évacuation de Mulhouse à la presse qui, avec une unanimité touchante, s'est évertuée à la présenter favorablement au public. En somme l'occupation de Mulhouse ne serait pas plus importante pour la suite de la campagne, que ne l'aurait été, pour les Allemands, l'occupation de Nancy.

L'essentiel est que nous occupions tous les passages et tous les cols des Vosges, et nous les tenons.

L'absence de nouvelles est vraiment pénible et l'on ne s'y fait que difficilement. A partir de maintenant si nous n'avons pas de nouvelles rapides, nous aurons au moins quelques descriptions des envoyés spéciaux.

Des dispositions viennent, en effet, d'être prises

par le ministre de la guerre, concernant les correspondants de journaux accrédités aux armées :

Ne pourront être admis à suivre les opérations des armées en campagne, en qualité de correspondants de guerre, que les représentants de la presse française, de nationalité française, non soumis aux obligations militaires, et des reporters étrangers appartenant à des pays alliés, correspondants de journaux de leur pays et connaissant parfaitement la langue française. Un journal ne pourra être représenté que par un seul correspondant de guerre.

Un journaliste français pourra être autorisé à représenter un journal appartenant à un pays allié.

Le ministre de la guerre fixera le nombre maximum de représentants de la presse à admettre aux armées, en distinguant numériquement :

Les correspondants de la presse parisienne ;

Les correspondants de la presse départementale ;

Les correspondants de la presse étrangère.

Quels que soient les événements heureux ou malheureux, qui se produisent, ils mettent toujours en mouvement l'imagination du peuple parisien qui s'ingénie à en tirer parti.

Les emblèmes pour boutonnières, aux couleurs des pays alliés, croissent et multiplient sous les aspects les plus divers. Un fabricant de fleurs a eu l'idée ingénieuse de fabriquer une petite bruyère, plante d'Alsace, aux trois couleurs. Cela s'enlève comme des petits pâtés.

Mais voici, à la page ci-contre, un chef-d'œuvre de mauvais goût ; espérons que dès demain la police aura interdit la vente de cette carte postale ridicule et niaise.

Boulevard de Strasbourg, un brave et honnête bijoutier-lunettier, qui a ses deux fils à la guerre, a, sur les conseils de sa femme, affiché la photogra-

Chemins de Fer de l'Est

TRAIN SPÉCIAL

Billet d'Aller et Retour

POUR BERLIN

Départ à toute heure

Visite des restes de Guillaume

Une choucroute garnie est offerte à tout visiteur

LES PREMIERS ARRIVÉS AURONT DROIT A UN POIL DE MOUSTACHE

Valable Août-Septembre 1914

phie de ses deux gas soldats. N'est-ce pas touchant ? Il a l'air de les donner en exemple. Mais l'exemple est inutile, tout le monde fait son devoir, quelquefois même avec trop d'empressement. Car, la mobilisation étant en avance de dix-sept heures sur l'horaire fixé et aucune défection n'ayant eu lieu, alors qu'une certaine marge avait été prévue, dans certains dépôts les hommes en surnombre ont dû être renvoyés. On les appellera pour combler les vides. Malheureusement ils ne tarderont pas à se produire.

A l'heure actuelle, le ministère de la guerre fait démentir le bruit que de nombreuses familles aient déjà reçu le redoutable télégramme : « Mort pour la patrie. » Il affirme n'en avoir expédié aucun.

Néanmoins, de nombreuses feuilles de renseignements, toutes préparées, ont été remplies par les parents anxieux.

Ont-ils reçu des réponses ?...

Les grands magasins du Printemps, galeries La Fayette, etc., ferment à six heures.

Les communications, cessant de fonctionner à huit heures, seront, à dater d'aujourd'hui, autorisées jusqu'à neuf heures par le préfet de police.

La journée est excessivement terne. A part le défilé d'un parc de génie territorial, sur les boulevards extérieurs, à sept heures et demie, pas un fait digne d'être signalé.

Le passage de ces troupes a soulevé un enthousiasme délirant ; on a décoré de fleurs les chariots, comme on a enguirlandé tous les trains qui partent depuis dix jours vers la frontière.

Un voyageur affirme qu'il y a deux mille blessés à Vichy. Cela n'a rien d'invraisemblable car, de mon côté, selon les indications que j'ai pu arracher à des gens renseignés, une formidable bataille serait amorcée en Belgique. Nous, nous allons essayer de rejeter les Allemands chez eux, en pénétrant à leur suite sur leur territoire, par le Nord — tout comme ils veulent le faire pour pénétrer en France.

Pendant ce temps, tout le long de la frontière, nous nous bornerons à contenir les forces ennemies qui essaieraient de la franchir.

Nous verrons. Attendons... Toujours attendre !...

Voici quelques extraits des journaux d'aujourd'hui :

Dans *Paris-Midi*, Maurice de Waleffe, qui va rejoindre son corps, remercie ses lecteurs de la fidélité qu'ils ont apportée à le suivre dans son effort quotidien ; et il dit très joliment :

> Mais ce n'est pas assez d'apporter sa pensée et sa vie. Il faut apporter maintenant sa fatigue et sa mort. Allons-y !

Sous ce titre « Paris sans journaux », Almeyreda publie, dans le *Bonnet Rouge*, le filet suivant qui est plein de bon sens :

> La guerre fut déclarée. Le gouvernement fit paraître un arrêté : « Toutes les éditions spéciales sont interdites. » Immédiatement, « Le Journal », « Le Matin », « Le Petit Parisien », « Le Petit Journal », firent des éditions spéciales. Aussitôt après, on vit surgir une foule de nouveaux journaux : « Le Clairon », « La Marseillaise », « La Nation », « Le Moniteur de la guerre », « Le Populaire », et vingt autres dont le besoin ne se faisait pas sentir.
> Les premiers jours, le public se jetait avidement sur

toutes les feuilles offertes à sa curiosité. Mais le public ne tarda pas à s'apercevoir que les journaux donnaient tous les mêmes informations.

Il en était même qui donnaient comme nouvelles de la dernière heure et comme venant de leurs correspondants particuliers, les informations publiées la veille par plusieurs de leurs confrères.

Des journalistes consciencieux s'en étaient aussi aperçus. Ils firent des démarches auprès des directeurs de journaux et adressèrent un appel à la presse française pour faire cesser cet état de choses. Ils disaient : « En vendant de multiples feuilles qui contiennent toutes les mêmes informations, vous volez le public. En multipliant les éditions, vous tuez, sans bénéfice pour personne, les journaux réguliers qui font vivre un personnel nombreux et intéressant. »

La réponse vint sous la forme de nouvelles éditions spéciales et de journaux nouveaux.

M. Charles Humbert, dont on se rappelle le retentissant discours, a apporté au *Matin* le sabre, le casque et le pistolet du lieutenant allemand von Marshall, tué dans un engagement à la frontière. Le *Matin* s'est fait un devoir de ne pas exposer ces dépouilles.

On se demande dans le public comment il se fait que M. Humbert ne les ait pas portées au *Journal* dont les colonnes lui servirent si souvent à dauber notre administration militaire qui vient de donner une si belle preuve de son esprit d'organisation et de prévoyance ?

Tout le monde se rappelle encore l'histoire des chaussures insuffisantes.

A ce sujet, le *Journal* lui-même publie la lettre d'un Montmartrois qui est à Toul. Il écrit à son amie. J'en extrais le passage suivant :

Si tu entends quelqu'un qui dise que la France n'était pas prête, qu'on manquait de tout, dis-lui bien que ce

n'est pas vrai. Tout était admirablement prêt. Ceux qui voulaient deux paires de chaussures les touchaient ; on ne refuse rien aux soldats. Bien nourris, bien commandés, avec l'entrain que nous avons tous, nous ne pouvons remporter que les plus belles victoires.

Du *Journal*, également, ces judicieuses réflexions :

L'Académie de Stockholm ne saurait tarder à faire connaître les lauréats des différents prix Nobel.

Déjà, on assure que la France aura l'honneur de voir attribuer le prix de médecine au professeur Bouchard.

Mais les académiciens suédois éprouveront quelque embarras à désigner le titulaire du prix de la paix.

Guillaume II, à la suite de ses interventions dans les conflits précédents entre nations, avait laissé entendre que l'attribution du prix Nobel lui serait agréable et, vraisemblablement, c'est lui qui, cette année aurait été désigné. Sa candidature aujourd'hui a dû perdre bien des chances.

La question du pain à l'ordre du jour :

Elle a été réglée de la façon la plus rationnelle. Les boulangers ne doivent plus fabriquer que du pain « bouleau » et « court-fendu », non parce que l'on redoute de manquer de farine, mais simplement pour assurer normalement les besoins de la consommation ; d'un autre côté, la fourniture de la farine est assurée dans chaque arrondissement par le syndic.

Voici la teneur de la lettre adressée à chaque patron boulanger :

Pendant la durée de la guerre, ordre de l'intendance militaire, messieurs les boulangers du .. arrondissement, qui auraient besoin de farine devront choisir leur fournisseur dans la liste ci-dessous, et envoyer leur commande sur facture ou lettre à en-tête de leur maison, à

M. X..., syndic ; il leur sera fourni pour quatre jours de leur consommation approximative qu'ils devront indiquer sur le bon.

Suit la liste des marchands de farine, tous choisis dans un rayon le plus restreint possible, pour activer les livraisons et en même temps diminuer les frais de transport qui seront à la charge des boulangers. Du reste, aucun des boulangers n'a encore eu recours à son syndic, aucun n'ayant encore épuisé son stock de farine, et tous s'accordent à dire que le pain ne peut manquer et qu'il ne sera pas augmenté.

C'est très bien; mais ça n'en a pas moins provoqué la protestation que voici dans la Chambre syndicale des pâtissiers de la Seine :

Le conseil syndical, réuni le 9 août, proteste contre la suppression de la pâtisserie et du pain de fantaisie dans les boulangeries, aggravant ainsi le chômage dans notre corporation.

Considérant que les bruits qui circulent sont lancés par des personnes intéressées en la circonstance, disant que l'on manque de bras pour travailler dans les boulangeries-pâtisseries, nous tenons à informer le gouvernement que le Syndicat des ouvriers pâtissiers tient à la disposition de l'autorité civile et militaire des hommes, aptes et non mobilisables, pâtissiers viennois, boulangers et pâtissiers-biscuitiers, pouvant rendre de grands services, en pareille circonstance, pour assurer la production nécessaire, soit à la fabrication du biscuit de soldat, soit à la population parisienne.

Et, au sujet du pain de fantaisie, la *Guerre Sociale* émet les réflexions suivantes :

Pendant que nos soldats sont là-bas, à la frontière, les gens qui sont ici, au frais, peuvent bien se passer de brioches.

L'idée vous a même un petit air égalitaire bien fait pour réjouir les cœurs démocratiques.

Réfléchissez : c'est une idiotie.

Sur le pain de ménage, les boulangers ne gagnent pas un sou.

Vous les condamnez à ne fabriquer que du pain de ménage.

Ils fermeront boutique.

Dans quinze jours, la moitié des boulangers auront fermé.

Premier résultat : les ménagères feront un kilomètre pour trouver du pain.

Deuxième résultat : la fabrication et le port du pain de fantaisie à domicile nécessitaient une main d'œuvre importante ; plus de pain de fantaisie : c'est quelques milliers de chômeurs de plus, à bref délai, sur le pavé de Paris.

Le moment est bien choisi, vraiment.

M. Joseph Reinach, ancien capitaine de cavalerie territoriale, est réintégré, dit-on, dans les cadres. Il avait été officier d'ordonnance (de réserve) du général de Galiffet.

Hansi, le dessinateur alsacien, qui était réfugié en France depuis sa condamnation, vient d'être incorporé comme cycliste militaire et interprète.

M. Maurice Violette, député, maire de Dreux, vice-président de la Chambre, a rejoint les chasseurs alpins, à Albertville, où il est capitaine.[1]

M. Maurice Maunoury, député, ancien ministre, qui a plus de cinquante ans, est parti comme chef descadron, au 26e d'artillerie de réserve.

[1] Il a été depuis versé à la 22e section de commis et ouvriers d'administration, à Paris.

M. Lhopiteau, sénateur, président du conseil d'Eure-et-Loir, qui a près de cinquante-cinq ans, est parti comme capitaine de territoriale, dans l'Est.

M. Louis Barthou, ancien président du conseil, M. Léon Barthou, percepteur, à Paris, et M. Max Barthou, frère et fils de l'ancien président, s'étaient mis à la disposition du ministre de la guerre dès les premiers jours de la mobilisation.

On sait que M. Louis Barthou a été appelé à présider une grande commission chargée de coordonner les secours. Mme Barthou, qui est infirmière-major, a déjà pris son service dans un hôpital. M. Léon Barthou est parti ce matin pour rejoindre son corps ; en raison de ses connaissances spéciales, il a été mis à la disposition d'un service aéronautique. Enfin M. Max Barthou, fils de l'ancien président du conseil, qui est âgé de dix-huit ans, et qui a demandé à s'engager, sera incorporé dans quelques jours. [1]

—

L'arrivée des tirailleurs algériens, débarqués en France et dirigés sur Belfort, provoque de nombreuses conversations autour desquelles sont évoqués les souvenirs de Frœschwiller et de Wissembourg.

—

Par une étrange coïncidence, il paraît que c'est le régiment des grenadiers allemands n° 89, dont le roi Albert était le colonel honoraire, qui, le premier, a envahi le territoire et est allé au feu avec le drapeau belge. A l'assaut qu'il a livré le 5 août aux positions de Liége, il a perdu plus de deux mille hommes.

(Gaulois.)

Ce n'est pas sans surprise qu'on apprendra, dans ces temps d'amnistie à outrance, que l'abbé Jacquet, vicaire de Notre-Dame de Rive-de-Giers, con-

[1] On sait qu'il a été tué en Alsace.

damné à trois mois de prison lors des incidents de Roanne, est toujours incarcéré.

On peut prévoir qu'après la guerre, la question de la suppression des fortifications de Paris ne sera plus agitée. Quelle que soit la façon dont on l'envisage, la manière dont les Allemands se sont introduits dans la ville de Liége plaide suffisamment en faveur de l'indispensable maintien d'un large fossé.

Les nouvelles dispositions du moratorium, qui ne permettent qu'aux déposants de retirer leurs propres chèques, provoque un vif mécontentement. De nombreux débiteurs ne peuvent pas toucher l'argent qui leur est dû et dont ils ont le chèque en poche.

Aussi ne se gêne-t-on pas pour dire qu'il n'a été décrété, sous cette forme, que pour tirer d'embarras les banques qui ne pouvaient rembourser les dépôts qu'on leur avait confiés. On ne s'est nullement soucié des classes moyennes qui ne peuvent retirer l'argent qui leur est dû. C'est d'autant plus regrettable que de nombreux petits commerçants protestent contre la remise des échéances et ont écrit à la Banque de France pour payer leurs traites échues.

Voici un très sage avis :

La Chambre syndicale des concierges de Paris et du département de la Seine informe tous les membres de la corporation, syndiqués ou non, qu'il est de leur devoir de signaler, à l'administration préfectorale, les étrangers qui habitent les immeubles dont ils ont la garde.

Les étrangers qui ont fait leur déclaration et sont en règle avec la loi ne sauraient redouter d'être signalés et

l'initiative que prendront les concierges ne désobligera que les suspects.

Il est permis de supposer que, si tous les adhérents de la Chambre syndicale des concierges de Paris et du département de la Seine s'étaient astreints à ce devoir, on eût trouvé certainement moins de cent vingt mille Allemands qui étaient restés à Paris sans faire leur déclaration et que la police n'a pas encore réussi à tous débusquer.

Voici un communiqué qui enchantera beaucoup d'impatients :

Les jeunes gens réformés au corps au moment de l'appel ou ajournés peuvent, en ce moment, passer un nouveau conseil dit de réforme en s'adressant à la section à laquelle ils appartiennent ou à laquelle ils sont versés. On sait qu'il existe, dans chaque arrondissement de Paris, une section. C'est là qu'ils doivent se présenter pour demander à être de nouveau incorporés.

—

On a arrêté, à Moulins, un canonnier du 36e d'artillerie, Gaston Collon, de Paris, âgé de vingt-trois ans. Il était en correspondance avec l'état-major allemand. On a trouvé sur lui des documents compromettants et deux mille huit cents francs. Il a fait des aveux et sera probablement fusillé.

—

Le ministre des postes et télégraphes, pour procurer des ressources à la Croix-Rouge, a décidé la création d'un timbre-poste à 0,15. Les 0,05 de surtaxe seront pour l'œuvre. Ce timbre portera une croix rouge.

—

La préfecture de police fait afficher un avis pressant conviant les Parisiens à se faire vacciner contre la

variole et indiquant le fonctionnement des services organisés pour cela.

Presque toutes les écoles de Paris ont fait leur réouverture.

Une association coopérative en participation, destinée à distribuer des produits alimentaires au prix coûtant, vient de se créer, 15, impasse de la Défense de Paris (18e).

Le comité d'approvisionnement de Paris, dont le président, M. Bouat, 3, rue Sainte-Opportune, a déjà obtenu, grâce au zèle et au désintéressement de tous, d'appréciables résultats, publie l'avis suivant :

« Nous croyons intéressant de faire connaître que, dès aujourd'hui, toutes facilités ont été données aux détaillants pour le transport, jusqu'à leurs boutiques, « des denrées qu'ils auront achetées aux Halles. »

Comme suite d'un accord passé avec les camionneurs, les voitures se tiendront aux heures d'achat en gros : pour les 5e, 11e et 12e arondissements, square des Innocents ; pour les 6e, 13e et 14e arrondissements, rue Saint-Denis, près de Pygmalion ; pour les 7e, 8e et 15e arrondissements, rue Etienne-Marcel, à l'angle de la rue Française.

Le comité de l'approvisionnement garantit le paiement de toutes les marchandises envoyées aux syndicats et aux individualités qui leur ont donné leur concours.

Pour clore la liste de ces communiqués, en voici un de très haute importance. Il concerne la contrebande et désigne de nombreux objets. La nomenclature en est curieuse :

Le gouvernement fait savoir aux intéressés que, pendant le cours des hostilités, il considérera comme articles de contrebande les articles suivants :

Contrebande absolue. — 1° Les armes de toute nature, y compris les armes de chasse et les pièces détachées caractérisées.

2° Les projectiles, gargousses et cartouches de toute nature et les pièces détachées caractérisées.

3° Les poudres et les explosifs spécialement affectés à la guerre.

4° Les affûts, caissons, avant-trains, fourgons, forges de campagne et les pièces détachées caractérisées.

5° Les effets d'habillement et d'équipement militaires caractérisés.

6° Les harnachements militaires caractérisés, de toute nature.

7° Les animaux de selle, de trait et de bât, utilisables pour la guerre.

8° Le matériel de campement et les pièces détachées caractérisées.

9° Les plaques de blindage.

10° Les bâtiments et embarcations de guerre et les pièces détachées, spécialement caractérisées comme ne pouvant être utilisées que sur un navire de guerre.

11° Les instruments et appareils exclusivement faits pour la fabrication des munitions de guerre, pour la fabrication et la réparation des armes et du matériel militaire, terrestre ou naval.

12° Les aérostats et les appareils d'aviation, les pièces détachées caractérisées, ainsi que les accessoires, objets et matériaux caractérisés comme devant servir à l'aérostation ou à l'aviation.

Contrebande conditionnelle. — 1° Les vivres.

2° Les fourrages et les grains propres à la nourriture des animaux.

3° Les vêtements et les tissus d'habillement, les chaussures propres à des usages militaires.

4° L'or et l'argent monnayés et en lingots, les papiers représentatifs de la monnaie.

5° Les véhicules de toute nature pouvant servir à la guerre, ainsi que les pièces détachées.

6° Les navires, bateaux et embarcations de tous genres, les docks flottants, parties de bassins, ainsi que les pièces détachées.

7° Le matériel fixe ou roulant des chemins de fer, le matériel des télégraphes, radiotélégraphes et téléphones.

8° Les combustibles et les matières lubréfiantes.
9° Les poudres et les explosifs qui ne sont pas spécialement affectés à la guerre.
10° Les fils de fer barbelés, ainsi que les instruments servant à les fixer ou à les couper.
11° Les fers à cheval et le matériel de maréchalerie.
12° Les objets de harnachement et de sellerie.
13° Les jumelles, les télescopes, les chronomètres et les divers instruments nautiques.

Quelques nouvelles pour boucler ces notes passablement arides :

Les obsèques de M. Georges Cochery, député de Pithiviers, ancien ministre des finances, président de la commission du budget, ont été célébrées ce matin en l'église de Saint-Pierre-de-Chaillot.

La levée du corps a été faite et l'absoute donnée par M. le chanoine Sicard, curé de la paroisse.

Le deuil était conduit par MM. Jean Cochery, fils du défunt, Fabry, son gendre, Pallain et Hunebelle, ses beaux-frères.

Le lieutenant-colonel Renault représentait le président de la République.

Mme Poincaré, qui est infirmière à l'Union des femmes de France, a tenu à saluer, à l'heure de leur départ, les équipes volantes d'infirmières qui s'embarquaient pour Saint-Dié et Narey, sous la direction de Mlle Brown de Colstoun et de Mlle Azemar. Elle a également adressé un salut ému à une équipe de dix infirmières qui, dirigées par Mlle Flourens, partaient pour Bruxelles.

Le Conseil municipal de Paris, pour rendre hommage à l'héroïque résistance de la ville de Liége, a décidé de donner à la rue de Berlin le nom de rue de Liége.

En attendant que les formalités administratives, nécessitées par cette décision, soient terminées, les habitants ont pensé qu'il convenait de ne pas laisser plus

longtemps le nom de Berlin à leur rue. Aussi ont-ils recouvert les plaques municipales d'écriteaux manuscrits sur lesquels on lit : « rue de Liége ».

Et à toutes les fenêtres flottent des drapeaux belges.

A Paris, il n'est pas d'événements quotidiens où le théâtre n'ait sa part. Voici ceux du jour qui le concernent :

Miss Isadora Duncan annonce que tous les enfants de son école de Bellevue sont en sécurité, heureux et bien soignés dans le South Devon (Angleterre), où ils étaient partis, il y a quelques semaines, pour passer les vacances. D'autre part, Miss Duncan a prêté son école avec mobilier entier de cent lits, linge, services de table, etc., à l'Association des dames françaises (Croix-Rouge).

—

Depuis quelques jours, Mme Marguerite Herleroy, la cantatrice applaudie, fait aux femmes du petit personnel de l'Opéra-Comique et de la Gaîté-Lyrique des distributions de lait, de pain et de légumes. Elle vient de faire mieux encore. Elle a envoyé une somme de mille francs à distribuer par fractions de cinquante francs entre les familles les plus éprouvées de ce petit personnel.

—

Depuis le 1er août, le casino d'Enghien a été transformé en hôpital, et la Croix-Rouge est en train d'y faire une installation modèle ; toutes les dépenses sont payées par l'administration du casino d'Enghien, et la charmante Paulette Franck affirmait sérieusement, ce soir, chez Paul, qu'elle avait vu entrer dans ce nouvel hôpital, chacun à un bout de la même civière, nos deux comiques Dranem et Morton, transformés en brancardiers.

« Se non è vero... »

12 août.

Chaleur tropicale, le thermomètre dépasse désinvoltement 30 degrés.

A part la prise, par nous, dans un gros engagement d'avant-garde, de trois canons, trois mitrailleuses et deux fourgons, pas de nouvelles importantes.

C'est une nouvelle démonstration de la supériorité de notre 75 de campagne, comme tir, comme rapidité, et comme emploi, car nos officiers s'en servent admirablement.

Paris attend, sans impatience et sans crainte. Un immense recueillement pèse sur nous ; c'est la grande, la formidable bataille qui se prépare.

J'ai eu l'occasion de voir, ce matin, Aristide Briand. Avec mon ami Willm, ancien député de la Seine, nous sommes allés lui faire une visite, 52, avenue Kléber, où il habite un modeste appartement au second étage. Son fidèle secrétaire, Peycelon, nous reçoit avec son amabilité coutumière et nous fait entrer dans un petit salon où l'ancien président du Conseil vient nous chercher.

Tout de suite je lui parle du moratorium qui soulève tant de protestations indignées, par le fait que, seuls, les déposants peuvent retirer une partie des sommes qui sont dans les banques. Or, comme soixante-quinze pour cent des déposants sont à la guerre, c'est un ingénieux moyen qu'on a mis à la disposition des sociétés financières pour leur éviter de se trouver obligées de rembourser des dépôts qu'elles n'ont plus.

Il paraît que le moratorium tendait surtout à venir en aide à la Société Générale. Elle n'est, d'ailleurs, pas la seule société financière qui ait donné des inquiétudes, dissipées maintenant.

L'inquiétude, sous toutes ses formes, semble avoir disparu. On est sérieux, grave, mais pas inquiet. Chacun s'ingénie à plier sa vie aux circonstances nouvelles et y parvient sans trop d'efforts, malgré l'ignorance dans laquelle le public est maintenu. Qui aurait cru qu'un jour viendrait où, en France, personne ne songerait à s'étonner de l'absence de nouvelles ?

Petit à petit, la vie économique semble reprendre. Les cafés, si sévèrement traités par le gouvernement, qui vient de leur enjoindre d'avoir à enlever non seulement leurs terrasses, mais encore leurs pare-bise en glaces, seront autorisés, paraît-il, à rester ouverts le soir, dès le lendemain du dernier jour de la mobilisation.[1]

Avec M. Briand nous parlons longuement de la neutralité suisse. Et je me plains vivement que de Paris on laisse la Suisse française sans nouvelles, l'obligeant ainsi à accueillir celles qui lui viennent d'Allemagne et qui, par conséquent, ne donnent pas de détails sur la bataille de Liége et sont muettes — et pour cause — sur les atrocités allemandes en Haute-Alsace.

Je reprendrai d'ailleurs cette conversation dans un milieu officiel et j'espère qu'il en sortira la décision de faire parvenir régulièrement à Genève des nouvelles données officiellement.

En revenant avec Willm, nous croisons, sur le boulevard de Courcelles, un énorme convoi de ma-

[1] Cette mesure n'a pas été réalisée.

gnifiques chevaux entiers, réquisitionnés et conduits par des « tringlots » réservistes. Cette superbe cavalerie de bêtes de trait qui sera si utile pour le train d'armée doit provenir des brasseries.

Nous ne pouvons nous empêcher d'admirer avec quel courage beaucoup d'ouvrières et de demoiselles de magasin se sont mises à vendre les journaux pour parer au chômage forcé et attendre les secours du gouvernement.

Tout en bavardant nous nous demandons quelle peut être la situation d'une maison de couture comme la maison Bechoff-David, dont les trois patrons sont allemands et dont un seul s'est fait naturaliser. Surtout si l'on songe qu'au point de vue allemand la naturalisation étrangère ne fait pas perdre la nationalité première.

M. Huard, l'ancien secrétaire général au ministère de l'intérieur, ancien directeur de la Sûreté générale, ancien chef du cabinet de M. Briand, que nous avons trouvé chez ce dernier, en compagnie du rédacteur en chef de la *Petite République*, nous fait remarquer combien est comique la situation de M. Augagneur, anti-clérical farouche, qui vient de rétablir les aumôniers dans la marine. Willm, (qu'une odieuse trahison empêcha de réussir aux dernières élections), développe le côté amusant de cette situation paradoxale, avec toute sa verve primesautière et son entrain jovial et bon garçon.

A vrai dire, nous sommes obligés de reconnaître que, malgré notre résolution d'être patients, la journée est plus monotone et plus morte que jamais par l'absence de nouvelles.

Est-il nécessaire de signaler que tous les journaux humoristiques ont cessé de paraître?

La rédaction au complet de la plupart d'entre eux

est sur la ligne de feu. Mais ils n'ont pas fini de rire pour cela, car notre jeune armée et notre réserve gardent toute leur bonne humeur et leur entrain.

Tous les jours nous arrivent des histoires d'exploits héroïques accomplis en chantant. Et cet état d'esprit n'est pas le privilège des seuls Parisiens.

De Bourg-en-Bresse, cette délicieuse petite ville où j'aime tant à séjourner, m'est arrivé ce matin le *Carillon*, que rédigeait avec beaucoup d'intelligence professionnelle et d'à-propos mon confrère Louis Burnod, devenu, j'ai raconté comment, « tringlot », pour la durée de la guerre. En voici plusieurs extraits.

D'abord au sujet de l'esprit de la campagne :

Dans nos campagnes, l'explosion du patriotisme n'a pas été moindre. En beaucoup d'endroits, la fanfare, les femmes et les enfants ont accompagné les mobilisés à la gare.

La population féminine s'est ensuite retrouvée seule avec quelques vieillards. Il a fallu continuer les batteries. On s'est mis bravement à la besogne.

Puis la réquisition, après avoir enlevé chevaux et voitures, est venue chercher tout le blé disponible. Il faut d'abord assurer le ravitaillement d'un million d'hommes à la frontière.

D'ailleurs, les moulins, les boulangeries fonctionnent avec leur personnel dispensé et un ordre ministériel vient d'accorder un sursis d'appel aux mécaniciens des batteuses.

Dans le Bugey, la réquisition a raflé le bétail. Mercredi, la trésorerie en a payé pour huit cent mille francs, dans le seul centre de Brénod.

Puis la belle proclamation suivante du maire de la ville de Bourg :

Les nécessités de la défense de notre glorieuse place de Belfort rendent indispensable l'évacuation des familles des braves artisans et ouvriers, familles qui constituent des bouches inutiles.

L'Ain aura à recevoir un grand nombre de ces intéressantes familles. La ville de Bourg, à elle seule, est désignée pour avoir l'honneur de recueillir environ douze cents personnes, en trois trains, composés de vieillards, femmes et enfants.

De manière à faciliter la tâche de la municipalité, le maire invite les habitants qui voudraient recevoir des familles de Belfort à se faire connaître « immédiatement » à la mairie, bureau de police. Les frais de logement et de nourriture seront assurés soit par les familles elles-mêmes, soit par l'Etat sur réquisition.

Le maire compte sur l'esprit de solidarité de ses concitoyens pour nos frères et sœurs d'Alsace, pour assurer à ceux qui viennent chercher asile dans notre patriotique cité, l'hospitalité généreuse, bien due à ces honorables familles, si durement éprouvées.

Bourg, le 7 août 1914.

Le maire :

LOISEAU.

C'est en effet à Bourg qu'ont été envoyées la plupart des bouches inutiles de Belfort. Ainsi se laisse deviner le plan français :

Belfort contenant les troupes allemandes, avec l'aile droite de l'armée ; le centre barrant la route aux différents passages des Vosges et l'aile gauche avec l'appui des Anglais et des Belges, cherchant à repousser les Allemands.

Du *Carillon* de Bourg, j'extrais ce filet qui a trait encore au fameux discours du sénateur Humbert :

C'est aujourd'hui la journée des territoriaux. Il en est déjà arrivé hier et pendant la nuit ; la masse afflue ce matin. Tous les locaux disponibles, écoles, patronages, garages, regorgent de militaires.

Au skating, le campement est des plus pittoresques :

à l'école libre du faubourg de Lyon, Mme Gungandi, l'ex-cantinière de Metz, prépare la soupe des soldats.

Dans la journée, tous ces vétérans sont habillés et armés. Ici, ouvrons une parenthèse pour observer que le sénateur Humbert exagérait au moins en affirmant que nos magasins d'habillement étaient vides. Il y a des souliers, et d'excellents souliers, pour tout le monde et les capotes neuves sont d'une telle qualité et si seyantes qu'un grand nombre d'officiers, le général Coste lui-même, ont voulu partir avec une capote de simple soldat.

Une pluie désagréable, continuelle, a contrarié les opérations de cette journée. C'est sous la brume que les soldats regagnent le logis où ils dormiront sur la paille, voire à même la planche.

Toujours par le même journal j'apprends que les malades des hôpitaux frontières ont été évacués sur Bourg, de façon à laisser tous les lits vacants. Parmi eux se trouve l'un des gardes douaniers de Petit-Croix, blessé dans l'attaque des uhlans allemands. Il a reçu une balle à l'épaule droite; la balle est sortie de l'autre côté. L'état du blessé est excellent.

Le *Matin* résume très bien l'impression ressentie à la lecture des journaux du jour :

Deux nouvelles ont particulièrement réjoui, ce matin, le cœur des Français :

L'enlèvement, à la baïonnette, d'un petit village de la Lorraine annexée, la Garde, dans la région de Château-Salins, et la capture de trois canons, de trois mitrailleuses et de deux caissons de munitions, sur une colonne allemande qui avait attaqué nos avant-postes à Mangiennes, dans la Meuse.

Cette dernière affaire, malgré les modestes proportions qu'elle a eues et qu'il faut se garder de grossir, offre un intérêt particulier. Notre artillerie, en effet, a pu éteindre le feu de l'artillerie ennemie, démonter ses

pièces et rendre possible leur capture par nos vaillants fantassins. C'est une première justification de ce que nous avons dit maintes fois de la valeur extraordinaire de notre matériel de campagne.

Les grandes batailles qui s'apprêtent montreront mieux encore quel parti des généraux comme les nôtres peuvent tirer de ce « 75 » qui n'a pas de rival dans les armées européennes. Et il faut ajouter, pour être équitable, que nos officiers ont appris à s'en servir, depuis quelques années, avec une véritable maîtrise.

Le même journal nous apprend que le lait, dont il n'était entré à Paris, le 2 août, que cent soixante-dix mille litres, a atteint huit cent mille litres ce matin. C'est là une heureuse nouvelle pour les malades, les vieillards et les enfants.

Voici une excellente circulaire du préfet de police :

Le préfet de police croit devoir mettre le public en garde contre les quêtes faites, soit sur la voie publique, soit à domicile, au profit des militaires sous les drapeaux.

Aucune quête d'aucune sorte n'a été autorisée.

L'administration est en outre informée que des réquisitions de marchandises ou de produits pharmaceutiques seraient faites par des personnes revêtues, sans droit, de l'uniforme militaire.

Les intéressés feront sagement de n'accueillir qu'avec circonspection les démarches faites auprès d'eux et ne devront pas hésiter, dans tous les cas qui leur paraîtraient suspects, à faire appel à la force publique, qui a reçu des instructions pour procéder à l'identification et, au besoin, à l'arrestation des individus se livrant à ce genre d'opérations.

Le préfet de police :

HENNION.

Approuvé :

Le général, gouverneur militaire de Paris :

MICHEL.

Voici, d'après le *Temps*, le communiqué officiel du ministère de la guerre, sur la situation militaire à ce jour :

Les engagements signalés sur tout le front n'ont été, de part et d'autre, jusqu'ici, que des affaires d'avant-postes.

A Altkirch, à Mulhouse, au col des Vosges, à Spincourt et à Mangiennes, il n'y a eu que des actions et réactions n'ayant modifié sérieusement, ni dans un sens, ni dans un autre, la position des adversaires.

Sur l'affaire de Mulhouse, en particulier, les bruits les plus excessifs, les plus tendancieux même, ont été lancés. Il a été dit en France et à l'étranger que le nombre des tués et des blessés dépassait vingt mille. L'origine de ces nouvelles, au moins en ce qui concerne l'étranger, ne saurait être douteuse ; elle est tout simplement allemande.

Leur absurdité sera vite jugée quand on saura les effectifs engagés de notre côté, qui sont loin d'atteindre vingt mille hommes.

Les événements se sont, en somme, bornés à ceci :

Une brigade d'infanterie a été poussée en pointe sur Mulhouse pour y détruire le centre d'informations qui fonctionnait dans cette ville.

Cette brigade a été contre-attaquée par tout le corps d'armée badois (XIVe) et une division du XVe corps d'armée allemand.

Elle s'est retirée, non pas de son propre mouvement, ni sous la pression de l'ennemi, mais sur l'ordre du commandant du corps d'armée qui jugeait sa situation périlleuse. Sa mission étant d'ailleurs terminée, il n'y avait pas lieu de l'y maintenir.

Toutes les forces allemandes l'ont suivie et sont venues se heurter à notre ligne de résistance principale qui n'a pas été forcée. Les deux partis en sont restés là.

Nous disposons, en Haute-Alsace, de forces considérables, s'appuyant à la place de Belfort.

Notre situation stratégique demeure la même ; elle est excellente.

De la *Liberté*, cette information très exacte et contrôlée :

Un train de prisonniers allemands a passé hier soir, vers huit heures, en gare de Champigny.

Une foule nombreuse de voyageurs descendus d'un train de Paris emplissait à ce moment la gare. Leur émotion fut vive en apercevant, venant de la grande Ceinture, un convoi de prisonniers conduit par une machine de l'Etat belge.

Les Allemands captifs étaient au nombre d'une cinquantaine, dont quatre officiers. La majeure partie se composait de uhlans ; il y avait en outre quelques artilleurs.

Ils étaient placés sous la surveillance de soldats français en armes, commandés par un capitaine. Leur attitude était celle de gens épuisés et démoralisés : ils étaient couchés plutôt qu'assis sur les banquettes et semblaient ne s'intéresser nullement à ce qui se passait autour d'eux. A aucun moment, et malgré un arrêt prolongé, la foule ne se départit d'un calme parfait. Elle observa un silence grave et digne, qu'interrompirent seulement, au départ du convoi, quelques cris de « Vive la France ! »

De toutes parts de la frontière, arrive la confirmation que de nombreux prisonniers allemands ont été faits parmi les patrouilles de cavalerie. Les officiers se font tuer, mais les hommes se rendent très facilement, et leur premier cri est de demander à manger. Le bruit se répand qu'à Paris arrivent de nombreux blessés.

Le *Bonnet Rouge* a fait une enquête dans les hôpitaux ; il explique la raison de cette rumeur :

Les fausses nouvelles se répandent avec une rapidité sans égale : certaines gens affirmaient déjà les hôpitaux regorgeant de blessés. On avait même été jusqu'à prétendre qu'un train avait amené deux mille uhlans.

Nous pouvons rassurer le public. Nous étant rendus dans les principaux hôpitaux parisiens, nous les avons trouvés, comme à l'ordinaire, paisibles et silencieux dans la blancheur de leurs salles.

A Lariboisière, pas plus de lits occupés que d'habitude. Il reste même de la place.

A Tenon, nulle nouvelle de blessés. Une infirmière nous déclare qu'elle souhaite qu'il en soit ainsi jusqu'à la fin de la guerre. « Oh ! pas peur ! » ajoute-t-elle vivement, dans un joli sourire. Tandis qu'elle nous parle, une auto entre dans la cour de l'hôpital. — Des blessés ! des blessés !... — La foule s'amasse et déjà s'émeut. Mais il s'agit simplement d'un territorial pris de douleurs sciatiques.

— Voilà comment se répandent les faux bruits, nous dit un infirmier.

A Saint-Antoine et ailleurs, rien non plus.

Parisiens ! Tout va bien !

Le *Matin* confirme :

Aucun blessé à Paris. — Détruisons enfin une légende en train de se former sur le nombre considérable de blessés, qui, dit-on, encombreraient nos hôpitaux. Un note officielle y répond nettement. Mais il y a plus : pas un blessé n'a été porté à Paris. Paris n'a pas reçu et n'est pas destiné à recevoir un seul blessé militaire. Ceci est absolument formel.

Et l'*Intransigeant* vient à la rescousse :

On a prétendu qu'un certain nombre de blessés militaires étaient en traitement soit au Val-de-Grâce, soit dans d'autres hôpitaux.

Nous sommes autorisés à déclarer que Paris n'a pas reçu et n'est pas destiné à recevoir de blessés militaires. Les précautions prises à Paris par la Croix-Rouge, par les autres sociétés et par les initiatives particulières ne visent que le cas éventuel, et d'ailleurs très peu probable, où, les armées de première, deuxième et troisième lignes ayant été entamées, la couverture de Paris serait devenue insuffisante. Encore une fois, cette hypothèse est des plus invraisemblables. Elle montre seulement de quel luxe de précautions nos services ont voulu s'inspirer.

Il est à espérer qu'à la suite de ces informations exactes, qui toutes sont déduites d'une très ferme déclaration du gouverneur militaire, le général Michel va prohiber la création de toutes nouvelles ambulances dues à l'initiative privée.

Puisqu'il n'y aura pas de blessés, les grandes installations sanitaires de la Croix-Rouge, des Dames de France, de la Société de secours aux blessés, avec les hôpitaux parisiens suffiront amplement. Avant qu'on les ait remplis, les autres auront le temps de se créer.

Le public accueillerait avec une véritable satisfaction le geste qui couperait court à cet odieux et sinistre cabotinage, dans lequel on entraine le pavillon et le brassard de la Croix-Rouge, sans souci du respect pieux qui s'attache à ces emblèmes sacrés.

Cependant, malgré les prévisions, quelques blessés seront évacués sur Paris, à l'adresse de Mme Messimy, afin de justifier de la création de son ambulance et de la récompense qui, sans doute, ne manquera pas de suivre. Les malheureux qui auront été choisis pour cette triste figuration ne jouiront pas de l'air pur que respirent leurs camarades évacués sur la province et seront ainsi privés de tout le réconfort qu'il apporte aux convalescents. Souhaitons, s'il doit en être ainsi, que les blessés envoyés à Paris soient des Parisiens, pour lesquels la proximité de leur famille sera une compensation.

Le *Daily Mail*, dont le bureau est boulevard de la Madeleine, signale déjà des faits d'active coopération entre l'armée française et les forces britanniques qui, après avoir commencé à débarquer,

la semaine dernière, à Calais et en Belgique, ont maintenant atteint Paris. Des officiers anglais, en costume kaki, ont été vus dans les rues et sont probablement venus pour des missions spéciales. Un moto-car réquisitionné, portant en légende l'inscription, peinte en blanc : « Service militaire de l'armée anglaise » a été vu également dans Paris.

Dans *Paris-Midi*, où le premier article d'Henry Bérenger remplace l'éditorial de Maurice de Waleffe, on lit aussi :

Ainsi que nous l'avons annoncé, on se dispose, au ministère de la guerre, à publier un journal pour les troupes des armées de première ligne.

Ce journal, qui n'aura qu'une petite feuille et sera publié, croyons-nous, à Troyes ou à Châlons-sur-Marne, donnera chaque jour à nos braves soldats des renseignements sur la guerre. Il sera distribué par le service de l'intendance.

Voici une excellente œuvre :

L'assistance aux convalescents. — Il y a à Paris, dans la banlieue et par toute la France, des milliers de personnes qui seront heureuses d'offrir, pour le temps nécessaire à la guérison, un lit aux militaires déjà soignés et convalescents et une place à la table de famille.

Toutes les propositions de cet ordre peuvent être adressées soit à la comtesse Greffulhe, présidente, soit à M. Maurice Bernard, directeur général.

Le siège de cette œuvre est à Paris, 10, rue d'Astorg.

En voici une autre, plus belle encore, si c'est possible :

Mlle de Montmort a organisé une section d'infirmières à domicile, chargées de visiter les femmes malades, d'aérer et de mettre de l'ordre dans leurs tristes de-

meures, faire leurs provisions, cuire leurs aliments, leur donner les premiers soins et favoriser, après la convalescence, leur envoi à la campagne. Ce serait pour les femmes le meilleur enseignement pratique et le meilleur entraînement préparatoire pour les soins à donner aux soldats malades revenant de l'Est.

Pour tous renseignements, s'adresser à l'Association des étudiantes, 55, rue Saint-Jacques, à Paris, qui devient, pendant la guerre, l'office pour l'utilisation des femmes et qui tient à la disposition des ateliers-cantines les noms, adresse, âge et aptitudes de femmes sans ressources.

Les femmes courageuses qui rempliront leur devoir sous cette forme ont droit au respect au moins autant que celles qui créent des ambulances où il n'y aura jamais de blessés. Celles-ci ne méritent que l'ironie par leur dévouement pertinemment inutile, ridicule même dans certains cas, celui par exemple de l'ambulance située à un troisième étage du boulevard de Clichy.

Une excellente mesure :

Le ministère de l'intérieur communique l'avis suivant :
Les efforts du service de la répression des fraudes sont, en ce moment, dirigés surtout vers le contrôle de la salubrité des boissons et des denrées alimentaires.

L'analyse des produits suspects est faite non seulement par le laboratoire du service, mais encore par l'Institut Pasteur. Ce contrôle n'a, jusqu'à présent, rien révélé d'inquiétant pour la santé publique.

Quant aux vivres destinés à l'armée, on sait que la surveillance en est assurée de la façon la plus rigoureuse.

Les Parisiens auront de la peine à reconnaître leurs officiers de paix et leurs commissaires de police, qu'ils vont si familièrement trouver à la moindre difficulté :

Par suite de la militarisation de la police, les commissaires chefs de districts, les commissaires chargés de la police de la rue et les commissaires chefs des brigades de réserve vont revêtir l'uniforme d'officier de l'infanterie, conforme au grade qu'on leur a conféré. Ils vont ainsi abandonner, pour toute la durée de la guerre, leur uniforme de commissaire de la ville de Paris.

Par contre, les gardiens de la paix, brigadiers et sous-brigadiers, bien que militarisés, conserveront leur uniforme habituel.

L'unification des uniformes des chefs chargés d'assurer l'ordre public à Paris, qu'ils appartiennent à la police ou à l'armée, évitera tout conflit d'attribution. Un commissaire portant l'uniforme d'officier d'infanterie aura plus de facilité à commander à des soldats.[1]

Dans un café que fréquentent des courtiers de la Bourse du commerce, on m'affirme qu'une banque française et une banque américaine ont ouvert un crédit en or à l'Etat français, de trente millions, à New-York, pour l'achat de blé et d'autres denrées.

De grandes quantités, se trouvant actuellement disponibles aux Etats-Unis et en Argentine, ont déjà été achetées et vont être dirigées en partie sur l'Angleterre et en partie sur la France.

Le ravitaillement de la France sera ainsi largement et complètement assuré pour une longue période.

Il en est de même pour la nourriture de l'armée, elle ne manquera de rien.

L'administration militaire s'est même montrée particulièrement habile pour compléter ses approvisionnements à la dernière minute. Au nez et à la barbe des agents de la Bourse du commerce, elle

[1] Cette mesure n'a pas été éxécutée.

aurait acheté, en mer, par le moyen de la télégraphie sans fil, des navires entiers de céréales qui étaient nécessaires pour compléter son stock.

L'intendance militaire ne mérite d'ailleurs que des félicitations. C'est l'avis unanime.

Pour essayer de conjurer la crise économique, le gouvernement se préoccupe de rapatrier dans leurs communes, où résident leurs familles, le plus grand nombre possible de personnes sans travail.

Il étudie l'organisation d'un système d'ensemble qui pourra fonctionner à très bref délai.

Dès à présent, il signale que des mesures vont être prises incessamment pour que « les allocations accordées aux femmes et aux enfants des militaires, soutiens de famille, soient payées au même taux et sans formalités nouvelles, dans les communes où ils auront été rapatriés ».

Aux Halles, la situation s'améliore chaque jour. Voici le prix des denrées, aujourd'hui :

Le lapin est en légère hausse : vivant, 1 fr. 50 le kilo au lieu de 1 fr. 40 ; mort, 2 fr. 10 au lieu de 2 fr. Le prix maximum de vente au détail est de 2 fr. 50 le kilo. Mais la pomme de terre est en très forte baisse, 16 et 18 francs les cent kilos au lieu de 25 francs. L'approvisionnement comprend journellement quarante mille kilos. Une nouvelle et forte baisse est à prévoir.

Les fruits sont en quantités suffisantes et la demande est faible. Le poisson arrive faiblement. La réquisition progressive des bateaux rentrant de la pêche rendra de plus en plus difficile l'approvisionnement.

Les cours du beurre sont maintenus. Les œufs sont abondants et en baisse.

Et les échos que, chaque jour, je recueille dans les journaux.

Du *Figaro :*

Hansi vient de donner de ses nouvelles.

Il est dans un régiment de l'Est, non pas seulement ainsi qu'on l'a dit, comme cycliste, mais aussi comme interprète militaire. Or il vient d'écrire à un de ses amis qu'une des premières tâches de sa nouvelle fonction avait été d'interroger quelques prisonniers allemands.

Celui qu'on lui amena tout d'abord était justement... un lieutenant d'un des régiments de la garnison de Colmar.

« Un de ceux qui m'ont fait condamner », dit Hansi, sans expliquer (car sa lettre est assez brève) quel rôle cet officier joua dans sa condamnation.

Rien, paraît-il, n'était plus comique que l'expression de stupéfaction qui se peignit sur le visage de l'Allemand, en reconnaissant l'intrépide dessinateur sous la capote française.

L'officier, entre autres choses, se plaignait « qu'il avait été mal nourri, ces jours derniers ».

— Et moi, répliqua doucement Hansi, croyez-vous donc que j'étais très bien nourri chez vous, dans ma cellule ?

Le comte d'Alsace, prince de Henin, sénateur, qui a plus de soixante ans, a quitté le château de Bourlémont, dans les Vosges, où il était en vacances, pour aller servir, comme chef d'escadron, au IIIe corps d'armée.

ILS COMPTAIENT DINER HIER A PARIS

On sait que les Belges ont trouvé sur des officiers prisonniers l'indication des étapes que l'armée allemande comptait franchir au pas de promenade.

On devait atteindre Bruxelles le 3, Lille le 5, Paris le 11. Guillaume en était si sûr qu'il avait invité ses officiers d'ordonnance à dîner, ce soir-là, dans un restaurant parisien dont on dit le nom.

A supposer que la commande ait été faite par dépêche, à l'heure où ces lignes s'impriment le dîner en question est en train de refroidir.

(Matin.)

On ne dit pas si c'est à l'hôtel Astoria que Guillaume comptait dîner.

De l'*Intransigeant* :

A rapprocher de ces uhlans affamés — qui ont encore assez de force, cependant, pour fusiller les curés contre les murs de leur église, les femmes, les vieillards et les enfants — à rapprocher de l'évocation de ces brutes à l'estomac vide, cette toute petite phrase d'une lettre d'un des fils de M. Lamarzelle, sénateur — dont deux fils sont sous les drapeaux : « Nous sommes nourris comme des pachas. »

De la *Libre Parole* :

Guillaume II n'a jamais fait la guerre et, la seule fois qu'il ait voulu opérer en territoire étranger et donner à l'empereur de Russie un échantillon de manœuvrier, il s'est fait prendre par une patrouille. Alexandre III fut obligé de le mettre près de lui pour qu'il ne lui arrivât plus d'accidents.

Demain, peut-être, nous apportera la nouvelle que la grande bataille attendue, qui va se dérouler sur un immense territoire, a commencé de dessiner, sur la terre rouge de sang, ses arabesques de feu...

Oui, mais demain est un « 13 », j'aimerais mieux être au « 14 »...

13 août.

Je n'aime pas le 13 ; la preuve en est que j'observe fidèlement le rite de ne jamais enlever le feuillet éphéméride du 12, avant qu'on ne soit au 14.

Aussi n'était-ce pas sans quelque appréhension que j'attendais les journaux de ce matin.

Ils annoncent un nouveau et sanglant succès belge, à l'aile gauche de l'armée alliée. Le feu est allumé, il va gagner de proche en proche et il ne s'éteindra, il faut l'espérer, qu'avec la défaite des Allemands.

Le 13 continue, exceptionnellement, à se montrer favorable. Une carte postale, daté du 11 courant, m'arrive de Genève. Elle est de ma mère qui me prie de lui écrire et ajoute qu'elle languit sans nouvelles de moi. Cela prouve qu'elle n'a reçu aucune des huit ou dix lettres que je lui ai envoyées.

Malgré la grande confiance de tous, l'inquiétude pèse lourdement. C'est encore une journée d'attente qu'il faut passer en tuant le temps.

Aussi, malgré les trente degrés de chaleur, je me décide à monter en haut de la butte Montmartre. J'ai l'intention de m'installer place du Tertre pour lire les journaux, y compris le *Bonnet Rouge* d'hier soir, que je n'ai pas pu me procurer plus tôt. En cours de route j'aurai bien l'occasion de prendre quelques notes.

Les nouvelles ne sont transmises que parcimonieusement par le ministère de la guerre. Les jour-

naux qui, pour la plupart, ont repris leur format, sinon leur nombre de pages habituel, en sont réduits à faire du remplissage. A eux la chronique et les impressions ! Voici celles que je coupe dans le *Bonnet Rouge* ; elles m'évitent ainsi une description que, certes, j'aurais été loin d'aussi bien réussir.

Autour de sa butte, Montmartre languit. Tous ses commerces frivoles de modes et de rubans ont clos leur devanture. Plus d'encombrement dans la rue Lepic. Plus de bousculade dans la rue des Martyrs. L'avenue Trudaine n'a guère changé, ayant déjà cette allure d'avenue provinciale, mais les boulevards, si mouvementés d'ordinaire, suent l'ennui d'une existence engourdie, à la façon de ces pendules sans action, dans les maisons abandonnées.

Médrano affiche, imperturbable, sa réouverture pour le 28 août ; mais, dans les alentours, errent des êtres désemparés sur la figure desquels on met des noms qui vous firent tant rire, sous la grimace du clown.

Là où l'on dansait, à la Galette, à l'Elysée-Montmartre, de grosses poutres barricadent les portes, et, elles, les sentant venir la disette, les petites femmes vont, guettant, avec un sourire bien près des larmes, les hommes qui passent et ne s'arrêtent pas.

Parmi les bruits qui courent avec ténacité, en voici un que je ne peux plus ne pas consigner dans ces notes, car il prend, de jour en jour, plus de consistance :

L'assassinat de Jaurès serait l'œuvre d'agents provocateurs allemands. L'assassin n'aurait été que leur instrument. Le crime, selon ceux qui l'ont perpétré, devait aboutir à l'émeute et peut-être à la révolution, dès les premiers jours de la mobilisation.

On sait qu'il n'en a rien été. Si ce que l'on dit est vrai, l'Allemagne a, sur la conscience, un crime

inutile. Il est vrai qu'elle en a tant d'autres et qu'elle les porte d'un cœur si léger...

Au cours de l'instruction, la déposition du garçon du « Croissant » a été formelle. L'assassin était entré un instant auparavant dans le café, en compagnie d'un autre individu qui a disparu et qu'on n'a jamais retrouvé. Du doigt, celui-ci aurait désigné Jaurès à son compagnon, en lui disant : « — C'est le gros qui tourne le dos à la fenêtre. »

Puis ils sortirent.

Une minute après, une main criminelle soulevait le rideau. On sait le reste.

Si l'agent provocateur assistait aux funérailles de la victime, il a pu constater combien ses espérances en l'émeute étaient mal fondées.

Cette imposante cérémonie, elle aussi, était dominée par un immense souffle de pur patriotisme et divers détails furent intéressants à relever.

Par exemple, l'émissaire à bicyclette qui annonçait le cortège était, comme dans chaque manifestation, un homme de confiance du parti. Il arborait crânement un képi d'infanterie.

Quant au drapeau tricolore, pour qu'il se détachât bien des drapeaux rouges qui l'escortaient, il était muni de deux hampes qui permettaient à deux porteurs de le tenir largement déployé.

Lorsque M. de Bethmann-Hollweg reçut le rapport de ses émissaires, il dut en éprouver une véritable stupeur.

Stupeur qui doit être devenue son état normal. Car il n'est pas de jour, où, dans des rencontres d'avant-postes, de plus en plus importantes, les troupes du kaiser ne soient battues, en perdant du monde, du matériel et en abandonnant un nombre invraisemblable de prisonniers.

Cet après-midi nous avons appris un nouvel exploit de nos agiles « 75 », qui eurent tôt fait d'anéantir une batterie ennemie et un régiment de dragons. Le matériel et les prisonniers, un millier environ annonce le ministère de la guerre, iront grossir nos précédentes prises.

Des prisonniers, il y en déjà dans plusieurs villes de province. Aujourd'hui, il en est passé encore à la gare de Champigny quatre cent cinquante, qu'on dirigeait sur Poitiers.

Curieusement, la population de boutiquiers et de petits commerçants qui restent (il n'y a guère que des femmes et des enfants en ce moment), avait franchi la barrière et s'était approchée du convoi pour regarder les uhlans.

Il y en avait peu, d'ailleurs, le convoi étant surtout composé de dragons et de fantassins. Si les officiers affectaient une certaine morgue, les hommes avaient l'air parfaitement tranquilles et plutôt satisfaits. Ils venaient d'Altkirch.

Sans doute se disaient-ils qu'ils n'auraient plus faim. Il se confirme que la plupart des prisonniers aussitôt après s'être rendus demandaient à manger. Leurs chevaux aussi étaient affamés et voici, à ce sujet, une dépêche de Bruxelles, 12 août :

Leurs chevaux aussi meurent de faim. — Bruxelles, 12 août. — Plusieurs chevaux de uhlans, qui avaient été trouvés morts dans le Limbourg, ont été autopsiés à Beverloo. On a constaté qu'ils étaient morts de faim.

(Agence *L'Information.*)

Un jour viendra peut-être où les cavaliers du kaiser remercieront la France, comme l'ont fait leurs compatriotes civils, qu'on a recueillis dans les départements du Centre.

Voici la lettre que les Allemands et les Austro-Hongrois installés aux environs de Nogent-le-Rotrou ont adressée à M. Lucien Millevoye, député de Paris, dans l'arrondissement duquel, ils habitaient pour la plupart :

La Basoche-Gouet, 8 [illegible].

A M. Lucien Millevoye, député de Paris.

Monsieur le député,

Poussés par un sentiment bien sincère et naturel, nous soussignés, Allemands, Autrichiens et Hongrois, qui se sont mis sous la protection de la République française, nous tenons à proclamer bien hautement notre profonde reconnaissance.

Les soussignés remercient la République française de l'attention spontanée et toute spéciale dont ils ont été l'objet dans un moment aussi grave et aussi critique.

A notre arrivée à Nogent-le-Rotrou, nous avons été reçus par le sous-préfet, M. Causeret, et aussi par M. Burel, de la police locale, et par les habitants, avec la plus grande amabilité, et nous avons été traités d'une façon touchante ; par tous les moyens ils cherchaient à nous faire oublier notre misère. Le maire, M. Lhuillier, tous ses employés, ainsi que tous les habitants de la commune de la Basoche-Gouet, sur laquelle nous avons été dirigés, se donnent, avec un dévouement vraiment admirable, un mal inouï pour nous rendre l'existence moins pénible.

Nous ne voudrions pas oublier les femmes de la commune, lesquelles rivalisent de zèle auprès des nourrissons de nos femmes.

Que Dieu protège la France, comme la France nous protège en ce moment.

(Suivent toutes les signatures.)

C'est à cette catégorie de Germains que doit appartenir mon tailleur allemand qui, le jour de son départ, me disait en pleurant :

— Che me i... pas mal de l'Allemagne, che demante qu'à resder ici...

Malheureusement, tous les Allemands restés en France grâce à notre mansuétude ne nourrissent pas les mêmes sentiments de reconnaissance.

Plusieurs centaines avaient été logés au lycée Condorcet, pour y attendre leur envoi dans les centres affectés à la garde des étrangers.

Ils s'y sont conduits d'une façon scandaleuse. Dans les salles d'études, ils ont brisé des becs de gaz, des tables, des bancs, arraché dans les classes de Saint-Cyr, de Polytechnique et de Centrale, les tableaux qui rappelaient des victoires françaises, et laissé tous les locaux qu'ils ont occupés dans un état de repoussante saleté, volontairement ordurière.

J'apprends, d'autre part, qu'à Alençon, les Allemands internés dans la ville ont une conduite déplorable. Ils sont continuellement ivres, ils se battent entre eux, et, à chaque instant, la force armée doit intervenir.

Il paraît d'ailleurs que, sur les cent mille Allemands qui étaient restés à Paris, il y a huit jours, quarante-deux mille n'ont pas encore fait leur déclaration. On les pourchasse d'autant plus énergiquement que, parmi eux il y a certainement plusieurs émissaires du service allemand des renseignements.

Et à ce sujet, voici ce que dit la *Liberté* :

Les nouvelles qui nous parviennent de Belgique et d'Angleterre nous signalent l'arrestation de nombreux espions allemands, dont les agissements sont aussi misérables que leurs ruses sont grossières.

Il ne faut pas croire qu'en France nous restons inactifs. Il ne se passe pas de jour sans que les divers services d'espionnage ne procèdent à la capture d'individus

qui, sous le couvert de professions honorables, travaillent pour le compte de l'Allemagne. Nous citerons quelques exemples :

Dans une localité de l'arrondissement de Corbeil, un bijoutier établi à Paris, dans le 3e arrondissement, a été arrêté, avec toute sa famille. Dans la villa qu'il avait fait construire, une perquisition a fait découvrir des plans stratégiques, une correspondance significative et une somme importante.

Près de Gretz-Armainvilliers, en Seine-et-Marne, un médecin, installé depuis vingt ans dans la région, a été surpris au moment où il se disposait à faire sauter un pont sur la ligne de l'Est. Il avait falsifié son identité : c'était un sujet allemand.

A Combe-la-Ville, des soldats en faction sur la ligne du P.-L.-M. ont arrêté, à un passage à niveau, une automobile dans laquelle avaient pris place trois religieuses, dont l'allure leur semblait suspecte. Invitées à se rendre à la mairie, les pseudo religieuses furent reconnues comme étant des officiers allemands déguisés. L'automobile contenait plusieurs explosifs.

Signalons, en terminant, le cas d'un restaurateur voisin de l'Ecole militaire, chez lequel prenaient pension de nombreux militaires. C'était un Allemand, pratiquant l'espionnage. Il est depuis hier sous les verrous.

Une nouvelle qu'on apprendra, et que moi, en particulier, j'apprends avec plaisir, c'est qu'à partir du 19 août le trafic ordinaire sera repris sur la plupart des lignes de chemins de fer, le réseau de l'Est excepté.

Une affiche, apposée en temps utile, donnera l'indication des trains qui ne pourraient pas être rétablis.

Les personnes nécessiteuses, habitant Paris et la banlieue, seront admises dans les trains en partance, sur la présentation du billet gratuit qui sera délivré, sur certificat du maire, établi dans les conditions désignées par une circulaire.

Les bénéficiaires des allocations réservées aux personnes remplissant les obligations de soutien de famille, en vertu de la loi du 1er août 1914, pourront toucher cette allocation dans les résidences qu'elles auront choisies, sauf à l'étranger.

La mobilisation, ayant commencé le 2 août, cessera virtuellement le 18. Elle aura donc exactement duré dix-sept jours au lieu de dix-huit, selon les horaires très habilement prévus, avec une certaine élasticité, par l'état-major général. Ce succès, dépassant les prévisions, est dû au magnifique mouvement d'enthousiasme qui s'est produit dans la population pour marcher à l'ennemi, et pour y marcher avec calme, mesure et confiance.

L'élan a été admirable. Il n'y a pas eu pour ainsi dire de défection.

Je citais, l'autre jour, le 13e corps d'armée, dont le chef-lieu est à Clermont-Ferrand, où pas un homme n'a manqué à l'appel. Voici un autre exemple : Sur les deux mille cinq cents avocats inscrits au barreau de Paris, deux mille étaient mobilisables. Tous se sont présentés.

Dans le courant de l'après-midi, je suis allé à l'hôpital Lariboisière, bavarder un peu avec mon ami Faure. Il a fait de cet énorme établissement, dont il est le directeur, un hôpital qui peut passer comme le modèle du genre dans le fonctionnement de ses multiples services. Il m'avait promis de m'employer pendant la durée de la guerre. Mais il n'a toujours besoin de personne. D'autant plus qu'il n'a que huit cents malades au lieu de quinze cents, qui est la moyenne habituelle.

La générale Michel, femme du gouverneur mi-

litaire du camp retranché de Paris, sortait de son bureau. Il avait dû céder à ses instances et accepter de recevoir cinq ou six dames désireuses de venir remonter le moral des femmes en couche...

On comprendra la résistance de Faure lorsqu'on saura que le personnel des infirmières qui, tous les jours, montre une compétence et un dévouement sans pareil, ne voit pas d'un très bon œil l'ingérence, dans son service, de ces dames tenant à faire remarquer, les unes leur zèle, les autres leur costume.

A quel triste cabotinage assistons-nous en ce moment, sous prétexte de secours aux blessés? Bien que le général-gouverneur ait d'abord déclaré que Paris ne recevrait pas de blessés, la création et l'organisation d'ambulances absorbent les loisirs d'un grand nombre de mondaines. C'est une distraction qui a remplacé, pour les unes, le five o clock tea, et pour les autres les thés-tangos.

Il va sans dire que ces observations ne concernent en rien les admirables créatures de dévouement qui ont pris leur brevet d'infirmière, grâce à de patientes études et qui, à l'heure qu'il est, la Croix-Rouge au bras, une simple cape de drap sur les épaules, sont déjà sur les lignes de feu, depuis longtemps, après s'y être rendues, modestement, sans faire publier leurs noms dans la liste des « déplacements et villégiatures ».

Néanmoins, les gens riches aimant à faire la cour aux puissants du jour souscrivent avec empressement sur la liste de Mme Messimy qui, de ce fait, a déjà recueilli près de trois cent mille francs pour une ambulance dont elle a entrepris la formation.

Espérons que ces sommes finiront, ainsi que beaucoup d'autres, par aller grossir celles déjà re-

çues par le comité de secours national, qui vient de se fonder sous le patronage du président de la République et dont les présidents d'honneur sont MM. Fallières et Loubet, et le président effectif, M. Appell, président de l'Institut.

La première souscription est celle de Mme Poincaré. Elle s'élève à cinquante mille francs. Ensuite vient celle de MM. de Rotschild : un million.

Le comité de secours national, qui réunit les représentants de tous les groupements nationaux et de toutes les forces sociales de la France, a pour but de venir en aide, à Paris et en province, aux femmes, aux enfants, aux vieillards dans le besoin, sans distinction d'opinions, ni de croyances religieuses.

Le *Journal officiel* a publié, voilà deux jours, un décret aux termes duquel sont suspendus, pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, toutes prescriptions et préemptions en matières civiles, commerciales ou administratives, tous délais impartis pour signifier, exécuter ou attaquer les décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs.

Il s'ensuit que les audiences du Tribunal civil et de la Cour d'appel vaqueront jusqu'à la fin de la guerre, et que la solution à donner à tous les procès en cours est ajournée « sine die ». Du fait de la mobilisation, un grand nombre d'avoués, de notaires et d'huissiers sont, à l'heure actuelle, sous les drapeaux. Pour les remplacer durant leur absence, le Tribunal civil s'est assemblé hier en Chambre du conseil et a rendu des jugements désignant les gérants provisoires de leurs études.

Ces gérants ont été pris soit parmi les prédécesseurs de la charge, soit parmi les officiers ministériels exempts de toute obligation militaire et qui pourront ainsi faire marcher de front l'étude du confrère en même temps que la leur.

Un communiqué nous apprend que le marché est toujours bien approvisionné et que le calme renaît peu à peu. Les arrivages, fort nombreux, occasionnent une baisse dans les cours.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne les fruits et les légumes, il en est parvenu à Paris 44,645 kilos, dont 22,000 kilos de gros légumes. Il y a également une très grande quantité de beurre et œufs, dont les arrivages accusent 64,404 kilos de beurre en mottes et 2,020 kilos de beurre en livres ; en œufs, ils se montent à 39,510 kilos.

Au pavillon de la volaille, on annonce un grand arrivage de poulets russes frigorifiés, 20,000 kilos sont déjà arrivés aujourd'hui. Il en est de même au pavillon de la boucherie où la vente est assez animée. On sait que, les arrivages étant de plus en plus forts, la suppression des taux fixes a été décidée. De plus, les abattoirs ont fourni 338 demi-bœufs.

Mentionnons quelques cours : pommes de terre, 10 à 14 fr. les 100 kilos ; navets, 22 à 25 fr. les 100 bottes ; carottes, 15 à 30 fr. les 100 bottes ; pois verts, 12 à 25 fr. les 100 kilos ; les choux-fleurs varient de 0,35 à 0,70 selon la grosseur ; les poireaux sont cotés 20 à 30 fr. les 100 bottes.

— —

La viande ayant manqué dans les boucheries, bien que le bétail abonde à la Villette, le général Michel a convoqué un certain nombre de bouchers et leur a signifié qu'ils aient à remplir leurs fonctions, c'est-à-dire qu'ils procèdent chaque jour à un abatage régulier du bétail. Les boucheries de quartier pourront donc désormais fournir leurs clients comme par le passé.

Chacun des trains venant du Croisic sur Versailles, amènera un wagon de sel. De la Vendée et de la Sarthe,

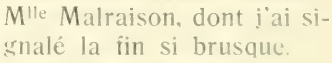
le beurre, les œufs semblent devoir arriver normalement. Bientôt même le Midi reprendra ses expéditions de fruits.

Le moratorium continue à paralyser tous les gens dans le besoin.

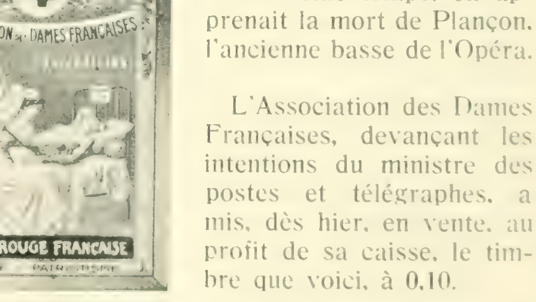
M. Ch. Leboucq, député de Paris, a signalé en outre que les compagnies d'assurances contre les accidents du travail ne paient plus les ouvriers sinistrés, par suite de l'impossibilité dans laquelle elles se trouvent de toucher leurs dépôts en banque. De ce fait, un assez grand nombre de familles ouvrières sont plongées dans la misère.

Quelques nouvelles :

Aujourd'hui, on a enterré une charmante artiste de la Comédie, appelée au plus grand avenir :



Mlle Malraison, dont j'ai signalé la fin si brusque.



En même temps, on apprenait la mort de Plançon, l'ancienne basse de l'Opéra.

L'Association des Dames Françaises, devançant les intentions du ministre des postes et télégraphes, a mis, dès hier, en vente, au profit de sa caisse, le timbre que voici, à 0.10.

Voici un excellent indice de la reprise prochaine du trafic maritime et par conséquent des affaires : « L'Etat garantit les risques de guerre pour les transports maritimes. » C'est là un fait d'une très grande importance.

Le gouvernement l'a annoncé par un communiqué officiel à la presse :

Pour permettre au commerce d'importation et d'exportation par mer de continuer, en toute sécurité, ses transactions en vue de faciliter les approvisionnements pour la population civile et pour les armées en campagne, l'État français est disposé à couvrir, sous certaines conditions et moyennant le paiement d'une prime, les risques de guerre.

A l'importation : à concurrence de 80 % du corps des navires battant pavillon français et de la totalité des cargaisons transportées tant sous pavillon français que sous pavillons alliés ou neutres.

A l'exportation : à concurrence de 80 % du corps des navires battant pavillon français et de la totalité des cargaisons sous pavillon français.

Tous les renseignements que désireraient obtenir les intéressés leur seront fournis par les secrétaires de la commission exécutive nommée à l'effet de préparer les conditions de garanties.

(Agence *L'Information.*)

D'après le *Matin*, la monnaie manque toujours :

Bien que l'on ait pris soin de prévenir le public qu'il n'y avait pas lieu de thésauriser et de conserver pieusement les pièces d'or et les pièces d'argent, les commerçants parisiens et les particuliers n'ont tenu aucun compte de cet avis ; il en est même résulté une crise du numéraire qui rendit difficile les diverses transactions nécessitées par les exigences de la vie. A l'Hôtel des monnaies, on travaille sans relâche à frapper du numéraire d'argent. Comme toutes les administrations, la direction de la monnaie a vu de nombreux ouvriers quitter ses ateliers pour aller rejoindre leurs régiments. Mais, de suite, on embaucha les hommes non mobilisables. La frappe de la monnaie est une opération méticuleuse et spéciale, nécessitant un apprentissage technique et des aptitudes, mais il restait un noyau d'ouvriers spécialistes suffisant pour assurer le service. On embaucha des ouvriers capables de vaquer aux autres

travaux tels que, par exemple, le laminage et le découpage des métaux, qui n'exigent pas des aptitudes spéciales. Tout le monde y mit une bonne volonté remarquable, et, d'ici peu de temps, une forte quantité de numéraire en argent sera mise en circulation, ce qui rétablira l'équilibre de la monnaie, équilibre indispensable au bon fonctionnement des échanges.

D'après le même journal nous aurons, parait-il, une bonne récolte de blé et une superbe récolte d'avoine :

Les nouvelles qui arrivent aujourd'hui de la moisson sont excellentes. Pendant que, dans les plaines fertiles du Nord, la maturation s'achève dans les conditions les plus heureuses, dans le reste de la France, on aura bientôt rentré les gerbes, malgré les difficultés de la main-d'œuvre. Les maires et les organisations locales, sans attendre les secours officiels, ont agi avec tant d'intelligence que le précieux grain sera partout sauvé.

Les premiers battages promettent un rendement très satisfaisant. La production dépasse sensiblement celle de 1913. Les contrées les plus favorisées semblent être la Vendée et la Touraine, qui annoncent des rendements de vingt-huit à trente quintaux à l'hectare, dans les bonnes terres, et la Brie, où l'on parle d'une majoration de 25 à 30 % sur l'an dernier. Il ne faut pas espérer atteindre cent-vingt millions d'hectolitres, mais on peut compter sur une bonne récolte moyenne.

Quant à la qualité, elle est « jalouse », comme disent les agriculteurs : à côté des blés pesant quatre-vingts kilos l'hectolitre, il y en a qui n'atteignent pas soixante-douze kilos, parmi ceux qui ont été coupés au moment des pluies de la semaine dernière. Les épis qu'on fauche depuis le commencement de la semaine auront eu le temps de se remplir.

Les offres sont nombreuses ; les fermiers sur le point de rejoindre leurs corps cherchent à vendre leur récolte pour se faire de l'argent. D'ailleurs, l'autorité militaire réquisitionne en beaucoup d'endroits, à des prix variant de 26 fr. 50 à 29 fr. le quintal, ce qui explique que le marché de Paris soit à peu près nul.

Il n'est pas encore question des blés étrangers. Voici cependant les prix tenus pour les chargements arrivés à la côte anglaise : Australie, 26 fr. 10 ; Indien, 25 fr.50 ; Hard Winter, 22 fr. 50.

Pour l'avoine, la récolte est supérieure, sous tous les rapports. On coupe et l'on rentre avec la plus grande activité. Il n'y a pas encore d'offres en avoine nouvelle, les détenteurs offrent 23 fr. 50 le quintal, quai Paris, pour les avoines indigènes vieilles, les Suède, les Groningue et les Irlande.

La Bourse est encore faible. Elle donne cependant signe de vie.

On a fait très peu d'affaires.

La Chambre syndicale des banquiers en valeurs a décidé de rouvrir, à partir de lundi prochain, le marché au comptant, mais seulement pour les valeurs cotées exclusivement au comptant.

Pour les valeurs cotées à la fois à terme et au comptant, il pourra être fait des opérations de gré à gré, mais les cotes n'enregistreront aucun cours.

Principaux cours cotés aujourd'hui :

A terme : Banque de Paris, 1110 ; Union Parisienne, 620 ; Nord-Sud, 120. Au comptant : 3 % Français, 75,20 ; 3 ½ Français, 82,70 ; Banque de France, 4000 ; Azote, 215 ; Wagons-lits, 420 ; Est, 760 ; Orléans, 1170 ; Lyonnais, 1280.

Après les nouvelles exactes, voici un communiqué de la préfecture de police qui concerne les fausses nouvelles :

Nous mettons le public en garde contre les fausses nouvelles répandues journellement, dans divers quartiers populeux de Paris particulièrement.

C'est ainsi que des mères de familles ayant plusieurs enfants sous les drapeaux ont été informées, par pneumatique, de la mort de ceux-ci à la frontière.

C'est là l'œuvre d'individus inconnus, dont le mobile échappe encore; il est probable cependant qu'on se trouve

en présence d'agents provocateurs allemands ayant réussi à rester dans la capitale.

La police veille, heureusement. Elle ne tardera pas, sans doute, à mettre ces individus dans l'impossibilité de nuire.

J'ai coupé l'écho suivant dans l'*Intransigeant*. Il est touchant, et il faut regretter de le trouver en aussi flagrante contradiction avec les lignes officielles qui précèdent :

Elle a conduit ce matin, à la gare Montparnasse, son fils aîné, un beau gars de quarante ans, qui lui a recommandé sa femme et ses deux fillettes qu'une parente a recueillies à la campagne. La mère n'a pas laissé paraître son émotion. Au moment de l'adieu, elle eut même le courage de sourire. Et ce sourire était sublime. Hier, elle a appris que ses deux autres fils, partis les premiers jours de la mobilisation, sont tombés, elle ne sait où, « au champ d'honneur »... Mais, dominant sa douleur, elle a tenu secrète l'affreuse nouvelle et n'en a rien dit à l'aîné, afin que celui-ci, exalté par son ardeur patriotique, pût rejoindre son régiment le cœur joyeux !

Le comte de Fels, qui revenait, en automobile, de Rambouillet, a failli être tué par une sentinelle dont la balle brisa la glace de sa voiture, à quelques centimètres au-dessus de sa tête.

Son chauffeur n'avait pas entendu la sommation de s'arrêter.

Nous sommes toujours dans l'ignorance absolue des emplacements qu'occupent les centaines de mille hommes de l'armée française qui vont se heurter aux Allemands... peut-être demain.

C'est merveilleux qu'on ait pu faire le silence le plus complet sur de pareils effectifs, leurs emplacements et les chefs qui les commandent.

Une telle discrétion est tout à l'honneur de l'état-major général.

Signalons encore que certains tramways ont recommencé à marcher, entre autres : Aubervilliers-Opéra et place Blanche-Bastille.

Ils passent rarement, mais ils passent...

Pour finir la journée, j'apprends une douloureuse nouvelle. Henri Second, le poète dauphinois, est mort ; c'est une tristesse de plus. La modestie et l'indépendance de son caractère l'avaient empêché d'occuper une place que la postérité accordera bien vite à des œuvres comme *Les Hirondelles de clocher, L'Amour et la Mort* et d'autres encore. Il excellait dans le genre familier. La tendresse et la douceur de son art y révélaient le camarade exquis qu'il était dans l'intimité.

Sorti pour prendre un peu d'air pendant le calme de la nuit, dans le clair-obscur qui règne avenue Trudaine, j'entrevois une silhouette connue : Serge Basset, confrère bienveillant, ami sûr et président de notre société artistique « Le Cornet ».

Il arrive d'Uriage où les événements l'ont surpris en pleines vacances. Très lié avec Henri Second, c'est lui qui m'apprend sa mort. Je tiens à la fixer ici, en quelques lignes.

Le doux poète avait l'habitude de passer les vacances en Dauphiné. Il était à Grenoble lorsqu'arriva l'ordre de mobilisation et cette inoubliable soirée du 1er août, il la passa avec son vieil ami Serge Basset.

Ancien engagé volontaire en 1870, il avait fait bravement son devoir. Aussi les heures filèrent vite à rappeler de nombreux souvenirs et d'héroïques

épisodes de la vieille guerre; il allait même jusqu'à envisager la possibilité de reprendre du service, à soixante-deux ans...

L'heure venue de se reposer un peu, après les rudes émotions de ce grand soir, les deux vieux camarades se séparèrent.

— Adieu ami, lui dit Serge Basset, bonne nuit, fais un beau rêve.

— Je ferai un beau rêve, répondit le poète. Je vais rêver à la victoire.

Au matin suivant, ne le voyant pas sortir de sa chambre, on se décida à forcer la porte.

Il était étendu sur le dos dans son lit. Sa tête caractéristique se détachait fortement sur le blanc des draps ; ses yeux allaient vers le ciel et un sourire de triomphe errait sur ses lèvres. Toute sa physionomie était empreinte à la fois de béatitude, de joie, de reconnaissance infinie.

Henri Second était mort en rêvant à la victoire...

14 août.

Journée de chaleur étouffante et comme toujours d'attente. Aussi les heures ont-elles été longues.

Curnonsky est rentré de Bretagne. Il est arrivé tantôt, à trois heures, à l'improviste, après trente-huit heures de voyage et pas mal de péripéties désagréables. Pourquoi diable aussi s'appelle-t-il Curnonsky, alors que son vrai nom est Sailland ? La maréchaussée bretonne l'avait pris pour un juif polonais, doublé d'un anarchiste dangereux et triplé d'un réfugié suspect !!! Et ce n'est pas sans difficultés qu'il a pu regagner Paris où, enfin, il vient d'arriver sans savoir si ses bagages le suivent.

Cet après-midi j'ai eu une intéressante conversation, au ministère de l'intérieur, avec M. Trichon, le jeune et actif chef-adjoint du cabinet de M. Malvy. Je lui ai parlé longuement des fausses nouvelles répandues en Suisse, particulièrement par l'agence Wolff qui se garde de signaler les atrocités commises par les Allemands et qui relate, d'une façon bien personnelle, les récentes rencontres où les soldats de Guillaume II n'ont pas précisément remporté « victoires sur victoires ».

Je sais que le gouvernement examine la possibilité d'envoyer, par télégraphie sans fil, des renseignements plus exacts sur les faits de guerre.

En revenant de la place Beauvau, je passe devant la caserne de la Pépinière. Le 30e régiment

d'infanterie territorial y est complètement installé et remplace le régiment de réserve qui, lui-même, remplaçait le régiment de l'active.

Ces braves fantassins ont déjà perdu leur commandant. Pas très entraîné à l'équitation, celui-ci a fait une chute de cheval qui a exigé son transport d'urgence à l'hôpital.

Au collège Rollin, de l'avenue Trudaine, c'est un détachement de la 22e section d'infirmiers qui est installé. La présence des brassards blancs à croix-rouges fait présumer que l'heure approche où nous verrons les premières victimes des terribles rencontres qui ont lieu en ce moment.

Cela ne veut pas dire que l'on amène à Paris des blessés qui s'y trouveraient infiniment moins bien qu'en province : si les infirmiers de la 22e section occupent le collège Rollin, c'est tout simplement à cause de la proximité des gares du Nord et de l'Est d'où l'on pourrait, en quelques heures, les expédier sur les champs de bataille de Belgique et de Lorraine[1].

En tous cas les infirmiers ne manqueront pas. En sera-t-il de même pour le matériel de pansement dont il va être fait une formidable consommation ? Espérons-le. Néanmoins, je crois savoir que l'Assistance publique envisage sérieusement la possibilité d'affréter un navire pour en opérer un chargement en Amérique.

Marcel Habert, délégué général de la Ligue des patriotes, fait annoncer, par les journaux, son dé-

[1] Ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées ; l'hôpital [illegible] du Collège Rollin fut destiné aux soldats malades ; comme blessés seuls quelques officiers y furent admis.

part pour la frontière. Certaines gens, qui se prétendent bien informés, rapprochent ce départ de la mort de Mlle Malraison, de la Comédie-Française. La jeune artiste faisait partie de la Ligue des Patriotes. Et c'est pourquoi, en première page de l'*Echo de Paris*, Maurice Barrès lui consacre une magnifique oraison funèbre.

Ce soir paraît le premier exemplaire du *Bulletin des armées de la République* destiné à être distribué aux troupes, par les soins de l'intendance, à raison de dix exemplaires par compagnie.

En tête sont deux lettres de M. Messimy et de M. Viviani. Celle-ci se termine par le vibrant appel que voici, qui est bien dans la manière, excellente d'ailleurs, du président du Conseil :

Allez au combat, le plus humble d'entre vous est utile à la patrie; depuis le général en chef, dont le merveilleux sang-froid fait l'admiration du monde, jusqu'au dernier d'entre vous, chacun a un rôle indispensable.

La gloire est pour tous ; sa lumière éclaire tous les fronts.

En avant ! enfants de la patrie ! vous êtes le droit, vous êtes le nombre, vous êtes la force. Demain, vous serez la victoire.

Et quand vous reviendrez, après vous avoir serrés dans nos bras, par le sillage que votre héroïsme nous aura ouvert, nous irons, dans un pieux pèlerinage, bénir les tombes profanées où les mânes des héros de 1870 ont attendu si longtemps, avec le tendre embrassement de la patrie, le réveil terrible de sa justice.

C'est chaud, bien tourné et ça touche où il faut.

L'idée de ce journal est excellente. Par lui les hommes sous les armes sauront quelles mesures sont prises pour sauvegarder le foyer qu'ils ont

abandonné par devoir et, de même, ils apprendront aussi les principaux faits de guerre.

La population va les envier. Car, avec un admirable stoïcisme, elle se résigne à ne rien savoir et pourtant, ainsi que le dit excellemment le *Temps :*

Il n'est pas un de nous qui n'ait un fils, un frère, un mari, un ami cher sous les drapeaux, pas un de nous qui, vingt fois dans la journée, ne se demande avec anxiété ce qu'il devient. Et cet état d'esprit s'accroît du fait que pour des raisons impérieuses, devant lesquelles nous nous inclinons d'ailleurs sans révolte, on nous laisse sans lettres des nôtres. Nous ne savons ni ce qu'ils font, ni où ils sont. Nous savons seulement qu'ils se battent. Mais nous acceptons de rester dans l'ignorance parce qu'un renseignement quelconque, si minime fût-il, peut filtrer et compromettre la défense nationale. Et cette façon de stoïcisme, qui nous fait exercer sur nous-mêmes une sévère et dure maîtrise est notre façon, à nous, de nous associer à la lutte. Vieillards, femmes et enfants sentent que leur rôle est de s'effacer, d'encombrer le moins possible. Mais si nous avons la force de garder secrète et muette notre angoisse intime, elle n'en couve pas moins au plus profond de nos cœurs.

Les effets de cette immense discrétion sont merveilleux. A l'heure qu'il est, à part l'état-major général, personne au monde ne pourrait désigner l'emplacement des troupes françaises qui s'élèvent probablement à plus d'un million d'hommes.

Les reconnaissances poussées, au petit bonheur, par la cavalerie allemande, ne donnent aucun résultat. Pourtant elles s'avancent aussi loin que possible pour démasquer les positions des troupes françaises dont le silence et l'inaction voulus inquiètent, au plus haut point, l'état-major allemand.

Où sont les Français ? Que font les Français ? Telles sont les questions que posent les offi-

ciers allemands à tous les malheureux habitants des villages où leur présence sème la dévastation et la ruine. Qu'ils prennent patience, les Français ne les oublient pas...

Et j'ai, pour ma part, comme le pressentiment que demain nous apportera une bonne nouvelle.

Espérons.

Un millier d'inscrits maritimes, venant de Brest, sont arrivés ce matin, par la gare des Invalides.

Ils se sont aussitôt rendus au Grand-Palais où ils seront cantonnés.

Les inscrits maritimes sont destinés à renforcer momentanément la police de Paris et la banlieue.

Lundi prochain, un nouveau détachement arrivera à Paris.

Ce matin, au cours d'un important Conseil des ministres, diverses importantes mesures ont été prises.

Citons :

Le ministre du commerce a présenté à la signature du président de la République un décret modifiant le paiement des loyers à Paris et en province, dans les conditions suivantes :

Est ajourné le paiement des loyers arrivant à échéance en août et septembre, quand il s'agira d'un loyer inférieur à mille francs, à Paris, ou six cents francs dans les villes de cent mille habitants et au-dessus ; trois cents francs dans les communes de quinze mille habitants et au-dessus et cent francs dans les autres.

Le Conseil examinera, avant l'échéance du 15 octobre, la situation des familles qui paient un loyer plus

important et dont le chef ou les enfants sont partis aux armées.

On apprend de Toulouse que le major von Winterfeld, l'attaché militaire allemand à Paris, blessé aux dernières grandes manœuvres dans un grave accident d'automobile, qui le retint pendant de longs mois à Grisolles (Tarn-et-Garonne), avait dernièrement quitté cette localité et était venu s'installer à Aucamville, aux portes de Toulouse, pour y achever sa convalescence.

Dès la déclaration de guerre, le major von Winterfeld a fait ses malles, et un wagon-salon l'a emporté à Saint-Sébastien. Le départ du major n'a donné lieu à aucun incident.

On savait déjà par les prisonniers allemands que la guerre n'était point populaire parmi eux, que « c'était, non pas la guerre du peuple, mais la guerre des officiers ».

Parmi ceux-ci, il en est un qui au moins doit se mordre les doigts, si j'en crois le trait suivant :

Un officier prussien parlant parfaitement le français, qui faisait partie d'un convoi de prisonniers arrêtés à Versailles, en voyant passer les territoriaux qui chantaient la « Marseillaise », a dit au chef de train : « Quelle désillusion attend mon pays ! »

La *Dépêche de Toulouse* raconte cette anecdote d'une touchante et noble simplicité :

Lundi, se présentaient au recrutement, à Vesoul, quatre jeunes gens et leur père, ancien combattant de 1870, tous Alsaciens. Ils avaient quitté leur famille, leurs biens, leur maison et, grâce à mille ruses, franchi la frontière.

On imagine l'émotion du commandant de recrutement qui reçut ces volontaires. Devant leur calme, leur volonté, leur fidélité au souvenir, le commandant détacha sa croix et l'accrocha sur la poitrine de l'engagé aux cheveux blancs, vieillard de soixante-dix ans, solide comme un chêne.

L'histoire est touchante évidemment. Elle pèche un peu, malheureusement, par le détail. Il est assez difficile de se représenter un brave commandant de recrutement nommant, instantanément, un nouveau dignitaire dans la Légion d'honneur. A présent, dans le Midi... et à Toulouse...

Le *Petit Phare de la Loire* cite ce passage d'une lettre d'un soldat. C'est une extraordinaire aventure :

Aujourd'hui, 5 août, sept cents uhlans ont été faits prisonniers de la manière suivante :

Le mécanicien alsacien qui conduisait le train chargé de les amener à la frontière resta sur la voie principale, au lieu d'aiguiller le train vers le débarcadère, et partit à toute vitesse avec son chargement ; il ne stoppa qu'à la première gare française, en criant aux troupiers français ahuris :

« Vous pouvez me faire prisonnier, maintenant ! Je suis dans mon pays ! Vive la France ! »

Les bons uhlans furent cueillis, avec chevaux, armes et harnachements. On garda le train par dessus le marché.

Les prisonniers ont déjà l'air très consolés. Ils ne demandent qu'à manger. On ne parvient pas à les rassasier.

Du *Petit Journal*, de son correspondant de Milan :

M. Vanderbilt, le milliardaire américain bien connu, était en Autriche avec Mme Vanderbilt, lorsque la guerre éclata. Il partit immédiatement pour Gênes, où il espérait pouvoir s'embarquer à destination de l'Amérique.

Arrivé dans notre ville, M. Vanderbilt s'est aperçu qu'il n'avait plus d'argent sur lui. Il essaya alors de réaliser plusieurs chèques, mais aucune banque ne voulait les payer. Par suite, M. Vanderbilt se trouve actuellement sans un sou dans un hôtel de Milan.

M. Mirman, le nouveau préfet de Meurthe-et-Moselle, a visité les hôpitaux de Lunéville :

Un certain nombre de blessés français et allemands se trouvent déjà dans ces établissements. M. Mirman a salué les blessés allemands et serré la main des blessés français. La presque totalité de ceux-ci, légèrement atteints, sont impatients de retourner sur la ligne de combat, et la plupart y retourneront dans quelques jours.

— Si vous êtes blessés, a dit M. Mirman, grâce à votre vaillance la France, elle, se porte bien.

— Il n'y a que cela qui compte, a répondu l'un des blessés.

Retenons ces deux noms : ils furent des huit qui mirent en déroute trente cavaliers allemands, après avoir tué leur chef :

Le lieutenant Bruyant et le brigadier Fxcoffier sont tous deux dragons. L'un vient de recevoir la croix de la Légion d'honneur, l'autre, la médaille militaire. Ce sont les deux premiers soldats de cette guerre décorés au champ d'honneur.

Voici un courageux écho de *Paris-Midi*. On en voudrait voir beaucoup d'autres du même genre :

Boillot[1] a été choisi, on le sait, comme chauffeur par le général Joffre. L'automobile du généralissime sera conduite d'une main sûre, avec une incomparable maëstria. La plupart des rois du volant ont, d'ailleurs, revêtu la tunique militaire et servent la France avec

[1] Boillot a protesté, par la suite, déclarant qu'il n'avait jamais conduit le généralissime.

une patriotique émulation. C'est ainsi que Champoiseau, le hardi pilote taillé en athlète qui, s'il ne se classa que neuvième au dernier circuit de Lyon, fit cependant du cent soixante-quinze à l'heure à tels endroits du parcours, Champoiseau, l'œil vif, la main souple, l'air très crâne, conduit militairement, à Paris, l'auto de M. Dalimier, sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts.

Nos meilleurs chauffeurs évidemment ne peuvent pas tous conduire l'auto d'un général !

Aïe !!!

C'est avec raison que j'admire, tout en me plaignant de n'en pouvoir faire autant, l'habileté des rédacteurs qui, à court d'informations et de copie, se mettent à cultiver avec goût et succès, la chronique, l'écho délayé et le « croqueton ».

En voici encore un délicieux exemple, coupé dans l'*Intransigeant* de ce soir.

Ce tableau-là est tourné avec infiniment d'habileté et celui qui l'a fait est un véritable « échotier » :

Dans un restaurant du quartier de l'Alma. Une jeune femme, seule à une table, devant le strict d'un dîner... « Une viande et un légume ». Elle est vêtue avec cette excentrique simplicité où excellent les Parisiennes de ce demi-monde d'allure correcte et dont on retrouve assez vite les racines bourgeoises, dans cette catégorie qu'on appellerait plus aisément les dévoyées que les courtisanes. Comme boisson, une bouteille de soda (le champagne de la guerre !); comme dessert, des fruits cuits. D'après les derniers règlements de police, le restaurant ferme à neuf heures précises. Il n'est que huit heures un quart; pourtant la jeune femme se hâte de dîner en promenant autour d'elle les regards attristés de ses yeux bleus. Elle est très jeune, elle a de petits traits fins, un air de gentillesse peureuse que sa robe de toile bleue et blanche, drôlement taillée, bizarre de forme, accuse encore.

Les fruits expédiés, elle demande au garçon de quoi écrire... Elle met posément une grande feuille de papier sur le buvard, prend le porte-plume, qu'elle tient entre l'index et le médium, comme les enfants à l'école... Et elle écrit, elle écrit, couvre d'une écriture pointue, sans prétention, ni noblesse, les quatre pages... Elle n'hésite pas. Après une phrase, une autre vient. Bientôt tout le papier est couvert. Alors, elle tire une enveloppe jaune du buvard et y trace une longue suscription, avec des chiffres, des indications particulières, parmi lesquelles je lis (me doutant bien de ce qu'est devenu l'ami à qui la lettre est destinée) : « Sous-officier, 14e régiment... » Puis la ville, le département...

Et, après avoir réglé l'addition, tenant sa lettre qu'elle va jeter à la plus prochaine boîte, la petite amie rentrera se coucher, sagement, en pensant à celui qui est là-bas, avec tant d'autres et dont on attend, avec quelle brûlante patience, le glorieux retour !

C'est une de ces charmantes créatures, que j'ai trouvée l'autre jour, penchée sur une carte où elle venait de piquer des petits drapeaux dont elle avait toute une provision.

— Vous voyez ? me dit-elle. Quand je reçois une lettre, je plante un drapeau à l'endroit d'où il me l'a envoyée.

— Et sur quel point est celui-ci ?

— Courbevoie.

— Il y a longtemps ?

— Douze jours, fit-elle, dans un gros soupir, en levant vers moi ses yeux rougis et gonflés.

Ce soir, au moment de rentrer chez moi, j'ai appris que le général Michel, sur sa demande, partirait probablement pour Belfort. Sans doute trouve-t-il que la sécurité de Paris ne suffit pas à son activité de chef. On est en droit d'en conclure qu'on n'aperçoit pas le moindre péril pour la capitale.

Si le général Pédoya n'avait pas été rappelé à l'activité à l'âge de soixante-douze ans, pour être nommé gouverneur de Grenoble, je n'aurais pas été surpris de le voir succéder au général Michel. Le général Pédoya est, on le sait, un excellent « rrépublicain »...

Et pour clore la journée : la Bourse.

Demain samedi, jour férié, la Bourse chômera.

Aujourd'hui, un peu plus de monde qu'hier, et l'impression est que, dès que les grandes et bonnes nouvelles, que l'on espère, arriveront, on s'apprêtera à se mettre sérieusement au travail, dût la signature définitive de la paix se faire attendre.

A terme, on a coté : Banque de Paris, 1120 ; Crédit Lyonnais, 1280 ; Banque de l'Union Parisienne, 620 ; Omnibus ordinaire, 380 ; Banque nationale du Mexique, 466.

Au comptant, nous ne pouvons relever que les taux suivants : 3 % Français, perpétuel, 75,20 ; 3 ½ % amortissable libéré, 82,50 et non libéré, 82,75 ; actions Saragosse, 345 ; actions Nord de l'Espagne, 345.

Et maintenant, trois informations de la dernière heure :

A Saint-Germain, M. Camille Blanc avait fait conduire toute son écurie à la commission chargée de l'achat des chevaux. Un seul cheval avait été estimé 50,000 francs, le prix des autres variant entre 20,000 et 35,000 francs. Comme les commissaires s'excusaient de ne pouvoir les payer plus de 1000 francs :

— Qu'importe, répondit M. Blanc, pourvu que nos officiers soient bien montés !

—

Le fils de l'ambassadeur de Russie, M. Isvolski, âgé de vingt ans, ne pouvant plus rentrer dans son pays,

vient de contracter un engagement dans l'armée française. Comme c'est un admirable polyglotte — il parle couramment six langues — il a été attaché à l'état-major du généralissime.

—

A la suite d'une longue conférence entre M. Hennion, préfet de police, et M. Joltrain, inspecteur général de la circulation et des transports, d'une part, et des directeurs des compagnies du Métropolitain et du Nord-Sud, d'autre part, les représentants de ces compagnies ont fait connaître qu'il leur était impossible, pour des raisons d'ordre technique, de prolonger actuellement leurs services quotidiens. En conséquence, les trains du Nord-Sud et du Métro ne continueront à circuler que jusqu'à sept heures et demie du soir.

Comme on le voit, à cette veille du 15 août, contrairement aux traditions, on est loin d'avoir multiplié les moyens de transport.

15 août.

Ce jour de fête nous apporte la nouvelle que l'extrême aile droite de l'armée française a remporté d'importants succès dans la Haute-Alsace. Nos « 75 » de campagne ont fait une terrible besogne. Ils se comportent, en Alsace-Lorraine, tout comme ils se sont comportés dans les Balkans, alors que le vieux roi Pierre de Serbie (en 1870, il a servi la France contre l'Allemagne) disait : « Nous avons vaincu avec nos cœurs et avec l'âme de nos canons français. »

Si les journaux ne parlent que du brillant succès remporté sur les Bavarois, qui ont laissé de nombreux prisonniers entre nos mains, ils n'en laissent pas moins entendre, très clairement, qu'au nord les forces ennemies sont fortement accrochées, et que les formidables rencontres de deux millions d'hommes ont commencé.

C'est pour cela, sans doute, que le temps, fidèle aux habitudes acquises, nous a régalé, vers quatre heures du matin, d'un formidable orage avec tonnerre, éclairs et avalanche d'eau.

Dans la journée il est resté gris, et la pluie a continué à tomber par averses. Quel triste 15 août! Personne dans les rues. Les boutiques fermées et, sur les boulevards quelques rares promeneurs à l'air morose.

Ce que les fusiliers marins des compagnies de débarquement voient, dans les circonstances actuel-

les, ne leur donnera guère une idée exacte de Paris.

Je remarque que ces marins, dont on attend huit mille, sont habillés de neuf et portent le béret nouveau modèle, plus plat, plus militaire que l'ancien. C'est l'amiral Boué de Lapéreyre qui l'a fait adopter, lors de son passage au ministère de la marine.

Dans la matinée, je retourne à l'intérieur. M. Trichon m'annonce que le ministre a trouvé mes observations évidemment intéressantes, mais il ajoute qu'on a fait le nécessaire pour introduire et répandre les nouvelles exactes en Suisse.

Néanmoins, l'aimable chef-adjoint tient absolument à me mettre en rapport avec M. Barbier, de l'agence Havas, un de ses meilleurs camarades qui partage, avec M. Tardieu du *Temps*, les travaux du cabinet de la presse au ministère de la guerre. A cet effet, il me remet le mot de recommandation qu'à Paris quiconque a des relations a souvent entre les mains. Ce « Sésame » suffit à enfoncer, en général, toutes les portes ouvertes... mais il n'aide que rarement à atteindre le but désiré. Je le glisse dans ma poche. L'occasion propice de l'utiliser se présentera sans doute trop tard et, qui sait, peut-être ne se présentera-t-elle jamais.

Je ne renonce pas pour cela à mon idée. Je verrai M. Fernand David, ministre de l'agriculture, député de Saint-Julien-en-Genevois, faubourg de Genève. Il connaît très bien la Suisse et l'esprit de ses habitants.

J'ai à déjeuner ma bonne camarade Blanche Dars et mon vieux Curnonsky. J'arrive en retard chez

moi et je les trouve à table; celui-ci expliquant à celle-là sa situation militaire comique. Redevenu disponible après avoir été exempté comme soutien de famille, rappelé à vingt-quatre ans, puis réformé au corps, il ne sait plus ce qu'a pu devenir son livret militaire parmi tous ces avatars. Ce pauvre Cur n'a vraiment pas de chance !

Par ce temps de patrouilles, il est plutôt imprudent, pour ne pas dire dangereux, de ne pas pouvoir présenter son livret militaire.

Curnonsky le comprend si bien qu'aussitôt après déjeuner il prend la résolution d'aller voir à la Sûreté générale le commissaire divisionnaire des Gachons, son vieux frère d'armes, au 90e de ligne, qui l'aidera soit à régulariser cette situation, soit à s'engager puisqu'il y tient.

Dars m'apporte une lettre que lui a confiée l'amie du jeune troupier qui était à Rennes avant la guerre. C'est de Lens, dans le Nord, que, pour la dernière fois, il avait donné de ses nouvelles.

Maintenant, il écrit de Vaudy, dans les Ardennes. Je transcris ces lignes cueillies dans la lettre : elles sont une jolie démonstration de l'état d'esprit qui anime ce petit soldat.

Lorsque la guerre a éclaté, il n'avait plus que quarante-sept jours à faire. Il était de la classe :

..... Nous sommes venus dans les Ardennes et nous allons nous promener dans la direction du Luxembourg. L'enfant se présente bien et tout le monde a le sourire. Courage, mon trésor, et patience... C'est du « quarante-sept » demain matin...

Ton... X.

Au 41e d'infanterie, 10e corps, armée de Paris.

Pourquoi armée de Paris ?... Probablement parce qu'un groupe de corps d'armée a pris le nom d'armée de Paris. Nous ne le saurons qu'après la guerre...

Ne rien savoir fait partie de l'implacable système de discrétion qui s'impose à l'heure actuelle.

Mes amis me quittent aussitôt après déjeuner et je descends vers le boulevard. Décidément la physionomie de Paris reste triste. Les magasins fermés sont de plus en plus nombreux.

Landau, le rédacteur en chef de *Je dis tout*, que je rencontre avec Guillot, un confrère de la presse financière, me demande si, le cas échéant, je voudrais collaborer à un journal qui paraîtrait avec des clichés dont on demanderait les originaux aux artistes de Montmartre sans travail.

J'accepte naturellement. Les émoluments seront représentés par une part sur les bénéfices qui seront partagés au prorata du nombre des collaborateurs. C'est d'ailleurs ainsi que cela se pratique actuellement dans plusieurs journaux de second plan qui ne peuvent traverser la crise qu'à cette condition.

Il est convenu qu'on me préviendra.

En attendant que ce journal paraisse, aujourd'hui, comme tous les jours, je vais faire ma cueillette dans ceux du jour :

Les uns et les autres reproduisent cet

AVIS A LA POPULATION

Dans quelques jours, la mobilisation va être terminée ; il est indispensable de s'assurer que tous les hommes valides, faisant partie des classes appelées, ont

rejoint leur poste, à l'exception des fonctionnaires et agents auxquels de hautes nécessités administratives imposent le devoir de rester à Paris. Dans ce but, des vérifications constantes seront faites sur la voie publique et partout où besoin sera. Il est recommandé à toute personne résidant à Paris, ou dans les communes du département de la Seine, de ne jamais sortir sans être munie de papiers d'identité et notamment de pièces (livret ou certificat) indiquant sa situation militaire.

HENNION.

Approuvé :

GÉNÉRAL MICHEL
Gouverneur militaire de Paris.

Voici, d'après le *Matin*, le dénombrement des différentes gardes civiques qui ont été formées en banlieue :

Paris va être gardé par les inscrits maritimes. Il n'en sera probablement pas de même en banlieue, où les gardes civiques volontaires assureront, d'accord avec la police suburbaine, les services d'ordre.

Non sans quelque apparence de raison, les gardes civiques de la banlieue de la Seine se plaignent de la façon dont ils vont être armés. On se propose, en effet, de leur confier des revolvers provenant des réquisitions faites chez les armuriers et ils voudraient plutôt qu'on autorisât, au moins un homme par escouade, à porter un fusil de chasse. Pour les apaches et les pillards de la banlieue, rien n'est plus intimidant qu'un fusil. Les gardes civiques de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne sont, d'ailleurs, autorisés à porter cette arme.

Le canton de Courbevoie, qui compte quatre communes, est parfaitement organisé. Courbevoie a 300 gardes ; Colombes, 200 ; Bois-Colombes, 100 avec 20 chiens policiers ; La Garenne-Colombes, 125. Le commissaire de police a à sa disposition plusieurs automobiles ; des rondes de jour et de nuit sont effectuées dans ces voitures, où prennent place agents et gardes.

A Levallois, 250 gardes sont plus spécialement affec-

tés à la surveillance des usines et immeubles vides. Puteaux compte 100 gardes ; Suresnes, 50 ; Nanterre 75.

Cent volontaires font un service bien organisé dans les grandes avenues boisées de Neuilly. Même effectif à Clichy. Par contre, Asnières n'a plus que 40 gardes. Boulogne et Billancourt en comptent 150. Les maraîchers de Gennevilliers se gardent eux-mêmes.

Dans toutes les communes les gardes surveillent les marchés et s'opposent aux ventes faites à des taux exagérés.

Meudon possède une centaine de gardes ; seuls sont armés ceux qui surveillent la voie ferrée ; les autres sont munis de gourdins. A Montrouge les miliciens non armés et n'opérant que la nuit sont 150. A Vanves, Malakoff, Issy et Clamart, 50 citoyens assurent la surveillance nocturne. A Sèvres, la municipalité a réuni 80 gardes, armés de revolvers, et 18 chiens de police. Enghien, qui a vu partir presque tous ses agents, a levé une cohorte qui exerce sa vigilance sous les ordres du joyeux Dranem. (Il ne serait donc pas brancardier, comme on me l'avait dit.)

A Saint-Denis, Epinay, Stains, on ne compte que 200 gardes civiques. De même à Pantin, à Aubervilliers et aux Lilas, on n'en compte que 50. Les sections de Charenton et de Vincennes sont en formation. A Fontenay-sous-Bois, 400 habitants, la plupart cyclistes, circulent jour et nuit. Quant à Joinville-le-Pont, il y a un effectif de 2040 gardes.

A Gentilly, 300 gardes volontaires sont armés du revolver ; à Ivry, il n'y en a que 200, mais à Choisy-le-Roi, 600.

Le premier *Bulletin des armées de la République* publie, après les lettres dont j'ai parlé hier, une note sur la situation militaire au 14 août et le résumé des événements depuis l'ordre de mobilisation.

On trouve dans le *Temps* les dispositions prises par le gouvernement pour venir en aide aux famil-

les des étrangers combattant pour la France, car nous secourons aussi les étrangers :

LES SECOURS AUX FAMILLES DES ETRANGERS COMBATTANT POUR LA FRANCE

Les ministres ont adressé au président de la République un rapport où il est dit :

La loi du 5 août 1914 a ouvert aux familles nécessiteuses dont le soutien a été rappelé sous les drapeaux un droit à l'assistance de la nation ; elle a défini lesquelles de ces allocations journalières de 1 fr. 25 et les majorations de 0,50 cent. par enfant de moins de 16 ans, seraient accordées pendant toute la durée de la guerre.

La commission supérieure créée par le décret du 7 août a proposé au gouvernement d'assimiler aux familles françaises, résidant en France ou à l'étranger : d'une part, les familles dont le soutien, Anglais, Belge, Russe, Serbe, a été rappelé ou s'est engagé volontairement sous les drapeaux de son pays ; d'autre part, les familles dont le soutien, quelle que soit sa nationalité, a été admis à contracter un engagement volontaire dans l'armée française.

Le gouvernement estime que cet acte de solidarité s'impose à la France. Une vaillante fraternité d'armes unit Français, Anglais, Belges, Russes et Serbes et les associe à une œuvre commune de défense de la civilisation et du droit. Il est juste que les familles que ces combattants ont laissées en France sans ressources aient le même droit aux secours de la nation.

Le gouvernement estime superflu d'attendre que des accords diplomatiques soient intervenus ; il ne doute pas un instant que les familles françaises résidant en Angleterre, Belgique, Russie et Serbie, dont les soutiens ont été rappelés en France par la mobilisation ou ont été admis à contracter un engagement dans l'armée anglaise, belge, russe ou serbe, ne soient traités dans leurs pays de résidence avec les mêmes sentiments fraternels.

Les mêmes allocations doivent aussi, dans l'esprit du gouvernement, être attribuées aux familles des militaires résidant à l'étranger, des militaires appelés, rappe-

lés ou engagés volontairement sous les drapeaux français.

En conséquence, un décret rendu sur les conclusions conformes de ce rapport, est promulgué aujourd'hui au « Journal officiel ».

Aux termes de ce décret, les familles des étrangers ci-dessus énumérés recevront les secours dans les formes prescrites pour les familles françaises nécessiteuses.

En ce qui concerne les familles, résidant à l'étranger, des militaires français appelés, rappelés ou engagés volontairement sous les drapeaux français et qui remplissaient, au moment de leur incorporation, les devoirs de soutiens indispensables de famille, ces familles doivent adresser une demande au consul de France de leur circonscription.

Les consuls de France adressent, pour chaque circonscription consulaire, à l'aide des renseignements qu'ils peuvent recueillir, et s'il est possible de l'avis de commissions de notables français instituées par eux, la liste des bénéficiaires.

Le paiement est effectué par les soins des consuls : les états sont adressés par eux, après paiement, au ministre des affaires étrangères qui les transmet au ministre de la guerre à qui il appartient de faire établir, par l'intendance militaire, les mandats de régularisation.

Tous les journaux sont pleins de la généreuse initiative du tsar reconstituant la Pologne. Cela me rappelle que le deuxième jour de la mobilisation j'avais rencontré l'impresario Schurmann. Il venait de rentrer en toute hâte avec l'orchestre Colonne, qu'il avait emmené en Hollande.

— Mon frère, m'avait-il dit, qui est président de la Chambre de commerce de Rotterdam — les Schurmann sont Hollandais — m'affirmait que ce serait le triomphe du tsar le jour où il accorderait, sous sa suzeraineté, l'autonomie à la Pologne reconstituée.

C'est fait. Que la dynastie des Schurmann soit satisfaite !

Voici des noms de parlementaires qui ont repris du service :

M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, capitaine démissionnaire, réintégré dans son grade et affecté au service d'état-major.

Espérons qu'il n'aura pas manqué d'emporter des chaussures de repos, car il n'y a que celles-là qui manquent. Le capitaine Humbert, avant de reprendre du service actif, a été envoyé en mission à l'étranger.

M. Jacques Stern, député des Basses-Alpes, quoique réformé, a contracté un engagement, et a été affecté au gouvernement militaire de Paris, comme secrétaire d'état-major.

—

M. Pierre Berger, député du Loir-et-Cher, est incorporé comme capitaine au 43e bataillon de chasseurs à pied.

—

M. Poulle, sénateur de la Vienne, et M. Houdos, député de la Marne, sont délégués au conseil de guerre de la 9e région, le premier comme rapporteur, le second comme substitut ; M. Albert Thomas, député de la Seine, maire de Champigny, est sous-lieutenant au service des chemins de fer ; M. Villault-Duchesnois, député de la Manche, est lieutenant de territoriale, à Cherbourg; M. Boissel-Dombreval, député de la Manche, est lieutenant à l'état-major du 3e corps ; trois députés de la Loire-Inférieure sont sous les drapeaux : le capitaine de la Ferronnays, le sergent-major Delaroche-Vernet, le sergent de Juigné ; M. Maurice Dutreil, député de la Mayenne, est capitaine du 1er cuirassiers.

—

M. Vieillard, député de Belfort, sergent-fourrier, dans la ligne ; le duc de Rohan, député du Morbihan, lieutenant de dragons ; M. Le Cherpy, député de Falaise,

lieutenant d'infanterie territoriale ; M. Maginot, sergent, à Verdun ; MM. Bérard, Abel Ferry, comte Ferri de Ludre, Benazet, Lasies, sont tous officiers dans l'Est ou dans le Nord, ainsi que MM. Leret-d'Aubigny, député de la Sarthe ; Valette, député socialiste-unifié du Gard (adjudant d'infanterie) ; Briquet, député socialiste du Pas-de-Calais, et Ernest Lafond, député socialiste de la Loire, qui, tous, sont officiers de réserve.

—

Le docteur Debierre, sénateur du Nord, est médecin-major de 2e classe ; M. Prosper Josse, député de l'Eure, est incorporé comme capitaine d'état-major et attaché en cette qualité à la première armée anglaise.

M. Dariac, député de l'Orne, est adjoint à l'intendance, service du camp retranché de Paris, ainsi que M. Abrami, député du Pas-de-Calais.

Sont nommés dans la territoriale ou la réserve, les députés médecins suivants :

M. Queille, député de la Corrèze, médecin-major, ainsi que MM. Sireyjol, député de la Dordogne ; Dumont, député de l'Indre ; Dejos, député de l'Allier ; Paulin-Dupuy, député de Tarn-et-Garonne, tous à la première classe de leur grade.

M. Georges Le Bail, fils, député de la 5e circonscription de Quimper, est automobiliste dans la 11e région, de même que M. Pierre Rameil, député des Pyrénées-Orientales, qui est affecté au 19e escadron du train ; M. Jacquier, député de la Haute-Savoie, sous-secrétaire d'État à l'intérieur, est sous-lieutenant au 107e territorial ; M. de Grandmaison, député de Maine-et-Loire, capitaine de réserve au 5e cuirassiers ; le docteur Gabriel Maunoury, député d'Eure-et-Loir, est médecin-major de 1re classe, et le docteur Lancien, député et maire de Carhaix, est médecin aide-major de réserve ; M. Favre, député de Bonneville, est sergent au 107e territorial, et M. Antoine Borrel, député de Moûtiers (Savoie), qui est adoré dans sa circonscription, est parti comme simple chasseur au 51e bataillon alpin[1].

—

[1] Il a reçu la médaille militaire, est devenu très rapidement sous-lieutenant après avoir été cité plusieurs fois à l'ordre du jour, dans les Vosges et en Belgique où il a assisté aux plus rudes combats.

La Société des bains de mer de Monaco a remis cinq mille francs au comité de l'Association des dames françaises de Nice. Mme Teulsch a mis à la disposition de l'association son château de Villemomble. Une offre semblable de trente lits et d'un centre de soins chirurgicaux et médicaux est faite par la maison suisse Sulzer.

La « Libre Parole » confirme l'information relative aux radiotélégrammes qui seront envoyés en français et en anglais à travers le monde et recueillis par tous les postes de T. S. F. et feront de force pénétrer la vérité jusqu'au fin fond des récepteurs étrangers.

En venant occuper son poste d'honneur, M. Mirman, le nouveau préfet de Meurthe-et-Moselle, le département où les Allemands ont pénétré un peu au Nord, a adressé, à tous ses maires une circulaire dont voici les principaux passages :

Je vous apporte une foi ancienne et profonde, que tout fortifie aujourd'hui, et que rien ne saurait ébranler, dans les destinées de notre France, dans la victoire définitive de notre droit, dans la libération prochaine de nos frères d'Alsace et de Lorraine.

Je vous apporte, avec le ferme propos d'assurer à l'autorité militaire une collaboration fraternelle, une ardente volonté d'initiative et d'action pour la défense de vos intérêts économiques, l'organisation de tous vos services d'assistance sociale, la protection de la santé publique.

Je vous apporte aussi ce qu'après la patrie je chéris le plus, ma femme et mes six enfants qui, bloqués loin de Paris par la mobilisation, seront demain près de moi, fiers de partager vos épreuves, de concourir à vos œuvres et de frémir de toutes vos espérances.

Tandis que notre admirable armée poursuit son œuvre glorieuse, que chacun de nous, appliqué à sa tâche, et comprimant les battements de son cœur, s'impose une rigoureuse discipline de patience, de labeur et d'ordre.

Vive la France !

LEON MIRMAN.

Extrait d'une description de l'arrivée d'un régiment français dans un village luxembourgeois, coupé dans l'*Indépendance Belge*.

Après avoir insisté sur l'empressement que les habitants avaient mis à apporter des vivres et des rafraîchissements aux soldats, l'auteur de l'article ajoute :

Ce qu'il y a de beau à voir, c'est la façon dont ils se partagent tout ce qu'on leur donne : pas un n'aurait pris deux pitances : « Pour mon camarade, j'en ai déjà eu... » Parfois on en voit deux, côte à côte, mordre alternativement dans une tartine ou une tablette de chocolat.

Près du cimetière, ils ont dû s'arrêter ; ils ont entonné la « Brabançonne », puis, tout le monde a chanté avec eux, la « Marseillaise ». Après quoi, deux ou trois dragons, qui avaient une fort belle voix, ont chanté seuls des romances, que les cavaliers reprenaient en chœur ; ils avaient mis pied à terre, un ordre arrive : « A cheval ! dragons ! » En un instant, ils sont en selle, et « Au revoir ! au revoir ! au revoir ! » en faisant signe avec la main, en se dressant sur leurs étriers pour nous regarder plus longtemps...

Puisque nous sommes dans la presse étrangère, relevons cette information de Paris à la *Gazette de Cologne :*

Le premier conseil de guerre de Paris, présidé par le colonel Thiébault, jugeait à huis clos, Paul-Eugène Gruault, comptable, âgé de vingt-neuf ans, demeurant 101, rue Saint-Dominique, accusé d'avoir, le 3 août dernier, proposé des notes sur les armements de la tour Eiffel et le plan du champ d'aviation d'Issy-les-Moulineaux.

Complétons cette information :

Malgré la plaidoirie de M. Zevaès, son défenseur, Gruault a été condamné à mort.

La *Kölnische Zeitung* n'omettait que ce léger détail [1]...

Un autre journal allemand, humoristique s. v. p., *Ulk*, nous donne un échantillon de la fantaisie teutonne. Voici leur façon de gouailler :

IL NE MANQUE PAS UN BOUTON DE COL

Nous sommes à même de publier un ordre de mobilisation français :

Pioupiou » est requis de se rendre immédiatement à Paris. Son pantalon se trouve tout prêt à Bordeaux. Sa tunique est en dépôt à Lyon. Son fusil lui sera remis au Havre. Le sabre, qui se trouve encore chez l'émouleur, lui sera expédié plus tard. La chemise est superflue, vu la chaleur. Dès que Pioupiou sera complètement équipé, il ne lui restera qu'à faire l'achat d'un journal, à y chercher l'endroit où se livre une bataille et à se précipiter au pas de course.

C'est allemand et pourtant moins bête que leurs grossières calembredaines habituelles.

Le *Gaulois* rapporte que :

Deux de ses amis se trouvaient sur le quai de la gare de Reims. L'un se disposait à gagner Paris, où il doit reprendre son service ; l'autre, déjà mobilisé, portait sur sa capote les galons de sergent.

Arrive un train transportant deux cent cinquante prisonniers allemands. D'un wagon descend un lieutenant, très correct, très distingué, paraissant souffrir de l'épaule. Le sergent, qui parle admirablement l'allemand, s'avance vers lui et lui demande s'il est blessé.

— Je crois bien que j'ai quelque chose à l'épaule, répond l'officier ; mais j'ai tout lieu de croire que l'on ne me soignera pas chez vous.

— C'est ce qui vous trompe, mon lieutenant.

[1] Sa peine fut commuée depuis, le crime ayant été commis antérieurement à l'état de guerre.

Notre ami se met en quête d'un médecin-major, qui accourt, examine l'épaule du lieutenant, très légèrement atteinte, fait un pansement sommaire.

Le lieutenant, surpris, remercie. Puis, l'on se met à causer. Et, dans la conversation, il dit :

— C'est une guerre folle qu'entreprend la France. Elle court à sa perte. Seule en face de l'Allemagne, que peut-elle faire ?

— Seule, en face de l'Allemagne, elle serait encore de taille à se défendre et à riposter. Mais nous ne sommes pas seuls. La Belgique s'est dressée à nos côtés...

— Peuh !... Nous avons enlevé Liége en nous jouant.

— Croyez-vous ?... Soit... Et, de son côté, l'Angleterre est entrée dans la lice avec toutes ses forces de terre et de mer...

— De quelles billevesées ne vous berce-t-on pas ?... Mais l'Angleterre ne marche pas... Elle ne marchera jamais... Il faut en prendre votre parti...

Nos amis ont déjà bondi jusqu'à la bibliothèque de la gare et en rapportent des journaux qu'ils communiquent à l'officier allemand.

Celui-ci pâlit et, d'une voix atterrée :

— Si l'on nous cache de telles choses, nous sommes perdus !

Et l'*Intransigeant* :

On a raconté, de diverses façons, les altercations qui ont eu lieu, dans les derniers jours de juillet, entre l'empereur Guillaume et son fils aîné. Militariste acharné, décidé à tout pour forcer la main à son père, dont la volonté commençait à chanceler, le Kronprinz, qu'excite son entourage guerrier, fit les suprêmes efforts auprès du kaiser afin de le décider à la guerre : « Jamais l'occasion ne serait meilleure. Ou bien la Russie ferait ce qu'elle avait fait au moment des affaires de Bosnie et de Scutari, elle ne voudrait pas marcher, et la victoire serait acquise sans effusion de sang, ou bien la Russie résistant, on marcherait contre la France qui n'était pas prête (un récent discours au Sénat le montrait). Et la bataille était gagnée d'avance.

Emporté par son zèle, le Kronprinz ajouta qu'il avait

promis aux chefs de l'armée une guerre depuis trop longtemps attendue, que c'était le but de sa vie et que, si l'empereur n'en signait pas l'ordre, lui ne voudrait pas survivre à ce désaveu, qu'il était décidé à se suicider sur-le-champ.

L'empereur ébranlé, signa.

Du *Figaro*, sous la signature de Robert de Flers :

On eut besoin, il y a quelques jours, dans une de nos villes du Centre — mettons Bourges ou Le Mans — d'un certain nombre d'hommes connaissant le maniement des canons de gros calibre que les troupes de réserve ne possédaient qu'imparfaitement. On invita donc le commandant d'une de nos places les plus exposées de la frontière de l'Est à envoyer cent artilleurs expérimentés dans cette garnison de tout repos.

Le colonel réunit son régiment et lui fit part de l'ordre qu'il avait reçu.

— Et maintenant, dit-il, que ceux qui ont des enfants, une femme, une mère, qui souhaitent se rapprocher de leurs foyers, se proposent. Je vais prendre leurs noms... Allons, j'attends.

Personne ne bougea. Tous les hommes restèrent à l'alignement, immobiles.

— Allons, allons, continua le colonel d'une voix un peu troublée, point d'amour-propre, point de respect humain... Il n'y a à cela nulle lâcheté, nulle faiblesse. Il me faut cent hommes... Qu'ils sortent des rangs.

Même silence, même immobilité.

— Alors, personne ?

— Personne, répondit le plus ancien capitaine.

— C'est bien, gronda le colonel, avec une mauvaise humeur, sous laquelle il essayait, en vain, de cacher son émotion, c'est bien, je n'ai qu'une façon d'en sortir. Ces cent hommes-là, je vais les tirer au sort.

Et c'est le hasard qui désigna les canonniers auxquels allait être infligée la contrainte de s'éloigner de la frontière, de la bataille, du péril de demain, de tout à l'heure.

Depuis le commencement de la guerre, les églises de Paris ne désemplissent pas de femmes qui prient.

Je suis entré dans plusieurs ; et j'ai été frappé du nombre des fidèles. Toutes les églises sont également étincelantes de cierges allumés. Il y en a partout, de l'autel au portail. On en voit de posés sur les moindres aspérités des murailles.

En ce jour de 15 août, l'affluence est plus nombreuse encore si possible.

Voici ce que raconte l'« échotier » de l'*Intransigeant* qui est allé faire un tour à Montmartre et a pénétré au Sacré-Cœur :

La basilique de Montmartre présentait un aspect inoubliable. Ne pouvant quitter Paris et, mue par un désir que l'on peut comprendre aisément, une partie de la population s'était dirigée vers l'église, dont le projet naquit après la guerre de 1870 et qui, aujourd'hui achevée, devait être définitivement inaugurée à la fin du mois prochain.

La nef était tellement remplie pendant le sermon qui précédait le salut que la foule s'était répandue autour des constructions, sur ces terre-pleins improvisés qui font un socle de bois au vaste édifice. Toutes les boutonnières étaient fleuries des couleurs tricolores. Partout autour de l'autel brûlaient de véritables buissons de cierges. Et, devant le portail, Paris, étendu dans la brume légère répandue par l'orage de la nuit, Paris semblait un coin de l'océan d'où émergeaient, par places, des flottilles de drapeaux.

Moi, je vais à Saint-Roch. Comme ailleurs, les fidèles sont si nombreux qu'ils débordent dans la rue. J'arrive juste avant l'élévation. Avec infiniment de précautions, sur la pointe des pieds, je me faufile sous l'ample nef. Les visages s'abaissent au bruit des sonnailles de l'enfant de chœur. Le prêtre élève longuement ses bras vers le ciel. Les têtes se courbent plus bas... Soudain, pendant cette seconde, où il semble que la terre et les cieux

ne fassent plus qu'un, brève, saccadée, impérative, mais en sourdine, au lointain, la charge, la terrible charge, se fait entendre, comme pour conduire à la conquête du ciel, les âmes des soldats morts pour la patrie.

J'ai rarement éprouvé une minute d'aussi poignante émotion.

En ce jour de fête, aucun journal du soir n'a paru.

16 août.

Le temps est gris et indécis et, pour cette fois, en pleine contradiction avec les événements.

C'est en effet un jour de grande victoire. Cette victoire n'a pas été remportée sur les Allemands, je m'empresse de le reconnaître, mais elle n'en restera pas moins dans l'histoire.

Sur les démarches instantes des comités d'hygiène, le préfet de police vient de prendre une ordonnance interdisant la vente de l'absinthe. N'est-ce pas là une vraie victoire ?

La mesure a été prise radicalement et avec une énergie dont il faut savoir gré au préfet de police. Tout débitant qui contreviendrait à cet arrêté s'expose à la fermeture immédiate de son établissement.

On dit que les « bistros » songent déjà à vendre, sous son vrai nom, ou sous un nom approprié, l'effroyable mixture qu'ils servaient jusqu'à ce jour sous le nom d'absinthe... Aussi prévoit-on un décret supplémentaire interdisant également la vente des boissons similaires.

Quoi qu'il en soit, il faut espérer que cette excellente mesure sera maintenue pendant la paix. Elle nous dispensera désormais du répugnant spectacle qu'offraient les terrasses de marchands de vin, les soirs de paie dans les quartiers ouvriers, où l'on voyait le populaire, hommes, femmes et même jeunes filles, absorber une liqueur verdâtre et opaque

infiniment plus nocive que l'absinthe, dont elle n'avait que le nom.

Toujours décidé à faire aboutir, auprès du gouvernement, mon projet de réagir en Suisse contre les nouvelles de l'agence Wolff, je prends la décision d'aller exposer mes idées à M. Fernand David. S'il les juge dignes d'être retenues, il en pourra parler utilement au Conseil des ministres.

Je me remets en route pour la rive gauche et le quartier des ministères. En marchant, je roule dans ma tête un projet à exposer au ministre. Je passe sous un large porche que surmonte un drapeau tricolore et traverse une cour d'honneur. Je me fais annoncer par un huissier qui me fait entrer chez le chef du cabinet du ministre et je m'aperçois alors que je ne suis pas chez l'excellent Carrier, chef de cabinet à l'Agriculture. La méprise est amusante. Plongé dans mes réflexions, j'avais pénétré, sans m'en apercevoir, chez M. Guesde, chef de cabinet du ministre de l'instruction publique. Je m'excuse de mon erreur. Il en sourit, m'invite à m'asseoir et, dès que je lui expose la pensée qui guide mes démarches, il me dit qu'il serait très heureux de m'entendre. Et, au cours de notre conversation, il prend de nombreuses notes pour les soumettre à son ministre, M. Sarraut.

En quelques minutes, je suis au ministère de l'agriculture, et, cette fois, je ne me trompe pas.

Dans le grand salon d'attente, je reconnais les magnifiques Gobelins « Les Saisons », dont les cartons sont de Dupuy, et cette fois c'est bien à Carrier que j'ai à faire. D'ailleurs, on est sûr

de le trouver toujours à son poste. Travailleur infatigable, il est un collaborateur précieux pour son ministre.

— Certainement, me dit-il lorsque je lui ai dit le motif de ma visite, le patron sera heureux de vous voir et de discuter de tout cela avec vous. Mais il est au Conseil des ministres, à l'Elysée, et ce sera long. Voulez-vous l'attendre ou repasser dans deux heures ?

— Je repasserai.

Et, pour tuer le temps, je dirige mes pas du côté de l'Ecole militaire.

Tout le long du boulevard des Invalides, c'est un va-et-vient incessant d'automobiles militaires.

En suivant le mur de l'école, j'arrive à la hauteur du n° 4 bis et là je remarque, en station, plusieurs autos portant le fanion cravaté de tricolore des commandants d'armées.

C'est là que le Conseil supérieur de la guerre tient ses assises.

Le 29e d'infanterie territoriale est de garde. J'observe avec un peu d'attention les hommes, je vois que tous sont habillés de neuf et chaussés de brodequins d'ordonnance.

Place Fontenoy, devant la porte du 20e escadron du train des équipages, une file de miséreux attend le trop-plein des marmites de l'ordinaire. La soupe est sans doute grasse et bonne, car les amateurs de fonds de gamelles forment une légion imposante.

C'est au 20e escadron que sont versés la plupart des représentants du Tout-Paris que la mobilisation a appelés sous les armes, et notamment ceux qui sont mobilisés avec leurs autos.

Parmi eux, beaucoup sont chevaliers et même quelques-uns officiers de la Légion d'honneur et

tous, naturellement, en arborent l'emblème sur leur veste de drap de troupe. Celui que cette affluence de légionnaires impressionne le plus vivement est, sans contredit, le factionnaire placé devant la porte du quartier.

Il se plaint, assez naturellement, d'avoir le bras ankylosé à force de rendre les honneurs à tous ces dignitaires de notre ordre national.

On ne peut s'empêcher de trouver « cet excès d'honneurs » quelque peu injuste. Mentalement, je me prends à comparer la croix de certains distributeurs de publicité financière à celle que vient de gagner le lieutenant Bruyant et à toutes les autres qu'on distribuera au cours de cette guerre où l'héroïsme sera de tous les instants.

Cette délicate distinction à établir entre la Légion d'honneur obtenue pour faits de guerre et... l'autre, a été soulevée avec d'infinies précautions. Il n'y a guère que les journaux qui en peuvent discuter utilement ; et beaucoup de croix civiles ont poussé dans « l'atmosphère surchauffée des salles de rédaction ».

N'y aurait-il pas pourtant un moyen très simple de mettre les choses au point ? Seules les croix militaires devraient être portées avec le modèle réglementaire sur l'uniforme. Pour les autres, le modèle réduit, bien connu, suffirait. La distinction serait très nette et l'emblème resterait intact, mais la dimension permettrait de reconnaître la croix militaire de la croix civile. La première, seule, aurait droit aux « honneurs »... l'autre à quelques égards.

Pendant que je songe à tout cela, un capucin à petite calotte ronde et aux pieds nus se présente à la porte du quartier. Une longue barbe noire enca-

dre sa figure fine, brunie par le soleil et, sur sa robe de bure, lui aussi porte la Légion d'honneur.

Il tend son livret au planton qui, après un coup d'œil, lui jette :

— Allons, viens !

Souriant, le capucin franchit la grille et passe devant les hommes de garde, en s'inclinant poliment.

C'est très probablement quelque réserviste qui rejoint son corps et arrive d'une de nos lointaines colonies.

Je retourne au ministère de l'agriculture où M. Fernand David me reçoit sans me faire attendre. Il a même sur son bureau un article du *Journal des Débats* qui traite des fausses nouvelles répandues en Suisse et de l'effort indispensable à faire pour les démentir.

Je lui fais remarquer, particulièrement, que toutes les expéditions de journaux en Suisse ont cessé. D'après les renseignements reçus aujourd'hui même, ce n'est qu'hier, depuis le premier jour de la mobilisation, que quelques numéros des grands journaux français seraient parvenus à Genève.

Le ministre approuve d'autant plus mes idées qu'il les partage ; il m'engage à les résumer dans un rapport que je lui ferai tenir le plus tôt possible.[1]

Les fusiliers marins semblent de plus en plus nombreux. Par groupes de deux ou trois, ils déambulent dans Paris. Ce sont de vigoureux gaillards, aux mouvements et à l'allure souples et aisés. Pour

[1] Je lui ai fait tenir ce travail quelque temps après.

la plupart, ils ont été entraînés par la méthode du lieutenant Hébert. Ils sont casernés au Grand-Palais. Tous les jours on les mène régulièrement à la manœuvre.

Il y a tout lieu de croire qu'on enverra tôt ou tard ces excellentes troupes collaborer aux opérations de l'armée de terre.

En remontant le boulevard Malesherbes, je remarque une limousine arrêtée devant l'hôtel Gaillard, dont la curieuse façade copie celle du château de Blois. Le chauffeur porte la cocarde tricolore, ainsi que le valet de pied, en chapeau haut de forme.

Une dame sort de l'hôtel et monte dans la voiture. Je reconnais Mme Poincaré.

Je m'informe, dans le voisinage, des raisons de sa présence dans le quartier, et j'apprends que la présidente vient suivre régulièrement les cours nécessaires pour obtenir le brevet d'infirmière qu'on donne aux dames de l'Union de France.

Cette admirable institution a accompli un immense effort en prévision de la lutte que nous allons soutenir.

Tout est prêt dans les deux cent quatre hôpitaux auxiliaires qu'elle a organisés en temps de paix, sur tout le territoire, et qui peuvent recevoir plus de treize mille malades ou blessés. Une véritable armée d'environ dix mille infirmières ou aides-infirmières qu'elle a formées en assurent le service, secondées par plus de deux mille six cents dames administratrices.

De l'élite de ses infirmières, qui avaient fait dans les Balkans et au Maroc l'expérience des combats, l'Union a constitué des équipes volantes composées chacune d'une infirmière-major et de cinq infirmières. Elle les

mobilise en quelques heures et les dirige, suivant les besoins, vers les postes où leur concours est réclamé. Quarante-trois équipes ont été ainsi envoyées sur tous les points de France depuis le début des hostilités.

Cependant les cours théoriques et pratiques sont organisés, place Malesherbes. Ils nous doteront, en quelques jours, de plus de cinq mille aides-infirmières. Enfin le contrôle financier est assuré par de hautes personnalités et des magistrats de la Cour des comptes, réunis en une commission que préside M. Kœchlin-Schwartz, fils de la regrettée fondatrice de l'œuvre.

Le général French, venu à Paris pour saluer le président de la République avant de prendre le commandement des troupes anglaises opérant sur le continent, est reparti ce matin, accompagné, dans la direction de la gare du Nord, par les acclamations d'une foule enthousiaste. L'automobile qui l'emportait est partie pour une destination inconnue.

Encore une œuvre intéressante :

Sous la présidence d'honneur de M. Pierre Loti, de l'Académie, et sur l'initiative de M. le professeur Rochard, chirurgien en chef de l'hôpital Saint-Louis, une œuvre nouvelle, répondant à un besoin immédiat, vient de fonder le «Vestiaire des blessés».

Son but est d'assurer un habillement complet et confortable aux convalescents sortant des hôpitaux pour faire place aux autres blessés.

A ce moment, ils doivent naturellement laisser le linge prêté par l'hôpital et revêtir, pour regagner leurs foyers, les vêtements qu'ils avaient à l'arrivée, c'est-à-dire leurs vêtements de guerre. Ce sont, certes, de glorieuses reliques, mais on pense dans quel état peuvent être les chemises, caleçons, gilets et ceintures de flanelle, chaussettes et souliers. Si les effets sont absolument immettables, on choisit ce qu'il y a de moins déchiqueté parmi les effets des décédés.

Il paraît que M. Baumann, naturalisé français, serait toujours à la tête des moulins de Corbeil. C'est l'*Intransigeant* qui l'annonce dans un article intitulé : « Les faux bruits » et dont voici les lignes principales :

Il est, notamment, un homme à qui il importe de rendre justice. Ceux qui l'avaient signalé comme suspect aux pouvoirs publics ont été très nombreux. Leurs craintes paraissaient justifiées et son silence, comme aussi ses origines, tendaient à accréditer de tels bruits. Mais M. Baumann, directeur des moulins de Corbeil — car c'est de lui qu'il s'agit — est toujours à la tête de la grande industrie qui pourvoit à l'alimentation des armées, et aussi à celle de Paris. Le jour de la mobilisation, en raison des bruits qui avaient couru, M. Baumann donna sa démission. Mais le conseil d'administration, de concert avec l'autorité militaire qui avait militarisé les moulins de Corbeil, se hâta de renommer l'ancien directeur à son poste : « — Baumann, nous disait un officier d'état-major, mais si nous ne l'avions pas, Paris serait exposé à mourir de faim. »

Nous n'avions pas été les seuls, dans la presse, à nous faire l'écho des bruits répandus. Nous devions à nos traditions de bonne foi d'être les premiers à restituer la vérité.

On apprend aujourd'hui la prise d'un drapeau allemand. Les détails, impatiemment attendus sur ce beau fait d'armes, manquent encore.

Le ministre de la guerre vient de signer une instruction relative aux engagements volontaires, qui seront reçus à dater du 31 août.

Toute la maison militaire du président de la République a rejoint les armées, et MM. Gauchotte, colonel breveté d'infanterie, en retraite, Vallière, lieutenant-colonel de réserve, rayé des cadres, et Nazareth, chef d'es-

cadron de cavalerie, retraité, sont attachés à la personne du président pour la durée de la guerre.

Le *Journal officiel* publie les décrets pris, sur la proposition de M. Malvy, pour protéger efficacement la santé publique.

En fait, c'est la loi sur l'hygiène, du 15 février 1902, dont les dispositions deviennent rigoureusement militairement, en quelque sorte applicables.

Chaque commune constitue une circonscription sanitaire pourvue d'un délégué ayant plein pouvoir pour apprécier, sans discussion, les cas dans lesquels un malade doit être isolé et la désinfection des locaux effectuée.

La déclaration des maladies contagieuses devient obligatoire pour les médecins, sous peine de sanction grave.

Le délégué sanitaire a le droit de réquisitionner le maire de la commune pour l'exécution de ces décisions. Un délégué départemental centralisera tous les services et contrôlera le rôle des délégués communaux.

Le décret a été pris sur conclusion conforme de la commission d'hygiène, présidée par M. Léon Bourgeois.

Aujourd'hui :

La messe solennelle célébrée chaque année depuis 1870, à l'anniversaire de la bataille de Gravelotte, en souvenir des soldats tombés au champ d'honneur ou morts en captivité, a eu lieu à Notre-Dame, sous la présidence de Mgr Amette, cardinal-archevêque de Paris, entouré de tous les prêtres du Chapitre.

Des faisceaux de drapeaux avaient été placés au-dessus du porche de l'église métropolitaine, dont le chœur avait été également décoré de cartouches, surmontés de bannières tricolores. Devant l'autel, un catafalque avait été dressé, orné aux quatre coins de drapeaux français.

A 11 heures, les portes du porche central furent ouvertes et, drapeaux en tête, les sociétés patriotiques, les

groupes de vétérans et les survivants de l'armée du Rhin pénétrèrent dans la nef.

L'office a été célébré par M. l'abbé Camus, ancien aumônier militaire.

Après l'office, le père Pierre Kuen prononça un éloge enflammé des héroïques combattants de Mars-la-Tour, de Gravelotte et de Rezonville.

Il faut reconnaître d'ailleurs que, dans tous ces sermons, le clergé affirme le plus pur patriotisme.

Si, avec la réduction de sa population, Paris voit diminuer les risques d'incendie, par contre il voit augmenter le nombre de ses pompiers.

Le régiment des sapeurs-pompiers a ses effectifs presque doublés, en ce moment, par suite de l'incorporation dans ses cadres des hommes de la réserve qui ont fait leur temps à ce régiment d'élite.

Le régiment est donc en état, non seulement d'assurer les services de protection contre l'incendie, comme en période normale, mais encore de coopérer à la sécurité de la capitale en renforçant, le cas échéant, la légion de la Garde républicaine et les inscrits maritimes.

L'ajournement du terme des loyers ne paraît pas satisfaire tout le monde et le *Temps* publie, à ce sujet, les lignes qui suivent et que je crois devoir reproduire ici, à titre de curiosité :

Le « Journal officiel » a publié hier un décret accordant un délai de quatre-vingt-dix jours pour le paiement des termes échus le 14 août 1914 et non encore acquittés et de ceux venant à échéance depuis le 14 août jusqu'au 1er octobre. Cette mesure était attendue et cependant, telle quelle, elle ne répond qu'imparfaitement aux désirs légitimes du public. En effet le décret du 14 août n'est pas d'une application générale. Bénéficieront seuls du délai de quatre-vingt-dix jours : 1o A Paris, les débiteurs d'un loyer annuel inférieur ou égal à mille francs ; 2o dans les villes de cent mille habitants et au-dessus,

ceux ayant un loyer inférieur à six cents francs ; 3° dans les villes de cinq mille à cent mille habitants, les loyers inférieurs à trois cents francs ; 4° dans les autres localités, les loyers inférieurs à cent francs.

Certes, les habitants ayant un petit loyer sont particulièrement dignes d'intérêt dans les circonstances actuelles. Mais les autres constituent-ils donc une quantité négligeable et ne traversent-ils pas les mêmes épreuves ? Le fait d'occuper à Paris un appartement dont le loyer dépasse mille francs était-il donc l'indice d'une grande aisance ? Il serait paradoxal de le prétendre. Au surplus, le ministre du commerce, sur le rapport duquel a été rendu ce décret, paraît avoir perdu de vue la situation faite à tous les détenteurs de capitaux, petits et grands, par le décret du 2 août, qui autorise les banques à ne payer aux déposants, quel que soit le montant de leurs dépôts, qu'une somme de deux cent cinquante francs et 5 % du surplus. Avec quelles ressources un rentier ayant un loyer supérieur à mille francs pourra-t-il donc payer le 15 octobre prochain, puisque, d'une part, il lui est interdit de retirer les fonds disponibles qu'il peut avoir dans une banque et que, d'autre part, il lui est pratiquement impossible de faire de l'argent en vendant des titres ou les mettant en rapport ?

La situation de l'industriel, du commerçant, de l'homme d'affaires, de tous ceux qui vivent de l'exercice d'une profession n'est pas meilleure ; car, si le rentier conserve l'espoir de pouvoir toucher encore quelques coupons, les autres ont vu, par contre, leurs ressources diminuer dans des proportions énormes, sinon disparaître complètement depuis la déclaration de guerre. De deux choses l'une, par conséquent : ou il faut modifier le décret sur le retrait des dépôts dans les banques, ou il faut élargir celui du 14 août sur le paiement des loyers et l'étendre à tous ceux qui déclareront être dans la nécessité de s'en prévaloir. C'est, d'ailleurs, ce qui avait été fait en 1870 et c'est ce que permettaient, croyons-nous, d'espérer les explications fournies aux Chambres, le 4 août dernier.

Moi-même, dans *Paris-Midi*, j'avais exposé l'idée suivante :

La question des loyers ne semble pas résolue par le décret du gouvernement.

On attendait une solution franche. Elle est loin de l'être, et, en lisant le texte qui la définit, on a l'impression qu'on a biaisé, évitant d'attaquer la difficulté de front.

Un vif mécontentement règne, surtout parmi les locataires de condition moyenne qui espéraient un allègement de leurs charges et non une facilité — dont le gouvernement aurait dû chercher à éloigner la tentation — de s'endetter à l'égard des propriétaires qui restent les maîtres de la situation actuelle et plus encore de celle de l'avenir. Dans six mois, les locataires parisiens seront en majorité les débiteurs de leurs propriétaires. De ce fait, ceux-ci seront à l'abri de la crise des loyers qui suivra la guerre. Il sera en effet difficile à un locataire endetté de se dégager. Il restera lié à son appartement, qu'il continuera de payer au prix fort, alors que, partout ailleurs, par la force des choses les loyers auront baissé.

Une jurisprudence constante établit que le loyer est payable d'avance. Tacitement, tout le monde s'accorde à reconnaître que c'est là un abus; mais l'usage fait loi et l'on supporte cette injustice.

Ne semble-t-il pas que l'occasion est unique d'abolir cette coutume, non pas radicalement, mais par une mesure transitoire ?

Pourquoi ne pas payer, au 15 octobre, la moitié du terme d'avance et le solde au 15 janvier, c'est-à-dire, à terme échu, puis, le terme suivant en une seule échéance au 15 avril, c'est-à-dire, à « terme échu », pour toujours continuer, par la suite, de payer à terme échu ?

On arriverait ainsi, sans à-coup, à faire cesser une coutume anormale, en accordant une facilité très appréciable aux locataires, tout en ne lèsant en rien les propriétaires. Il est, en effet, très rationnel que, devant les sacrifices imposés à l'ensemble de la nation par la plus grande guerre du monde, les propriétaires prennent, officiellement, par le fait d'une mesure générale, une part des charges communes. Et les loyers payés moitié à l'avance, moitié à termes échus, ne leur imposeraient qu'un simple retard portant sur la moitié de leurs revenus.

Ils en conviendront d'autant mieux que l'insuffisante solution gouvernementale amènera une crise bien plus

grave dans six mois; et alors, sous la pression de l'opinion publique, une mesure radicale peut intervenir, qui les lèse lourdement dans leurs intérêts. On a l'impression que cette grave question du paiement des loyers a été tranchée par le gouvernement à la façon d'un juge qui, dans un procès, n'entendrait qu'une version.

On dit couramment que la chambre des propriétaires avait les loisirs de se faire sérieusement représenter à Bordeaux et il semble que ça n'ait pas été en vain. Nous verrons ce qu'il en résultera dans six mois.

L'*Officiel* publie l'arrêté d'expulsion suivant :

Tous les sujets allemands et autrichiens établis au Maroc ont été expulsés par ordre du résident général.

Cette mesure a dû être prise en raison de l'attitude de ces étrangers qui, de tous temps, n'avaient jamais cessé d'intriguer auprès des milieux indigènes, mais dont les menées anti-françaises se sont accentuées depuis le commencement de la guerre.

De la *Liberté* :

UN PARC A MOUTONS A LONGCHAMPS

Nous savions qu'à Auteuil, l'été venu, quand les steeple-chase ont fini de sauter, de nombreuses vaches se donnent rendez-vous et que la pelouse y devient un pâturage.

C'est le tour de Longchamps. Une réquisition militaire vient de transformer en bergerie le plus élégant des hippodromes. Les sabots de nos pur sang foulent, à cette heure, d'autres pistes, et sur celle-ci ce sont des pieds de moutons qu'on va voir courir...

Aux Halles :

Les fruits et les légumes sont toujours abondants : les arrivages se chiffrent par 63.265 kilos. Ils accusent, en viande de boucherie : 45.286 kilos, plus 131 demi-bœufs envoyés par les abattoirs ; en volaille : 10.693 kilos ; en poisson : 18.000 kilos.

Les cours, en légère hausse, s'établissent ainsi : pommes de terre, 9 à 14 francs les 100 kilos ; choux-fleurs, 100 kilos ; haricots écossés, 14 à 20 francs les 100 kilos; navets, 20 à 25 francs les cent bottes; oignons, 15 à 30 francs les cent bottes; carottes, 15 à 30 francs les cent bottes; poireaux, 20 à 30 francs les cent bottes.

Au pavillon du poisson, les cours sont sans variation, mais au pavillon de la boucherie il a été constaté une légère hausse sur le veau et le mouton.

Du *Cri de Paris*, cette amusante histoire :

LE BON GRAIN ET L'IVRAIE

Les Sulpiciens ont converti leur séminaire d'Issy en ambulance pour les blessés.

Au moment où se fit cette transformation, un grand nombre de dames richissimes vinrent offrir leurs services au supérieur.

– Mesdames, leur dit-il, notre discipline n'admet point la présence de femmes au milieu de nous. Il faut que les circonstances soient bien graves pour que nous fassions fléchir notre règle et que nous acceptions votre concours. Du moins, vous devrez vous soumettre entièrement aux sévérités de notre Ordre. Vous ne parlerez point. Vous viendrez exactement aux heures qui vous seront indiquées. Et vous observerez constamment une obéissance absolue.

Une vingtaine de nobles dames murmurèrent :

— C'est intolérable, intolérable !

Elles remontèrent dans leurs autos et on ne les revit plus.

Il ne resta que quelques femmes de cœur et de tête. C'étaient précisément celles que le supérieur voulait garder auprès de lui.

C'est grand dommage qu'il n'y ait pas un supérieur des Sulpiciens dans chaque ambulance qui s'est créée à Paris depuis le premier jour de la mobilisation.

17 août.

Je sors d'assez bonne heure afin de respirer un peu, après une nuit étouffante. A cet instant matinal, l'avenue Trudaine offre peut-être plus de mouvement que dans la journée. Elle est animée par le va-et-vient des garçons de fournisseurs, des bonnes et des femmes de ménage, et puis des chiens et encore des chiens. En voilà six, en bonne fortune. La langue pendante et l'œil émerillonné, ils donnent une chasse pressante à une pauvre chienne qui n'a d'autre défense, contre leur entreprise galante, que de s'asseoir sur l'asphalte. Deux sergents de ville s'amusent prodigieusement de ce petit manège.

Une ordonnance du gouverneur prescrit de tenir les chiens en laisse. Excellente mesure pour se débarrasser des « cabots errants » et faire un vigoureux recensement des autres. Beaucoup de ceux-ci, en effet, appartiennent à des maîtres qui esquivent la taxe et échappent à la contravention, grâce à la complicité de l'élu du quartier ou de l'arrondissement.

Vous croyez peut-être que les chiens ont été tenus en laisse? Jamais de la vie! Ou, lorsqu'ils l'ont été, la laisse n'a servi qu'à les conduire au milieu des passages couverts, sur les trottoirs bordant les squares et sur ceux des larges avenues paisibles, pour leur permettre de procéder, en paix, à l'abri de toute inquiétude, mais non sans de cruels efforts, à l'expulsion d'une crotte nauséabonde, at-

tendue et espérée avec anxiété par l'autre animal, le premier de la création, qui tient l'extrémité de la ficelle. Le « siensien à sa mémère » aussitôt soulagé, est lâché pour se livrer à ses ébats.

C'est avec intention, sciemment, que les propriétaires de chiens choisissent les squares, les passages, les avenues tranquilles, où la circulation des voitures est nulle. Pour la même raison, les mamans, les bonnes et les nurses y amènent jouer les enfants.

Voyez, par exemple, l'avenue Trudaine, bordée de plusieurs écoles, et, maintenant, d'un hôpital militaire. Passez-y vers onze heures du matin, vous verrez des trottoirs recouverts d'excréments de chiens.

Inutile de dire qu'on ne lave pas les trottoirs même devant les bâtiments de la Ville ou de l'Etat. Par conséquent, le temps que nous subissons, aussi bien que le froid sec de l'hiver, transforme assez rapidement cette vidange en une poussière invisible et dangereuse, où nos bébés, si gracieusement habillés, font rouler leurs cerceaux, leurs ballons, leurs toupies. Ensuite, gentiment, ils se frottent les yeux ou se mettent les doigts dans le nez ou dans la bouche. Entre temps, les balayeurs remuent cette poussière à sec. Car, je le répète, les lavages sont exceptionnels. Il est facile de prévoir les conséquences d'une telle incurie.

A l'autre extrémité de l'avenue, côté de la rue des Martyrs, je bavarde quelques instants avec Jurandon, le père du patron de la brasserie Paul. Il n'a aucune nouvelle de son fils, et il n'est pas seul dans ce cas. La petite fleuriste, ma voisine, que j'aperçois allant aux provisions, fait triste mine. Il y a dix jours que son mari l'a quittée

pour rejoindre, à Issy-les-Moulineaux ; et, depuis, elle est absolument sans aucune nouvelle de lui. Elle est allée au quartier, et là elle a appris que le régiment était parti pour le front. C'est tout.

Je lui fais signe au passage ; elle s'approche et me conte ses peines.

— Si vous saviez comme je suis « angoissée », nous dit-elle.

Jurandon père me raconte qu'hier soir, en dînant, deux de ses clients parlaient du lieutenant-colonel du Paty de Clam et l'un d'eux, qui semblait bien informé, affirmait qu'il s'était engagé comme simple troupier. Cela ne me semble nullement invraisemblable. Du Paty de Clam est un soldat dans l'âme ; depuis les événements auxquels il a été mêlé, son seul désir a été qu'on lui accorde la faveur de reprendre du service en temps de guerre.

On se souvient que c'est pour lui avoir restitué une commission d'officier, « valable en temps de guerre » que M. Millerand dut, dans son précédent ministère, abandonner son portefeuille, sous la poussée de quelques politiciens qui auront, avec leurs complices, de rudes comptes à rendre, après cette guerre.

M. Millerand eut beau expliquer que c'était à titre de récompense, l'intéressé s'étant signalé comme auxiliaire volontaire du service des renseignements ; il dut se retirer devant les criailleries de gens qui ont fait de la politique un moyen d'existence et qui menaçaient, ni plus ni moins, de réveiller l'affaire Dreyfus, oubliant sans doute que Joseph Reinach, lui-même, avait rendu hommage à du Paty de Clam, en publiant la note qu'il avait adressée au général Mercier, pour l'engager à renoncer aux poursuites contre Dreyfus.

L'affaire Dreyfus ! Dieu, que c'est lointain ! Que sont devenus les principaux protagonistes de cette lutte si âpre, si violente ? Presque tous sont morts. Parmi les autres il reste un officier, ami intime de Dreyfus, qui démissionna pour protester en sa faveur. C'est le capitaine Moch.

On m'affirme que, réintégré dans son grade, il est employé à la censure. Je n'ai pas vérifié le fait. Mais, s'il est authentique, on peut estimer que le capitaine Moch eût été infiniment mieux à sa place dans un régiment d'artillerie, ou bien encore dans un atelier de construction. C'est un excellent artilleur. Il s'est particulièrement occupé de la fabrication et, à la mort du capitaine Hartmann, il avait continué les remarquables travaux de celui-ci sur le « frettage » en fil d'acier. Mais on sait que chez nous le fameux principe anglais « The right man in the right... » qui fait la force de l'Angleterre, ne trouve presque jamais son application.

A propos de la censure, ce service, qui semble appelé à de fréquents avatars, vient de subir déjà d'importantes modifications par suite du départ pour le front, comme officier interprète, de notre très distingué confrère Tardieu, du *Temps*, qui s'en occupait d'une façon suivie et avec une réelle compétence.

On prétend que ce sera M. Klotz, l'ancien ministre, officier d'artillerie territoriale, qui sera chargé de ce service et sera secondé dans ces délicates fonctions par M. Bourrély, député de l'Ariège. Celui-ci est un confrère de talent et d'esprit conciliant ; nul doute que sa présence ne se fasse sentir très utilement dans le fonctionnement de la censure.

C'est Coudor, le secrétaire de M. Bourrély qui me donne ce tuyau à la terrasse du Grand-Café, où je viens de le rencontrer. Il me signale également deux histoires d'espionnage que publie le *Cri de Paris* et que voici :

Il faut recueillir tous les traits d'espionnage que l'on découvre chaque jour et qui montrent, chez nos adversaires, une ingéniosité vraiment exquise.

Depuis quelques années s'était installée, au centre de Paris, une succursale de compagnie d'assurance allemande. Elle avait lancé, sur la France, dix-huit inspecteurs qui parcouraient tous nos départements, dépensant largement les gros appointements qui leur étaient alloués.

Or, au début de la guerre, la police fut amenée à faire une descente dans les bureaux de cette compagnie et elle découvrit que jamais, depuis qu'elle était installée chez nous, ses dix-huit inspecteurs n'avaient fait un contrat avec un seul habitant de la France.

Que faisaient-ils donc pendant leurs tournées dans le pays ?

—

Une agence internationale de renseignements sollicitait par tous les moyens la clientèle des négociants français.

Quand l'un d'eux avait pris un carnet de fiches, il arrivait ceci.

Il demandait, par exemple, des renseignements sur M. X.

Le lendemain, avant qu'il eût, lui-même, reçu la réponse à sa réquisition, son client espéré, M. X., voyait pénétrer chez lui les représentants de diverses maisons allemandes faisant le même article que les clients de l'agence, et offrant leurs services à des prix beaucoup plus bas. Bien souvent, ils enlevaient l'affaire et le commerçant français perdait un acheteur.

Cela n'a pas grand rapport avec l'espionnage militaire ; mais comme moyen de concurrence commerciale c'est parfait.

Ajoutons que l'agence était largement subventionnée par le gouvernement allemand.

Le gérant du Grand-Café nous raconte encore une histoire d'espionnage.

Il s'agit de quatre gentlemen qui, se donnant comme officiers anglais, sont venus commander des uniformes à Old England et circulent maintenant en toute impunité dans le camp retranché de Paris.

De véritables officiers anglais les ont aperçus, passant rapidement en auto sur les boulevards et, ne les reconnaissant pas comme étant des leurs, les auraient signalés à la Sûreté ; mais toutes les recherches seraient restées sans résultats.

Armory, un de nos confrères de *Paris-Midi* qui survient à ce moment, affirme que ce n'est pas la version exacte. Le directeur de la maison Old England se serait, au contraire, aperçu de la supercherie et aurait fait arrêter, séance tenante, les faux officiers.

Pour en avoir le cœur net, je traverse la rue Scribe et pénètre à Old England, où employés, gérant, et même clients s'amusent fort de cette histoire qu'ils ignorent tous.

Et je me plais à croire que c'est là, la véritable version.

Tout en devisant, à la terrasse du Grand-Café, nous constatons que Paris a presque repris sa physionomie de tous les ans, durant le mois d'août, sauf en moins la circulation des provinciaux, des étrangers et, en particulier, des Allemands.

Il est incontestable que ce n'est plus la même effervescence que ces jours derniers. L'exode des mobilisés vers les gares de départ a considérablement diminué.

Les barrières placées aux abords des gares du

Nord et de l'Est, ainsi que les services d'ordre spéciaux sont supprimés.

L'activité commerciale est presque totalement arrêtée et la grande ville, paralysée par les événements, semble s'accoutumer, petit à petit, à sa vie nouvelle, faite d'attente, d'espoir et de calme dignité.

On raconte que le drapeau pris aux Allemands va être exposé, pendant quelques jours, au ministère de la guerre, en attendant d'être transporté aux Invalides.

Après avoir suivi le boulevard jusqu'au faubourg Montmartre — où je constate que beaucoup de grands cafés restent toujours fermés — j'essaye de prendre la rue Cadet.

Mais il est impossible d'y pénétrer ; elle est entièrement occupée par une ruée de camelots qui attendent l'*Information* près de sortir.

Voici les adjudicataires des premiers ballots qui vont céder le papier aux crieurs. C'est une ruée terrible de vendeurs et les sergents de ville font réellement le coup de poing pour établir un peu d'ordre dans cette cohue et pour obtenir que les femmes soient servies les premières. Ils y parviennent enfin, mais non sans peine.

En cheminant sur le trottoir de la rue Rochechouart, bien peu encombré pour cette heure de midi, je suis un groupe de jeunes gens qui se dirigent vers la gare de l'Est. Chacun d'eux porte un petit baluchon à la main. Ce sont des conscrits de la classe 1914 qui ont reçu leur ordre d'appel et rejoignent d'urgence.

Détaché du groupe, suivant un peu en arrière, l'un d'eux tient sous le bras une gracieuse midinette qui tamponne ses yeux, et j'entends qu'il lui dit :

— Pleure pas, Zizi, t'es bête, puisque ça compte sur notre temps ; si on part plus tôt, on reviendra plus tôt.

Et, passant son bras sous la frêle taille de Zizi, il l'embrasse affectueusement, sans aucun souci des passants ; et Zizi, consolée, souriant à travers les larmes qui emplissent ses jolis yeux, entonne à l'unisson, avec tous les jeunes gens, une scie à la mode : *Les bruns m'affolent...*

Heureuse jeunesse qui s'en va à la guerre en chantant et qui ne rappelle que de très loin le conscrit de 1813 !

Midi, à l'angle de la rue Gérando et de la place d'Anvers, sur le pas de la brasserie du même nom. Albert, le patron, ventripotent et accueillant, me dégage une chaise sur sa terrasse en me faisant un geste d'accueil pour que je prenne place.

Je me laisse tenter ; et, après avoir trinqué avec moi au succès prochain de l'armée française, comme pour démentir ce que je dis plus haut sur les chiens, il me raconte que, ce matin, le sien, Riquet, auquel il ne manque aucun des défauts qui distinguent les cabots parisiens, a été capturé par les agents. Après quelques pourparlers, il a pu le faire rendre à la liberté.

Lorsqu'ils sont pris, les chiens se relâchent... comme les règlements du temps de paix ; car, pendant que nous conversons ainsi, à une fenêtre d'une maison voisine une bonne secoue paisiblement un tapis, et il est midi...

Les règlements concernant l'intérieur des immeubles sont aussi mal appliqués. Alors que les maisons devraient être surveillées avec un soin particulier, nombre de concierges éteignent la lumière, dans les escaliers, de très bonne heure, soit qu'ils aient envie d'aller se coucher, soit, ce qui est fréquent, que le propriétaire leur accorde un pourcentage sur les économies réalisées au cours de l'année.

Pourtant, si les agents — que ce service intérieur ne regarde pas d'ailleurs — semblent manquer de zèle, leurs chefs, au contraire, s'agitent beaucoup. Officiers de paix et commissaires de police ont tous droit à des automobiles réquisitionnées. Cette faculté de se transporter rapidement d'un point à un autre avait peut-être sa raison d'être dans les premiers jours de la mobilisation où les fonctionnaires de la police ont eu de multiples besognes ; même à l'heure qu'il est, elle pourrait encore s'expliquer en ce qui concerne les commissaires divisionnaires. Mais pour les commissaires de quartier elle n'aboutit guère qu'à brûler de l'essence aux frais des contribuables et à utiliser l'auto d'un chauffeur qui a offert, avec empressement, son véhicule afin d'éviter quelque autre service qu'aurait pu lui imposer sa situation de mobilisé.

A vrai dire, Paris est absolument tranquille et sûr depuis qu'une série de rafles très serrées ont nettoyé les boulevards extérieurs et les quartiers excentriques.

Ces rafles étaient fort bien organisées.

Les inspecteurs de la Sûreté, que précédaient quelques sergents de ville, balayaient directement

le boulevard, questionnaient les gens, faisaient lever les bras aux hommes, leur posaient quelques questions et, si les réponses n'étaient pas satisfaisantes, faisaient monter rapidement le personnage suspect dans un autobus qui suivait à quelques pas.

Ce nettoyage a donné d'excellents résultats et la tranquillité est parfaite dans Paris, à tel point que l'absence du guet est presque complète dans les quartiers extérieurs.

Par contre, il n'en est pas de même sur les grands boulevards, où l'on semble avoir pris un luxe de précautions policières dont la raison m'échappe.

Ce soir, par exemple, sur chaque refuge se tient un peloton d'agents, ainsi qu'à chaque coin de rue. Les officiers de paix, de tous grades, circulent de l'un à l'autre de ces postes. Sur les trottoirs sont de nombreux agents des recherches et des mœurs, ces derniers plus reconnaissables que s'ils portaient un uniforme.

— Qu'y a-t-il ? qu'attend-on ? se demandent les rares passants, que les fonctionnaires de la police dévisagent dans la demi-obscurité qui règne, un seul lampadaire sur deux étant allumé.

Soudain, un cortège d'autos défile à toute allure. Dans la première, des képis rouges galonnés ou brodés d'or et des képis noirs galonnés ou brodés d'argent.

C'est le préfet de police qui promène le général Michel, gouverneur de Paris, à travers les services d'ordre qu'il a organisés.

Les deux amis qui m'accompagnent et moi, aussitôt après avoir vu passer cet imposant cortège, nous avons, vers dix heures du soir, quitté le boulevard par la rue Taitbout, suivi les rues Saint-Georges, Notre-Dame-de-Lorette, de Douai, Victor-

Massé et l'avenue Trudaine, jusqu'au secteur électrique, sans avoir rencontré un seul agent. Là, seulement, les deux gardiens de la paix qui veillent nuit et jour à la porte de l'usine montaient leur faction accoutumée.

Au cours de ma promenade, j'ai remarqué, faubourg Montmartre, l'absence presque totale de toute la gent féminine, à l'œil engageant, qui en est l'habituel ornement nocturne. Que sont devenues toutes ces marchandes de sourires ?

Je laisse au *Ruy Blas* le soin de répondre :

Sait-on ce qui est advenu de toute cette vermine allemande qui pullulait dans le faubourg Montmartre ? Les lourdes péripatéticiennes qui, à qui mieux mieux, entôlaient ou avariaient les malheureux qui se laissaient prendre à leurs œillades, de même que leurs compagnons aux mœurs aussi spéciales que leur vagabondage, ont été dirigés dans un camp de concentration — nous savons où, mais naturellement, nous ne le dirons pas — et là on les emploie à coudre des vêtements et du linge pour nos soldats et les blessés.

De même, on a pu constater que les demi et quart de mondaines qui déambulaient naguère sur les boulevards ont disparu. La raison en est simple : toutes celles qui ont voulu continuer leur scandaleux racolage ont été internées à Saint-Lazare pour la durée de la guerre et les autres, terrorisées, ne sortent plus. Cela a le double avantage d'épurer la voie publique et de priver de leurs ressources leurs aquatiques compagnons qui, affamés — comme les Allemands — ne tarderont pas à tomber entre les mains de la police.

Quant aux « aquatiques compagnons » de ces dames, dont parle le *Ruy Blas*, je me suis laissé dire que tous ceux que n'avait pas atteints la mobilisation avaient été dirigés dans la périphérie

pour travailler à la mise en état des fortifications du camp retranché de Paris.

Si c'est vrai, c'est là une mesure qu'on ne saurait trop approuver.

Ces excellentes précautions ont contribué à donner à Paris un aspect plus calme et ce n'est que dans les Champs-Elysées et l'avenue du Bois qu'on trouve encore une certaine animation qui n'est pas dénuée de pittoresque.

Le *Cri de Paris*, toujours, en donne une très amusante description que voici, sous le titre de « Etat de siège » :

L'avenue du Bois de Boulogne et le bois ont presque gardé, malgré les événements, leur aspect habituel.

La foule des élégances y est aussi dense qu'en temps de paix. Sans doute, on y voit moins d'hommes. Ceux dont les journaux ont annoncé le départ pour le front ne s'y montrent pas. Mais les Argentins sont toujours aussi nombreux.

Le bataillon de Cythère manœuvre maintenant à pied, avec quelque mélancolie, car les autos sont réquisitionnées, et les chauffeurs, comme les protecteurs de ces dames, sont mobilisés.

Quelques-unes ont conservé leur voiture et conduisent elles-mêmes. En compagnie d'une amie, elles s'en vont faire le tour du lac en parlant des absents et des difficultés de la vie actuelle...

Toutes les pensées de ces dames vont vers un pantalon rouge, là-bas, quelque part, dans l'Est. Mais cela ne les empêche pas de songer au Brésilien nécessaire.

Parmi les véhicules qui se rendent au Bois, un fiacre, un vieux fiacre, traîné par un vieux cheval, conduit par un vieux cocher, monte péniblement les Champs-Elysées, vers six heures du soir.

Sur les coussins, un homme, jeune encore, prend le frais, en fumant un cigare.

C'est le baron Maurice de R., qui s'en va bravement au Bois faire un petit tour dans cet équipage de guerre.

Les temps sont bien durs pour tout le monde. M. de R., peut-être, est gêné par le moratorium.

Vers cinq heures, le flot toujours croissant des automobiles réquisitionnées, conduit par de solides réservistes, passe par le Bois. Afin d'oublier les horreurs de la guerre, ces messieurs ont à leur côté de charmantes femmes, séduites par le prestige de l'uniforme de soldat de deuxième classe.

Le soir, les réservistes automobilistes les plus élégants dînent dans un grand établissement de la rue Royale. Devant le restaurant s'alignent les voitures ornées de drapeaux. Vers neuf heures, ces messieurs repartent, en grande vitesse, comme s'ils étaient chargés d'une mission aussi importante qu'urgente.

Leurs compagnes se rendent alors aux Champs-Élysées. C'est actuellement, de neuf à onze heures du soir, l'endroit le plus élégant de Paris. On y rencontre M. Augagneur, Mlle Forzane ou M. Rip. On s'arrache les chaises ; c'est l'état de siège. On parle de la guerre et des derniers potins. Des dames solitaires regardent dans le ciel la lueur du projecteur électrique : elles songent qu'il n'y a plus que lui qui éclaire.

Je ne peux résister au plaisir, pour clore les notes de cette journée, de reproduire ici le joli éditorial de Gustave Téry, paru ce matin, dans sa rubrique quotidienne du *Journal* : « Les jours se suivent... » :

Ohé, les Grecs ! Ohé, les Romains ! Faudrait voir...

J'ai songé à cet épigraphe de « la Légende de l'Aigle » en lisant les détails qu'on nous donne sur l' « exploit magnifique » de nos aviateurs, à Metz. Nous avons tous eu le même frémissement, le même arrêt de la respiration, à cette phrase du communiqué officiel : « Avant d'arriver un peu au-dessus du champ de manœuvre, le moteur du lieutenant a cessé de fonctionner. L'aviateur ne voulant pas tomber sans avoir rempli sa mission » se mit en vol plané et c'est en vol plané qu'il lança son projectile avec un merveilleux sang-froid... »

Non, il n'y a rien dans l'antiquité qui surpasse, ni même qui égale ce courage. Au reste, il s'agit d'un courage nouveau, d'invention récente, comme l'aéroplane, — le dernier mot du sublime. Car le beau mérite d'être

vaillant, lorsqu'on est emporté, prisé, brûlé par le « feu de l'action » ! Mais représentez-vous l'héroïsme froid de l'homme assis là-haut dans le nuage, presque immobile dans sa machine vertigineuse : qu'il ait une distraction, c'est l'accident terrible... Eh ! bien, cet homme est capable de se dire tranquillement, avec la même réflexion qu'il s'applique à éviter la catastrophe :

— Je la veux, je la cherche, si j'aperçois un zeppelin, je pique droit dessus, l'œil clair, la main aussi ferme que le cœur, n'ayant d'autre souci que d'assurer à ma mort volontaire le « maximum de rendement »...

Quel mot trouvera-t-on pour dire dignement la grandeur et la splendeur de tels sacrifices ?

Gustave Téry.

18 août.

Des nouvelles de Pierade, sous forme d'une simple carte, sans aucune indication d'origine, si ce n'est le timbre des « Trésors et Postes » et le large cachet du général commandant la 70e division d'infanterie. Cela indique que Pierade appartient à l'artillerie divisionnaire...

Au-dessous de l'entête : « Armée en campagne, le 14 août » : Voici les quelques lignes qu'il m'adresse :

« Sommes en avant. Tout va bien. Vous raconterai, je l'espère, ma campagne...

« Avec mes meilleures amitiés un bon souvenir.

Pierade. »

Il me semble que la 70e division doit appartenir au camp retranché d'Epinal.

La *Suisse* du 6 août, qui m'arrive enfin, m'apporte des détails sur la prise de Mulhouse et les pertes que nous a coûtées cette trop audacieuse opération.

Le général Bonneau, commandant le 7e corps, s'est, paraît-il, laissé tenter par la prise de cette ville, alors qu'il avait l'ordre de ne s'emparer que des hauteurs qui la commandent.

Ce n'est là qu'une appréciation que j'ai entendu formuler par un groupe de voisins, toujours les mêmes, qui ont l'habitude de se réunir au square d'Anvers, dès le matin, avant la chaleur, et de commenter les nouvelles que donnent les journaux.

Ces nouvelles sont, d'ailleurs, toutes exactement semblables. Aussi le public commence-t-il à ne plus montrer le même intérêt pour les journaux auxquels la suppression des éditions supplémentaires a rendu service. On se demande, en effet, avec quelle matière ils rempliraient ces feuilles qu'ils lançaient pour se concurrencer entre eux et où le blanc dominait déjà.

Dans le groupe des voisins on commente sans indulgence le moratorium. Il soulève, en effet, beaucoup de protestations et déjà quelques journaux s'en font l'écho. Les causeurs que j'écoute n'hésitent pas à déclarer que c'est une manœuvre que Caillaux a pu faire aboutir grâce aux amis qu'il a conservés au gouvernement et pour venir en aide à quelques grandes banques qui ont lancé certaines affaires d'outre-mer, auxquelles il s'intéressait tout particulièrement.

L'un des causeurs ajoute que plus d'un établissement financier et plus d'une banque privée ont essayé de repousser le moratorium, mais que, bon gré, mal gré, il leur a fallu s'y conformer.

Espérons que, plus tard, on connaîtra le dessous de toutes ces machinations financières dont il me semble que la petite épargne ait eu à subir durement les conséquences.

Les commerçants récriminent particulièrement contre la Banque de France à laquelle ils reprochent de restreindre trop son escompte.

Il en est un dans le groupe qui attribue à M. Thiery, l'économiste, les propos suivants, tenus par lui au gouverneur de la Banque de France, qui lui donnait les raisons de cette mesure d'élémentaire prudence :

— Pardon, mais, si nous sommes vaincus, la Ban-

que de France disparaîtra. Si nous sommes vainqueurs, ce sera une telle prospérité financière et commerciale qui s'en suivra que de toutes les manières notre établissement financier national ne court aucun risque.

Je laisse l'entière responsabilité de ces propos à celui qui les a tenus devant moi, sur le trottoir de l'avenue Trudaine.

A bavarder ainsi, bien que ce soit toujours sur le même et captivant sujet de la guerre, la matinée passe assez vite pour tous ces braves gens que leurs occupations, momentanément entravées, et leur manière de vivre bouleversée, laissent un peu désemparés. Ils n'ont d'autres dérivatifs à leurs préoccupations que les réflexions et les déductions qu'ils tirent des événements, ou même les pronostics qu'ils émettent, s'efforçant de prévoir des résultats militaires selon leurs désirs, c'est-à-dire prompts et favorables à nos armées.

Avant midi, je pousse jusqu'à la gare du Nord pour me rendre un peu compte de ce qui s'y passe.

Des groupes stationnent sur la place. Je m'approche de l'un d'eux et je pose quelques questions sur la cause de ces attroupements. Personne n'en sait rien et ceux qui les forment ne savent pas très exactement pourquoi ils sont là. On vient ainsi aux abords des gares du Nord et de l'Est pour savoir quelque chose. On se dit que peut-être on aura des nouvelles par des employés ou des mécaniciens qui arrivent de la frontière.

Je constate que l'aspect des deux gares est presque normal et déjà plusieurs trains de voyageurs et de marchandises sont rétablis ; et les quelques

mobilisés qu'on voit monter dans les trains sont de plus en plus rares.

En remontant la rue de Dunkerque je rencontre Nanteuil, l'auteur dramatique. Nous échangeons quelques menus propos sur les événements. Comme moi, il a passé l'âge de toute obligation militaire. Aussitôt qu'il a pu quitter la Bretagne, où il était en villégiature, il est revenu à Paris.

C'est le jour des rencontres : quelques pas plus loin je tombe sur Gorey, l'habituel reporter de l'Institut et de ses académies. Croirait-on que, dans notre profession, si durement atteinte, pendant que « faits-diversiers », « courriéristes-théâtraux », « chroniqueurs judiciaires » et « chroniqueurs littéraires », alors que tous sont plongés dans le plus affreux chômage, seul, l'Institut fournit régulièrement de la copie aux heureux détenteurs des rubriques académiques. C'est le cas de l'excellent Gorey, qui porte cette matière à de nombreux quotidiens ou périodiques, tant pour son compte que pour celui des confrères absents.

Aussi me dit-il, avec l'air de réserve timide qui lui est habituel :

— Que voulez-vous !... à quelque chose malheur est bon, je n'ai jamais tant travaillé.

J'achète *Paris-Midi* pour lire en déjeunant. Ce journal annonce qu'il entreprend une enquête sur les ambulances organisées et sur celles qui continuent à se créer à Paris, en nombre vraiment inconsidéré.

Les journaux, sauf ceux du matin, paraissent à des heures qui bouleversent nos habitudes. Tous ceux du soir sont très en avance sur leurs heures

habituelles de vente et la *Patrie*, par exemple, paraît à 1 heure.

Après déjeuner, je vais lire ce journal au grand air, en me promenant à petits pas, jusqu'à un banc, où je m'asseois à l'ombre des catalpas qui bordent le square voisin. Je m'installe pour lire un article de remplissage, dans lequel le chroniqueur de la *Patrie* explique que « la place d'Anvers, entourée de ses forts, pourrait tenir plus d'un an contre l'armée allemande ».

Cela me rappelle que nous avions mis moins de temps pour nous en emparer à l'époque des hauts shakos et des premiers fusils à piston.

Et, sur cette réflexion, levant les yeux, je vois que je suis installé justement place d'Anvers; mais celle-là n'est entourée que de forts de sable élevés par les enfants qui viennent y jouer nombreux.

C'est d'ailleurs au glorieux fait d'armes dont le souvenir vient de traverser ma mémoire que cette place doit son nom.

Au cours de ma promenade quotidienne à la découverte de faits ou d'événements nouveaux, je rencontre plusieurs cyclistes de la Garde républicaine, portant au col un galon d'or, c'est-à-dire que ce sont des virtuoses de la fameuse musique de la Garde qui, aux termes de leur engagement, sont mobilisés. Ce sont, pour la plupart, des professeurs au Conservatoire ou des musiciens de l'Opéra ou de l'Opéra-Comique. L'autorité militaire les emploie au mieux de leur bonne volonté et tous ceux dont elle a pu faire des cyclistes ont ceint le revolver et enfourché le petit cheval d'acier.

Devant les magasins fermés, des marchands de

cartes postales et des marchands de chansons ont établi leurs éventaires.

Les cartes postales représentent surtout des caricatures et des prétentions à la drôlerie, qu'elles réalisent rarement. A signaler cependant un Manneken-Pis qui accomplit son geste sur la tête du Kaiser. A côté de cela, on vend un testament de Guillaume II que je donne ici à titre documentaire.[1]

De la guerre, rien. On sait que par ordre du généralissime personne n'est autorisé à suivre les opérations. Par conséquent, les scènes guerrières qu'on vend sont toutes des reproductions des dernières grandes manœuvres.

Quelques portraits des généraux déjà connus, Joffre, Pau, Castelnau, Dubail, Maunoury, Galliéni, etc., sont d'une vente assez facile ; mais, ce qui s'enlève rapidement, c'est le portrait d'Albert Ier, roi des Belges, dont la popularité grandit d'heure en heure.

Quant aux marchands de chansons, voici quelques échantillons de ce qu'ils offrent. D'abord *La Marseillaise, La Brabançonne,* l'*Hymne national russe* et le *Chant national anglais.* Mais ils se vendent moins facilement que par exemple : *Sous les plis du drapeau, La guerre a passé, La sale gueule, Les têtes de cochon, La chasse des barbares.*

Cette dernière porte sur sa couverture la tête de Montéhus, le « créateur ». Quand je regarde cette figure osseuse et tourmentée, je me rappelle l'avoir vue sous un képi français. Il y a quelque quinze ans, M. Brunschweig (alias Montéhus), à la suite de difficultés qu'il avait eues avec l'autorité militaire française, habitait Genève. Et, à l'ancienne brasserie-concert Handwerck, revêtu de l'uniforme de fan-

[1] Page 284.

M

[illegible] le bonheur de vous annoncer la mort de

Sa Majesté GUILLAUME II

dit Patte Folle et Vieille Gigotte

Empereur de toutes les Allemagnes

[illegible] de **Pioupious Français**, de **Soldats Russes** et **Anglais** et [illegible] **Petits Belges** [illegible] de plusieurs fluxions [illegible] **Haut** [illegible] **Bas Rhin** due à l'application brusque des [illegible] **Chapuzot Navet Pitou Goddom** et **Godferdom**.

Les funérailles [illegible] à Berlin passeront par la Friedrichstrasse [illegible] dont on fait les flûtes et [illegible]

[illegible] **Moltke** de Caen, de [illegible] de Mayence. Il y aura de l'Eau de Cologne pour les dames [illegible] au bleu de Prusse.

[illegible] l'Alsace [illegible] l'Angleterre et la Belgique [illegible]

A cette occasion la statue de la **Germania** [illegible] feuille de **figue**.

[illegible] Sadowa [illegible] la France.

[illegible]

De Profundis !

Priez pour lui !

Testament involontaire et sanglant de

Wilelhm de HOHENZOLLERN

dit **GUILLAUME II**, Empereur d'Allemagne

Au moment où je sens mon Empire formé de territoires volés à tous nos voisins [illegible] sous ma chaise percée, je crois utile de distribuer ma déchéance à mes fidèles conseillers.

Je lègue donc :

1o Au lieutenant **Von Forthler** une Alsace à conquérir pour [illegible] la terrifier.

2o A **Caspard Schiffrenoffre**, mon général en chef, une [illegible] de ma poudre sèche qui vient de rater en face des Français.

3o Au maréchal **Lettrigath Trottenberg**, mon fameux glaive qui fut [illegible] par les petits belges.

4o Aux membres de [illegible] **de Moltke** [illegible] c'est leur affaire.

5o Au docteur **Herr Michel Kolossal** [illegible] la somme de 1 mark sur ma cassette.

6o A **Hans Tarabosch**, mon valet de chambre, les 8 [illegible] aux yeux de l'Europe.

7o A [illegible] **Empereur d'Autriche** [illegible] ma schlague et le grand sabre rouillé de mon père.

8o A mes successeurs qui ne seront que de petits princes allemands, le devoir d'être des bons types, pas querelleurs comme moi, et se vouant à la paix de l'Europe.

Fait à Potsdam pendant que [illegible] pour le roi de Prusse.

GUILLAUME II

[illegible]

tassin français, il « créait » déjà des chansons. Elles étaient alors furieusement antimilitaristes.

Avant même de franchir la Seine, on se rend compte que la foule se dirige, compacte, du côté de la rue Saint-Dominique pour voir, au ministère de la guerre, le drapeau allemand dont la hampe est fixée à la rampe du balcon. Sa lourde soie, amarante tendre, flotte au vent. Bien qu'on n'ait pas encore de détails sur les circonstances dans lesquelles cet étendard a été enlevé à l'ennemi, les commentaires vont leur train.

Le crépuscule était déjà sombre, lorsqu'en remontant la rue Royale, j'aperçois un sergent de secrétaire d'état-major qui me fait, avec obstination, le salut militaire à plusieurs reprises. Après un instant d'hésitation, je reconnais mon ami Willm, ancien député de la Seine.

— Comment, toi ? Tu as été appelé ?

— Non, j'ai demandé à reprendre du service, avec mon ancien grade.

— Si tu as un instant, lui dis-je, arrêtons-nous à la terrasse Weber et bavardons un peu.

— Si tu veux.

— Alors... quoi de nouveau?... tu dois être renseigné sur des tas de choses.

— Erreur, erreur, mon vieux, je ne sais rien, je remplis ponctuellement mes fonctions de sergent d'état-major ; et, si elles me procurent l'occasion d'être en possession de quelques renseignements sérieux, je ne te les communiquerai pas.

— Eh ! bien, raconte-moi quelque chose.

— Si tu veux, je vais te raconter une triste histoire qu'un de mes hommes m'a rapportée cet après-

midi. Je ne sais si elle est vraie : il m'a dit la tenir de source certaine. Elle est d'ailleurs vraisemblable.

Avec un ton de gravité :

— Voilà : Tu sais que, depuis quarante-huit heures, il est arrivé déjà un certain nombre de blessés à Paris. Une brave petite commerçante, qui est veuve, apprend que son fils unique, blessé, est dans un grand hôpital de la rive gauche. Elle y court. Aussitôt franchi le seuil de la salle où on l'a fait entrer, de loin, à l'extrémité de la rangée de lits, elle aperçoit son fils. Il est pâle, si pâle... Il semble exsangue. A le voir ainsi, de loin, les yeux fermés, elle a un serrement de cœur. Un doute affreux traverse sa pensée. On dirait qu'il est mort. Mais non, elle s'approche du blessé, le blessé sourit en reconnaissant sa mère. Le sourire qui passe sur ses lèvres pales est fait de bonheur et de tristesse :

— Qu'est-ce que tu as ? Qu'est-ce que tu as, dis-moi ? questionne avidement la mère. » Et lui de répondre : « — Sois courageuse, maman, très courageuse, soulève la couverture. » Fébrilement, mais avec précaution, la mère relève la couverture et pousse un cri étouffé qui se transforme en des sanglots pressés, heurtés, pendant que le blessé lui répète : « — Courage, maman, courage. »

— Qu'avait donc le blessé ? demandais-je.

— On venait de lui amputer les deux bras.

— C'est affreux. Il eût mieux valu qu'il fût mort sur le coup.

Mais Willm me regardant avec son bon sourire et son regard de brave homme, me répondit : « — La maman ne pense pas comme toi. »

Nous bavardons encore un instant, attristés l'un et l'autre par cette pénible histoire, puis nous nous séparons.

En m'éloignant, je pensais qu'il est vraiment regrettable que Willm n'ait pas été réélu député de la Seine et n'ait pu triompher de la coalition formée contre lui par les réactionnaires et les socialistes. Ceux-ci étaient ses électeurs habituels ; mais ils ne lui pardonnèrent point d'avoir été grièvement blessé, dans un accident d'automobile, en compagnie de Briand, dont il est l'ami, Briand, l'auteur de la proposition du retour à la loi de trois ans...

Quelle leçon de choses !

La nuit est venue. A travers les rues peu éclairées, dans le silence, quelques passants suivent les trottoirs et quelques couples d'amoureux recherchent les coins sombres.

Dans le *Bonnet Rouge*, Fanny Clar a croqué un de ces couples et de jolie manière, voyez plutôt :

Je les aperçois, chaque soir. Ce qu'ils s'en fichent de la guerre ! Elle a bien seize ans et quelques jours ; lui se redresse sous le poids léger d'au moins dix-huit années. Ils se retrouvent à la sortie d'un travail qui ne doit pas durer de longues heures et, serrés l'un contre l'autre, babillant et ravis, ils jouissent d'une liberté qu'ils ne possédaient pas jusqu'à présent.

J'ai fini par savoir que le père de la petite était parti pour la bataille, une bataille pas bien dangereuse pour le moment, celle des soldats grisonnants qui gardent les voies ferrées. Quant au jeune séducteur, ses parents ne s'inquiètent guère, comme de coutume, de la première jupe après laquelle il peut courir.

Alors, puisque le père parti composait toute la famille, la fillette vint habiter chez des amis de banlieue. Avant le départ du train, c'est une délicieuse promenade d'amoureux, d'où est exclue la crainte d'être pincés au coin d'une rue. Plus besoin de se cacher pour les premiers baisers maladroits et goulus de leur âge ; ils en prennent à leur aise.

Quand à peu près toutes les femmes, aujourd'hui, même très jeunes, ont l'air au moins soucieuses, que les jeunes

gens prennent l'allure grave qui convient aux circonstances, les deux gosses, au milieu du recueillement général, ne voient qu'eux. Leur gaieté inconsciente scandalise les groupes qui discutent de stratégie ; ils n'en ont souci, ne s'en apercevant même pas.

Ces jours d'anxiété resteront, pour ces moineaux, temps de fête amoureuse. Lâchés dans la ville assombrie, ils vivent des heures de joie et de griserie. Quand le père reviendra, il pourrait se faire qu'il y ait un accident proche. Tant pis !

Si c'est une fille... on l'appellera France... ou Victoire.

Si cet écho n'est pas très moral, il est très dans la manière qui plaît au peuple de Paris, plein d'indulgence pour ce relâchement des mœurs dont il est coutumier et au milieu duquel il vit.

C'est de cette indulgence et de ce relâchement que les Allemands, mauvais psychologues, ont déduit que nous étions des dégénérés et que le sentiment du devoir n'existait plus chez les Français. Grâce à leur admirable service de renseignements, ils savent déjà à quoi s'en tenir et les événements qui vont suivre leur procureront l'occasion de revenir rapidement de leur erreur.

Le journal satirique de Bruxelles *Pourquoi Pas ?* publie cette gentille lettre de faire-part :

Bruxelles (date de la poste).

Monsieur et Madame Beulemans ont l'honneur de vous faire part du mariage de leur fille Suzanne avec M. Martial Pitou, fusilier au 133e de ligne, en garnison à Paris.

Le mariage a été célébré sur les rives de la Meuse, les 12 et 13 août 1914.

La cérémonie nuptiale était présidée par M. John Bull, qui, ne reculant devant aucun fret, s'est amené par paquebot spécial.

Fleurs et couronnes.

19 août.

Le bruit ininterrompu du pas pressé des piétons et du roulement des voitures qui allait s'affaiblissant de plus en plus dans la rue de Dunkerque, vers la gare du Nord, a presque entièrement cessé cette nuit. Depuis trois heures du matin, le silence est presque complet.

Incontestablement les mobilisés ont fini de rejoindre. Je tiens à m'en rendre compte par moi-même.

Autour de la gare du Nord, tout est calme, la place est déserte. Voici un fonctionnaire de la compagnie, dont le brassard porte deux soutaches d'or (on sait que le brassard est l'insigne de la mobilisation des chemins de fer) ; je l'appelle, il s'arrête et je lui pose quelques questions.

— La mobilisation est virtuellement terminée, monsieur, me dit-il. A l'heure qu'il est nous ne faisons plus partir de matériel pour transporter des mobilisés. Cette première phase est achevée. La seconde est même déjà commencée depuis quelques jours. C'est la concentration. Tout semble se passer très bien.

A la gare de l'Est, même impression, même opinion. Là j'apprends que la mobilisation s'est terminée avec dix-sept heures d'avance sur le temps prévu.

J'assiste à une petite scène émouvante et comique à la fois.

Un des derniers mobilisés, un brave ouvrier, venait d'embrasser sa bourgeoise, au seuil de la porte donnant accès sur le quai que garde un agent.

Elle, les mains dans les poches de son tablier, se haussant sur la pointe des pieds, le regarde s'éloigner dans un groupe de trois ou quatre camarades. Tout à coup elle pousse une exclamation :

— Dieu ! quelle fichue bête je fais ! Je tortille la « thune » dans ma poche et j'oublie de la lui donner.

Et s'adressant au sergent de ville :

— Monsieur l'agent, je vous en prie, laissez-moi passer...

— On ne passe pas, répond l'agent, rébarbatif.

— Oh ! si, insiste-t-elle.

Et, parlant en même temps aux voyageurs présents, selon une habitude courante chez le peuple de Paris qui prend toujours la foule à témoin de ses aventures :

— Mais je peux pas le laisser partir sans lui donner cet écu. Il n'a pas un sou. Il le sait bien, que je voulais le lui donner. Seulement, comme on n'avait que ces cent sous à la maison, il me les a refusés tout le long du chemin. Mais je veux lui donner. Faut qu'il les emporte...

Et elle répétait avec obstination :

— Faut qu'il les emporte. Vous comprenez bien ça, monsieur l'agent, il peut pas partir sans un...

Un sous-chef de gare, qui avait assisté à la scène, fait signe à l'agent de la laisser passer. Et, joyeuse, elle s'élance, faisant claquer les semelles de bois de ses galoches sur l'asphalte, courant tout le long du train à la recherche de son homme. Elle l'aperçoit enfin, monte sur le marchepied, l'embrasse et, en même temps, lui glisse la pièce de cent sous

dans sa poche, puis saute à terre vivement. Lui proteste, fait des gestes de refus. Mais il est trop tard, un coup de sifflet et le train se met en marche.

La brave femme revient, la mine satisfaite. Cet incident lui a fait accepter plus facilement la séparation.

Au dehors, devant le péristyle de la gare, je la vois se placer dans les brancards d'une petite voiture, vide pour le moment, et l'enlever d'un bras vigoureux.

Les journaux annoncent la mort du pape. Et cet événement, pourtant considérable, à l'heure où nous vivons ne soulève guère de commentaires autres que de nombreux articles nécrologiques.

L'administration des postes annonce qu'elle va faire distribuer des cartes postales à tous les hommes de troupe qui doivent évidemment se trouver démunis de papier à lettre et d'enveloppes. On ne saurait trop approuver cette excellente mesure.

M. Messimy, ministre de la guerre, fait savoir qu'il est allé visiter nos troupes à la frontière et qu'il est enchanté de ce qu'il a vu.

Décidément les nouvelles se font rares, et les journaux, dont les annonces ont presque totalement disparu, laissant une large place au texte, ont bien de la peine à boucler leurs pages. Encore aujourd'hui la mort du pape leur fournit-elle un événement qui facilite le remplissage.

En descendant la rue La Fayette, je constate que beaucoup de magasins sont fermés et je re-

marque que les vitrines des armuriers sont vides de fusils. La police a enlevé toutes les armes.

Pourquoi ? Je ne trouve personne aujourd'hui qui me puisse donner la raison plausible de cette singulière mesure.

Beaucoup de pancartes tricolores, qui avaient été collées au moment des troubles, subsistent encore. Et ce n'est pas sans une certaine stupéfaction que, dans le voisinage du *Petit Journal*, sur la porte d'une maison aux volets éternellement clos, au-dessus d'un numéro de proportions démesurées, je lis sur une de ces petites affiches aux couleurs nationales : « Maison française ».

Devant ma porte, je rencontre un ami de Genève, arrivé le matin même à Paris, et qui, sans tarder, m'apporte des nouvelles de ma mère.

Je lui fais un pas de conduite et l'assailie de questions.

Il m'apprend, ce dont je me réjouis, quelle vive sympathie les Genevois témoignent à la France.

Il me raconte aussi une amusante histoire que je tiens à reproduire ici, bien qu'elle se soit passée à Genève, car elle indique bien la mentalité allemande et ce qu'il adviendrait de l'Europe si le kaiser était vainqueur.

Dans une excellente pension de la ville, parmi les pensionnaires étrangers, se trouvait un jeune Allemand que l'ordre de mobilisation rappelait dans son pays.

Le jour du départ, au dîner, on but du champagne et l'on souhaita bonne chance au mobilisé. L'heure venue de la séparation, celui-ci embrasse la maîtresse de pension, ses filles, serre la main aux hommes et descend. Pendant que tous les pension-

naires l'accompagnent à la porte, une jeune fille, aidée de la bonne, se met en devoir d'ôter le couvert.

Sous la première assiette qu'elle soulève, — celle du jeune Allemand — elle trouve un papier où s'étalaient ces mots posément écrits à la plume : « Dans six mois, votre belle Suisse sera notre jardin à nous Allemands. »

La jeune fille pousse un cri d'indignation. Tout le monde accourt et les hommes se mettent à la poursuite de l'insolent Teuton. Ils le rattrapèrent dans la rue et, pour lui faire payer son impudence, le houspillèrent si fort qu'il fallut aller s'expliquer au poste.

Je trouve dans mon courrier une lettre de Staats, le maître de ballet de l'Opéra. Il est au 34e territorial, à Mende. Beaucoup de gens le croient belge, sans doute parce qu'il a occupé longtemps les fonctions de « maestro di ballo », au théâtre de la Monnaie de Bruxelles.

Nous avons, ensemble, un grand ballet en chantier sur lequel nous fondions les plus grands espoirs pour la saison prochaine. Quand en verrons-nous la « générale » ?

Quelques journaux relatent certains faits de guerre qui révèlent le magnifique entrain de nos troupes de couverture. Déjà de nombreux héros sont portés à l'ordre du jour ou proposés pour la médaille militaire ou la croix.

On réclame la création d'un ordre militaire, analogue à la Croix de fer allemande, qui permettrait aux chefs de récompenser directement leurs subordonnés sur le fait même de leur belle action.

Mais il semble que cet ordre, si ordre il y a, existe. Je veux parler de la médaille d'honneur. C'est vraiment « la médaille d'honneur », puisqu'on ne l'accorde qu'aux seuls actes de courage. A quelques rares exceptions près, il n'y a guère que des gendarmes, des sergents de ville ou des pompiers qui en sont titulaires pour actes de dévouement.

La médaille d'honneur, qui se porte avec un ruban tricolore, comporte trois classes, bronze, argent et or. Elle permettrait ainsi une sage gradation dans la récompense des traits d'héroïsme. Pourquoi n'accorderait-on pas aux colonels le pouvoir de la décerner directement pour faits de guerre ?

Je crois que cette mesure, qui ne doit dépendre que d'un simple décret du président de la République, serait bien accueillie. La médaille d'honneur est en effet une récompense enviée qui ne peut s'accorder ni à l'ancienneté, ni à la faveur. Il faut un acte de courage, un sauvetage par exemple, pour l'obtenir.

Au cours de l'après-midi, je pousse une pointe jusqu'au boulevard Saint-Michel. Sur la rive gauche, comme sur la rive droite, c'est le même aspect triste de la rue. Paris se fait à sa nouvelle existence et, comme assoupi, semble attendre les événements.

Vers six heures j'arrive chez Paul ; à la terrasse, quelques figures de connaissance parmi lesquelles Fugère, l'excellent artiste du théâtre Réjane, le fils du vieux père Fugère, de l'Opéra-Comique. Il est en sergent de territorial. Depuis quelques jours, il a rejoint à Orléans, et ne fait que passer à Paris. Je le savais depuis longtemps en froid avec l'auteur de ses jours. Là encore l'union sacrée s'est mani-

festée ; le père et le fils se sont embrassés, étreints, au moment du départ.

. Le sergent territorial Fugère me conte qu'il y a quelques jours, dans un hôtel de Melun regorgeant de territoriaux en train de prendre leur repas, un homme d'allure distinguée, à la longue barbe blanche, dînait seul dans un coin. Il lia bientôt conversation avec les soldats. Il parla des combats futurs. On but à la gloire de la France.

Soudain, l'inconnu se leva et, d'une voix admirablement timbrée, au milieu d'un silence stupéfiant, déclama avec grandeur la *Marseillaise*. La sensation fut profonde parmi les hommes de troupe. Beaucoup pleuraient. A peine le dernier vers de la dernière strophe : « Nous entrerons dans la carrière » était-il tombé, que des bravos entremêlés de « Vive la France ! » éclatèrent dans un enthousiasme indescriptible.

L'homme qui venait de produire cette si haute et si noble impression était Mounet-Sully.

Le *Matin* cite un mot amusant de Tristan Bernard. D'ailleurs un mot est toujours de Tristan Bernard. Aussi cet homme d'esprit encaisse-t-il quelquefois, bien malgré lui, les plus affreux calembours et les plus pénibles à peu près. Mais le mot que voici est vraiment drôle et peut bien être de lui.

Nombreux sont les automobilistes militaires que la mobilisation a fait surgir. Comme ils appartiennent à toutes les armes, on les distingue par un brassard rouge sur lequel s'étale un « A » majuscule. La rumeur publique prétend qu'il y a parmi eux beaucoup d'embusqués et il y a certainement un peu de vrai dans cette opinion populaire.

Or, l'autre jour, un jeune homme du « Tout-Paris », transformé en automobiliste, s'approche de Tristan Bernard pour lui présenter ses devoirs. Et celui-ci de lui dire, avec, dans sa longue barbe et dans les yeux, le sourire qu'on lui connaît :

— Tiens, je ne savais pas qu'« embusqué » s'écrivait avec un A.

De *Paris-Midi* :

Parmi les mesures prises par le gouvernement afin d'assurer le secret du mouvement de nos troupes, figure l'expulsion des étrangers habitant l'Est et la région de Paris.

Ces étrangers ont été dirigés vers les départements de l'Ouest. Il y en a à Nogent-le-Rotrou, à Flers, à la Ferté-Macé, etc.

Le groupe de la Ferté-Macé est formé de Polonais, d'Autrichiens, de Hongrois, d'Allemands. Il comprend même des Françaises mariées à des étrangers.

Les hommes sont logés dans le séminaire ; les femmes ont été envoyées dans les écoles.

Ces étrangers vivent au compte de l'Etat.

Chaque groupe a reçu, pour sa part, les ustensiles de cuisine nécessaires à la préparation des aliments et des vivres prévus par la réquisition militaire, à charge par lui de s'organiser pour utiliser et répartir le tout.

Il faut espérer que nos hôtes sauront apprécier l'hospitalité et la courtoisie françaises !

Du *Journal* :

M. Malvy a fait signer un décret approuvant une décision du Conseil municipal de Paris et un arrêté du préfet de la Seine donnant à la rue d'Allemagne le nom d'avenue Jean-Jaurès et à la rue de Berlin le nom de rue de Liége.

Le *Journal* annonce également que, tous les jours, des convois de prisonniers passent aux environs de

Paris, de même, hélas ! des convois de blessés de plus en plus nombreux.

On dirige ceux-ci sur la gare de Noisy-le-Sec, où un triage est fait, qui permet de conserver à Paris ceux dont l'état exige une intervention immédiate et compliquée. Nous voici déjà loin des communiqués du gouverneur militaire avisant la population qu'aucun blessé ne serait dirigé sur Paris.

20 août.

Ce matin, le calme le plus complet règne dans la cité. Désormais, et pour de longs jours sans doute, Paris conservera cette physionomie de grande ville provinciale où la circulation, assez mouvementée sur les trottoirs, est presque nulle sur la chaussée, bien que le nombre des voitures semble augmenter un peu.

Les journaux du matin annoncent encore que de nombreux convois de blessés sont ramenés des frontières du Nord et de l'Est.

Les hostilités, aux frontières de la Belgique et du Luxembourg, ont réellement commencé depuis le 17 et l'on se bat avec acharnement.

Les seules nouvelles, sans aucun détail précis, arrivent par les employés des compagnies de l'Est et du Nord qui ont circulé avec des trains de troupes.

Ces employés rapportent aussi que le ravitaillement de nos armées fonctionne d'une façon remarquable et que nos soldats sont enchantés de l'ordinaire et de la régularité des distributions.

Ces nouvelles, on les accueille évidemment avec plaisir ; mais on devine que, pour tout le monde, elles sont insuffisantes.

Ce que le public voudrait, ce sont des renseignements exacts sur les combats qui se livrent en ce moment et qui doivent être terribles, si l'on en juge par le nombre des trains de blessés qu'on dit être dirigés sur toutes les parties de la France.

Mais le gouvernement est inflexible et se montre d'une parcimonie presque exagérée pour les quelques nouvelles qu'il laisse filtrer.

Les journaux n'ont pas le droit d'insérer d'autres informations militaires que les communiqués officiels. Malgré cela on les achète encore en assez grande quantité aux vendeurs ; j'allais dire crieurs, mais ils ne crient plus. On leur a imposé silence. Aussi chacun d'eux s'ingénie-t-il à attirer l'attention sur le papier qu'il vend. Certaines vendeuses se font un baudrier avec le titre du journal; beaucoup d'hommes le portent autour de leur chapeau. Une idée ingénieuse est celle de l'administrateur du *Bonnet Rouge* qui a coiffé ses vendeurs de bonnets phrygiens écarlates.

Quant au *Daily Mail*, les siens ont en bandoulière d'immenses sacs-portefeuilles, également d'un rouge vif, et qui portent, inscrit en gros caractères, le titre du grand journal anglais.

Les jours passent et la physionomie de la rue reste sensiblement la même. Les Parisiens sont maintenant faits à leur nouvelle vie, si différente de celle du temps de paix.

Je rencontre, successivement, deux médecins militaires. D'abord le Dr Boularan, médecin-major de deuxième classe, qui passe en auto à toute allure. Il se rend au lycée Chaptal où est installé un hôpital auxiliaire. Il y est attaché pour la durée de la guerre, en attendant de redevenir M. Deval, directeur du théâtre de l'Athénée.

Puis c'est le docteur Magnel, mon propre médecin, qui, mobilisé également, est attaché à l'hôpital Bégin.

Il m'apprend que beaucoup de blessés y sont déjà arrivés et me dit quelles sensations pénibles il a dû surmonter à la vue de ces convois de blessés, arrivant du champ de bataille à la gare de Noisy-le-Sec dans des wagons à bestiaux, couchés sur la paille, le faciès déprimé, les yeux mi-clos, sans pour cela laisser entendre la moindre plainte.

— Ce sont des braves, tous, me dit le Dr Magnel ; ils font montre d'un véritable stoïcisme. Et quel dévouement ! Il n'est plus question de grades, ni de races entre eux. Soldats, officiers, kabyles, nègres, Marocains, Français, une fois leurs pansements renouvelés, sont transportés, par nos soins, dans la gare des marchandises et allongés les uns à côté des autres, selon la gravité des blessures. De cette façon, les plus sérieusement atteints sont les premiers évacués sur Bégin. J'ai vu, à tout instant, ces braves se faire des politesses lorsqu'arrivait leur tour d'être enlevés : « — Non pas moi, Monsieur le major, le copain d'abord, qui est là ; il est plus touché que moi. » Plusieurs fois, je me suis vu obligé de faire de l'autorité. Mais c'était vraiment touchant d'entendre les officiers insister, disant : « — Non, mes hommes les premiers, moi après. » « — Ici, mon commandant, ai-je répondu à l'un d'eux, c'est moi qui commande. » Sans rien ajouter, le commandant tourna la tête et ferma les yeux, soumettant tacitement ses quatre galons à mon unique liseré d'aide-major de deuxième...

— Il était gravement atteint ? lui demandai-je.

— Deux balles dans le ventre, dont une avait traversé le foie... il est mort depuis.

— Et les Dames de France ?

— Elles font ce qu'elles peuvent et de leur mieux. Elles sont certainement très bien intentionnées.

mais n'ont pas toujours le savoir suffisant. Ainsi, je suis arrivé à temps pour empêcher l'une d'elles de donner bénévolement à boire à un zouave qui présentait un plaie par balle à l'estomac.

— Les infirmiers ?

— Oh ! ceux-là, pleins de zèle et de bonne volonté. Malheureusement, presque tous manquent de pratique et font l'impossible pour remplacer l'expérience par un dévouement inlassable. Tout le monde, d'ailleurs, s'empressait, en cette triste soirée dont je vous parle, où arrivèrent de si nombreux blessés des frontières belge et luxembourgeoise. Les habitants de Noisy-le-Sec s'efforçaient d'apporter du thé, du café, des boissons chaudes à tous ces pauvres êtres étendus sous ce vaste hangar, à peine éclairé par deux lampes à huile qui jetaient une lueur insuffisante et sinistre sur ce tableau de détresse et de douleur. En rentrant à Paris, j'ai ramené dans mon auto un pauvre diable que l'on ne montrait aucun empressement à enlever, parce qu'il offrait des symptômes de fièvre typhoïde. Pendant tout le trajet, dans son demi-délire, ce malheureux ne cessait de me remercier... J'ai eu la satisfaction, dès le lendemain, de voir qu'il s'en tirerait.

Le Dr Magnel me dit aussi qu'il admire le dévouement et l'attachement des tirailleurs marocains pour leur général, qu'ils ont relevé sous les balles et rapporté blessé, sous un feu d'enfer.

Il s'agit du général Blanc, d'Oran. Tous les jours, ceux de ses tirailleurs qui peuvent déjà marcher, s'approchent de son lit et lui demandent de ses nouvelles. Ils le tutoient selon l'habitude arabe et, lorsque des visiteurs leur apportent quelques friandises, cigarettes ou chocolat, immédiatement

ces braves Marocains prélèvent une part qu'ils remettent à leur général.

— Mais à bavarder ainsi, le temps passe et il faut que je file, me dit le docteur, qui me serre la main et s'éloigne rapidement.

Paris-Midi publie un article d'Henry Bérenger que je tiens à reproduire ici. Sous forme d'un dialogue, très heureusement imaginé et avec des conclusions volontairement atténuées, l'éminent sénateur n'hésite pas à révéler la vérité sur le moratorium. Elle est, en somme, conforme à ce que j'entends dire partout :

J'ai lu, me dit un haut fonctionnaire, vos articles sur le moratorium. Excellents ! Cependant, vous paraissez ignorer que le moratorium n'a jamais été « obligatoire » pour les banques, mais simplement « facultatif ».

— Que me dites-vous là ?

— La simple vérité ! Ouvrez le « Journal officiel » des 2, 6 et 10 août courant. Relisez-y le texte des décrets pris en conseil et contresignés par le président de la République. Vous y verrez clairement que le moratorium n'a jamais été « imposé », mais « accordé », et pour trente jours francs seulement !

— Alors ?

— Alors, quand les banques ou leurs agences font répondre aux déposants qu'elles ne demandent pas mieux que de rembourser l'intégrité de leur dépôt, mais qu'elles en sont « empêchées » par les décrets du gouvernement, eh ! bien, ces banques se moquent de la vérité comme de leur clientèle...

— Alors, s'ils le veulent, ou s'ils le peuvent, les établissements de crédit ont, dès maintenant, toute licence de rembourser dépôts et titres pendant la guerre, comme devant ?

— Mais certainement ! Ils le devraient même... Répétez bien, surtout et partout, que le « moratorium n'a jamais été obligatoire, mais simplement facultatif... »

— Voilà par exemple, une chose que le gouverne-

ment aurait bien dû faire savoir depuis longtemps au public !

— Ne vous souvenez-vous donc pas que M. Noulens, ministre des finances, a rédigé, dès le début de la guerre, une circulaire très nette à ce sujet ?

— Il aurait fallu afficher cette circulaire à tous les coins de rue, à côté du décret de mobilisation !

— Le public pouvait cependant constater que ni la Banque de France, ni le Crédit Foncier n'ont voulu profiter du moratorium et que ces établissements ont toujours remboursé à guichets ouverts ?

— Comment se fait-il que les autres établissements, d'apparence plus somptueuse et de notoriété plus populaire, n'en aient pas fait autant ?

— Certes, il y aurait eu là, pour eux, une belle réclame à se tailler !

« Le Comptoir X... ou le Crédit Y... n'ayant nul besoin du moratorium accordé par le gouvernement, annoncent à leur nombreuse clientèle que le paiement immédiat des chèques et la livraison complète des titres seront effectués dans toutes leurs agences et succursales, tous les jours, de dix heures à quatre heures, pendant la durée de la guerre. »

— Vous voyez d'ici l'effet produit !

— Oui, mais j'ai vu l'effet contraire. Nos établissements de crédit sont en train de devenir, dans l'opinion, des établissements de discrédit.

— N'exagérons rien, cher concitoyen ! Mettons-y du nôtre...

— Du nôtre ! Mais c'est déjà fait !

— N'avez-vous pas lu, ce matin, dans les journaux, que le gouvernement vient d'inviter les banques à user de la faculté qui leur appartient d'élargir de 10 % le « moratorium » ?

— Ce qui veut dire que l'on consent à nous rendre dix pour cent de l'argent qui nous appartient en totalité ?

— Vous n'êtes pas encore content ?

— J'aimerais mieux que les banques ne gardent pas nos autres 85 % !

— Rien ne les y forçait, sauf leurs opérations d'avant la guerre... Et vous-même, après tout, deviez-vous bien vous douter qu'elles ne faisaient pas des conserves avec votre argent ?

— Je m'en aperçois, hélas ! trop tard...

— Consolez-vous. Ce moratorium de malheur va s'atténuer après la canicule... Après tout, le gouvernement a fait son devoir en ligaturant l'artère ouverte du crédit de la France. Et vous êtes trop bon Français pour n'être pas reconnaissant à M. Noulens d'avoir empêché une faillite générale de faire le jeu de l'Allemagne...

— D'accord ! Mais, maintenant, qu'on se dépêche de déligaturer et de rendre aux capitaux leur circulation normale.

— C'est à quoi vous voyez bien qu'on s'occupe en haut lieu ! Un peu de patience à l'intérieur comme aux frontières et « ça ira » pour le travail, comme pour la victoire...

HENRY BERENGER.

Une triste nouvelle arrive avec les journaux du soir : Bruxelles est occupée par l'armée allemande qui a fait son entrée au pas de parade dans la capitale belge.

On annonce également que trois classes de territoriaux, appelées sous les drapeaux, sont renvoyées dans leurs foyers où les hommes qui les composent devront attendre un nouvel ordre de convocation.

Les commentaires vont leur train au sujet de ce renvoi de territoriaux. Les esprits mal intentionnés ne manquent pas de dire, les uns que nous manquons de fusils, les autres que nous manquons de capotes.

La vérité c'est qu'on avait escompté qu'au moment de la mobilisation des défections se produiraient. Il était, hélas ! permis de le prévoir d'après les ravages que déchainait une active propagande antimilitariste.

Mais au devant du péril tout le monde accourut : et, de ce fait, il se trouva trop d'hommes appelés à la fois.

Voilà la véritable explication à donner au renvoi des classes de territoriaux.

D'ailleurs, c'est aujourd'hui qu'a été jugé, par le deuxième conseil de guerre, le premier cas d'insoumission. L'inculpé Hérald, valet de chambre, a été condamné à trois ans de prison.

Il semble pourtant, ce soir, que Paris s'anime ou plutôt se ranime un peu ; la circulation est plus active et le carrefour Châteaudun redevient dangereux. Mais ce n'est pas tant par le nombre des voitures qui s'y croisent, qu'à cause de l'allure des taxis-autos qui, sans souci du règlement, auquel personne ne tient la main, traversent la place à toute vitesse et à grand renfort de coups de cornes impérieux et assourdissants.

L'*Intransigeant* publie l'écho que voici et qui est unanimement approuvé :

Il est bien certain qu'à Paris même un certain nombre de jeunes gens, forts, bien portants, encombrent les bureaux de la guerre. Ils n'ont pu se faire réformer. Ils se sont « embusqués ». Ce qu'il y en a ainsi parmi les secrétaires d'état-major ! La protection politique les a poussés là. Elle les y maintient.

Le journal de M. Clémenceau, l'«Homme Libre» fait observer que tous les hommes de l'active et de la réserve doivent, aux termes de la loi, être remplacés dans les bureaux par des territoriaux. On l'a fait pour les soldats de garde, de planton, de piquet. Qu'on le fasse de même pour les embusqués des bureaux. Et ce sera justice.

L'*Officiel* publie également un arrêté restreignant l'emploi du drapeau de la Croix-Rouge, dont certains conducteurs d'automobiles, pour la plupart « embusqués » faisaient un intolérabe abus.

21 août.

Quoi qu'en disent les journaux, c'était bien hier, 20 août, le dernier jour de la mobilisation. On en trouve la preuve dans ce fait : aux termes d'une première circulaire du ministre de la guerre, les engagement volontaires d'étrangers, pour la durée de la campagne, ne pouvaient être acceptés qu'après la mobilisation, et une seconde circulaire, toute récente, du même ministre, annonce que ces engagements seront reçus à dater du 21 août.

Donc la mobilisation est virtuellement terminée. Mais, pour faire comme tout le monde, continuons ces notes.

Après avoir lancé cette dernière et définitive circulaire, qui succède à tant d'autres, M. le marquis de Messimy est parti de nouveau pour la frontière, inspecter les troupes du front.

Naturellement, toujours aucune nouvelle du théâtre des hostilités. On se bat, c'est tout ce qu'on sait et j'ai entendu, de la bouche de gens qui se disent bien informés, — il est vrai que tous les gens se disent bien informés — que d'importants convois de blessés sont arrivés à Vichy. Cela confirme d'autres bruits. On s'accorde même à reconnaître la parfaite organisation des trains sanitaires qui ont transporté ces blessés.

La compagnie P.-L.-M. vient, en effet, de mettre à la disposition du Service de santé, après entente avec le dit service, un type de train sanitaire « im-

provisé » qui paraît réaliser les « désidérata » formulés au sujet de ce mode d'évacuation des blessés.

Les trains utilisés précédemment se composaient d'ordinaire de wagons à marchandises, difficiles à chauffer, insuffisamment freinés et dont la dure suspension n'épargnait pas les secousses aux blessés transportés.

Le nouveau train se compose de dix-sept voitures à voyageurs dont le garnissage, très simple, facilite la désinfection après chaque voyage, d'un wagon-restaurant, d'un fourgon de tête et d'un fourgon de queue. Il peut recevoir cinq cents blessés dont cent quarante couchés. Un ingénieux dispositif permet d'installer dans les compartiments deux brancards placés l'un au-dessus de l'autre, soutenus par des supports fixés dans la paroi et par des chaînettes descendant de la partie supérieure du véhicule. Les blessés assis prennent place sur la banquette adossée à l'autre cloison. Chaque voiture possède un water-closet, reçoit l'éclairage au gaz et le chauffage à la vapeur ; un couloir la dessert. Ce couloir permet au personnel médical une surveillance incessante et, d'autre part, le wagon-restaurant à demeure dans ces trains offre l'avantage de fournir à toute heure les boissons chaudes et les aliments légers qu'on ne pouvait précédemment se procurer qu'au passage dans les gares.

Ces moyens de transporter nos blessés, si courageux dans la souffrance, contrastent très heureusement avec les premiers convois dont le docteur Magnel me faisait, hier, un si douloureux tableau.

La compagnie P.-L.-M. a montré, une fois de plus, sa puissance d'initiative, d'organisation et d'exécution. Bien des mères, des sœurs, des épouses, des

fiancées lui devront un peu d'apaisement à leurs cruelles angoisses.

La journée est très chaude et lourde. Une éclipse presque totale est annoncée pour midi et, dès dix heures du matin, les rayons du soleil commencent à faiblir et à pâlir.

Ce phénomène astronomique, concordant avec les bruits qui courent d'une avance rapide des Allemands en Belgique, confirme une fois encore la coïncidence singulière qui semble persister entre la météorologie et les événements.

A midi, tous les Parisiens sont à leur fenêtre, sur leur porte ou dans la rue. Toutes les têtes sont levées vers le ciel. Pour un instant la lune, en passant devant le soleil, éclipse la guerre.

A la devanture d'un de ces nombreux petits tailleurs pour dames dont les boutiques s'étaient multipliées au cours des dernières années, et qui sont maintenant presque toutes fermées ou séquestrées, leurs propriétaires étant, pour la plupart, allemands ou autrichiens, je vois, isolée, une robe d'un vert affreux, garnie de marron. Elle révèle toute l'horreur du goût allemand qui s'était introduit depuis quelques années à Paris et que seule la grâce des Parisiennes avait réussi à imposer.

Cette robe me semble là comme le dernier vestige de cette invasion du mauvais goût « Made in germany » et je suis bien sûr que, pas une femme, à l'heure actuelle, n'oserait s'affubler de ce modèle qui faisait fureur il y a deux mois encore.

Rencontré, au coin de la Chaussée-d'Antin, Gabert. Vous connaissez Gabert. Tout le monde con-

nait Gabert, le concessionnaire d'une partie de la publicité murale de Paris, le créateur d'un comité de lectures composé d'importantes personnalités du théâtre pour juger une pièce qu'il avait signée avec un garçon de talent, et l'inventeur des femmes afficheuses et des hommes-sandwichs à cheval.

Gabert aime beaucoup les chevaux. Il est d'ailleurs ancien sous-officier de cavalerie légère. Comme il a passé l'âge de la mobilisation, il a voulu soumettre une idée, utile selon lui, au ministère de la guerre :

— Une idée épatante, mon cher, me dit-il, et qui ne coûtait rien.

Puis, me prenant par un bouton, il m'explique :

— C'est bien simple, leur ai-je dit au ministère, laissez-moi former un escadron franc. Chaque cavalier sera muni de deux litres vides. Vous savez quel effet de terreur produit sur les chevaux le bruit du verre brisé avec fracas. Jetez une bouteille vide sous le pas d'un cheval lancé au galop, il fera un écart formidable. Alors, voyez-vous quelques hommes résolus partant au devant d'une charge de uhlans et jetant leurs litres vides, au bon moment, dans les jambes des chevaux. Quel désarroi dans leurs rangs, quelle panique !...

— Et que vous a-t-on répondu ?

— Rien, ils n'ont même pas prêté une attention sérieuse à ce que je leur disais. Qu'est-ce que vous pensez de mon idée, n'est-elle pas épatante ?

— Oui, je la trouve... effarante.

— Eh ! bien, oui, c'est ce que je leur ai dit, les chevaux auraient été effarés. Mais, qu'est-ce que vous voulez, mon cher ? dans ces administrations, c'est toujours la même chose. Tout ce qui ne vient pas d'eux...

Sur cette conclusion, Gabert me tendit la main et, de son petit pas tranquille de promeneur que la guerre a rendu oisif, s'en fut dans la direction du boulevard Haussmann.

Quant à moi, c'est du côté des grands boulevards que je dirige mes pas. Je remarque que les camelots vendent avec un réel succès une carte postale qui, du côté opposé à l'adresse, porte la tête de Guillaume, en hussard de la mort, accompagnée d'une prédiction. Voici cette carte.

Un certain nombre de grands cafés sont restés fermés, et parmi ceux-ci le « Zimmer-Madrid ».

Presque en face, à *Comœdia*, tout est clos également. Mais je sais qu'Henri Desgrange, le fondateur et le directeur de ce journal, a continué à verser, tous les mois, une allocation de guerre à ses rédacteurs. Il est bon de signaler ce geste de bienveillance, ne serait-ce que pour la rareté du cas.

Henri Desgrange, qui dirige également l'*Auto*, on sait avec quelle maîtrise, donne à composer ce soir pour paraître demain, dans ce journal, l'article suivant. Il y parle excellemment et avec une douce émotion des malheureuses femmes de toutes conditions que la dureté des temps a fait s'improviser vendeuses de journaux :

Evidemment, elles n'ont pas le coup de gueule parfait du camelot professionnel, les pauvres femmes qui nous offrent, depuis le début des opérations, les journaux du soir ou les éditions spéciales de la guerre ; mais qu'elles sont touchantes, et dignes et fières et quels drames angoissants et quelle misère ne respirent-elles pas avec leur papier sur les bras.

Et l'on sent si bien qu'elles sont la mère-poule, en l'absence du coq parti à la frontière avec ses ergots

LE CHEF DES BARBARES



GUILLAUME

En Hussard de la Mort

CONFLIT EUROPÉEN 1914

Une Vieille Prédiction

Aux pages 521 et 522 de l'*Echo du Merveilleux* de 1911, on peut lire l'horoscope de Guillaume II examiné par M. R. Larmier. En voici les passages principaux :

Guillaume II, né à Berlin le Jeudi 27 Janvier 1859.

La conjonction de Saturne, de Mars et du Taureau présage : perte des biens, c'est-à-dire pour le cas qui nous occupe : chute de la maison de Hohenzollern et de l'empire d'Allemagne en 1913 et 1914.

Jupiter présage que Guillaume II est le dernier empereur d'Allemagne de la maison des Hohenzollern.

Le Bélier : coup de tête, violence.

Enfin, s'il y a la guerre en 1914 entre la France et l'Allemagne, la France sera victorieuse.

Répétons-le : les lignes ci-dessus datent d'il y a trois ans, c'est-à-dire d'une époque où l'on ne pouvait penser qu'août 1914 verrait éclater la guerre franco-allemande.

(E L D)

tout prêts. Mères-poules touchantes et magnifiques, qui chantera dignement l'auréole qui ceint en ce moment votre pauvre front soucieux ? Vous êtes les maternités superbes, prêtes à tout pour perpétuer et faire vivre la vie que vous avez donnée à vos petits. Vous êtes des petites patries en réduction que nous devons respecter et aimer et soutenir ; vous êtes désormais la famille, puisque le chef est parti pour la France et que les petits n'ont que vous pour les nourrir ; vous êtes la vaillance française, le courage français et la débrouillardise française.

Et vous êtes charmantes de maladresse dans votre nouveau métier ; vous offrez votre « camelotte » ô camelottes ! Vous en criez mal le titre, vous ne mettez rien en valeur ; vous n'osez pas solliciter ; vous n'avez pas les adresses de vos « copains » professionnels, leurs fugues échevelées comme si l'intérêt de leur « papier » dépendait de la rapidité de leur course, leur façon de se grouper pour crier le même titre sans arrêt.

L'on voit, à vos démarches, à vos timidités, que ce n'est pas là votre métier, que votre « singe » a renvoyé son personnel à cause de la guerre ; que, votre homme parti et votre atelier fermé, vous n'avez plus eu que cette ressource et qu'il vaut mieux gagner très peu que rien du tout, attendu que les « mômes » ne sauraient, même en temps de guerre, se « les caler avec des briques ».

Mais quelles angoisses encore viennent s'ajouter à vos angoisses quand il faut que vous payiez ce papier d'avance avec l'incertitude de sa vente. Quel moment atroce chaque jour, ô mères-poules !

Public ! public qui n'as pas le moyen de faire proclamer ton nom par toute la presse en donnant cinquante louis à une souscription officielle, tu dois quelque chose à ces femmes françaises, qui traînent avec elles, en trimant, le cauchemar de la faim pour leurs petits, et tu le dois anonymement, sans t'en vanter, sans le faire voir et ce sera facile :

Paye ton journal à ces femmes avec une pièce de deux sous et va-t-en sans demander le sou qui t'est dû. Et le bien que tu feras ainsi se doublera de la joie que tu éprouveras quand tu les sentiras courir après toi pour te rendre ce sou qu'elles croiront que tu oublies de leur

réclamer et que le camelot, lui, aurait déjà mis depuis longtemps dans sa poche.

O mères-poules !... non ! Mères-dindes magnifiques et touchantes.

HENRI DESGRANGE.

A Desgrange revient une belle part, — et il faut savoir le reconnaître — dans la préparation de la défense nationale. Par la force de son journal *L'Auto*, il a été un des plus actifs propagateurs des sports et de l'entraînement physique qui ont réellement régénéré notre race depuis quelques années et ont donné à nos chefs militaires les vigoureux soldats qui sont aux prises avec l'ennemi.

Les journaux confirment la reprise de Mulhouse par nos troupes. L'armée d'Alsace, remise en main par le général Pau, a été conduite à la victoire par ce remarquable manœuvrier.

Cette excellente nouvelle n'atténue pas l'inquiétude que fait naître un très bel article de M. Clémenceau, dans l'*Homme Libre*.

Sous le titre « Toute la vérité », il demande que le gouvernement laisse passer les nouvelles, même mauvaises, et réclame pour le peuple de France un peu plus de crédit dans son jugement, dans sa force morale et dans son patriotisme.

A travers les lignes on devine que l'auteur de l'article en sait plus long qu'il ne dit et il laisse entrevoir que des nouvelles graves pourraient nous parvenir d'un instant à l'autre.

Il commente la dépêche qui annonce que « des forces allemandes très importantes franchissent la Meuse, entre Liége et Namur ». Et, de ces commentaires, est né un vague sentiment d'inquiétude qui plane sur Paris.

L'*Homme Libre* annonce également que quarante mille volontaires polonais d'Amérique se mettent à la disposition de la France.

Les journaux de midi n'apportent aucune nouvelle. A relever dans l'un d'eux le brevet ci-dessous, où l'humour populaire s'est encore donné libre cours et que la plupart des gens qui ont fui Paris vont trouver dans leur courrier, si toutefois on le leur fait suivre :

Nous, soussignés, membres titulaires de l'Académie des froussards du .....e arrondissement de Paris, prenant en considération les mérites et le courage de M... demeurant....

Lui décernons ce diplôme d'honneur pour avoir filé loin de son domicile en août 1914. Le déclarant apte à faire partie de la grande famille des Francs-fileurs de Paris. En foi de quoi nous avons signé.

Le président :
G. PAPEUR.

Le vice-président : STYR-DESPATTES.
Le secrétaire : G. LAFROUSSE.

Cinq heures. Le *Temps*, comme les autres journaux, ne donne sur les hostilités aucune information digne de ce nom.

Aux « Petites nouvelles » il annonce que M. Henri Turot, ancien conseiller municipal de Paris, rédacteur en chef de la *Petite République*, vient de contracter un engagement volontaire pour la durée des hostilités. Il a été affecté au 19e escadron du train des équipages.

Invité à dîner chez des amis qui habitent Charentonneau, je me dirige vers la gare de Lyon où un train de banlieue me dépose bientôt dans ce grand faubourg de Paris.

En descendant de la gare, pour couper au court, je suis une ruelle. Deux ou trois personnes sont arrêtées auprès d'un photographe en plein air, qui braque son appareil dans la direction d'une affiche électorale restée intacte au mur où elle est collée. Tout en mettant au point, l'opérateur donne des explications en ayant l'air de s'adresser plus particulièrement à moi.

— Celle-ci, monsieur, c'est la seule qui reste. Au premier jour de la mobilisation on a fait lacérer toutes les affiches qui étaient restées de la dernière campagne. Aussi faut en conserver une photo ; ça peut servir plus tard. Et puis, vous savez, c'est pas comme ça « qu'ça » s'écrit Mayeras. Ça s'écrit : Mayer-Haas...

Voici [1] une épreuve de cette affiche que, sur ma demande, le complaisant photographe a bien voulu me faire parvenir. Si elle prouve qu'il y a des gens dans tous les partis (tels ceux qui ont fait tirer cette épreuve) dont la passion politique n'est que momentanément éteinte, cette photographie n'en est pas moins en soi un vivant témoignage de la légèreté avec laquelle certains politiciens, pour satisfaire leurs ambitions personnelles, ont fait litière des plus simples principes de prudence nationale qu'inspirait l'état politique de l'Europe.

De crainte d'affaiblir cette cruelle leçon de choses, je me garderai d'ajouter le moindre commentaire à ce curieux document. Il a servi à grouper une majorité d'électeurs français en proclamant la nécessité d'un rapprochement franco-allemand que « la grande majorité du peuple allemand désire vivement », proclame l'affiche.

A l'heure actuelle une semblable argumentation paraît aussi criminelle qu'invraisemblable.

[1] Page 316.

[illegible] LÉGISLATIVES [illegible] 1914

AUX 5.992 MERCI !

Merci [illegible] **5.992** [illegible]

Merci, [illegible]

Merci [illegible]

Merci ! et à bas les trois ans.

Merci encore [illegible] républicains-socialistes [illegible] le 10 Mai [illegible]

Mais ce n'est pas tout que d'avoir voté [illegible]

La bataille continue !

Elle ne cessera [illegible] prolétariat aura brisé les chaînes du salariat.

Pour ce but nécessaire, pour votre affranchissement :

Organisez-vous !

[illegible] Syndicat de votre profession ! **Adhérez** à la section socialiste de votre commune ! [illegible] nouvelles victoires [illegible]

[illegible]

MAYERAS

VIVE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE !

L'UNION DES SECTIONS SOCIALISTES

[illegible]

JEAN JAURÈS

[illegible] le rapprochement franco-allemand [illegible]

[illegible] Vive le socialisme !

Le Comité Directeur et le Groupe parlementaire de la Social-Démocratie allemande

[illegible] l'Humanité [illegible]

22 août.

Cette fois-ci, pour tout le monde, c'est bien le dernier jour de la mobilisation. Les gares désertes du Nord et de l'Est et celle, très peu animée, du P.-L.-M. le démontrent suffisamment, de même que les engagements de volontaires étrangers acceptés « après la mobilisation » se poursuivent sans interruption, dans un véritable enthousiasme dont l'*Intransigeant* parle en d'excellents termes, en même temps qu'il donne des chiffres agréables à constater.

LES VOLONTAIRES ETRANGERS CONTINUENT A S'ENROLER

Spectacle plein de noblesse, d'enthousiasme et d'ardeur que celui auquel il nous a été permis d'assister ce matin, aux Invalides.

L'on y procédait, comme hier, aux engagements des volontaires étrangers désireux de prendre du service sous les plis de notre drapeau. Quoique ce soit le second jour, l'immense esplanade est noire de volontaires. Des cris, des commandements jetés dans toutes les langues retentissent. Par ici, les Russes ; à droite, les Belges ; plus loin, les Tchèques, et chacun de se grouper. Il y avait là, par milliers, des adolescents, presque des enfants, des hommes aux cheveux gris, des ouvriers, des étudiants. Il y avait là le bohème aux cheveux hirsute, l'employé de commerce au veston râpé, l'ouvrier à la cotte bleue, trouée, le monsieur impeccable dans sa redingote, coiffé de son chapeau haut de forme, tous n'ayant qu'une volonté, qu'une passion : nous prouver

leur dévouement et leur reconnaissance ; n'ayant qu'une crainte : ne pas être déclaré « bon pour le service ».

Aujourd'hui, ce sont les Anglais qui ont passé les premiers. Puis, sont venus les Belges, qui remplissaient la cour des Invalides, la cour d'Angoulême et la cour d'Orient, d'où on les faisait entrer dans la salle des visites. On a d'abord examiné les hommes qui devraient être actuellement sous les drapeaux et qui seraient considérés comme déserteurs s'ils ne servaient pas en France. Tous manifestaient un empressement joyeux et engageaient des colloques avec les territoriaux qui formaient la haie.

Au fur et à mesure des entrées, trente médecins militaires examinent successivement les candidats, les auscultent, les pèsent, vérifient leur tour de poitrine, leur font passer l'examen de la vue. Une fois acceptés, on leur fait signer leur engagement et on leur remet l'allocation journalière, vingt-cinq sous. Puis on les dirige vers la destination qui leur est assignée.

C'est presque un nouveau corps d'armée qui s'est présenté aujourd'hui, car l'on comptait près de trente-sept mille enrôlés qui, en dépit de la diversité des types et des idiomes, semblaient n'avoir qu'une seule âme et qu'un seul cœur. Entre temps, pour tromper l'attente, les volontaires entonnent la « Marseillaise » ou les hymnes de leurs patries respectives que la foule, très nombreuse, salue de vivats enthousiastes.

Au milieu des groupes, les étendards de tous les pays claquent dans le vent pendant que nos fusiliers marins s'exercent à l'escrime à la baïonnette.

Le *Monde Illustré* reparait, j'en reçois un numéro. Il est à prévoir qu'il ne pourra pas continuer longtemps et que, comme l'*Illustration*, il sera obligé de suspendre sa publication jusqu'au moment où il aura pu reconstituer un personnel au complet.

Quant aux journaux quotidiens, ils sont remplis de détails sur les opérations, couronnées de succès, dirigées par notre aile droite contre Mulhouse.

L'article de M. Georges Clémenceau a porté ses fruits. Aussi bien le gouvernement se montre-t-il d'autant plus explicite qu'il sent approcher l'heure où il ne pourra plus garder le secret absolu sur des opérations militaires aussi importantes que celles engagées dans le Nord-Est.

Si les affaires, en général, ont subi le contrecoup de la guerre, il est une branche de commerce... artistique, qui a réalisé des recettes superbes depuis le jour de la mobilisation; c'est la photographie.

En passant boulevard Rochechouart, je cause un instant avec Chamberlain, dont les ateliers de photographie sont installés dans le cirque Médrano, à l'angle de la rue des Martyrs.

— Jamais, me dit-il, nous n'avons tant travaillé. Chaque mobilisé qui partait voulait emporter le portrait de sa femme ou de ses enfants, ou celui de sa fiancée ou de son amie, et réciproquement, celles ou ceux qui restaient voulaient garder les traits de celui qui partait. Depuis quelques jours, la mobilisation est terminée, tous ceux qui devaient partir sont partis et le nombre de « poses » quotidiennes est tombé au-dessous de la normale.

Voilà encore un témoignage qui confirme que la mobilisation est terminée et bien terminée depuis plusieurs jours. Cela, malgré les « manchettes » qui annoncent encore : « Aujourd'hui, 21e et dernier jour de mobilisation. »

Je parcours les journaux.

Le *Figaro* reproduit la dépêche suivante que l'Association des directeurs de théâtres de Paris, réunis au Vaudeville sous la présidence de M. Porel.

a envoyée à son président, M. Albert Carré, aujourd'hui lieutenant-colonel de territoriale, à Besançon :

Tes amis, les directeurs de théâtres, réunis pour s'occuper de soulager la misère de leurs comédiens et de leur personnel, tiennent, avant tout travail, à envoyer à leur président, colonel dans la belle armée de leur cher pays, l'assurance de leur profonde affection.

Le vice-président :
POREL.

Comme on le voit, l'Association a décidé de venir en aide aux artistes et au personnel des théâtres en leur procurant les moyens de subsistance pendant la période douloureuse que nous traversons. Les premiers crédits ont été immédiatement votés.

Un comité comprenant tous les directeurs présents à Paris : Mme Réjane, MM. Porel, Jacques Rouché, Quinson, Alphonse Franck, Henri Hertz, Jean Coquelin, Richemond, Gabriel Astruc, Gémier, Delamarre, représentant M. Paul Gavault, a été formé pour cette œuvre de solidarité qui fonctionnera à partir de lundi prochain. C'est à notre confrère Sébille, l'aimable secrétaire-général du Vaudeville, qu'est confié le soin de renseigner les intéressés sur le fonctionnement de cette œuvre.

De toutes parts, dans les milieux de théâtre, on s'efforce de venir en aide aux divers petits personnels administratifs et aux artistes qui sont les plus douloureusement atteints par les difficultés de l'heure présente.

L'Amicale des Théâtres, avec le concours de l'Association et du Syndicat des artistes dramati-

ques, des Prévoyants du théâtre et de la Fédération du spectacle, vient de créer, sous le titre : « Le buffet théâtral », une œuvre destinée à servir temporairement deux repas par jour aux artistes et aux employés des établissements de spectacle.

La crise actuelle pèse très lourdement sur tous ceux qui vivent du spectacle, depuis le plus modeste souffleur jusqu'à l'auteur le plus en vogue. Aussi le vigilant comité de la Société des auteurs s'occupe-t-il activement de ses membres et de ses adhérents, ainsi qu'en témoigne le communiqué suivant :

La commission des auteurs et compositeurs dramatiques, qui était en vacances, comme tous les ans à pareille époque, a repris ses séances depuis le commencement de la guerre. Ceux de ses membres qui ont le regret de ne plus appartenir à l'armée ou qui attendent impatiemment leur tour de partir s'occupent avec vigilance des écrivains mobilisés.

Dans leur dernière séance, les membres de la commission présents, MM. Paul Hervieu et Paul Ferrier, présidents d'honneur ; Maurice Hennequin, président ; Romain Coolus, Pierre Decourcelle, Camille Erlanger, Emile Fabre, Georges Feydeau, Henry Kistemaeckers et Pierre Wolff, ont voté à l'unanimité les sommes suivantes :

Cinq mille francs pour le secours national ; cinq mille francs pour l'œuvre fraternelle des artistes, sous le patronage du sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts ; mille francs pour les œuvres d'assistance et de secours de la mairie du IX[e] arrondissement.

En outre, sur la proposition d'un des membres de la commission, une soupe populaire va être prochainement distribuée au théâtre populaire de Belleville, obligeamment prêté par M. Berny. Ce sera « la soupe populaire de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques », sous le patronage de M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

« La Société des auteurs et compositeurs dramatiques », admirable organisme de perception, de prévoyance et de solidarité confraternelle, que preside actuellement avec tant d'éclat M. Robert de Flers, l'un des distingués rédacteurs en chef du *Figaro*, a pris la sage détermination de rayer ceux de ses membres, sociétaires ou adhérents, qui appartiennent aux nations ennemies. Ils étaient infiniment plus nombreux qu'on n'aurait pu le croire et parmi eux figurait un célèbre compositeur de valses trop lentes. Au premier jour de la mobilisation, pour éviter le camp de concentration qui l'attendait, étant autrichien, il partit pour l'Espagne d'où, au bout de quelque temps, il réclama à la Société des auteurs le montant de ses droits en caisse. On lui fit alors comprendre que, malgré son nom dont l'orthographe permet une consonnance française qui est une véritable supercherie, il n'en est pas moins autrichien, comme sa musique qu'on débitait cependant pour bien française, et que par conséquent il n'avait plus rien à attendre de la société.

Il s'agit de Rudolph Berger qui s'était transformé en Rodolphe Berger (qu'on prononçait jusqu'alors comme « berger »... du troupeau).

Ce n'est qu'un exemple de plus, parmi des milliers, de l'invasion teutonne sous toutes ses formes. Rudolph Berger occupait une place notoire dans le Tout-Paris.

La crise monétaire est à peine atténuée : aussi, suivant les instructions du ministre des finances, la Monnaie frappe-t-elle avec activité des pièces divisionnaires d'argent et la direction de cet établissement fait savoir que :

..... Du 11 au 21 août elle a déjà livré pour quatre millions cinq cent mille francs de ces pièces.

La fabrication, dont la mise en train est complètement terminée, se poursuit de façon à atteindre, à la fin du mois d'août, un chiffre de dix à douze millions de francs. Elle se continuera, tant que cela sera nécessaire, à raison de six cent mille francs par jour.

Si, dans Paris, le gouvernement a interdit la création de nouvelles ambulances on en a organisé de très importantes et très confortables dans certaines régions de la banlieue. En voici encore une qui vient d'être inaugurée :

22 août. — Le pavillon de la Croix-Rouge flotte, depuis hier, à la porte des bâtiments scolaires, rue Sadi-Carnot, à Pantin.

Un hôpital militaire annexe y a été improvisé, destiné à recevoir, éventuellement, des blessés. Il est affecté, pour l'instant, aux consultations et au traitement des soldats malades.

(La Presse.)

Paris-Midi confirme qu'une formidable bataille est engagée entre Mons et Charleroi.

Poussé par cette soif de nouvelles qui tenaille chacun, je sors aussitôt après déjeuner. Cet irrésistible besoin de mouvement qui s'est emparé de tous naît de l'appréhension où nous vivons, les nerfs particulièrement tendus, depuis que l'on sait que les destinées de la France se jouent peut-être dans l'ensemble des combats qui se livrent à la frontière franco-belge.

Le temps est gris, indécis, avec tendance marquée à l'orage. Il s'assombrit d'heure en heure. Est-ce un présage ?

Au carrefour Châteaudun, je croise un détachement de volontaires étrangers, slaves et juifs : ils marchent silencieusement, d'un pas déjà cadencé, derrière le drapeau russe. Leur attitude grave contraste étrangement et heureusement avec leur allure bruyante des premiers jours. C'est avec une réelle satisfaction que je constate ce progrès qui me fait bien augurer de leur tenue prochaine au feu

Les nouvelles les plus contradictoires circulent de bouche en bouche, volent d'un quartier à l'autre, se modifient. Elles prennent d'abord une certaine allure de véracité, puis se déforment, se transforment, deviennent de plus en plus invraisemblables et finissent par s'éteindre sans laisser trace de leur passage, et encore moins de leur origine, si ce n'est parmi ceux qui les ont accueillies avec trop d'empressement et en éprouvent un certain désarroi non exempt d'une inquiétude qui devient vite de l'appréhension et même de l'angoisse.

C'est ainsi que le bruit a couru soudain, vers quatre heures, que la gare du Nord avait reçu l'ordre d'expédier d'urgence cinquante-deux wagons dans la direction du Nord-Est pour ramener des prisonniers On précisait même en désignant Hirson comme étant le point d'embarquement.

La nouvelle était sûre, affirmait-on. Des employés de la gare du Nord qui arrivaient de la ligne de feu l'affirmaient.

Mais, bientôt, c'est une autre rumeur plus affligeante qui se répand : Nous n'avions pu enraver la marche en avant des Allemands, dont les masses représentaient une force de choc dépassant toutes

les prévisions ; et l'on ajoutait que notre aile gauche, formée des troupes anglaises, était débordée et enveloppée.

On commente fort la nouvelle dans les rues, sur les boulevards, en des groupes qui se forment et se dispersent rapidement.

M'approchant de l'un d'eux, je tends l'oreille aux propos d'un personnage qui se dit informé, — comme tant d'autres — et pérore devant une poignée de badauds.

— Oui, dit-il, si les Anglais ont été débordés, c'est qu'ils n'étaient pas assez nombreux ; et, s'ils n'étaient pas encore assez nombreux, c'est qu'ils arrivaient tardivement ; et, s'ils arrivaient tardivement, c'est qu'ils avaient trop longtemps tergiversé avant de s'embarquer pour la France.

Et un autre d'ajouter :

— Ils ne sont pas encore en nombre suffisant. Il faut leur donner le temps d'engager des volontaires et d'en faire des soldats.

On doit reconnaître que ces propos populaires ne manquent ni de bon sens ni de vraisemblance. Il est certain que le corps anglais de débarquement ne représente qu'une très faible part des effectifs que l'Angleterre enverra plus tard en France. Les engagements volontaires affluent dans toutes les villes anglaises, écossaises ou irlandaises.

Ces volontaires sont extrêmement nombreux et sont mus par les sentiments les plus divers, si j'en crois ce dialogue fréquemment rapporté, mais que je ne peux résister au désir de citer ici, tant il démontre bien le parfait équilibre de la mentalité anglaise.

Deux volontaires viennent de signer leur engagement, l'un dit :

— Moi, je me suis engagé parce que je suis célibataire et puis... parce que j'aime la guerre.

Et l'autre de répliquer :

— Moi, je me suis engagé parce que je suis marié, père de famille... et parce que j'aime la paix.

La paix... elle ne pouvait durer éternellement. Surtout avec la plaie que la France portait au flanc depuis l'effroyable arrachement de l'Alsace-Lorraine, et qui l'incitait à s'armer. N'était-ce pas la plus élémentaire précaution pour éviter qu'un jour cette douloureuse blessure ne fût plus amplement débridée par le sabre qui sert de bistouri à Guillaume II, redoutable chirurgien continental qui ne pense qu'à trancher dans les territoires et rêve d'amputer la France de quelques nouvelles et riches provinces, sans compter ses colonies.

A ce sujet la *Revue des Deux Mondes*[1] publiait, quinze jours avant la guerre, une lettre qu'Emile Ollivier écrivait le 1er octobre 1870, à Guillaume, roi de Prusse, pour faire appel à sa clémence.

Cette lettre, je crois bien faire en la reproduisant ici. C'est une véritable prophétie : quarante-quatre ans à l'avance elle prédit les événements actuels :

Sire,

Vous avez été heureux, soyez grand. J'ai conseillé la guerre, ce n'est ni pour empêcher l'unité allemande, ni pour prendre le Rhin. Il y a douze ans que je refuse à la France le droit d'empêcher l'unité allemande, ni de prendre le Rhin. Je l'ai conseillée uniquement parce qu'une nation fière ne pouvait pas accepter ce que Mommsen a appelé avec orgueil la reprise d'Ems.

1 15 juillet 1914.

Je connais mon pays mieux que vos journalistes allemands. Si vous respectez notre territoire, vous contentant de la gloire immense que vous venez d'acquérir et de la facilité désormais assurée pour vous de faire en Allemagne ce que vous voudrez, vous assurerez au monde une longue et belle paix.

Si vous touchez à notre territoire, vous commencez une nouvelle guerre de trente ans. Si vous êtes désintéressé, vous préparerez l'alliance indissoluble des races latines et germaines ; « si vous êtes conquérant, vous préparez contre la Prusse l'alliance des races slaves et latines ». Vous invoquez Dieu dans vos proclamations. Moi aussi, je crois en Dieu et en sa justice. Il nous châtie pour nous punir de nous être amollis dans une longue prospérité, mais soyez-en sûr, il punira votre peuple et votre race gonflés par la victoire. Vous arrachez violemment, à la patrie française, des populations qui y tiennent par leurs entrailles ; le cri du faible opprimé montera jusqu'à Celui qui donne la victoire, et sa plainte sera entendue.

Ne méprisez pas ma parole, Sire, parce que c'est celle d'un vaincu. Napoléon, après Iéna, a méprisé aussi la parole des vaincus, et ces vaincus lui ont répondu par Waterloo.

Que l'esprit de douceur et de justice imprègne votre cœur.

Je suis avec respect, Sire, votre serviteur.

Emile Ollivier

L'esprit de douceur et de justice n'imprègne pas le cœur d'un Hohenzollern, et Guillaume Ier n'a pas respecté notre territoire.

Son rêve sera déçu. Non seulement Guillaume II n'écrasera pas la France, mais il perdra le fruit du rapt de son grand'père.

A nos grands chefs militaires français revient l'honneur d'appliquer le programme de Turenne qui écrivait quelque part :

« Il ne faut pas qu'il y ait un homme de

guerre en repos en France tant qu'il y aura un Allemand en Alsace. »

Sans défaillance, ils réaliseront les instructions de leur illustre devancier.

L'heure est venue !

Après m'être arrêté quelques instants au café Cardinal, où je n'aperçois pas une figure de connaissance, je continue à suivre le boulevard jusqu'au faubourg Montmartre. C'est la sortie du Petit-Casino. Il fait sa réouverture aujourd'hui même, sans prévoir que la journée d'incertitude que nous traversons ne s'y prête guère. Pourtant le public en sort assez abondant. Il y avait évidemment plus de monde que dans les quelques cinémas ouverts et qui ne vivent que grâce à leurs frais minimes.

Le crépuscule descend, le murmure du boulevard semble s'assourdir encore, les gens marchent vite, causent peu, fort absorbés. Comme l'a écrit très justement Maurice Barrès, « ...c'est que la vie française n'est plus aujourd'hui qu'à l'armée. Toute l'âme de Paris est à la frontière. »

Les journaux du soir m'apprennent la mort de Pierre Goujon. Je le connaissais bien. Il était député de Bourg-en-Bresse. Sa réélection, en mai dernier, avait failli être compromise par la loyauté qu'il avait mise à défendre la loi de trois ans.

Lorsqu'il avait rejoint son corps, accomplissant simplement son devoir, il n'avait pas cru nécessaire de le faire annoncer dans les journaux, et le premier communiqué de presse qui le concerne

est celui qui annonce sa mort. Le voici dans le *Journal ;* il est signé d'un sénateur de l'Ain :

Qu'on me permette de déposer, au bord de la tombe d'un ami très cher, tombé en combattant, une branche de laurier fleurie de gloire.

On annonce la mort de M. Pierre Goujon, lieutenant au 223e de ligne, tué dans un combat aux environs de Lunéville.

Depuis 1910, M. Pierre Goujon représentait à la Chambre la première circonscription de Bourg (Ain).

Il avait brillamment débuté au Palais et avait été désigné par ses pairs comme premier secrétaire de la conférence des avocats. A la Chambre, il avait marqué sa place parmi les jeunes députés républicains qui mettaient au premier rang de leurs préoccupations la défense nationale et les affaires extérieures.

C'était aussi un esprit charmant et très généreux, une nature d'artiste vraiment française. Il parlait excellemment, selon un mode simple, alerte et aussi plein d'atticisme. Il s'adressait souvent, et de préférence, aux auditoires populaires, et sa pensée s'imposait à eux comme une haute leçon de sagesse, de progrès et de vertus nationales.

Cette mort frappe cruellement notre éminent confrère M. Joseph Reinach dont M. Pierre Goujon était le gendre.

Nous nous associons sincèrement à sa douleur.

Pierre Baudin.

La perte de M. Goujon sera vivement ressentie à Bourg, dans les milieux municipaux, où il ne comptait que des amis, et en particulier M. Loiseau, le maire, qui, depuis nombre d'années, préside avec compétence et talent aux destinées de la charmante petite capitale bressane.

J'arrive à la terrasse de Paul. A peine deux ou trois clients. Parmi eux un secrétaire d'état-major, ventripotent et rondouillard.

C'est cet excellent Lucien Boyer, le poète-chansonnier bien connu, auteur de plusieurs revues, une figure très parisienne ou mieux « bien montmartroise », bien qu'il soit périgourdin ou bordelais, ou peut-être même marseillais.

Lucien Boyer n'a pas écrit seulement ce désopilant répertoire d'une grivoiserie alléchante comme un relent de truffes du Périgord : il est également l'auteur d'une série de romances ou de chansons à voix créées par une divette dont la carrière a été rapide grâce à son charme, à ses dons naturels et à son talent, Jane Pierly. Celle-ci a des attaches très sûres dans un puissant et influent journal du matin. Comme elle veut du bien à son auteur, elle lui a facilité le moyen de s'engager pour la durée de la guerre.

Voilà pourquoi et comment Lucien Boyer est soldat dans une section de secrétaires d'état-major, celle du gouvernement militaire de Paris, je crois.

Dire qu'à la terrasse de Paul, ou à celle de l'auberge du Clou qu'il fréquente assidûment, il n'a pas eu à éprouver quelques quolibets ou à subir quelques railleries, je n'oserais point l'affirmer.

Mais il a bon caractère, la riposte facile, et il s'en tire toujours adroitement par une pirouette de l'esprit.

D'ailleurs, il ne se dissimule pas qu'il n'éprouve nulle envie d'aller sur le front, si ce n'est pas nécessaire. Il ne pose pas au foudre de guerre et reconnaît qu'il a vainement cherché en lui, sans l'avoir trouvée, jusqu'à présent, une âme de héros.

La guerre a éclaté, il n'avait jamais été soldat, il a voulu l'être. Ce raisonnement de la plus simple honnêteté est en somme d'un excellent Français.

Si les camarades qu'il voit dans les cafés où il fréquente le raillent amicalement, c'est que, dé-

monstratif comme un méridional, il se laisse quelquefois aller à exagérer, en les exposant, quelques événements de sa vie militaire.

Entre autres histoires, celle de cette fameuse invasion, dans la chambrée, d'une armée de punaises devant laquelle il n'hésita pas à prendre la fuite obtient, à sa grande satisfaction, chaque fois qu'il la conte, un vif succès d'hilarité. En somme, si son épiderme n'est pas celui d'un dur à cuire, la France n'en pâtira pas : le soldat Lucien Boyer est bien mieux fait pour la chanter que pour la défendre.

Je m'asseois à la table du chansonnier-soldat. Aussitôt il me dit qu'il vient d'entendre un mot admirable. A l'heure actuelle où tout est à l'action, un bon mot reste encore pour lui un événement capital.

Je m'empresse d'ailleurs de reconnaître que celui qu'il me cite est d'une grande et simple beauté.

Il s'agit d'une femme d'un certain âge, ou plutôt d'un âge certain, qu'il a rencontrée il y a quelques instants. Il sait qu'elle vit seule et qu'elle n'a aucun parent à l'armée. Aussi, en voyant son expression tourmentée, angoissée même, affable il lui demande :

— Je comprends votre appréhension, madame, elle est la nôtre. Mais n'exagérez pas vos tourments. Vous n'avez personne à la guerre.

Mais elle de répondre, en coup droit :

— J'ai tout le monde.

Là-dessus, Lucien Boyer me déclare qu'il est pressé, qu'il s'en va. Et il fait signe à un cocher, qui dépose deux clients, de ne pas s'éloigner.

Ce cocher est un de ces vieux automédons comme on n'en voit plus guère et qui ont gardé l'esprit d'à propos des vieux Parisiens.

— Où allez-vous, patron ? demande-t-il au chansonnier, toujours à la terrasse du café.

— Pas loin, au boulevard.

— Ça va, montez.

— Laissez-moi finir mon verre.

— Ah ! non, faut que j'aille relayer après, je ne peux pas attendre.

— Eh ! bien, lui fait gaillardement Lucien Boyer, allez donc vous faire pendre.

Et, du haut de son siège, laissant tomber sur le guerrier paisible un regard chargé de dédain, le cocher lui jette cette riposte :

— Et vous, allez donc vous faire tuer.

Il est huit heures du soir, je me dirige du côté de mon logis. Devant le collège Rollin, ambulance auxiliaire, est arrêtée une voiture de blessés. Parmi eux un lieutenant d'infanterie coloniale, un bras en écharpe, un pansement à la tête, en descend sans l'aide des infirmiers qui s'empressent. C'est un vieux « marsouin » à la barbe rousse, à la figure dure ; il porte la médaille militaire et il a dû conquérir chacun de ses galons par une action d'éclat aux colonies.

Je m'approche vivement de lui :

— Mon lieutenant, je vous en prie, que se passe-t-il ?

Il reste silencieux un instant, me toise d'un regard sombre et brièvement, d'une voix sourde, me jette :

— Nous reculons... !

Et, tournant les talons, il entre vivement à l'hôpital.

Je reste un peu étourdi sous le choc de cette parole brutale. Je sens un vide immense en moi...

La nuit est venue. A pas lents, sans pouvoir penser, déduire, conclure... je rentre.

A ma porte, mon concierge me dit :

Ah ! Monsieur, il en est passé des blessés à Noisy-le-Sec, où j'étais cet après-midi. On bat en retraite. Je vous avais bien dit que les Allemands étaient terribles !

— C'est entendu, je sais qu'on bat en retraite, mais cela ne veut pas dire qu'on ne reprenne pas l'offensive un jour prochain.

Ah ! ça, monsieur, c'est vrai. J'ai vu des zouaves de mon ancien régiment. Ils m'ont dit que si on battait en retraite c'était pour « mieux les avoir ».

Cette simple observation me réconforte instantanément et je me répète en moi-même que je crois la France impérissable et ses régiments capables des plus nobles tâches.

Au cours de cette retraite mémorable qui s'affirme aujourd'hui, puisant au creuset de son patriotisme le pur alliage de sa bravoure et de son abnégation, l'armée française commence, sous la pression des événements, à se forger une âme d'une trempe si forte qu'elle résistera aux épreuves les plus dures, et d'un métal si brillant que bientôt sa gloire resplendira sous les rayons éclatants du soleil de la victoire prochaine.

Me voici, chez moi, devant mon dernier feuillet.

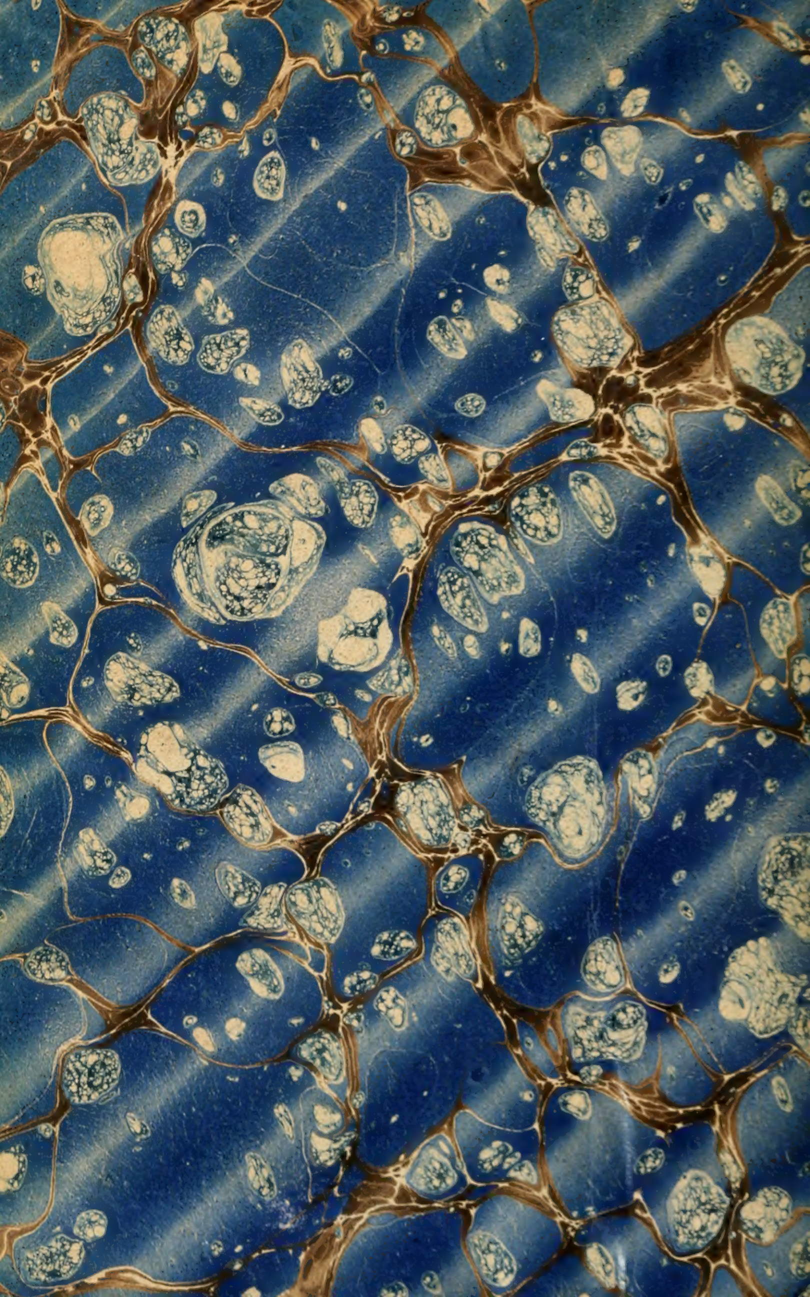
Laissant à d'autres la lourde tâche d'écrire les événements tragiques qui vont se dérouler, j'arrête ici ces notes qui n'ont pour but que de tracer quel-

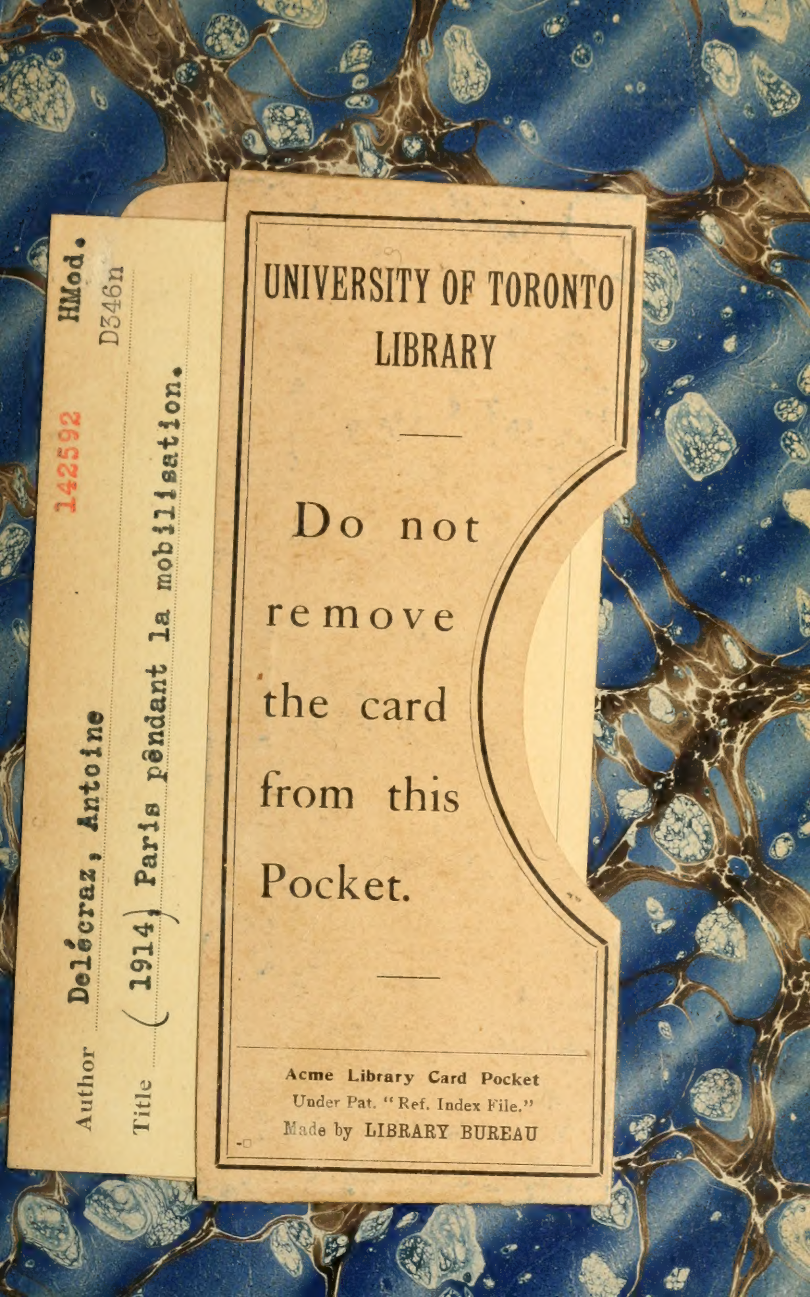
ques aspects de Paris pendant la mobilisation et de conserver certains documents de ces temps troublés.

Elles serviront tout au moins à démontrer que, dans les heures inoubliables que nous venons de vivre, notre grand et cher Paris est demeuré stoïque et digne, et prêt à tous les sacrifices, restant le Paris dont l'abbé Galiani écrivait, en 1772 : « Il y a encore bien des mœurs, des vertus, de l'héroïsme dans votre Paris. Il y en a plus qu'ailleurs, croyez-moi. »

Ça n'a pas changé.

FIN




UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not remove the card from this Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU
HMod.
D346n
142592
Author Delécraz, Antoine
Title (1914) Paris pendant la mobilisation.

